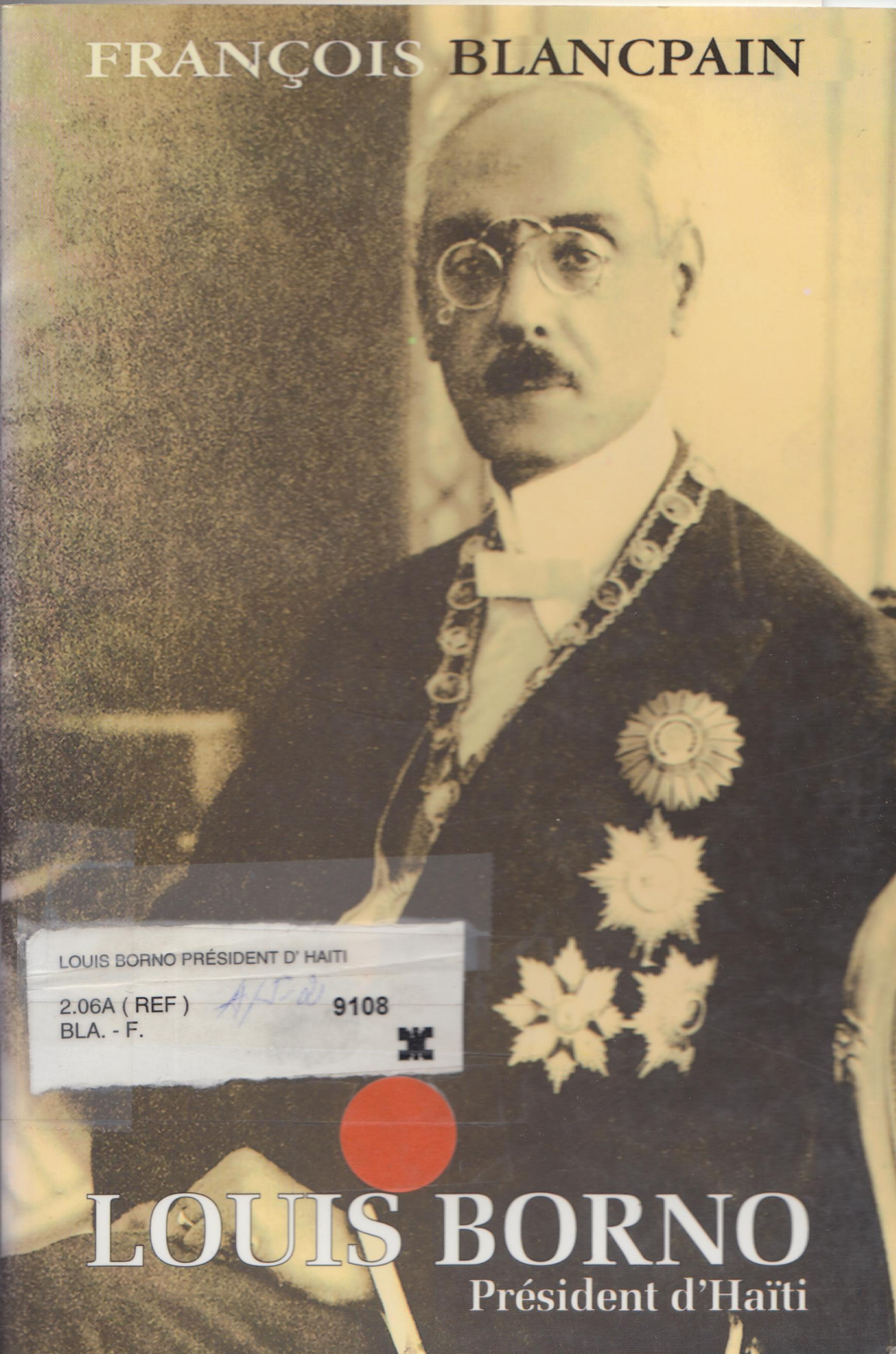
FRANÇOIS BLANCPAIN



LOUIS BORNO PRÉSIDENT D' HAITI
2.06A (REF) 9108
BLA. - F.

LOUIS BORNO

Président d'Haïti

LOUIS BORNO

PRÉSIDENT D'HAÏTI

PAR FRANÇOIS BLANCPAIN

Composition de texte: Norma Powell

© Editions Regain
Imprimerie Le Natal, Port-au-Prince, Haiti
Dépôt Légal Bibliothèque Nationale d'Haïti 98-10-329
Editions CIDIHCA
Bibliothèque Nationale du Canada
Bibliothèque Nationale du Québec
ISBN: 2-89454-026-4

Pour ARTHUR et MANON
en mémoire
de leur oncle, FABRICE
et de leur trisaïeul, LOUIS

Table des Matières

PAGE

Introduction 1

Chapitre I – L'Homme 5

Sa personnalité 7
Sa famille 13
Sa vie fut un combat 15

Chapitre II – Avant l'occupation, l'état du Pays 17

Aux plans matériel et social 19
Les mécomptes financiers 21

Chapitre III – Le débarquement de 1915 et ses prémisses 25

Les préoccupations stratégiques américaines 27
L'ambassade de Santo–Domingo 29
La "Crise Morale" 32
Les intérêts financiers des Etats–Unis 35
Louis Borno, Ministre de Nord-Alexis
et de Davilmar Théodore 38
Vilbrun Guillaume et l'intervention militaire 48

Chapitre IV – Le gouvernement Dartiguenave 59

La Convention de 1915 61
Les conflits avec les autorités militaires et civiles 79
Le régime autoritaire, la nouvelle
Constitution et les premières tentatives de coopération 90
Les conflits avec le Conseiller financier 102
Le "purgatoire" 114

Chapitre V – La présidence de Louis Borno 129

L'élection de 1922 131
Généalogie et nationalité 138
L'élection de 1926 147
La restauration des finances publiques 154
Les services publics dirigés par les Américains 169

Les services publics dirigés par les Haïtiens 178
Les Relations Extérieures 193
L'œuvre politique et la presse 212

Chapitre VI – La fin du Duumvirat 227

Le "Troisième Mandat" et la révision de la Constitution 229
"Damien" et "Marchaterre" 238
La Commission Forbes et l'élection d'Eugène Roy 253
La "Deuxième Indépendance" 277

Conclusion 283

Remerciements 297

Illustrations 299

Chronologie 301

Index 305

Sources et Bibliographie 317

INTRODUCTION

Chaque peuple mesure l'Histoire à son aune. Pour les Haïtiens, l'Histoire commence le 1er Janvier 1804, date de la proclamation d'une indépendance acquise de haute lutte contre un régime d'esclavage dont la dureté fut sans exemple. Les formulaires officiels en gardent la trace qui rappellent à tous que l'Indépendance est leur bien le plus précieux. Les documents officiels portent toujours deux dates: celle du calendrier grégorien et celle du calendrier haïtien en "années de l'Indépendance".

Puis survint l'occupation par les troupes et l'administration américaines de 1915 à 1934. Le choc fut rude, d'abord pour les paysans qui en subirent les premiers incovénients et n'en virent les avantages que plus tardivement et, également, pour la plupart des bourgeois qui, après un temps d'espoir, n'en voulurent voir que les défauts et l'humiliation. Et, comme ce sont les bourgeois qui tiennent la plume, la période de l'occupation n'est jamais qualifiée autrement qu'en des termes de grande affliction. Il semble que chacun s'ingénie à trouver une formule originale sur ce thème: Dantes Bellegarde parle du *"triste nom d'occupation américaine"* [1] ou encore de *"cruelle blessure faite à l'âme nationale"* [2]; Alain Turnier renchérit en avouant *"la crucifixion de l'orgueil national par l'occupation américaine"* [3]; de même Jean FOUCHARD la nomme *"la douloureuse épreuve de l'occupation américaine d'Haïti"* [4].

Or, c'est précisément pendant cette période que Louis Borno exerça son activité politique aux plus hauts niveaux, d'abord comme ministre, à deux reprises, dans le gouvernement du Président Dartiguenave, puis comme Président de la République, du 15 mai 1922 au 15 mai 1930. Dès lors, il ne faut pas s'étonner qu'il fût assez maltraité par les historiens haïtiens, soit qu'il fût victime d'ostracisme, comme son prédécesseur Dartiguenave, soit qu'on voulût lui faire porter la responsabilité de tous les renoncements et déshonneurs dont on verra pourtant que la plupart

1. Dantes BELLEGARDE – *Histoire du peuple haïtien*, Port-au-Prince, 1953.
2. Dantes BELLEGARDE – *La Résistance haïtienne*, Edition Beauchemin, Montréal, 1937.
3. Alain TURNIER – *La Société des baïonnettes*, Le Natal, Port-au-Prince, 1985.
4. Jean FOUCHARD – *Préface de Au Temps des Isles à sucre* de J. CAUNA, Karthala, 1987.

aient eu leurs causes et même leurs sanctions avant son accession au pouvoir.

Un exemple de cette approche nous est donné par Suzy Castor qui, dans un livre de 240 pages consacré à l'occupation américaine, "expédie" le gouvernement de Borno en une page en se contentant d'affirmer que le Président fut un *"laquais inconditionnel"* [5]. Selon la même antienne, A. de Matteis, dans une brochure sur le conflit des frontières haïtiano-dominicaines (Imprimerie Hayez, Bruxelles, 1969) écrit que *"...l'unique souci du gouvernement de Borno ayant été de trahir son pays en exécutant fidèlement les ordres venus de Washington..."*. On ne peut pas se satisfaire de tels slogans pour retracer l'œuvre d'un homme qui a profondément marqué son pays en huit ans de présidence et deux ans de ministère, d'autant plus qu'un regain d'hostilité à son endroit se manifeste depuis la deuxième occupation, inspiré sans doute par l'inavouable faiblesse de faire retomber sur un bouc-émissaire traditionnel des fautes, des vices et des désordres qui ne sont pas de son temps.

Cependant, à la décharge des ses contempteurs, il faut avouer que Louis Borno reste mal connu, en particulier parce que ses archives sont demeurées enfermées dans les armoires de la famille. On ne connaît de son œuvre que les documents officiels sans savoir par quels cheminements, souvent laborieux et douloureux, ils ont vu le jour. Ainsi, s'il est parfois légitime de critiquer l'œuvre, il est injuste de mépriser l'homme.

Un premier choix de documents des archives privées a été publié dans le mémoire de maîtrise d'Histoire de Fabrice Blancpain [6]. Le présent ouvrage s'appuie sur ce mémoire ainsi que sur d'autres documents, jusqu'ici inédits, tirés, eux aussi, des archives de la famille Borno qui ont été léguées à l'auteur et auxquelles les historiens n'avaient pu avoit accès.

Sur ces bases, la principale ambition du présent ouvrage est de faire litière d'un certain nombre de légendes qui courent sur Borno et que chaque auteur recopie des ouvrages de ses prédécesseurs sans se préoccuper du fait qu'aucun document sérieux, aucun témoignage confirmé ne vienne les accréditer. En Haïti, les légendes germent et croissent à profusion car, elles, contrairement aux arbres, on les coupe peu souvent et on les "déchouque" encore plus rarement. Nous tenterons ici de démontrer

5. Suzy CASTOR - *L'occupation américaine d'Haïti*, Deschamps, Port-au-Prince, 1988.
6. Fabrice BLANCPAIN – *Le pouvoir exécutif en Haïti sous l'occupation américaine*, Edition Regain, Port-au-Prince, 1998.

l'inanité des légendes les plus courantes dont on a affublé la vie et l'œuvre du Président Borno, notamment:

- La prétendue nationalité étrangère de son père;
- L'accord secret qu'il aurait passé avec le Général Russell avant l'élection à la présidence;
- Son accord sur l'emprunt américain comme condition de son élection;
- Le fait qu'il aurait tenté de s'opposer à l'élection de son successeur: Eugène Roy;
- Le pays qui aurait accru son endettement sous sa présidence;
- Qu'il aurait accepté tout ce que lui demandaient les autorités américaines, sans aucune exception.

Sans être assurés de réussir, nous tenterons, en tout cas, de faire notre profit des recommandations des meilleurs historiens haïtiens.

En particulier, nous lisons sous la plume de François Dalencour[7], l'observation suivante: *"En Haïti, la plupart des intellectuels confondent le romantisme historique avec l'Histoire; On n'a qu'à écrire un petit bout d'article sur un sujet historique pour être bombardé du titre d'historien. Aussi chaque intellectuel haïtien se croit un historien..... On verra avec stupeur des ignorants haineux, bourrés de préjugé local, qui ne connaissent pas la science historique, pousser des cris de colère impuissante comme si l'Histoire d'Haïti n'aurait jamais été écrite."*

Nous n'aspirons pas, après cet ouvrage, à être *"bombardé du titre d'historien"*. Qu'il nous soit cependant permis d'observer que, dans son livre, François Dalencour semble très vite oublier sa légitime indignation. Sans explication, il met dans le même sac Nissage Saget et Louis Borno en compagnie de Soulouque et de Vilbrun Guillaume. Puis il traite Toussaint Louverture de tyran sanguinaire de façon à mieux magnifier Alexandre Pétion.

Nous préférons donc tenter de nous rapprocher du discours d'Alix Mathon en avant-propos au livre d'Alain Turnier[8]: *"Il est heureux, il faut le constater, que la nouvelle Ecole (en Histoire) s'efforce de renoncer à l'affectivité qui donnait une allure de polémique passionnée aux textes de nos aînés. Ce manque d'objectivité faisait de ces historiens de fougueux*

7. François DALENCOUR – *La fondation de la République d'Haïti par Alexandre Pétion*, Port-au-Prince, 1944.
8. Alain TURNIER – *La Société des baïonnettes*. (op. cit.)

"querelleurs" à qui l'on ne pouvait, pour cause, accorder qu'une toute relative crédibilité à quelques exceptions près."

En tout cas, nous n'innoverons pas par rapport aux règles du genre telles que les définit Léon-François Hoffman[8bis] : *"Comme chacun sait, l'histoire est un genre littéraire, un moule idéologique, l'expression du désir de l'homme bien plus qu'une science exacte..."*

Ceci remettra à leur vraie place, très modeste, les approbations comme les critiques que nous pourrons formuler sur les ouvrages de nos prédécesseurs.

8bis Léon-François HOFFMAN – *Un mythe national, la cérémonie du Bois-Caïman* – in *La République haïtienne*, Editions Adec-Karthala, 1993.

CHAPITRE I

L'HOMME

SA PERSONNALITÉ

Eustache, Antoine, François, Joseph, **Louis** BORNO est né le 20 septembre 1865, an soixante deuxième de l'Indépendance, à Port-au-Prince, au n° 22 de la rue Bonne-Foi, fils d'Eugène Robert Borno et de Elizabeth Lelia Baude; il est mort le 29 juillet 1942, dans sa résidence de Pétionville.

Les contemporains qui le côtoyèrent, ou ceux auxquels il accorda des interviews durant le temps de sa présidence, le dépeignent comme un homme d'assez petite taille, clair de peau, élégant, d'un maintien distant, froid, avec un côté aristocratique qu'accentuaient ses lorgnons. On le considérait comme très intelligent, très instruit, parlant très correctement l'anglais et l'espagnol, ainsi que l'allemand et l'italien; très calculateur, rusé quand il le fallait et dénué du sens de l'humour.

Les descriptions que nous en avons sont presque toutes de la plume de témoins étrangers. Déjà, de son temps, il était victime d'ostracisme. Ainsi, Berthoumieux Danache[9], qui fut chef du Cabinet du Président Dartiguenave, passe en revue et décrit tous les collaborateurs de son Président, généralement pour en dire le plus grand bien, sauf de Fleury Féquière et de Stenio Vincent qu'il n'aimait pas, mais il ne dit pas un mot de Borno, se contentant d'indiquer qu'il succéda à Dartiguenave. Sans doute monsieur Danache ne voulut pas briser la conspiration du silence pour dire le bien qu'il en pensait et son honnêteté lui interdit de dire le mal qu'il ne pensait pas. Nous nous reporterons donc aux relations des témoins étrangers. William Seabrook[10] le décrit ainsi: "*De moindre stature qu'on ne le pouvait présumer d'après ses photographies, Mr Louis Borno était un petit homme d'un certain âge, bien découplé, d'une élégance presque recherchée, avec une tête qui exprimait une fière intelligence. Si le front*

9. Berthoumieux DANACHE – *Le Président Dartiguenave et les Américains*, Editions Fardin, Port-au-Prince, 1984.
10. William SEABROOK – *L'Ile magique*, traduction de Gabriel des Hons, Firmin-Didot, 1932.

proéminait dans ses photographies, c'étaient les yeux qui, chez l'homme lui-même, dominaient; ils étaient profonds et regardaient fixement derrière le pince-nez au cordon flottant. Mr Borno était un pâle mulâtre, rasé, à l'exception d'une petite moustache coupée de près. Ses traits n'avaient presque rien de ceux du nègre. Son épaisse chevelure gris de fer, frisée mais non pas crépue, laissait à découvert un front haut. Il y avait en lui une assez forte dose de pédanterie, une teinte professorale trop marquée. Mais il ne montrait dans la conversation aucune froideur académique. Il manquait d'humour et, bien que j'aie dû plus tard réviser cette opinion, il me sembla aussi manquer de chaleur."

Le colonel Frank Evans qui fut commandant de la Garde d'Haïti ne contredit pas la description ci-dessus dans son article publié dans le *Sunday Star* de Washington le 28 mars 1926: *"Louis Borno, the President, has a striking personnality. The average American, on meeting him, with due consideration of the difference in race, mentally, is struck by a certain resemblance to Woodrow Wilson. In physique, tall and slender, in the contours of his face, his eyeglasses and a certain professorial appearance, this resemblance exists. His fluent and impeccable diction further suggests it. By education Borno was a lawyer, another coincidence, before he entered into politics and became the President of his country. Under former administration Borno was Haïtian minister for foreign relations and finance, and served as Minister to the neighboring Republic of Santo Domingo. He speaks English, French and German fluently and, while in Santo Domingo, mastered Spanish. Dignified and yet with much vivacity at times, he has a well-defined charm of manner."*

Quant à son comportement, tous les observateurs ont compris qu'ils avaient affaire à forte partie.

Le Ministre de France à Port-au-Prince, Mr Dejean de la Bâtie, en parle en ces termes dans une dépêche du 2 juillet 1918 citée par Roger Gaillard[11]: *"Mr Louis Borno..... est le personnage le plus important du cabinet ..... je ne me fais pas d'illusion sur son caractère. C'est un homme très intelligent mais qui manque de franchise et qui, dans le cours de négociation diplomatique, a des roueries de procédurier."*

Précédemment, le Ministre de France à Port-au-Prince, au temps de l'intervention américaine, exprima une opinion similaire dans une

11. Roger GAILLARD – *Hinche mise en croix*, Le Natal, Port–au–Prince, 1982.

dépêche au Quai d'Orsay du 8 décembre 1915[12]: *"Mr Pauleus Sannon eut pour successeur à la Secrétairerie d'Etat des Relations Extérieures, monsieur Louis Borno qui avait déjà occupé ce poste sous le ministère Davilmar Théodore et qui m'avait laissé de son passage au pouvoir pendant cette période le souvenir d'un esprit passionné et d'une nature retorse sous les apparences d'une grande urbanité."*

Paul Morand, dans *Hiver Caraïbes* (Flammarion 1929) fait parler Borno qui lui avait accordé une interview: *"Mon principe: une main de fer dans un gant de velours..... Ennemi de la dureté, ami de l'énergie; libéral quand il se peut, sévère quand il le faut..."*

Terminons avec un jugement du colonel Elie Cole qui fut chef des troupes d'occupation, jugement en date du 22 mars 1917 rapporté par Roger Gaillard[13], en rappelant, auparavant, qu'à cette époque Borno était en conflit avec les occupants à propos des attributions de la gendarmerie: *"monsieur Borno est, tout au fond de lui-même, anti-américain; il ne nous a jamais donné et ne nous donnera jamais de soutien honnête. C'est un esprit très fin, absolument insincère, un Secrétaire d'Etat connaissant son métier à fond; et, comme il est politiquement ambitieux, il essaie d'arranger sa carrière afin de paraître comme un défenseur des droits des Haïtiens."* Comme quoi, on peut être colonel américain sans être devin.

Ceci pour l'homme public. Mais l'homme dans son privé a aussi des côtés attachants. Comme tout bon fils de la bourgeoisie – lorsqu'ils ne faisaient pas des études de médecine – il fit des études de droit à Paris et devint avocat. Dans ce métier, il tint à faire progresser les connaissances et les pratiques, tout comme il le fit plus tard dans le domaine politique. Il publia un code Civil[14], un code de Procédure et un code de Commerce[15] annotés. Ses notes portaient parfois en germe des orientations politiques qui, plus tard, firent de Louis Borno l'un des plus importants législateurs d'Haïti. Par exemple, au chapitre des faillites et banqueroutes du code de Commerce, il écrit: *"On n'en est plus à signaler les graves défectuosités de notre législation sur les faillites. Il suffira de dire*

12. Archives du Quai d'Orsay.
13. Roger GAILLARD – *La République autoritaire*, Le Natal, Port-au-Prince, 1981.
14. Code Civil d'Haïti, annoté par Louis Borno, chez l'auteur à Port-au-Prince, 1892 et chez Giard et Brière, 16 rue Soufflot, Paris.
15. Code de Commerce, annoté par Louis Borno, Imprimerie de l'Abeille, Port-au-Prince, 1910.

qu'elle est celle de l'ancien Livre III (1807) du code de Commerce français, livre qui a été complètement refondu en France par la loi du 28 mai 1838, améliorée à son tour par plusieurs dispositions successives. Ces défectuosités sont telles que nos tribunaux, pressés par les circonstances, par la nature même des choses, ont été parfois obligés d'y obvier par des mesures extralégales. C'est ainsi que le Tribunal Civil et le Tribunal de Commerce de Port-au-Prince, il y a une vingtaine d'années, ont consacré, sur la demande même des créanciers de certains commerçants, et en dehors de tout texte, la pratique de la liquidation judiciaire. C'est du mouvement d'opinion créé par les décisions de ces tribunaux que sortit la loi du 16 juin 1896 organisant, d'après la loi française, l'institution de la liquidation judiciaire. On ne saurait trop regretter l'abrogation, par la loi du 30 juillet 1907, de cette mesure de progrès. On y reviendra forcément quand les circonstances obligeront de nouveau les tribunaux à amender la loi positive dans le sens de l'équité et de la justice, de la même manière que le préteur romain corrigeait le vieux droit quiritaire."

En 1892, alors jeune avocat – il avait obtenu sa licence en droit à la Faculté de Paris en 1890 – Louis Borno fut membre fondateur de la Société de législation en compagnie d'autres intellectuels que nous retrouverons tout au long de cette biographie: Stephen Preston, Jacques Nicolas Léger, Georges Sylvain, Justin Devot, Frédéric Marcelin, Solon Menos etc... Il s'agissait d'un groupe de réflexion sur la vie politique, économique et sociale du pays, sur ses lois et ses besoins de réforme afin *"d'introduire la civilisation dans le pays"*.

Il fit également partie de la "génération de la Ronde" mouvement de renouveau culturel typique de la fin du 19è siècle. C'est là qu'il s'exerça aux belles lettres. Il s'y retrouve avec Georges Sylvain, Charles Moravia, Frédéric Marcelin, Seymour Pradel, Dantes Bellegarde, Etzer Vilaire etc... avec lesquels il entretint des relations d'amitié ou de rivalité, mais toujours très animées, car l'époque fut fertile en fortes personnalités et de grand talent.

Louis Borno avait aussi des violons d'Ingres; il était musicien, botaniste; il écrivit quelques romans, sous des noms d'emprunt, romans qui n'ont pas laissé grand souvenir. De même il s'essaya à la poésie, dans ses différents genres: patriotique, religieux, idyllique.

Les poèmes patriotiques ont connu un succès mérité, tel que

L'hymne du Centenaire ou encore le *Chant du Drapeau* dont il écrivit les paroles et la musique. Pour ce qui est des poèmes idylliques, on conviendra que le genre n'est plus à la mode. Au reste, voici deux exemples de cette production poétique:

Le Chant du Drapeau

(Paroles et musique de Louis Borno)

Salut, nobles lutteurs de nos joutes sublimes!
Salut, humbles soldats, chefs altiers, tous vainqueurs!
Quand vers la mort couraient vos hordes magnanimes,
C'était du même élan que bondissaient vos cœurs!
Votre sang généreux, coulant à flots de lave
Se mêlait sur les fers de la patrie esclave.

Le maître séculaire est tombé sous le glaive.
Une gloire inconnue éclate sous les cieux.
Déploie aux vents l'emblème où palpite ton rêve,
O peuple! Le drapeau, c'est l'âme des Aïeux;
Et ce que, dans ses plis, chante au souffle des brises,
C'est le chœur triomphal des libertés conquises!

Qu'importent, sur la voie où tu saignes, Patrie,
Les mépris insensés ou les lâches affronts?
Nous t'aimons, nous tes fils, nés de ta chair meurtrie,
Et ton viril amour est l'orgueil de nos fronts.
Nous saurions, à ta voix, rouvrir à la victoire
Nos monts, qui des Héros ont gardé la mémoire.

Peuple, le jour luira des âmes fraternelles!
L'hymne de la Concorde emplira l'avenir.
Nous irons, en chantant ,vers des cimes nouvelles,
Abjurer du passé le sanglant souvenir.
Et dans la majesté de sa force éternelle,
La liberté sur nous étendra ses deux ailes.

Citoyens, aux appels des canons,
Que dans les fils revivent les pères!
Libres à jamais ou mourons,
Comme aux champs de Vertières!

Les cieux

Que sais-je de toi?... Rien. La mer, la mer profonde,
Voilà tes yeux! ... La mer? Que dis-je? Non. La sonde
En a touché le fond; elle en sait les secrets.
Non la mer, non la mer! Mon regard t'a scrutée,
Thalassa! Je connais votre gloire, ô forêts
De prodige, coraux sanglants! - Troupe indomptée
Des grands monstres marins, squales, poulpes hideux,
Leviathans rêvés par les théogonies,
J'ai vu l'homme frôler vos flancs noirs et rugueux
Dans le liquide azur constellé d'astéries!
Non la mer, tes beaux yeux, non la mer; mais les cieux!
C'est l'immensité effroyable, tes yeux!
En l'abîme étoilé, sans fond et sans rivage,
Mon vol vertigineux a plongé vainement;
Vainement, j'ai saisi dans sa fougue sauvage
La Comète, ruée aux champs du firmament
Ainsi qu'une cavale aux élans formidables!
Je tremble encore d'avoir vu le recul sans fin
Des horizons semés de mondes innombrables.
Je tremble du frisson terrible du Divin!
Non la mer, mais les cieux. Sous l'arc de ta paupière,
L'énigme de l'espace en fuite est tout entière.
Et pourtant, nul effroi, nul souci dans mon cœur.
La douceur de m'aimer sourit dans tes prunelles
Comme au cristal des lacs s'attendrit l'aube en fleur;
Je sens que dans mes bras ton âme ouvre ses ailes
Et palpite aux appels puissants de l'infini.
Partons!... Il n'a surgi du gouffre qu'une étoile,
Notre amour, et déjà les ombres ont frémi;
Notre essor fulgurant va déchirer les voiles. [16]

Ce poème, trouvé dans les archives du Président, ne porte pas de dédicace, mais il est daté de 1906, année du mariage avec mademoiselle Hélène Saint-Macary.

16. Archives BORNO.

SA FAMILLE

Louis Borno se maria trois fois. La première fois avec une demoiselle Oriol dont il eut une fille, Jeanne, qui devint religieuse de l'ordre des Sœurs de la Sagesse, congrégation pour laquelle il eut plus tard la plus cordiale attention. Cette première épouse mourut en couches; il épousa alors la sœur qui subit le même sort fatal. On dit dans la famille Oriol, qu'il fut très mal reçu lorsqu'il vint demander la main de la troisième fille.

C'est alors que Louis Borno épousa, le 31 octobre 1906, mademoiselle Hélène dont il eut trois enfants: Madeleine, Henri et Simone.

Hélène Saint-Macary a beaucoup impressionné ses contemporains par sa beauté, son charme et son esprit. Georges Corvington[17] rapporte l'impression que fit madame Borno sur l'écrivain William Seabrook: "*Madame Borno, née Hélène Saint-Macary, était la femme la plus primesautière et la plus spirituelle qu'il eut jamais rencontrée*".

De même, un écrit de Henri Constant[18] est très élogieux:"*Au dessus de la politique et de ses tiraillements apparaît une belle figure de femme, symbolique comme une colombe et rassurante comme un rameau d'olivier: madame Louis Borno.*

Epouse et mère incomparable, elle remplit les grands devoirs inhérents à son sexe, avec une dignité attentive et haute qui lui mérite l'admiration et le respect de tous, bien avant que les circonstances qui l'ont fait sortir des rangs ne l'eussent chargée d'incarner aux yeux de la Nation et de l'Etranger la Femme haïtienne dans sa suprême distinction.

Ce dernier rôle s'accommodait sans peine d'une pointe de superbe; madame Borno l'aime mieux tenir avec grâce et simplicité..."

17. Georges CORVINGTON – *La capitale d'Haïti sous l'occupation*, Henry Deschamps, Port-au-Prince, 1987.
18. Archives BORNO.

Cette dernière phrase peut être méditée avec profit par toutes les pimbêches qui eurent la tête enflée d'avoir épousé des hommes qui réussirent.

Il faut dire que mademoiselle Hélène Saint-Macary avait de qui tenir. Elle était née à Port-au-Prince, le 14 avril 1872, de Jules Saint-Macary, originaire de Petite Rivière de l'Artibonite, et de Camille Laporte, son épouse. On trouve des Saint-Macary parmi les anciens colons qui bénéficièrent de l'indemnité exigée par la France pour la reconnaissance de l'indépendance d'Haïti et, en particulier, un certain Jean Jacob Saint-Macary, propriétaire d'une indigoterie à Petite Rivière de l'Artibonite ainsi que d'une caféterie et d'une maison à Saint-Marc[19]. Il était le bisaïeul d'Hélène.

Quant à Camille Laporte, on sait qu'elle vécut hors mariage avec monsieur Léon Laforestrie dont elle eut quatre enfants et qu'elle épousa Jules Saint-Macary bien avant le décès de Léon Laforestrie[20].

Camille Laporte était très belle et d'une beauté noble et altière. On dit, dans la famille, que c'est son effigie qui orne l'avers des pièces d'argent frappées à cette époque, au temps des Présidents Salomon et Hippolyte. Il ne nous est pas possible d'avérer cette information et d'autres familles haïtiennes prétendent, elles aussi, avoir leur ancêtre sur ces pièces de monnaie. Notons cependant que le graveur de ces pièces était monsieur Edmond Laforestrie, le frère de Léon.

19. Renseignements obligeamment fournis par Mr Jacques Cauna.
20. Léon Laforestrie est mort le 14 août 1889.

SA VIE FUT UN COMBAT

Madame Louis Borno, outre son rôle de mère de famille, eut certainement une excellente influence sur le caractère et la carrière de son mari. Louis Borno, en effet, était dans sa jeunesse d'un caractère coléreux et emporté. Mais il avait une volonté de fer, beaucoup d'ambition pour lui-même et pour son pays; il savait écouter et il était très croyant. Il put ainsi surmonter et contraindre son tempérament emporté et c'est ce qui explique que ses contemporains l'aient décrit comme un personnage froid et quelque peu compassé.

Dans la carrière politique qu'il choisit et dans les circonstances douloureuses qui lui furent imposées, il eut en effet besoin de faire constamment preuve de volonté et de sérénité car, ainsi que nous le verrons dans le déroulement de sa carrière politique, sa vie fut, en fait, un perpétuel combat. Le combat d'un patriote contre un occupant, d'un opportuniste contre des nationalistes outranciers, d'un novateur contre des forces conservatrices, d'un réaliste contre des utopistes.

Il est un dernier combat qu'il n'eut pas le temps de conduire avant que la mort ne le prît. C'est celui de la rédaction d'un exposé méthodique de son œuvre, de ses résultats et de ses conseils pour l'avenir de son pays.

William Cumberland, qui fut conseiller financier de décembre 1923 à décembre 1927 et avec qui Borno conserva jusqu'à sa mort d'excellentes relations, lui suggéra d'entreprendre cet exposé dans une lettre du 8 octobre 1941[21]:

"*Dear Mr President,*

(...) In looking back upon our activity, we can take satisfaction in the record which was made. Not only was debt substantially reduced but reserve funds were accumulated which permitted Haiti to meet the

21. Archives Borno publiées par Fabrice Blancpain (op. cit.).

worldwide depression without default. Of equal importance, there are roads, bridges, docks, municipal water supply, public buildings and many other improvements which were achieved during your administration.

In fact, I believe it fair to state that more was accomplished during your term of office for the welfare of Haiti than in all previous and subsequent administrations put together (...).

Your illness has caused me much distress. I trust that you are gradually recovering your strength and energy. I also hope that you will have sufficient strength to prepare a history of Haiti, with special reference to your own term of office. For no one could do this job as well as yourself. There are many misconceptions which need to be corrected, and such a history would be of great service to students of international affairs....."

Borno répondit à Cumberland le 14 novembre 1941[22], huit mois avant sa mort, une lettre assez triste dans laquelle il évoque sa mauvaise santé et le désolant et désespérant spectacle de la guerre mondiale:

"My dear Dr Cumberland

Your letter has been a very great joy for me. I could not at once express that to you; I was suffering from a strong attack of grippe, which, added to my seventy six years of age and to my heart disease, made of me a poor prostrate body and spirit.

How right you are when you consider the good and great things we have achevied by our loyal, sincere, courageous, hard-working collaboration. Yes indeed, we can both be allowed to remain proud of our splendid results in all the fields of governmental activity. Already, no much time after 1930, our opponents and ennemies themselves acknowledged those results; and today, the homage is unanimous, after the ten years of Vincent's maladministration.

As yourself, I am horrified before the unnamable spectacle of indiscriminate slaughter, of total destruction and misery, displayed in Europe, Asia and Africa by a little bundle of imperialist gangsters.....

It is my purpose to write some notes about my administration; but I have lost time and my sickness has diminished my strength. Anyhow something shall be done.(...)"

22. Archives Borno publiées par Fabrice Blancpain (op. cit.).

Chapitre II

Avant l'Occupation:

L'Etat du Pays

AUX PLANS MATÉRIEL ET SOCIAL

Juste avant l'occupation américaine, on pouvait constater que cent dix années d'indépendance avaient laissé un pays ruiné et sans cohésion sociale. Les meilleurs observateurs et auteurs haïtiens ne cessaient de le dire et de prédire qu'une telle situation ne pourrait perdurer dans le monde moderne.

Au plan matériel, l'état de sous développement était patent. Les quelques travaux publics qui avaient été effectués lorsque le calme politique et l'efficacité du gouvernement l'avaient permis, notamment sous l'administration du Président Hippolyte, n'avaient pas été entretenus par les successeurs et, sur bien des points, le pays apparaissait dans l'état de ruine et d'abandon qu'avait laissé la longue et féroce guerre d'indépendance.

Un seul témoignage, celui du ministre des Travaux Publics, John Laroche, les résume tous, selon le rapport cité par Dantes Bellegarde[23] et publié en 1910 : "*Les rues, en province et à la capitale, n'ayant point été entretenues, sont transformées en fondrières par les pluies. Les routes publiques, défoncées, rendent malaisé le transport des denrées. Les ponts jetés sur nos rivières sont frappés de caducité et menacent, en s'effondrant, de rompre toutes communications entre certains points ruraux et certaines villes. Partout, les prisons sont lézardées. Quelques unes, dénuées de tout, de portes ou de fenêtres, offrent des issues faciles à l'évasion. Les marchés en fer qui ont valu beaucoup de sacrifice au pays sont oxydés par manque d'entretien. Le service télégraphique terrestre est médiocrement organisé dans l'Ouest, le Sud, l'Artibonite et le Nord. Le fil actuel a plus de quinze années d'usage. Le service hydraulique est rudimentaire, même à Port-au-Prince. Les voies de canalisation sont défectueuses. Les édifices publics ont besoin d'être restaurés ou reconstruits. Les postes militaires ont l'aspect misérable de cahutes abandonnées. Les*

23. Dantes BELLEGARDE – *Histoire du Peuple haïtien*, (op. cit.).

douanes sont mal aménagées. Nos maisons scolaires exigent des réparations de plus en plus urgentes. "

Au plan social, la nation haïtienne apparaît coupée en deux parties qui se côtoient sans se connaître, la bourgeoisie que certains appellent "l'élite"[24] et la masse paysanne que d'autres nomment "le pays en dehors"[25].

Quelles que soient les origines et les causes de cette structure sociale, tous les auteurs s'accordent à reconnaître que "l'élite" vit aux crochets du "pays en dehors", le contrôle par la police rurale, l'exploite par l'impôt sur le café et ne lui procure aucun service.

"*Jamais l'Etat..... n'a été conçu autrement que comme dominateur et prédateur. Jamais il n'a été un service public, sauf peut-être à l'époque où il a servi surtout à relayer la puissance de tutelle, sous l'occupation américaine* ".[26]

Ce qu'auparavant avait déjà observé Jean Price-Mars[27] le peuple haïtien est divisé en "*une masse amorphe, politiquement et économiquement asservie par une minorité dont l'idéal le plus élevé est de vivre aux dépens de la plèbe sans aller plus outre*".

24. Jean PRICE–MARS – *La vocation de l'élite*, Imprimerie Chenet, Port–au–Prine, 1919.
25. Gérard BARTHELEMY – *Le Pays en dehors*, Deschamps, Port–au–Prince, 1989.
26. Gérard BARTHELEMY dans un article de novembre 1991 Haïti ou les ambiguités d'un cheminement démocratique annoncé.
27. Jean PRICE–MARS, (op. cit.).

LES MÉCOMPTES FINANCIERS

Mais cette bourgeoisie sur laquelle on fait trop facilement retomber toutes les responsabilités, au point qu'on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une mode, d'un aphorisme destiné à masquer des responsabilités plus diffuses et diversifiées, a subi elle-même, de plus en plus durement, le fardeau de la rapacité des banquiers étrangers, principalement français, et de la filouterie des commerçants étrangers, principalement allemands et syriens, soutenus par les canonnières de leurs gouvernements.

Tout a commencé par l'exigence du gouvernement français d'une indemnité de 150 millions de francs pour la reconnaissance de l'Indépendance par Charles X, indemnité ramenée à 90 millions par Louis-Philippe, mais qui représentait encore 8 à 10 ans de revenus du pays. Il fallut payer; tous travaux d'intérêt général devenaient impossibles, faute de ressources financières et on dut même recourir aux emprunts extérieurs pour payer la dette. Ce fut au tour des banquiers français d'être du banquet après que les descendants des anciens colons eurent partagé les 90 millions de l'indemnité[28].

Se succédèrent alors plusieurs emprunts placés sur le marché parisien, tous plus scandaleux les uns que les autres. Haïti souscrivit successivement:

- un emprunt de 36,5 millions de francs en 1875;
- un 2ème emprunt de 50,0 millions de francs en 1896;
- un 3ème emprunt de 65,0 millions de francs en 1910.

Tous ces emprunts portaient intérêt et étaient garantis par un prélèvement sur les droits d'exportation du café dont la France était le principal importateur. Et comme la France achetait le café au cours mondial, c'est le paysan producteur qui supportait l'intégralité du fardeau du remboursement des emprunts.

28. La dette de l'Indépendance ne fut soldée qu'en 1883.

Mais le gouvernement haïtien était loin de percevoir ces sommes que pourtant il s'engageait à rembourser intégralement et avec intérêt. Par exemple, l'emprunt de 1910 ne rapporta que 40 millions. La différence de 25 millions servit, en partie, à engraisser divers intermédiaires occultes français et haïtiens, à faire bénéficier les souscripteurs d'une "prime de risque" d'un montant total de 7.475.000 francs et, pour le surplus, constitua un supplément de bénéfice pour la Banque de l'Union Parisienne[29].

En outre, sur ces 40 millions, 10 furent retenus par la banque en vue de compenser le retrait du papier-monnaie haïtien. Bien entendu, la banque qui percevait 5% l'an d'intérêt sur la totalité des 65 millions du contrat, ne versait aucun intérêt sur les 10 millions qu'elle conservait pour le retrait ultérieur du papier-monnaie.

L'emprunt de 1875, d'un montant théorique de 36,5 millions de francs, fut encore plus extravagant, selon la description qu'en fait Dantes Bellegarde dans son *Histoire du peuple haïtien*: "*Ainsi, comme résultat de ces deux affaires, la République d'Haïti contracta une dette de 36.500.000 francs et ne reçut en retour que dix millions de francs sous forme d'anciennes obligations. Le solde de 26 millions fut dissipé en commissions payées aux banquiers, en primes accordées aux capitalistes et en pots-de-vin répartis entre politiciens véreux. Le scandale fut si grand que les banquiers français, craignant une répudiation pure et simple de la part d'un gouvernement honnête, acceptèrent plus tard, en 1881, de ramener de 36,5 à 21 millions de francs la dette d'Haïti de 1875*".

Les gouvernements haïtiens tentèrent de se protéger contre cette mainmise économique. En particulier, reprenant régulièrement dans chaque constitution la disposition qu'avait introduite Jean-Jacques Dessalines dans la constitution de 1805; ils prohibèrent toute propriété immobilière aux étrangers. Mais chaque médaille à son revers. Beaucoup de commerçants étrangers, allemands principalement ainsi que quelques français, épousèrent des filles de la bourgeoisie haïtienne pour commercer librement, sans la contrainte d'un loyer et du contrôle d'un propriétaire. On vit alors s'enrichir une communauté interlope dont les membres réclamaient et souvent obtenaient le secours de leurs ambassades d'origine, au besoin par le moyen de l'envoi d'une canonnière devant Port-au-Prince, chaque fois qu'ils avaient un différend avec la police ou avec les douanes haïtiennes. Et chaque fois, le gouvernement haïtien dut céder.

29. Le siège de la Banque de l'Union Parisienne était situé 7 rue Chauchat, Paris 9e, immeuble aujourd'hui occupé par le Crédit du Nord.

Une dépêche du Ministre de France à Port-au-Prince, du 15 septembre 1910, en donne une illustration plaisante, disant que "..... *quelqu'un a observé plaisamment, mais non peut-être sans quelque raison, que ce qui, dans la Belgique, séduit les Haïtiens, c'est qu'elle n'a pas de navires de guerre.....* "[29bis].

Voilà ce qu'était devenue l'indépendance, 112 ans après sa proclamation: celle d'un peuple de paysans soumis au joug des "chefs de section", émanation du pouvoir militaire, et contraints de financer, par les droits de douane qui frappaient l'exportation du café, tout l'appareil de l'Etat; celle d'une oligarchie qui devait sans cesse satisfaire, au détriment de son honneur et de ses finances, les réclamations fantastiques de trafiquants étrangers soutenus par les canonnières de leurs gouvernements.

Jacques Barros[30] le résume en quelques mots: "*Le pouvoir a ses assises sur une masse opprimée, tout en étant lui-même soumis à la domination des grandes puissances.* "

Les contemporains, du moins les plus honnêtes et les plus avertis, avaient évidemment déjà analysé et compris la situation.

Jacques Nicolas Léger, ministre des Relations Extérieures du Président Nord-Alexis, en 1906, cité par Alain Turnier[31], écrit: "*On trouve en Haïti des étrangers vraiment honnêtes et dignes du plus grand respect. Ils sont malheureusement en petit nombre, et, à côté d'eux, grouille tout le rebut des nations étrangères: Véritables scories que les sociétés rejettent de leur sein et qui, pour notre malheur, viennent s'accumuler en Haïti..... Ils sont les artisans de nos discordes civiles; on retrouve leur main dans presque toutes nos luttes intestines. Ils fournissent de l'argent aux mécontents pour les inciter à la révolte et, l'insurrection une fois proclamée, ils s'empressent de prêter au gouvernement les sommes nécessaires pour les combattre..... Soit que le gouvernement ou que l'insurrection triomphe, cela leur importe peu: Ils sont sûrs d'encaisser de l'argent. A part le taux élevé auquel ils ont avancé aux contondants les sommes dont ceux-ci avaient besoin, ils ont toujours en poche d'inépuisables réclamations qu'avec un cynisme éhonté ils produisent au bon moment..... Et ils trouvent des Ministres, des représentants de grandes puissances pour soutenir leurs singulières et lucratives réclamations*".

29bis. Archives du Quai d'Orsay (Nouvelle série, *Haïti*, Volume n°11).

30. Jacques BARROS – *Haïti*, Edition l'Harmattan, Paris, 1984.

31. Alain TURNIER – *La société des baïonnettes*, (op. cit.).

Ce que Alain Turnier, dans le même ouvrage, résume en disant que "*La diplomatie de la canonnière tenait lieu de police d'assurance contre le risque politique*".

Une telle situation démoralise les meilleurs et fait disparaître toute volonté de civisme. L'haïtien, à l'époque, donne l'impression d'un peuple déraciné, occupant précaire d'un pays qu'il ne considère pas comme sien et n'aspirant qu'à rentrer chez lui, "en Guinée". Peu de respect des institutions politiques (une constitution tous les cinq ans en moyenne et rarement appliquée sérieusement)[32], peu de respect des biens et infrastructures publiques (on incendie à tout propos les bâtiments publics, les archives, on n'entretient pas les routes, les canaux d'irrigation...). Les investisseurs veulent un retour sur investissement en deux ou trois ans au plus. Les paysans pratiquent une agriculture de subsistance sans accumulation capitalistique. Seules fonctions enviées : la Présidence et l'Armée qui le plus souvent vont de pair.

Tel est l'héritage que recevront les gouvernements de Sudre Dartiguenave et de Louis Borno.

32. Le Président Antoine Simon disait "*La loi cé papié, baïonnette cé fer*" ce qui exprimait d'une autre façon un contemporain de l'occupation qui disait "*En Haïti les Constitutions sont faites pour singer les blancs*".

Chapitre III

Le Débarquement de 1915

et ses Prémisses

LES PRÉOCCUPATIONS STRATÉGIQUES AMÉRICAINES

Louis Borno revint de Paris, son diplôme de licencié en droit en poche, en 1890, à l'époque où commençait à poindre l'éventualité d'une intervention étrangère dans les affaires intérieures d'Haïti. L'impérialisme naissant des Etats-Unis et les derniers soubresauts de l'impérialisme européen, avant qu'il ne s'effondre dans les tueries de la Grande Guerre, rôdaient déjà autour d'Haïti qui fut pourtant le dernier pays de la région à perdre son autonomie, comme il avait été le premier à la gagner.

Les préoccupations des Etats-Unis furent d'abord d'ordre stratégique. Il s'agissait, sous le couvert de la "Doctrine de Monroe", d'assurer la sécurité du canal de Panama et de maintenir l'ordre dans les Caraïbes, considérées comme une Méditerranée américaine. Tandis que les européens s'occupaient de l'Afrique et de l'Orient, les Etats-Unis étendirent leur présence politique et militaire sur toute la région: acquisition de Porto-Rico en 1898, occupation et acquisition de Guantanamo en 1903, création de la "République de Panama" et occupation de la zone du canal en 1903, contrôle des douanes de la République Dominicaine en 1905, occupation du Nicaragua et du Honduras en 1909 etc...

Les Français en étaient informés. Dès 1900, ils s'attendaient à ce qu'Haïti passât sous protectorat des Etats-Unis, reconnaissant ainsi leurs droits dans cette zone d'influence. La Légation de France à Port-au-Prince en avait informé le Quai d'Orsay[33] : "*La politique impérialiste des Etats-Unis n'est suivie nulle part avec plus d'intérêt qu'en Haïti où l'on se sent directement menacé de suivre tôt ou tard le sort de Cuba et de Porto-Rico. Ici la population est nettement hostile à toute domination étrangère et à celle des Etats-Unis plus qu'à toute autre, mais les Haïtiens ne se font pas d'illusions sur leur propre force et n'essaieraient même pas de résister à la puissance quelconque qui tenterait de les annexer...*"

33. Lettre de la légation de France au Ministre des Affaires Etrangères du 13 octobre 1900 (Archives du Quai d'Orsay).

En face de Guantanamo, se trouve le Môle Saint-Nicolas, havre naturel pouvant attiser les convoitises des marines en quête d'escales pour le ravitaillement en charbon et ce havre avait, pour les Américains, le défaut d'être situé sur le territoire d'une république réputée pour ses désordres intérieurs et son impécuniosité. En 1891, une mission conduite par l'amiral Gherardi, commandant une armada impressionnante, vint demander au Président Hippolyte la cession du Môle Saint-Nicolas aux Etats-Unis. Le gouvernement haïtien refusa.

Quelques années plus tard, en 1897, Haïti subit l'humiliation de *l'affaire Lüders*. Lüders, commerçant né à Port-au-Prince, fils d'un Allemand et d'une Haïtienne, avait la nationalité haïtienne. En 1897, il fut condamné par le tribunal de Port-au-Prince pour une banale affaire de rixe. Malgré la grâce et la libération anticipée dont il bénéficia, il obtint du gouvernement allemand l'envoi de deux canonnières devant Port-au-Prince qui exigèrent et obtinrent sans discussion possible des excuses publiques du gouvernement haïtien et une indemnité de vingt mille dollars. Le gouvernement haïtien, comprenant que l'Allemagne refuserait de discuter avec des nègres et, par surcroît, des nègres parlant français, avait demandé, sans succès, l'appui des Etats-Unis. De la part des Etats-Unis, ce fut peut-être une réponse à l'échec de la mission Gherardi.

Cependant, la pression sur le Môle Saint-Nicolas s'apaisa en ce sens qu'elle passa d'un aspect offensif à un simple aspect défensif. Il importait seulement d'être assuré que ce havre ne serait jamais concédé à une autre grande puissance, dès lors que Guantanamo suffisait à assurer la sécurité du trafic. Enfin l'embrasement de l'Europe à partir de 1914 rendait encore moins probable une intervention européenne en Haïti. Français, Allemands et Anglais étaient bien trop occupés à faire massacrer leurs jeunesses dans les plaines de Picardie, de Champagne et de Lorraine pour s'intéresser au sort d'une petite république des Caraïbes. La pression des Etats-Unis sur Haïti se déplaça alors du stratégique vers le financier.

L'AMBASSADE DE SANTO-DOMINGO

A cette époque, Louis Borno fit ses premières armes dans les affaires internationales et dans l'art de contenir les appétits des étrangers. Il y fut malheureusement desservi par les scandaleux contrats signés sous le gouvernement du Président Antoine Simon et par les désordres et l'anarchie qui s'emparèrent du pays à partir de 1912.

Louis Borno ouvrit un cabinet d'avocat à son retour de Paris et le Président Hippolyte le fit nommer professeur à l'Ecole de Droit de Port-au-Prince, fonction qu'il exerça de 1892 à 1894. En 1899, le Président Tiresias Simon Sam lui confia son premier poste politique: Chargé d'Affaires à Santo-Domingo puis, à partir de 1903, Ministre plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire. Le Président de l'époque, Tiresias Simon Sam, se préoccupait en effet de régler le problème des frontières avec la république voisine, continuant en cela les négociations entreprises par le Président Hippolyte – exemple de continuité dans l'action gouvernementale suffisamment rare pour qu'il mérite d'être souligné.

C'est pendant son séjour à Santo-Domingo que Louis Borno assista à la main mise des Etats-Unis sur les douanes de la République Dominicaine et eut la première occasion de se heurter aux intérêts financiers américains. Il relate l'événement dans une lettre au secrétaire d'Etat des Relations Extérieures en date du 4 février 1905[34]:

"*Mr le Secrétaire d'Etat,*

Dans l'après-midi du samedi 21 janvier dernier, eurent lieu les funérailles de monsieur Noël Henriquez, vieillard de 90 ans, chef d'une vaste et respectable famille dominicaine alliée à plusieurs familles haïtiennes.

Le lendemain, je fis mettre à mi-mât le drapeau de la Légation. Comme la veille au soir, la Gazette officielle avait révélé au public stupéfait et affligé le texte de la Convention qui venait d'être signé avec les

34. Archives Borno publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

Etats-Unis, le deuil de la Légation d'Haïti fut interprété comme une protestation contre l'indignité du gouvernement dominicain et un acte de douloureuse solidarité avec l'opinion publique. Je n'avais à me précipiter ni dans les bureaux des journaux ni au Ministère des R. E. pour faire une déclaration favorable au gouvernement.

J'avais contre lui les griefs les plus graves. Il connaissait les efforts que j'avais tentés pour lui faciliter une solution honorable. J'avais porté le Chargé d'Affaires d'Espagne à renouveler une offre, restée en suspens, offre d'une banque (espagnole) de fournir les fonds nécessaires au paiement de la dette et de se substituer ainsi aux Américains. Après entente avec un personnage important du parti au pouvoir, j'avais également décidé le Chargé d'Affaires d'Espagne à formuler une demande officielle de convocation des créanciers de l'Etat, afin d'organiser une sorte de liquidation amiable qui ne laissait pas la République à la merci des Etats-Unis, et j'avais eu, sur l'utilité de cette convocation, une conférence avec M. (?) et Vélasquez. Et voici que tout-à-coup, comme par un coup de théâtre, on recevait M. (Dillighan) en qualité de Conseiller officiel, et on se livrait à la tutelle américaine! Je n'étais donc point, je ne pouvais être dans des dispositions favorables au gouvernement. Je ne m'inquiétai point de démentir les commentaires du public, et gardai le silence.

Le lendemain 23, dans l'après-midi, le journal (?) signala la mise en berne de notre drapeau et ajouta simplement qu'elle avait donné lieu à des commentaires sérieux. Je reçus aussitôt une carte du Ministre des R. E. me demandant le motif du deuil: "Etait-ce, me disait-il, une affaire de famille, ou était-ce par hasard une question officielle?" Ce "par hasard" n'était pas fait pour me porter à la complaisance envers un gouvernement qui n'avait droit de ma part qu'à la plus stricte correction et rien de plus. J'adressai à monsieur Sanchez une réponse intentionnellement vague. Quelques minutes après, il se présenta personnellement à la Légation, et me renouvela sa demande, de la manière la plus courtoise d'ailleurs. Mais je m'en tins résolument à la formule de ma carte. Il se retira, et le lendemain il m'écrivit, posant nettement la question sur le terrain officiel. C'est alors que je crus devoir répondre.

Je recommande toute la correspondance à votre particulière attention." [34bis]

34bis. Les mots entre parenthèse et les points d'interrogation désignent des mots qui n'ont pu être déchiffrés ou dont le déchiffrement est douteux, partant d'un manuscrit difficile à lire.

A vrai dire cette issue ne put véritablement surprendre Borno. Il l'avait envisagée de longue date, notamment dans sa dépêche du 5 octobre 1903 au Président Nord-Alexis : " ..... *Tout cela promet de bien grosses difficultés et pour un avenir prochain. Il ne serait pas impossible que les douanes de la République (Dominicaine) tombent bientôt aux mains d'un consortium formé par les diverses puissances créancières. C'est le sort humiliant qui est reservé à toute petite nation où les deniers publics, au lieu de servir au développement des forces économiques de l'Etat, ne servent qu'à enrichir des politiciens sans honneur et sans vergogne.....* " [34ter]

34ter Archives BORNO.

LA "CRISE MORALE"

C'est également pendant cette période, alors qu'il était peut-être encore temps, que Louis Borno ainsi que d'autres intellectuels haïtiens tentèrent d'alerter le pays et ses dirigeants, ou ceux qui prétendaient le devenir, contre les risques que faisait courir au pays une politique de révolutions incessantes et de dilapidation des deniers publics.

Le 10 mai 1895, Louis Borno donna une conférence au Petit Séminaire Collège Saint Martial de Port-au-Prince devant l'Archevêque de Port-au-Prince, Légat du Saint-Siège, les Evêques du Cap-Haïtien et des Cayes et une nombreuse assistance [35]. Cette conférence, publiée sous le titre "*La crise morale*", était avant tout une manifestation publique d'un ferme attachement à la religion catholique. Mais ce fut aussi l'occasion pour Louis Borno de mettre en garde ses concitoyens contre les conséquences de la dégradation des vertus civiques et morales sur la liberté et l'indépendance du pays.

"*Haïti traverse depuis une quinzaine d'années une des crises les plus douloureuses de son histoire.... Ce qui est en péril, c'est l'âme nationale elle-même! oui! Ce qui semble sur le point de disparaître, entraînant après soi notre indépendance peut-être, c'est toutes les hautes vertus qui, seules, font les peuples vraiment libres et vraiment dignes de la liberté...*"

La leçon ne fut pas entendue. Borno y reviendra et on remarquera que pendant tout le cours de sa vie politique il associa toujours l'élévation morale au progrès économique.

D'autres intellectuels alertèrent le pays dans le même sens, avec de plus en plus d'insistance et de moins en moins d'audience au fur et à mesure que se dégradait la situation politique, économique et morale.

Citons, parmi ces interventions, celle du 24 février 1896 du député Omer Cave, qui fut, plus tard, Conseiller d'Etat du temps de la présidence

35. Louis BORNO – *La crise morale*, Imprimerie Amblard, Port-au-Prince, 1895.

de Borno, telle que la rapporte Roger Gaillard[36] : "*En courant à la ruine, comme nous y courons, dans cinq ou dix ans, l'heure fatale aura sonné ! Ce jour-là, le peuple haïtien sera traité comme sont traités les fils de famille débauchés : on leur donne un conseil judiciaire et ce conseil judiciaire, ce sera les commissaires étrangers qui s'empareront de nos douanes et viendront se payer les valeurs que vous leur devez* ".

Mr Omer Cave ne s'est trompé que sur la date. L'heure fatale vint dix neuf ans plus tard, au lieu des cinq à dix ans prévus.

Dantes Bellegarde intervint à son tour en 1901[37] : "*Toute la question est de savoir si c'est à nous, nègres haïtiens, que reviendra l'honneur d'imprimer au pays ce mouvement décisif, ou si l'élan sera donné en dehors de nous et malgré nous : Dans ce dernier cas, ce serait un avortement national et comme la faillite morale de notre groupe ethnique* ".

Cette simple phrase résume toute l'œuvre et le calvaire de Louis Borno. L'élan fut donné par l'intervention américaine relayée par l'action du Président Borno et cela fut ressenti comme une faillite morale et férocement combattu au nom du nationalisme et, en définitive, l'élan fut brisé. Nous en suivrons l'histoire tout au long de cet ouvrage.

Frédéric Marcelin[38] en parle en termes indignés dans *L'haleine du centenaire* publié en 1901 : "*Penser à célébrer votre centenaire, quelle folie ! qu'avez-vous fait dont vous pouvez vous enorgueillir ? Montrez nous la civilisation que vous avez créée ? qu'allez vous présenter au Tribunal de l'Histoire ? Où est l'œuvre, où est l'idée auxquelles vous avez attaché votre nom ? Sont-ce vos discordes civiles, vos tueries fratricides, vos misères sociales, votre ignorance économique, votre idolâtrie militariste que vous allez glorifier le 1er Janvier 1904* ".

A son tour Stenio Vincent tire le signal d'alarme dans le journal *L'Effort* du 8 avril 1903[39] : "*La moindre commotion violente, c'est pour nous la mort sans phrases, c'est la fin. S'il nous reste encore un peu de vouloir-vivre national, nos énergies pacifiques seules en témoigneront. L'hypothèse d'une intervention américaine, en cas de nouvelles dissensions intestines, nous parait, en fait, indiscutable. C'est presque une certitude. Les motifs d'humanité, de sauvegarde du bon ordre de la communauté*

36. Roger GAILLARD – *L'Etat vassal*, Le Natal, Port-au-Prince, 1988.
37. Dantes BELLEGARDE – *La Résistance haïtienne*, (op. cit.).
38. Frédéric MARCELIN – *L'haleine du centenaire*, Taillefer, Paris 1901.
39. Stenio VINCENT – *En posant les jalons*, Imprimerie de l'Etat, Port-au-Prince, 1939.

internationale, les intérêts commerciaux, le maintien de la prospérité des marchés du monde, suffiront, d'une façon générale, à légitimer, aux yeux de l'opinion civilisée, l'action des Etats-Unis. Les autres grandes puissances assisteront, indifférentes, à l'opération, ou même s'en réjouiront comme d'un service d'intérêt commun car, pour beaucoup d'entre elles, nous sommes encore, malgré notre position géographique, dans la sphère de l'humanité barbare".

Tout cela était bien vu et bien dit et n'avait que la malchance de s'adresser à des traîneurs de sabres qui ne voyaient pas plus loin que la visière de leur képi.

Dans le même ouvrage, Stenio Vincent cite cette phrase du livre d'Anténor Firmin, *L'effort dans le mal*, publié en 1911 : "*Il faudra de deux choses l'une : ou Haïti passe sous une domination étrangère, ou elle adopte résolument les principes au nom desquels j'ai toujours lutté ou combattu. Car au 20è siècle et dans l'hémisphère occidental, aucun peuple ne peut vivre indéfiniment sous la tyrannie, dans l'injustice, l'ignorance et la misère.*"

Nous terminerons par ce qui fut peut-être l'ultime et, bien sûr, inutile avertissement : celui que Louis Borno adressa à la Chambre des députés lorsqu'en décembre 1914, sept mois avant le débarquement des troupes américaines, il rendait compte du refus du gouvernement du Président Davilmar Théodore d'accepter le contrôle des douanes que réclamaient les Etats-Unis à l'instar de ce qu'ils avaient obtenu en République Dominicaine sept ans plus tôt.

"*Rappelons nous cependant que ces droits* (droits à l'indépendance et à la souveraineté) *ne seront véritablement à l'abri de tout péril extérieur que si nous cessons enfin de les compromettre par nos désordres intérieurs. La politique extérieure doit trouver son appui dans la politique intérieure. Si nous ne voulons pas bannir de nos cœurs nos vieilles rancunes, nos vieux dissentiments; si nous ne voulons pas en finir avec nos vieilles querelles; si nous ne sacrifions pas tout cela à l'intérêt supérieur de la République, nous aurons bientôt perdu tout titre au respect de nos droits de peuple libre et indépendant.*"[40]

Deux mois plus tard, Vilbrun Guillaume prenait le pouvoir par la force.

40. Cité par Damase PIERRE-LOUIS – *Politique et gouvernement*, Imprimerie du Séminaire Adventiste, Port-au-Prince, 1934.

LES INTÉRÊTS FINANCIERS DES ETATS-UNIS

Pendant ce temps, aidés par l'incompétence et, parfois, par la vénalité de certains hommes politiques haïtiens, les Américains poursuivaient leur conquête économique d'Haïti.

L'essentiel de cet assujettissement fut concrétisé sous le gouvernement du Président Antoine Simon qui, inaugurant l'ère des coups d'Etat à répétition, déposa Nord-Alexis et prit le pouvoir le 17 décembre 1908. Outre l'extravagant emprunt de 1910 (voir *supra*), on lui doit le scandaleux contrat MacDonald et les prémisses du transfert de la Banque Nationale à la National City Bank.

Le contrat MacDonald de 1910 portait sur la concession de lignes de chemin de fer avec droit d'exploitation des terres non occupées situées sur 20 kilomètres de part et d'autre des lignes pour y faire des plantations de bananes. La concession était valable pour 50 ans moyennant un dollar par an de redevance par carreau cultivé[41]. Aux termes de ce contrat, l'Etat haïtien s'engageait à payer un prix pouvant aller jusqu'à 33.000 dollars par mile de voie ferrée construit et garantissait à la Compagnie un bénéfice minimum de 6% des capitaux investis. En somme, l'Etat haïtien payait l'investissement et en garantissait la rentabilité, sans avoir de contrôle ni sur la qualité de l'investissement ni sur celle de son exploitation ! On comprend alors, qu'après de tels contrats, les Etats-Unis imposèrent un Conseiller financier à la République d'Haïti. On observera, en outre, que ce contrat constituait une entorse grave au principe – pourtant sacré car inscrit dans la Constitution du Père de la Patrie, Jean-Jacques Dessalines – de l'interdiction de toute propriété immobilière aux étrangers car il risquait de transformer Haïti en une "République bananière" comme ses voisines : Honduras, Nicaragua et Panama, déjà occupées à cette époque. Pourtant, selon Marc Malval[42], les plantations de bananes prévues par ce

41. 1 carreau = 1 hectare, 13 ares et 7 centiares (J. CAUNA, op. cit.).
42. Marc MALVAL – *La politique financière extérieure de la République d'Haïti*, Imprimerie Baron, Paris, 1932.

contrat "*n'étaient, en réalité, qu'une vaste fumisterie, imaginée pour faire accroire à la possibilité de payer, par les seules redevances de l'exploitation fruitière, la garantie d'intérêt consentie à la Compagnie MacDonald.*" Certes d'autres contrats tout aussi extravagants avaient été conclus auparavant, notamment un contrat sur des bases similaires conclu en 1906 pour le chemin de fer de la Plaine du Cul-de-Sac, alors que ce chemin de fer n'était utilisé que par une seule compagnie privée américaine: la HASCO (Haïtian Sugar Company).

Selon David Nicholls cité par Pamphile[43]: "*En 1899, les concessions faites à la Haïtian Exploration Cie de New York pour l'exploitation du cuivre et l'octroi, à la MacDonald Cie en 1910 du monopole pour la construction des chemins de fer et des droits d'exploiter les terres de chaque côté des rails, marquaient les débuts d'un contrôle poussé de l'économie haïtienne par les Etats-Unis*".

Le point d'orgue fut la Banque Nationale de la République d'Haïti établie le 9 février 1911.

A l'origine, avait été établie, en 1880, sous le gouvernement du Président Salomon, la Banque Nationale d'Haïti, émanation du Crédit Industriel de Paris. Cette banque ne fit rien pour le développement de l'économie du pays et ses dirigeants se distinguèrent par toute une série de malversations, tels que des détournements de mandats du gouvernement déjà payés et présentés une seconde fois à l'encaissement par deux employés, le français Clouchet et l'anglais Coles qui furent pour cette raison condamnés à trois ans de réclusion. Coles fut très vite libéré sous la pression d'une demande de son ambassadeur appuyée par une canonnière. Lorsque vint le moment du renouvellement de la concession de la banque associé à l'emprunt de 1910, les pressions américaines conduisirent Antoine Simon à accepter la transformation de la BNH en BNRH (Banque Nationale de la République d'Haïti) avec une participation de la National City Bank à hauteur de 40% et des privilèges régaliens, notamment le privilège d'émission et le service de la Trésorerie du gouvernement. En somme, il s'agissait d'une institution qui cumulait les fonctions et les pouvoirs de la seule banque commerciale du pays, de l'institut d'émission et de la gestion du Trésor Public. Roger Farnham, par ailleurs Vice-Président de la National City Company et

43. Léon D. PAMPHILE – *L'éducation en Haïti sous l'occupation américaine*, Imprimerie des Antilles, Port-au-Prince, 1988.

Président de la Compagnie des chemins de fer, rachetée à MacDonald par la National City Bank et d'autres investisseurs, en 1911, est nommé Vice-Président de la BNRH.

Tout était donc en place pour la mise sous tutelle américaine de la République d'Haïti car il fallait bien, après avoir obtenu l'extraordinaire contrat des chemins de fer qu'un futur gouvernement honnête aurait pu dénoncer, après avoir acquis le contrôle de la banque, il fallait bien imposer le contrôle sur les douanes qui constituaient alors les seules ressources du gouvernement permettant de valoriser ces "investissements".

LOUIS BORNO, MINISTRE DE NORD-ALEXIS ET DE DAVILMAR THÉODORE

Auparavant, Louis Borno avait été rappelé de son ambassade de Santo-Domingo, où il avait servi pendant 9 ans, et avait été nommé ministre des Affaires Etrangères et des Cultes par le Président Nord-Alexis. Il prit ses fonctions le 16 mars 1908, le lendemain de l'exécution des frères Coicou et de 24 autres personnes. La presse d'opposition voulut l'en rendre responsable, à tort, sans doute parce qu'il n'approuvait pas la tentative des "Firministes".

Selon la relation qu'en fait Gérard Jolibois, une partie des opposants, conduits par Anténor Firmin, qui s'étaient réfugiés dans le consulat de France à Gonaïves, purent partir en exil sur le croiseur français *d'Estrées* à la suite d'une négociation entre le Ministre de France, Pierre Carteron et le nouveau secrétaire d'Etat des Relations Extérieures, Louis Borno. Par contre, Louis Borno ne put rien faire en faveur des frères Coicou et de leurs camarades qui avaient été arrêtés par la police[44].

Louis Borno ne resta pas longtemps au Ministère. Huit mois et demi plus tard, il remettait sa lettre de démission. Les troupes d'Antoine Simon étaient aux portes de la capitale et le Président Nord-Alexis, qui avait déjà réprimé trois insurrections, entendait bien venir à tout prix à bout de celle d'Antoine Simon. Borno préféra démissionner plutôt que d'assister au massacre en qualité de Ministre de l'un des belligérants, massacre dont il prédisait qu'il servirait de prétexte à une intervention étrangère. Sa démission du 1er Décembre 1908 fut sans doute l'une des causes qui conduisirent Nord-Alexis à quitter le pays le 2 décembre, évitant ainsi un bain de sang à Port-au-Prince et repoussant, pour quelques années seulement, l'intervention étrangère.

44. Voir *L'exécution des frères Coicou* par Gérard JOLIBOIS, Imprimerie Le Natal, Port-au-Prince, 1986.

Sous Antoine Simon qui ne resta au pouvoir que deux ans et sept mois, juste le temps de mettre en place le dispositif financier qui devait conduire au protectorat américain, Borno reprit son activité d'avocat.

La classe politique et militaire haïtienne fut alors comme prise de folie, sous une forme violente un peu comparable, toutes proportions gardées, à celle qui allait secouer l'Europe. En six ans et demi, sept Présidents se succédèrent alors que chacun d'entre eux avait, en application de la Constitution, été élu pour sept ans.

Deux d'entre eux moururent en fonction: Cincinnatus Leconte dans un accident qui fit exploser le Palais présidentiel dans lequel on avait, au mépris de toutes les règles de sécurité, entreposé de la poudre à canon et Tancrède Auguste qui mourut de maladie, probablement de leucémie selon un témoignage de sa petite fille et non pas d'empoisonnement comme on le dit souvent. Tous les autres durent fuir, après un court passage au pouvoir, devant les armées que levaient leurs successeurs, à peine s'étaient-ils assis dans le fauteuil présidentiel. On respectait cependant l'apparence de la légalité constitutionnelle. Le chef de l'insurrection, une fois entré dans Port-au-Prince, ne manquait pas de se faire "élire" Président pour un mandat de sept ans par le Congrès haïtien.

"*L'acclamation des troupes victorieuses était devenue depuis longtemps le fameux indicatif auquel l'Assemblée Nationale était forcée d'obéir*"[45].

De 1912 à 1914, Louis Borno fut juge au Tribunal de Cassation, fonction très honorable mais de peu d'efficacité en ces temps où la légalité était au bout du fusil.

L'avant-dernier Président de l'Indépendance, Davilmar Théodore, rappela Louis Borno au gouvernement pour lui confier le Ministère des Affaires Etrangères et de la Justice, fonction qu'il occupa de novembre 1914 à février 1915, puisque Davilmar Théodore ne dura pas plus de trois mois et demi avant d'être chassé par Vilbrun Guillaume.

C'était l'époque où les Etats-Unis accentuaient les pressions en vue d'obtenir le contrôle des douanes par la voie diplomatique. Déjà le Ministre des Etats-Unis à Port-au-Prince, Arthur Bailly-Blanchard, avait présenté un projet de Convention en ce sens le 13 juillet 1914 à Charles

45. Paul MAURICE – *Politique d'organisation et de progrès*, Imprimerie Cheraquit, Port-au-Prince, 1925.

Zamor, frère du Président Oreste Zamor, prédécesseur de Davilmar Théodore, et qui était précisément en train de batailler contre les troupes de ce successeur. Oreste Zamor eut à peine le temps de refuser tout traité que déjà il n'était plus Président.

Le projet fut alors présenté, le 10 décembre 1914, à Davilmar Théodore comme condition de sa reconnaissance par le gouvernement des Etats-Unis. C'était un texte très proche de celui qui fut finalement imposé après l'intervention militaire. Il prévoyait notamment le contrôle des finances par un Conseiller financier américain, le contrôle des douanes par un Receveur général américain, un recensement et contrôle de toutes les dettes de la République et l'interdiction de tout nouvel accroissement de la dette publique ou de toute modification des droits de douane sans l'accord des Etas-Unis. Il n'y manquait que l'article concernant l'organisation de la gendarmerie.

Louis Borno engagea les discussions et, à titre de contre proposition, suggéra qu'Haïti plaçât un emprunt aux Etats-Unis, mais qu'il n'y eût aucun contrôle des douanes. Le 15 décembre 1914, il écrivit à Bailly-Blanchard[46] : "*Le gouvernement de la République d'Haïti croirait manquer à tous ses devoirs envers la grande République des Etats-Unis et envers son gouvernement si elle laissait subsister dans l'esprit de celui-ci le moindre doute sur son irrévocable intention de n'accepter aucun contrôle de l'administration haïtienne par une puissance étrangère*".

Les choses en restèrent là pour le moment. La Légation des Etats-Unis répondit le 19 décembre[46] :

"*En exprimant son bon vouloir de faire en Haïti ce qui s'est fait à Santo-Domingo, le gouvernement des Etats-Unis était animé entièrement par un désir désintéressé de donner assistance.*

Votre Excellence m'ayant encore dit que c'était une impossibilité pour le gouvernement haïtien de considérer cette proposition, mon gouvernement n'insiste pas."

On observera que, déjà, Louis Borno envisageait un emprunt à placer aux Etats-Unis pour apurer l'état désastreux de l'endettement de la République.

46. Louis BORNO – *Négociations diverses, réclamations et litiges diplomatiques – 1916*, Imprimerie Nationale, 1918.

La voie diplomatique apparaissant coupée, les Américains, par le truchement de Mr Farnham et de sa banque, tentèrent d'asphyxier les finances du pays pour amener le gouvernement à composition. En juillet 1914, à l'époque où il présentait au gouvernement d'Oreste Zamor son projet de contrôle des douanes, le Ministre des Etats-Unis à Port-au-Prince écrivait au Département d'Etat que la Banque – la "Banque Nationale de la République d'Haïti" – se proposait de ne plus faire d'avances de fonds au gouvernement à partir de fin septembre, c'est-à-dire de ne pas renouveler la convention budgétaire annuelle qui prévoyait la possibilité de telles avances et que, dans ces conditions "*It is just this condition that the bank desires, for it is the belief of the bank that the government, when confronted by such a crisis, would be forced to ask the assistance of the United States in adjusting its financial tangle and that the American supervision of the customs would result*"[47].

Davilmar Théodore, successeur de Zamor, se trouva alors dans l'incapacité de faire face à ses besoins financiers. Il émit des bons de caisse, au mépris du monopole d'émission de la banque, bons de caisse boudés par le peuple qui, par dérision – un trait de caractère typique des Haïtiens – les appela "Bons-Da" (pour Bons Davilmar). Il menaça également de faire saisir les fonds de la banque. La riposte ne tarda pas; le 17 décembre 1914, des marines américains débarquèrent du bateau *Machias* et y embarquèrent les réserves de la banque: 500.000 dollars, pour les déposer à la National City Bank de New York.

Par une instruction donnée à la Légation d'Haïti à Washington, Louis Borno demanda alors qu'une protestation fût présentée au gouvernement américain: "*Appelez la plus sérieuse attention de l'honorable Secrétaire d'Etat Bryan sur le contrat de la banque. Suivant les articles 1^er^, 12, 14, 15, 16, c'est une banque d'Etat chargée de la trésorerie nationale. En retour des privilèges considérables qui lui sont accordés, elle s'est engagée à fournir son concours financier au gouvernement haïtien. Aujourd'hui la guerre européenne a causé une grande crise économique et financière dans le pays. Le commerce et l'industrie agonisent; les fonctionnaires publics ne sont pas payés; la souffrance est partout. C'est donc, dans de telles circonstances, un devoir impérieux*

47. H. P. DAVIS – *Black Democracy*, The Dial Press, New York, 1928.
Paul H. DOUGLAS – *The American occupation of Haïti*, Political Science Quaterly, June and September 1927.

pour la banque d'aider le gouvernement et le pays, mais elle refuse, à moins que le gouvernement n'accepte des conditions humiliantes pour la nation et contraires à notre constitution.

Comme Haïti ne peut accepter de périr par la mauvaise foi et la cruauté de quelques banquiers, le gouvernement est obligé de prendre toutes les justes mesures nécessaires en pareil cas de force majeure, mesures employées dans les autres pays civilisés, moratorium, papier-monnaie et autres. Pressez donc vite l'expédition du papier. Assurez le Département d'Etat qu'aucune violence ne sera faite contre la banque. La justice suivra son cours normal en ce qui concerne la soustraction des fonds du Trésor public perpétrée par la banque. Le gouvernement est prêt à soumettre à l'arbitrage stipulé par le contrat tous les différends existants et a pleine confiance dans la traditionnelle rectitude du gouvernement et du peuple des Etats-Unis. "[47bis]

Dans le même temps, le 23 janvier 1915, Louis Borno éleva une protestation dans le même sens auprès du ministre américain à Port-au-Prince: Bailly-Blanchard.

"*Une telle attitude aussi violente de la part de la banque ne pouvait permettre au gouvernement de rester plus longtemps impassible. Devant l'acte criminel, avoué, de la soustraction complète des fonds du retrait et devant la mesure déguisée de s'accaparer des valeurs d'Etat reconnues telles par monsieur le Directeur Desrue, une mesure s'imposait, celle de sauvegarder les fonds de la République en les reprenant à une trésorerie infidèle, indigne de la confiance du pays. Le gouvernement ne pouvait hésiter. Respectueux de la loi, il a demandé à la justice d'agir.....*

Il importe d'ailleurs à la République que l'opinion universelle soit renseignée. Il lui importe hautement que l'on sache que ce pays qui paie scrupuleusement sa dette extérieure, n'est point, comme le prétend une presse intéressée, un pays en banqueroute. Il importe que l'on sache à l'extérieur que les difficultés financières de la situation actuelle proviennent, avant tout, de la guerre européenne et que la campagne de calomnies menée contre nous par certains journaux stipendiés ou trompés, est l'œuvre odieuse de banquiers sans conscience et sans honneur, dont le but principal est de porter atteinte à notre indépendance nationale "[48].

47bis Archives BORNO.

48. Cité par Alain TURNIER – *Les Etats-Unis et le marché haïtien*, Washington, 1955.

Borno présentait ainsi un plaidoyer d'avocat – c'était son métier avant d'être ministre – qui masquait soigneusement les points faibles de sa cause. En réalité, si le pays n'était pas en situation de banqueroute, il en était à la veille. Le budget de l'exercice 1914–1915 prévoyait 20.184.730 gourdes pour le service des emprunts extérieurs, soit environ 80% du total des recettes fiscales, et encore cette charge de remboursement des dettes ne comprenait pas certaines dettes internes ainsi que les innombrables et fantastiques réclamations des étrangers ou des "haïtiano-étrangers" résidant en Haïti et qui se disaient victimes des incessantes révolutions et prises d'armes.

De sorte que, hormis le service des emprunts, les services de l'Etat étaient totalement déficients. En particulier, les lettres des consuls et ambassadeurs haïtiens font presque toutes état des appointements impayés et des dettes que ces consuls et ambassadeurs sont obligés de contracter pour tenir leur rang au strict minimum acceptable. Solon Menos, ambassadeur à Washington, termine ainsi sa lettre du 1er janvier 1915 (*cf. infra, n° 49*):

"*Mais pourquoi faut-il que je sois obligé de finir par une question d'argent ? Le malheur est que dans la République où je me trouve, l'on répète sur tous les tons que Haïti est en pleine déconfiture. C'est assez pour que la Légation d'Haïti ne puisse faire des dettes. Il faut y penser en dépit de tout.*

Bien cordialement à toi.
Signé Solon Menos "

Le désaccord entre le gouvernement et la banque empira. Le service de la trésorerie fut retiré à la banque le 3 février 1915.

Solon Menos, ministre d'Haïti à Washington et ami personnel de Louis Borno, lui adressait des lettres confidentielles qui donnaient la mesure exacte de la situation.

Ainsi la lettre du 1cr janvier 1915 :

"*Mon cher Louis..... Il n'est que trop vrai que la situation diplomatique d'Haïti est on ne peut plus délicate. Je suis ici, j'allais dire aux premières loges, mais sur le gril est plus exact et je subis, je te prie de le croire, un feu d'enfer avec les racontars de la presse, les poursuites indiscrètes des reporters, les perfidies des Farnham, etc... etc...*

Au Département d'Etat, on est au fond très mortifié de l'insuccès des démarches relatives à la convention douanière. Il ne faut pas s'illusionner, si on déclare ne plus insister et si le projet est retiré, le dessein persiste avec l'espoir de nous réduire à quia et de nous amener à composition. Par un système d'étranglement progressif, on va chercher à nous faire désirer la solution préconisée. En réalité l'enlèvement des fonds du retrait fait partie du programme qui veut nous forcer à tendre la main aux chaînes. Bien entendu, il n'y a plus une faute à commettre, car c'en serait fait de nous s'il y avait encore des troubles. Il est, en effet, plus que probable que les détachements qu'on débarquerait commenceraient par investir nos douanes."[49]

Le 28 janvier 1915, le ton est encore plus pessimiste[50]:

"*Mon cher Borno,*

Depuis ma dernière lettre, il n'y a rien de bien nouveau ici concernant l'attitude du Département d'Etat à notre égard. On se montre toujours courtois et même aimable avec moi. Seulement j'ai le regret de constater que depuis quelques jours le Secrétaire d'Etat, dans ses entretiens avec moi, est plus gai et plus "humoriste" qu'à l'ordinaire. Cette modification me semble avoir coïncidé avec les bruits d'une nouvelle prise d'armes en Haïti. Sa verve s'avive d'une légère pointe d'ironie et c'est le plus agréablement du monde qu'il m'assure qu'il aurait grand plaisir à reconnaître le gouvernement actuel s'il n'y avait lieu de craindre que la notification de cette reconnaissance ne se trompât d'adresse et ne tombât dans le sein d'un nouveau gouvernement..... Il me semble qu'il faut déchanter et admettre que les nouvelles publiées par les journaux d'ici ne sont pas toutes fausses. Ce matin même, c'est monsieur Bryan qui m'a annoncé que les insurgés seraient à Saint-Marc. Naturellement l'occasion lui paraît propice pour revenir à la charge en faveur du contrôle américain. Il m'avait dit – sans qu'il fût prié – que les Etats-Unis, à cause de la Doctrine Monroe, ne pourraient pas accepter que la Banque, société française[50]*, eût à un degré quelconque, un contrôle sur nos douanes..... Farnham est plus fort que jamais et je m'explique que le "Vice-Président de la Banque Nationale de la République d'Haïti", lequel est de mèche avec le Département d'Etat, n'ait pas daigné jusqu'ici répondre à la*

49. Archives BORNO.
50. Société française, dans laquelle le Vice-Président américain, Roger Farnham, décidait de tout.

lettre par laquelle je lui annonçais que j'avais reçu des pleins pouvoirs pour traiter avec lui..... "

Les relations entre le Président Davilmar Théodore et son Ministre des Relations Extérieures et de la Justice, Louis Borno, furent troublées par une affaire intérieure, intéressant le Département de la Justice, et qui conduisit Borno à remettre sa démission le 15 février 1915, une semaine avant la chute de Théodore.

Le général Hannibal Hilaire, commandant l'arrondissement de Jacmel, était un despote (comme le fut auparavant le général Charles Oscar Etienne dont nous reparlerons).

Le général Hilaire fit arrêter et fusiller, sans jugement, le 22 janvier 1915, plusieurs personnes dont un journaliste, monsieur Rodolphe Alexandre qui lui avait déplu pour avoir dénoncé une contrebande sur le café dans l'arrondissement de Jacmel. Le Sénateur Lherisson écrivit au Ministre Borno pour demander justice et Borno lui répondit: "*D'un moment à l'autre, la justice sera mise en mesure de s'exercer librement contre le général Annibal Hilaire que le Président a décidé de renvoyer. Dans cette affaire, j'agis lentement. J'ai conscience d'avoir fait mon devoir. Je suis même prêt à donner ma démission si satisfaction entière n'est pas accordée à la conscience publique*"[51].

Finalement Davilmar Théodore qui voulait se ménager tous les chefs militaires, alors qu'il faisait face à l'insurrection conduite par Vilbrun Guillaume, ne renvoya pas et ne fit par arrêter Hilaire. Il ne restait plus à Borno qu'à démissionner. La démission fut toutefois précédée d'une dernière tentative de faire appliquer la loi. A cet effet, Borno adressa la lettre suivante au Président:

"*Monsieur le Président,*

Dès le premier moment où le Conseil me suivit sur l'affaire des exécutions sommaires de Jacmel, je fis très nettement ressortir que si la justice ne devait pas s'exercer en toute liberté contre l'auteur de ces exécutions, je n'aurais plus qu'à présenter ma démission.

Votre Excellence déclara sans hésiter qu'aucune entrave ne serait mise à l'action judiciaire.

51. Article d'Alain TURNIER dans le n° de Septembre 1986 de la *Revue de la Société haïtienne d'histoire et de géographie.*

Les procédures nécessaires furent alors entamées: La juridiction de Jacmel dessaisie et l'affaire déférée à Port-au-Prince. Mais le mandat décerné contre le Général Hilaire n'est jusqu'à présent pas encore exécuté. L'action de la justice est donc paralysée par le fait que le Général Hilaire occupe encore son poste de commandant d'arrondissement de Jacmel.

Je viens donc demander instamment à Votre Excellence de bien vouloir lever l'obstacle en prononçant la révocation de cet officier militaire depuis longtemps décidée.

En attendant, je renouvelle à Votre Excellence Mr le Président, l'expression de mon entier dévouement. "[52]

Cette dernière démarche, sans succès, fut donc logiquement suivie de la lettre de démission:

"*Monsieur le Président,*

Votre Excellence m'exprime son regret que "j'aie pris la décision" de démissionner "juste au moment où le gouvernement avait le plus besoin de mon intelligente collaboration".

Il me semble qu'après la démarche que monsieur le Chef de Cabinet fit hier auprès de moi, en Votre nom, ma démission s'imposait sur le champ. En effet, devant l'attitude de rebelle du Général Hilaire, Votre Excellence me faisait proposer de surseoir à l'exécution du mandat d'amener décerné contre cet officier militaire; et monsieur Magloire ne voyait pas d'autre moyen que ce sursis pour assurer au gouvernement le concours du commandant de l'arrondissement de Jacmel.

Comme je ne pouvais, n'en ayant d'ailleurs pas le droit, consentir à suspendre ainsi le cours de la justice, je devais m'effacer sans retard pour laisser à Votre Excellence toute sa liberté d'action.

Je n'ai pas cru devoir, dans ma lettre de démission, ajouter cet autre motif, de nature délicate. Mais je me vois obligé de l'exprimer aujourd'hui, ne pouvant nullement rester sous le reproche implicite et immérité d'avoir attendu le moment actuel pour cesser ma collaboration. Cette décision de démissionner au cas où la justice serait entravée, je l'avais d'ailleurs posée, en plein Conseil, dès le premier jour. Elle ne saurait donc surprendre personne, à l'heure où la justice est si manifestement entravée par la rébellion du Général Hilaire, rébellion que j'ai tout fait pour prévenir et dont je n'entends pas accepter la responsabilité.

52. Archives BORNO.

J'ai servi votre Gouvernement, Monsieur le Président, avec un dévouement auquel Votre Excellence a rendu chaque jour hommage. Je sors de là, malade du surmenage que je me suis imposé, non payé de mes indemnités, avec des dettes de plus et une charge en Cassation inutilement sacrifiée. Je peux demander au moins quelque justice.

Veuillez agréer..."[53]

53. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN, (op. cit.).

VILBRUN GUILLAUME ET L'INTERVENTION MILITAIRE

Louis Borno quitta les Ministères des Relations Extérieures et de la Justice, probablement fier d'avoir bien combattu, mais aussi probablement navré d'avoir dû combattre à la fois contre les ambitions de l'étranger et contre l'aveuglement de ses concitoyens. Huit jours plus tard, Davilmar Théodore quittait le Palais présidentiel et, le 4 mars 1915, Vilbrun Guillaume, le "caco"[54] triomphant, était "élu" Président d'Haïti pour sept ans. Il resta au pouvoir moins de cinq mois et mourut lynché par la foule.

Les Américains tentèrent encore quelques démarches diplomatiques auprès de Vilbrun Guillaume pour le contrôle du pays et de ses finances. Une première démarche conduite par messieurs Ford et Smith fut éconduite pour la raison que ces deux personnes n'avaient pas été munies de lettres de créance. Le gouvernement américain délègua alors monsieur Paul Fuller, muni des pleins pouvoirs de négociation. Il présenta un projet de traité, le 22 mai 1915, projet qui, curieusement, ne prévoyait pas de contrôle financier et en revenait simplement aux arrangements portant sur les questions stratégiques et de sécurité, telles que la protection militaire américaine contre toute agression étrangère dirigée contre Haïti, l'aide militaire pour lutter contre la subversion intérieure et l'interdiction de concéder le Môle Saint Nicolas à toute puissance étrangère. Ce projet, qui donnait cependant au Ministre américain à Port-au-Prince des pouvoirs de Conseiller obligé du gouvernement haïtien, était une aubaine; le Ministre haïtien de l'époque, Mr Ulrick Duvivier, fit diligence pour hâter les négociations et, soudain, alors qu'on semblait proche d'un accord, Mr Paul Fuller quitta brusquement Port-au-Prince le 5 juin 1915. La fin de Vilbrun Guillaume était proche et les Américains avaient compris qu'elle sonnerait la fin de l'autonomie du pays. Il n'était plus besoin de négocier.

54. C'est ainsi qu'on désignait les troupes de paysans mercenaires qui se mettaient au service des chefs militaires voulant accéder, par la force, à la fonction présidentielle.

La fin de Vilbrun Guillaume fut un cauchemar dont le pays sortit hébété et occupé: les "cacos", à la solde du Docteur Rosalvo Bobo, candidat à la succession immédiate de Vilbrun Guillaume, attaquèrent le Palais présidentiel le 27 juillet; Vilbrun Guillaume se réfugia dans la résidence de l'ambassadeur de France – à l'époque contiguë au Palais présidentiel. Pendant ce temps, le "Commandant de la Place", sorte de gouverneur militaire, le général Oscar Etienne, faisait massacrer les détenus de la prison, la plupart détenus pour raisons politiques. Le lendemain, 28 juillet, au retour du cimetière, la foule qui venait d'enterrer des parents et des enfants, envahit l'ambassade, se saisit de Vilbrun Guillaume et le lyncha.

L'événement est si considérable qu'il nous a paru utile d'en livrer la relation la plus complète et la plus fidèle: celle qu'en fit le Ministre de France, Pierre Girard, chez qui se produisirent les événements, dans son rapport du 31 juillet 1915 au Ministre des Affaires Etrangères, Mr Delcassé [55]:

"*Le mercredi 21 juillet, le général Charles Zamor, réfugié à la Légation, me disait qu'on lui avait demandé de prendre part à un mouvement révolutionnaire à Port-au-Prince et, comme je lui faisais remarquer qu'à Port-au-Prince les mouvements ont toujours échoué: "oh!, répondit-il, ce serait contre le Palais même, mais j'ai refusé et j'ai même déconseillé la chose car, en ce qui me concerne, tant que je serai à la Légation de France, je ne veux rien faire en violation de l'asile que je reçois; mais un jour, ajouta-t-il, vous verrez des choses terribles.*"

Habitué aux bruits les plus invraisemblables, et qu'en effet rien ne venait confirmer, sur les événements de la politique haïtienne, je ne vis dans ces paroles rien qui marquât plus particulièrement l'approche d'une catastrophe.

Néanmoins, j'avais été très frappé par une autre observation du général Charles Zamor sur l'excitation qui régnait parmi les 60 réfugiés, alors repartis entre les diverses Légations et consulats, et qui, sous le régime absolu du Président Vilbrun Guillaume Sam, n'entrevoyaient pas même le jour de leur libération. Je savais, d'autre part, que l'opinion publique commençait à s'émouvoir du nombre toujours croissant des détenus politiques dont débordait la prison de Port-au-Prince et qui y étaient gardés sans jugement, le plus souvent même sans avoir subi le

55. Archives du Quai d'Orsay (Nouvelle série – *Haïti* – Volume n°15).

moindre interrogatoire. Il m'est revenu depuis que le samedi suivant, 24 juillet, le Palais National avait été prévenu de la possibilité d'une alerte pour la nuit et que le lundi 26, le Président, informé par sa police d'une attaque qui devait se produire à minuit, avait gardé auprès de lui son Conseil. Mais ne voyant rien venir à l'heure indiquée, on avait pensé qu'il y avait cette fois encore une fausse alerte et on s'était séparé à une heure du matin.

C'est cependant ce même matin, à 4 heures, alors que sonnait la diane au Palais, que l'attaque se produisit, tout de suite avec une extrême violence. C'étaient les réfugiés au consulat de Portugal qui, sortant en partie par une maison voisine tandis que d'autres assassinaient la sentinelle qui veillait à la porte du consulat, avaient été se mettre à la tête de quelques gens du nord arrivés la veille au soir par le train de Saint-Marc. On avait d'autre part gagné les cent et quelques cacos, gardés par le Président après le licenciement des bandes qui l'avaient porté au pouvoir. La corruption avait été d'autant plus facile que l'officier qui commandait ces irréguliers avait toujours gardé pour lui la solde qui leur était destinée.

Dès le début de la lutte, des blessés, descellant une partie de la grille du jardin de la Légation contigu à celui du Palais, commencèrent à arriver et l'un d'eux même crut mourir à quelques mètres de la maison. Vers 6 heures du matin, Mr Bonamy, ministre des Finances, qui avait franchi avec son fils les abords de la Légation sous une grêle de balles, venait me demander asile et, bientôt préoccupé du sort de la famille du Président, lui faisait passer un billet lui offrant de ma part l'hospitalité.

Peu après, grâce à une brèche pratiquée dans un mur qui bouchait une porte de communication entre les deux jardins, madame Vilbrun Guillaume, avec ses cinq enfants en bas âge, sa belle-fille et de nombreux domestiques des deux sexes, passait à la Légation. Le Président lui-même, que j'avais trouvé de l'autre côté de la porte une carabine à la main, et blessé à la jambe, restait au Palais pour continuer la résistance.

Un peu plus tard, une forte colonne de fumée s'élevait au dessus du Palais nous faisant croire que c'était le Palais même qui brûlait, tandis que la fusillade continuait à faire rage et que les blessés, officiers et soldats, affluaient par la porte qui avait donné passage à la famille du Président. Cette fumée provenait en réalité de l'incendie d'une dépendance

du Palais à laquelle les assaillants avaient mis le feu pour hâter la capitulation de Vilbrun Guillaume, et ce résultat n'ayant pas été atteint, les révolutionnaires vinrent prévenir Charles Zamor qu'ils allaient mettre le feu à toutes les maisons environnantes. Celui-ci leur dit de n'en rien faire avant qu'il m'eût parlé et il me demanda de signaler ce danger nouveau au Président à qui j'en fis la communication par l'intermédiaire de monsieur Bonamy. Mais aucune réponse n'étant revenue, Charles Zamor me dit que ces gens étaient partis pour accomplir leur forfait.

Il n'en fut cependant rien et c'est dans la croyance que tous les postes de la ville s'étaient rendus que le Président me fit dire qu'il demandait à son tour à passer à la Légation. Je lui fis déposer ses armes et le conduisis auprès de sa famille avec Mr Bonamy; il était accompagné d'une suite nombreuse d'aides de camp presque tous blessés. J'envoyai au même moment Mr Rouzier à la grille principale de la Légation, voisine de celle du Palais, pour prévenir les combattants que le Président avait pris asile et que la lutte était désormais inutile. Elle cessa en effet aussitôt et le Palais fut envahi par les révolutionnaires dont l'irruption produisit, parmi les derniers soldats restés fidèles au Président, une panique effroyable. Ils se précipitèrent vers la porte qui avait déjà donné passage à leur chef et ils s'y écrasèrent, tandis que d'autres escaladaient le mur et tombaient comme une pluie dans le jardin de la Légation. Mon premier soin fut de les désarmer et de rejeter toutes les armes de l'autre côté du mur.

Mais l'arrondissement qui représentait la "Place" à Port-au-Prince ne s'était toujours pas rendu. J'y envoyai donc Mr Rouzier avec un billet du Président et un autre de Charles Zamor, le premier invitant le commandant à ne pas résister et le deuxième lui donnant une heure pour se rendre. Aussitôt en possession de ces deux communications, le Commandant de l'arrondissement, Général Oscar Etienne, sortait avec une troupe en criant "vive Vilbrun Guillaume". Mais au moment où il passait devant la Légation dominicaine, il s'y précipita, seul, pour s'y mettre à l'abri. La chose ayant été connue, un groupe de révolutionnaires envahit quelques instants après la Légation dominicaine et, ayant pénétré jusqu'aux combles, il y appréhenda le fugitif qui fut traîné par les jambes jusque dans la rue et sommairement exécuté. Première violation d'un asile officiel étranger où d'ailleurs les envahisseurs n'avaient trouvé aucune résistance.

Cette exécution était le premier résultat de la nouvelle qui

commençait à se répandre en ville du massacre général des prisonniers détenus dans les dépendances de l 'arrondissement, au nombre, a-t-on dit d'abord de 84 mais qui me semble être en réalité de 160 car les détenus de droit commun eux-mêmes ne furent pas épargnés ; seuls échappèrent à la mort sept prisonniers dont le cachot ne put être ouvert, la clef ne s'étant pas retrouvée au moment voulu. Cet épouvantable forfait fut immédiatement attribué à Vilbrun Guillaume qui aurait depuis longtemps donné des instructions dans ce sens au Commandant de l'arrondissement pour le cas où le Palais serait attaqué et le fait est que, d'après ceux qui en sont réchappés, le massacre commença à 4 heures, c'est-à-dire quelques minutes après l'attaque du Palais.

Ceux qui, vers midi et demi, apportèrent à la Légation la lugubre nouvelle, commencèrent à manifester, contre le Président réfugié, une violente animosité. Peu à peu des groupes toujours plus nombreux franchirent les grilles de la Légation, la plupart en armes, prétendant exiger de moi que je leur livrasse le " coupable ". A un moment donné, je m'étais précipité dans une des allées du jardin pour arrêter, avec Mr Rouzier, 5 ou 6 cacos armés qui venaient pour exécuter Vilbrun Guillaume et je les avais à grand peine repoussés jusqu'à la grille avec l'aide d'un des conspirateurs, le général Delva, qui se rendait compte de la gravité de la situation, lorsque je vis accourir à moi la plus jeune de mes filles m'appelant au secours pour arrêter l'irruption, dans la maison, de Charles Zamor lui-même qui, ayant perdu son frère, l'ancien Président Oreste Zamor, dans le massacre des prisons, brandissait une machette, sabre national des Haïtiens, pour aller trancher la tête au Président déchu. Les supplications de ma fille avaient cependant suspendu cette exécution et, quand j'arrivai, Charles Zamor se borna à me déclarer qu'il allait me demander par écrit, sous la signature de tous les révolutionnaires présents, de livrer le Président et que, sur mon refus, il serait enlevé par la force. A ce même moment d'ailleurs ma femme et ma fille aînée, aidées du Chargé d'Affaires d'Angleterre qui était venu se mettre à notre disposition dès l'annonce du danger que nous courions, assistées aussi de quelques français dévoués, maintenaient devant la porte de la maison s'ouvrant sur l'autre côté du jardin, une foule furieuse et l'échec de ce premier assaut fut dû tant à leur énergie qu'à leur force de persuasion. Mais ce fut alors jusque vers 5 heures de l'après-midi, une série d'assauts semblables que, tous unis pour la défense de la maison, nous parvînmes heureusement à repousser, aidés d'ailleurs dans cette tâche pénible par Charles Zamor lui-même qui, touché par les supplications de

ma femme et de ma fille, pris sur lui d' haranguer les assaillants et obtint d'eux peu à peu un calme relatif et leur retraite définitive. La Légation, sauf la chancellerie et la maison d'habitation où on n'avait pu pénétrer, n'en avait pas moins été violée déjà puisque les grilles du jardin avaient été franchies par des forcenés en armes décidés à l'assaut et que dans une de ces bagarres un coup de fusil avait été tiré vers nous.

Mais nous n'étions pas au bout de nos épreuves. Un certain Samson Vieux, citoyen haïtien, m'avait prévenu, vers 5 heures, qu'au retour des enterrements des victimes de la prison, on ne pourrait éviter l'envahissement de la Légation et, dans cette éventualité, il fit sortir par une porte dérobée, dont il força la serrure, les Ministres Duvivier et Bonamy et le fils de ce dernier qui, depuis le matin, se cachaient dans un coin de ma salle à manger. Il avait même eu la pensée de faire prendre le même chemin au Président Vilbrun Guillaume mais l'opération était trop risquée vu la circulation qu'il y avait encore dans l'intérieur du jardin et j'ajouterai tout de suite qu'elle n'était pas à souhaiter pour notre sécurité même car, ne trouvant pas le Président, la foule se serait tournée contre sa famille, contre moi et les miens et contre la maison qui le lendemain risqua l'incendie parcequ'on crut un moment le fugitif évadé.

Dans l'attente de cette attaque, je passai la nuit à veiller au rez-de-chaussée avec le Chargé d'Affaires d'Angleterre, le Chargé d'Affaires d'Amérique, un jeune français employé à la Banque et un ingénieur anglais qui s'était joint volontairement au représentant de son pays en cette circonstance. La famille Vilbrun Guillaume était installée dans le salon du 1er étage et ma famille occupait les chambres à coucher. Au grenier s'étaient cachés le commandant de la garde du Palais et cinq aides de camp dont certains plus ou moins blessés.

La nuit fut d'un calme absolu. Mais mon attention fut appelée sur cette particularité que les gardes cacos qu'on avait promis de placer aux grilles pour notre protection éventuelle ne s'y trouvaient pas.

Le mercredi 28 juillet, la tranquillité continua à régner; mes jeunes collègues d'Angleterre et d'Amérique ainsi que mes deux autres compagnons de veille se retirèrent et peu après arrivèrent à la Légation Mr Emile Rouzier et le Président de la Société de bienfaisance française, Mr Angibout qui, déjà la veille, était de ceux qui nous avaient le plus secondés dans la défense de la maison. Je causais avec lui sur le perron tourné vers l'entrée principale du jardin lorsque les domestiques vinrent

me prévenir que les envahisseurs entraient. C'était, les grilles étant fermées, en escaladant la clôture qui nous sépare sur une certaine étendue d'un jardin voisin, qu'une bande nombreuse de séditieux se précipitait à l'assaut de la maison.

Lorsque je les vis arriver en colonne serrée, je courus à leur rencontre en leur faisant signe d'arrêter, mais leur poussée accompagnée de hurlements sauvages me fit reculer jusque sur le seuil où une lutte s'engagea entre les premiers de la colonne d'un côté, Mr Rouzier, Mr Angibout et moi de l'autre, tandis que ma famille descendue du premier étage se formait instinctivement derrière nous en une sorte d'arrière garde. En un instant nos efforts furent brisés et les forcenés envahirent le salon du rez-de-chaussée, nous projetant jusqu'au milieu de la pièce en poussant des cris et en prétendant exiger de moi la remise du Président. C'est à ce moment que ma fille aînée, d'un mouvement instinctif, se précipita vers la porte qui donne accès à l'escalier et y aurait été écrasée contre les battants qu'elle avait fermés, si, aidé du cocher, je ne l'avais à grand peine tirée de cette situation dangereuse: cela indique suffisamment la brutalité des assaillants dont un brandissait même son revolver. Une fois libéré de cette préoccupation, je me retournai vers la foule pour tâcher de la convaincre de renoncer à son entreprise. Mais nous fûmes peu à peu poussés hors du salon jusque sur le perron où on prétendit encore exiger de moi la remise de Vilbrun Guillaume sous la menace de mettre le feu à la maison. Ayant obtenu à grand peine un peu de silence, je fis encore une tentative pour convaincre les assaillants de l'énormité de leur forfait et pour protester contre la violation dont la Légation était l'objet. Les forcenés couvrirent ma voix, prétendant se faire remettre le prétendu coupable au nom des idées de justice que représente la République Française et ils soulignaient leurs sommations des cris de "Vive la France". Je leur déclarai que, chassé de chez moi, devant la violation et l'invasion de la Légation, je n'y étais plus le maître et, les refoulant dans le salon dont ils m'avaient expulsé, j'en refermai la porte ne voulant pas assister au crime qui allait se commettre.

Déjà, d'ailleurs, divers groupes s'étaient répandus dans toute la maison, forçant d'un côté Mr Rouzier à ouvrir la chancellerie où ils allèrent à la recherche du Président qu'ils y croyaient caché; obligeant d'autre part, le revolver au poing, les domestiques à ouvrir la cave dans le même but. D'autres enfin s'étaient déjà précipités dans la maison jusqu'au grenier où ils ne trouvèrent que les aides de camp de Vilbrun

Guillaume. Mais bientôt nous entendîmes des cris de triomphe. Après avoir parcouru toutes les chambres à coucher, soulevé les matelas, ouvert des malles et des armoires, sommé madame Vilbrun Guillaume, retirée dans le salon du 1er étage avec ses enfants, de leur remettre son mari, les justiciers avaient pénétré jusqu'à ma chambre à coucher, la dernière de l'appartement, où, avant l'agression, j'avais installé le Président avec son médecin qui venait lui panser ses blessures. Ce dernier d'ailleurs s'étant porté au devant des envahisseurs sur le palier du 1er étage, s'était enfui sous la menace d'être pris en otage, après avoir fait passer son malade dans le cabinet de toilette attenant à ma chambre. Tout à coup, d'après ce qui fut dit par un des assassins à Mr Rouzier, monté à leur suite pour empêcher que le crime se commît dans la maison même, Vilbrun Guillaume ouvrit la porte du cabinet de toilette en disant "Messieurs, achevez-moi". Ce fut alors sur la victime une ruée sauvage. Le Président n'échappa à une mort immédiate sous les revolvers braqués que grâce aux objurgations de Mr Rouzier qui vit cependant un des agresseurs, Mr Paul Gardère, au moment où le corps descendait l'escalier, le frapper d'un coup de poignard. Traîné par les pieds à travers le salon puis sur le parcours de la longue allée qui mène à une des grilles de la Légation, Vilbrun Guillaume fut, sur le seuil même, tué par un de ceux qui avaient pris part à son enlèvement, un nommé Hérard Sylvain, qui lui assena trois coups de machette, dont un lui trancha la tête. Puis livré à une foule en délire qui le mit en morceaux, le corps fut promené par la ville jusqu'à ce qu'il fut réduit à presque rien, tandis que sa tête était exhibée au bout d'une pique sur un autre parcours.

Je n'insiste pas sur les détails qui m'ont été rapportés de ce sanglant cortège et qui n'ont aucun rapport avec la question spéciale de la violation de la Légation qui nous préoccupe. Pour montrer toutefois l'état d'esprit où est resté jusqu'au soir la population de Port-au-Prince, j'ajouterai que, la nuit venant, un homme se présenta à une des grilles de la Légation avec un morceau de toile à sac qu'il prétendait être un paquet destiné à madame Vilbrun Guillaume: c'était le crâne de son mari qu'il voulait lui vendre. Inutile de dire l'accueil que je lui ai fait. Et maintenant, pour donner tout leur caractère à ces tragiques événements, il importe de marquer qui en furent les auteurs. Le premier jour, la Légation eut à repousser les assauts réitérés d'une foule dans laquelle se trouvaient, outre certains parents des victimes de la prison, des gens du peuple armés de fusils et de sabres. Le jour de l'exécution, la Légation fut forcée et le Président enlevé par ceux qui venaient d'assister à l'enterrement de trois

frères exécutés la veille dans les prisons et qui, pour la plupart, étaient des jeunes gens de la meilleure société de Port-au-Prince, tous fort bien mis d'ailleurs, mais tous armés de revolvers et de poignards et ayant, d'après l'avertissement qui m'avait été donné la veille et que je rapportais tout à l'heure, froidement prémédité leur forfait.

J'ai voulu fixer tout de suite pour Votre Excellence ces faits qui marquent une extraordinaire régression dans l'état de l'esprit public en Haïti. Je n'y ajoute aucun commentaire car ils parlent d'eux-mêmes et je n'en tire, quant aux sanctions qu'ils comportent, aucune conclusion pour le moment. L'anarchie persistante et qui, une semaine après la chute tragique du Président Vilbrun Guillaume Sam, ne permet pas encore d'entrevoir la formation d'un gouvernement régulier, rend également impossible la demande de réparations que nous aurons à formuler pour la violation de notre Légation.

J'espère pouvoir, avant l'arrivée de ce rapport, faire à cet égard à Votre Excellence, par le télégraphe, des propositions qui, jointes à cet exposé, seraient sans doute tardives. Votre Excellence se rendra du moins compte par les détails qui précèdent des circonstances que je ne pourrais, à cause de leur développement, reproduire dans un télégramme et qui auront à nous déterminer dans la formule d'expiation à imposer au futur gouvernement. Je tiens à signaler en terminant l'assistance précieuse que m'ont prêtée au cours de ces tragiques événements, monsieur Emile Rouzier, Vice-consul honoraire, monsieur Angibout, Président de la Société française de Bienfaisance, monsieur Crepin, secrétaire de la Chambre de Commerce, monsieur Saint-Geraud père, commerçant français, monsieur Joseph Simmonds, courtier français. J'ai d'autre part beaucoup à me louer de monsieur Kohan, Chargé d'Affaires d'Angleterre qui, pendant toute l'après-midi du 27 juillet, s'est multiplié entre les groupes pour calmer les esprits et, ainsi que je l'indiquais plus haut, a passé la nuit à veiller avec moi. Nous devons au même titre une reconnaissance particulière au Chargé d'Affaires des Etats-Unis, monsieur Davis, ainsi qu'à un membre de la colonie anglaise, monsieur Payne, ingénieur à Port-au-Prince, et à un de nos compatriotes, monsieur Artaud, employé à la Banque Nationale d'Haïti.

Du côté des assaillants j'ai pu relever environ 25 noms.

Pierre Girard"

Pour en terminer avec cette relation, on peut rappeler avec quelle rapidité naissent et courent les fausses nouvelles qui, si on n'y met bon ordre, se transforment vite en légendes. Pierre Girard fut obligé de démentir dans une édition du journal *Le Nouvelliste* du 14 août 1915, une version des faits qui voulait qu'il eût de lui-même livré Vilbrun Guillaume à une délégation de 3 personnes venue poliment le lui demander.

Quelle est la part de responsabilité de Vilbrun Guillaume dans l'assassinat des prisonniers? Les avis sont partagés. H.P. Davis dans *Black Democracy*[56] fait état de la note manuscrite de Vilbrun Guillaume adressée à Oscar Etienne et trouvée sur ce dernier après son assassinat à la Légation dominicaine.

"27 Juillet 1915
Mon cher Oscar,

Le Ministre Bonamy m'ayant donné l'assurance que l'arrondissement, la Place, le port étaient occupés par les révolutionnaires pour l'avoir tenu, m'affirma-t-il, d'un personnage important, et voyant qu'aucune autorité n'était venue à mon secours jusqu'à plus de huit heures et demi, j'ai dû me décider à gagner la Légation de France où je suis. Je regrette bien d'avoir été mal informé. Prenez de votre côté la mesure que vous dictera votre conscience. Trop à dire.

signé Vilbrun Guillaume"

Ce texte est ambigu et on ne peut pas le considérer comme un ordre formel de faire massacrer les prisonniers; au reste, il est parvenu à son destinataire plusieurs heures après le début du massacre. Toutefois, il faut convenir que Vilbrun Guillaume avait préparé toutes les conditions pour qu'un pareil massacre eût lieu. Tout d'abord, il avait fait emprisonner nombre de personnes soupçonnées d'être des opposants à son gouvernement. Or, Vilbrun Guillaume était l'un des signataires de la Constitution de 1889 qui, dans son article 14, précise que: "*La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être détenu que sous la prévention d'un fait puni par la loi et sur le mandat d'un fonctionnaire légalement compétent*". Aussitôt "élu" Vilbrun Guillaume s'est empressé d'oublier cette constitution que, lui aussi, considérait sans doute comme n'ayant été faite que pour "*singer les blancs*" (*cf. supra, n° 32*). En outre, il avait confié au général Oscar Etienne la garde des prisonniers. Or, il ne pouvait ignorer qu'Oscar Etienne s'était déjà distingué, en octobre 1914,

56. H.P. DAVID, (op. cit.).

en faisant passer par les armes une trentaine de personnes suspectées d'être des partisans de Davilmar Théodore. Cela se passait à Marigot, dans l'arrondissement de Jacmel, sous la présidence d'Oreste Zamor, ce qui n'empêcha pas Oscar Etienne de faire exécuter son ancien Président, Oreste Zamor, au même titre que ses 160 compagnons. Comme le rapporte le Ministre de France, Pierre Girard, seuls sept prisonniers échapperont au massacre car on ne put trouver la clef de leur cellule, et parmi eux Stephen Alexis[57].

L'assassinat de Vilbrun Guillaume eut lieu le matin du 28 juillet. A 10h30, le navire-amiral *Washington* accosta et à cinq heures de l'après-midi les troupes américaines débarquèrent à Bizoton[58]. Vilbrun Guillaume leur avait servi de Kroumir[59].

L'occupation se fit sans résistance. Les historiens ne mentionnent que trois victimes: le soldat haïtien Pierre Sully tué parcequ'il ne voulut pas se rendre et deux marines américains tués par leurs camarades à la suite d'une méprise. Il semble que nombre de marines voulurent se donner l'illusion de participer à une vaillante et dangereuse opération militaire et perdirent leur sang froid traditionnel.

C'est ainsi que, ce jour-là, 28 juillet 1915, an 112 de l'Indépendance, l'armée haïtienne fit la démonstration de son inutilité et qu'on vit que tout le monde avait oublié la directive que Jean-Jacques Dessalines avait fait inscrire au dernier article de sa constitution de 1805 : "*Au premier coup de canon d'alarme, les villes disparaissent et la Nation est debout*".

Et c'est Dantes Bellegarde qui en tire la leçon:

"*Seul un petit soldat obscur, Pierre Sully, se fit tuer, la carabine au poing, en défendant l'accès de son poste aux marines de l'amiral Caperton. Nul autre ne brigua "l'honneur d'une si belle mort". Aussi personne n'a-t-il aujourd'hui le droit de jeter l'anathème aux autres puisque tous ont survécu à la honte.*"[60]

57. Son fils, l'écrivain Jacques Stephen Alexis, n'eut pas cette chance dans les prisons de Duvalier. Il y fut massacré à coups de gourdin sur ordre du dictateur.
58. Banlieue ouest de Port-au-Prince.
59. **Kroumir**: Tribu du nord ouest de la Tunisie. En 1881, une incursion de pillards kroumirs en territoire algérien servit de prétexte à la France pour occuper la Tunisie, ce qui fit dire à un député de l'époque que *"ces kroumirs sont bien opportuns"*.
60. Dantes BELLEGARDE – *Pour une Haïti heureuse*, (TomeII), Imprimerie Cheraquit, Port-au-Prince, 1929.

Chapitre IV

Le Gouvernement Dartiguenave

LA CONVENTION DE 1915

L'occupant fut accueilli avec un lâche soupir de soulagement.

"Il y avait en général, parmi les Haïtiens, comme un accord secret pour excuser l'intervention, si elle devait mettre fin à la situation chaotique qui existait dans le pays et lui substituer une vie organisée de paix et de travail.

Les plus intraitables des patriotes, ceux qui s'obstinaient à ne pas accepter le fait accompli, finiraient bien par y acquiescer, en la considérant comme un mal nécessaire, mais temporaire, en se rendant à l'évidence des résultats. Car, vraiment, on en avait assez de nos continuels bouleversements politiques, des ruines et des désordres qui en étaient le fatal cortège, de ces gouvernements éphémères, ridicules et cruels qu'ils charriaient, les uns après les autres et qui nous arrivaient comme des caravanes en folie....."[61]

Mais l'Américain ne sut pas saisir cette chance de faire accepter sa présence et d'obtenir le concours de la nation. Tout au long de cette histoire, on verra que l'occupation eut pour fondement un malentendu. Les Haïtiens crurent, au départ, que l'Américain était venu rétablir l'ordre, assurer la sécurité, de sorte que tous les habitants du pays, y compris les investisseurs américains, puissent désormais travailler et prospérer sous la conduite d'un gouvernement haïtien stable et respectueux des lois. Les Américains, au contraire, entendirent gouverner le pays directement et faire, malgré eux, le bonheur des Haïtiens considérés comme incapables de se gouverner eux-même.

"The belief that Haitians were inherently inferior, coupled with the dictates of State Department diplomacy in the caribbean, led to grotesque perversion of the declared missionary ideal of spreading liberal democracy..... Wilson's obsession with order stability and

61. Stenio VINCENT. (op. cit.)

constitutionalism, implying government by law and the sanctity of legal contracts, was translated into rigid authoritarianism based on the assertion that Haitians were incapable of self-government..."[62]

Les mois d'août et de septembre furent employés à parachever l'occupation, faire élire un Président et lui faire signer un traité donnant une base légale à l'occupation.

Précédée de déclarations rassurantes, l'occupation s'étendit rapidement à tous les secteurs de la vie civile. Les Haïtiens eurent une première démonstration de l'efficacité américaine par la rapidité avec laquelle se prirent et s'exécutèrent les décisions.

Après le débarquement de 5 compagnies le 28 juillet (2 compagnies de marines et 3 compagnies de fusiliers marins), l'amiral Caperton fit venir des renforts au cours de la première quinzaine d'août et, fin août, il disposait de plus de 2000 hommes et officiers. Son adjoint, le capitaine Beach, fut chargé de superviser les services civils de l'administration haïtienne.

Le 7 août, l'amiral adressa une proclamation rassurante:

"*J'ai reçu pour instructions du gouvernement des Etats-Unis de donner l'assurance au peuple haïtien que les Etats-Unis n'ont aucun objet en vue, excepté celui d'assurer, d'affermir et d'aider à maintenir l'indépendance haïtienne et l'établissement d'un gouvernement stable et ferme par le peuple haïtien. Toute assistance sera donnée au peuple haïtien dans son effort pour réaliser ces fins. L'intention des Etats-Unis est de retenir leurs forces en Haïti seulement aussi longtemps que ce sera nécessaire pour obtenir ce résultat.*"

Et, dans le même temps, il prépare l'élection du Président de la République, se saisit des douanes et, par conséquent, de tous les revenus du gouvernement, désarme les lambeaux de l'armée haïtienne, obtient la reddition des principaux chefs "cacos" et fait couronner le tout par un traité.

L'élection présidentielle eut lieu le 12 août. Le principal souci de l'amiral Caperton était d'éviter l'élection du docteur Rosalvo Bobo connu pour son hostilité farouche à toute ingérence américaine. Il le fit clairement savoir par la déclaration que son chef d'Etat Major, le capitaine

62. Hans SCHMIDT – *The United States occupation of Haïti*, Rutgers University Press, 1971.

Beach, adressa au Congrès haïtien la veille de l'élection:

"..... *Le gouvernement des Etats-Unis ne peut reconnaître d'actions émanant de ceux qui ne sont pas en charge des affaires haïtiennes, de ceux qui n'ont ni les capacités ni l'intention de mettre fin aux désordres des factions politiques.*

Deuxièmement, afin d'éviter tout malentendu pouvant surgir après les élections, il doit être parfaitement clair dans l'esprit des candidats, et avant les élections, que les Etats-Unis s'attendent à ce qu'on leur confie le contrôle pratique des douanes et tout autre contrôle financier sur les affaires haïtiennes pouvant paraître nécessaire aux Etats-Unis pour une administration efficace.

Le gouvernement des Etats-Unis, de plus, considère de son devoir de soutenir un gouvernement constitutionnel. Il aidera à l'établissement d'un tel gouvernement et le soutiendra aussi longtemps que cela sera jugé nécessaire. Il ne nourrit aucun dessein contre l'intégrité territoriale et politique d'Haïti. Au contraire, tout ce qui a été fait et tout ce qui sera fait est conçu comme un effort pour aider le peuple haïtien à établir un gouvernement stable et à maintenir la paix intérieure à travers la République"[63].

Caperton fut aidé par l'hostilité en retour des membres de l'Assemblée nationale haïtienne qui, pour une fois, furent très satisfaits de ne pas être obligés d'"élire" un chef de guerre triomphant. Des personnalités éminentes s'étant récusées (l'ex-Président François Legitime, Jacques Nicolas Léger, Solon Menos), c'est finalement le Président du Sénat, Philippe Sudre Dartiguenave, qui fut élu par 94 voix sur 116 votants. Rosalvo Bobo n'eut que 3 voix.

Le premier Ministère Dartiguenave fut mis en place le 14 août:

- Secrétaire d'Etat de l'Intérieur: Constantin Mayard;
- Secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce: Emile Elie;
- Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures et de l'Instruction: H. Pauleus Sannon;
- Secrétaire d'Etat de la Guerre et de la Marine: Charles Leconte;

63. Cité par Roger GAILLARD – *Les cent jours de Rosalvo Bobo*, Le Natal, Port-au-Prince, 1987.

- Secrétaire d'Etat des Travaux Publics et de l'Agriculture: Antoine Sansaricq;
- Secrétaire d'Etat de la Justice et des Cultes:Etienne Dorneval.

Le 17 août, 3 jours après la mise en place du gouvernement, le Chargé d'Affaires des Etats-Unis à Port-au-Prince, Mr Robert Beale Davis junior, présenta un projet de Traité à signer "sans modification" et demanda qu'à cette fin l'Assemblée votât une loi autorisant le Président à signer.

Le ministre des Relations Extérieures, H. Pauleus Sannon, eut toutes les peines du monde à faire admettre que, selon la Constitution d'Haïti, la sanction de l'Assemblée nationale interviendrait après, et non pas avant, la signature du Traité et il ne réussit pas à éviter que le Traité imposât un contrôle financier. Il démissionna le 7 septembre, en compagnie du ministre des Travaux Publics et de l'Agriculture, Antoine Sansaricq. Nous verrons que, plus tard, tous deux eurent des comportements en contradiction avec cette démission.

Entre-temps, la pression américaine s'était accentuée. L'amiral Caperton fit saisir les douanes à la fin du mois d'août et imposa la loi martiale le 3 septembre.

Pauleus Sannon justifia ainsi sa démission:

"..... *L'acceptation du projet américain placerait notre malheureux pays sous un triple protectorat économique, financier et politique au profit des Etats-Unis..... Si, ne s'appuyant sur aucun droit conventionnel, le gouvernement des Etats-Unis a pu donner au monde civilisé le spectacle de violences et d'abus aussi révoltants que ceux auxquels nous assistons depuis quelques jours* [64], *que ne fera-t-il pas demain lorsqu'il pourra invoquer les privilèges exorbitants que consacrerait, en sa faveur, la Convention en question.*" [65]

Le 9 septembre, Louis Borno remplaçait Pauleus Sannon et reprenait les négociations. Il avait, en effet, une perception de la situation totalement différente de celle qu'affichait alors Pauleus Sannon:

64. SANNON fait référence à la saisie des douanes.
65. Cité par Roger GAILLARD – *Premier écrasement du cacoisme*, Le Natal, Port-au-Prince, 1981.

"*Tant que j'ai cru que notre malheureuse patrie pouvait se délivrer elle-même, j'ai repoussé le concours de l'étranger. Mais quand je l'ai vue tomber, épuisée, saignée à blanc, dans la boue sanglante de juillet, j'ai compris, et tout ce qu'il y a d'honnête et de pur dans le pays a compris que nous n'avons plus désormais que le choix: ou bien la disparition définitive dans l'abjection, dans la famine, dans le sang, ou bien la Rédemption avec l'aide des Etats-Unis. J'ai préféré cette Rédemption. S'il faut y sacrifier ma vie, je suis prêt.*"[66]

C'est ce qu'il fit et cette simple déclaration explique déjà le revirement que tous constatèrent entre le ministre Borno du Président Théodore qui repousse fermement toute idée d'ingérence américaine dans les affaires haïtiennes et le ministre Borno du Président Dartiguenave qui négocie et signe la Convention de 1915.

Borno chercha des appuis, en particulier par le biais du ministre d'Haïti à Washington, son ami Solon Menos, très bien considéré par les Américains qui avaient pensé à lui pour occuper le fauteuil présidentiel. Le Président Dartiguenave envoya un télégramme d'instructions à Solon Menos qu'avait rédigé le ministre Constantin Mayard qui, lui aussi, était, à l'époque, un ami chaleureux de Louis Borno: "*Négociateurs américains imposèrent hier soir arrangement final et acceptation en bloc Convention – Acceptions tout sauf demandions suppression Conseiller financier dont attributions détruisent attributions constitutionnelles Ministre Finances – Refus américain – Sannon Sansaricq quittent ministère causant crise nuisible aux pourparlers et excitant opinion nationale – Reconstituerai ministère pour sauver ce qu'on peut sauver et éviter catastrophe finale, perte nationalité – Voyez ambassadeurs A.B.C. à Washington afin pouvoir améliorer procédés discussion et respect Constitution Haïti en paix avec Etats-Unis – S'il y a lieu voyez aussi toutes autres chancelleries – Voulons et moi surtout désire traiter même avec clauses désavantageuses impossibles à repousser, mais devons empêcher gouvernement sombrer dans discrédit populaire et encourir condamnation postérité en consentant décapitation Nation.*

Hors texte, le document porte écrit de la même main:

Marines américains ont commencé exécution Convention avant agrément ni signature."[67]

66. Hebdomadaire *Bleu et Rouge* du 23 octobre 1915.
67. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.).

Louis Borno, tout comme Pauleus Sannon, ne put éviter que le contrôle financier, qui était déjà un fait accompli depuis la saisie des douanes et le transfert des recettes douanières au compte de l'amiral Caperton à la BNRH, fût inscrit dans le Traité. Il obtint toutefois des améliorations considérables au projet américain, améliorations qui n'ont pas toujours été appréciées à leur juste valeur, sans doute pour la raison que les Américains se soucièrent peu par la suite de respecter les clauses du Traité qu'ils avaient signé.

La meilleure façon d'en juger est de comparer le texte du projet américain avec le texte final qui fut signé le 16 septembre 1915, par Louis Borno et Robert Beale Davis junior.

On voit que, moyennant peu de modifications, l'esprit du projet américain qui était résolument celui d'un protectorat politique et financier a été orienté, dans le texte final, vers celui d'un accord de coopération économique. Certains détails, qui pourtant semblent avoir échappé à de nombreux auteurs, sont très révélateurs à ce sujet. Ainsi la correction apportée à l'article XI, par laquelle des cessions du territoire haïtien à une nation étrangère, même aux Etats-Unis, demeuraient interdites, et ce conformément à la constitution du pays, est la marque d'un refus ferme de toute sujétion politique à long terme. Aucun "Guantanamo" n'était autorisé en faveur des Etats-Unis.

Ainsi, on ne peut pas partager l'avis de Suzy Castor[68] selon lequel la négociation de Borno se limita à faire ajouter l'Article I et "quelques *modifications (qui) furent introduites par Louis Borno, Ministre des Relations Extérieures, pour donner au traité une phraséologie plus au goût des Haïtiens* ".

De nombreux contemporains qui crurent que le Traité serait appliqué scrupuleusement et avec efficacité félicitèrent Borno à cette occasion.

Mr Semexant Rouzier, connu pour son indépendance d'esprit et son érudition, écrivit le 20 septembre 1915 la lettre suivante à Louis Borno[69]:

68. Suzy CASTOR - *L'occupation américaine d'Haïti*, (op. cit.).
69. Archives BORNO.

"Mon cher Borno,

Voici les réflexions que m'a suggérées votre signature placée au bas de la Convention américaine.

Vous savez que vous avez droit autant que le plus grand Haïtien de signer cet acte parce que vous portez plus noblement que n'importe quel Haïtien un nom historique d'Haïti qui figure en bonne place dans les fastes de l'Indépendance nationale autant que celui des plus illustres de nos pères[70]*. Depuis 1804, nous avons vécu dans le désordre, le pillage, l'incendie et les meurtres. Notre génération est appelée à mettre fin à ces calamités.*

Vous avez été marqué par le doigt de Dieu pour consacrer une ère nouvelle qui ne peut pas être plus mauvaise que celle tracée par les génération passées. Vous ne vous êtes pas dérobé à la destinée que vous a léguée le nom historique que vous portez en cherchant au peuple haïtien un sort meilleur à celui qui nous a été tracé par nos pères.

Que ceux qui sont sans qualité pour agir comme vous s'effacent. C'est leur affaire.

Bien cordialement et tous mes compliments.

Signé S. Rouzier"

Le Traité étant signé, il fallut le faire ratifier par la Chambre et le Sénat. Malgré l'opposition de certains députés hostiles par principe à toute intervention étrangère, en particulier celle du député des Gonaïves, Raymond Cabeche: "*Par cetteConvention nous décrétons pour le peuple haïtien la servitude morale en place de l'esclavage physique qu'on n'ose plus aujourd'hui rétablir*"[71], la Chambre approuva la Convention le 6 octobre 1915. A cet effet, Borno avait pris soin de préparer, avec l'aide d'un groupe de députés, un "commentaire interprétatif " qui fut voté en même temps que la Convention et lui fut annexé. Ce "commentaire interprétatif " précisait certains termes un peu trop généraux et surtout insistait encore sur l'esprit de la Convention conçue comme une mission d'assistance technique et financière. Il prévoyait notamment que le Président d'Haïti pourrait révoquer les fonctionnaires américains du Traité en cas de

70. Toutefois, le nom de Borno ne figure pas parmi la liste des héros de l'Indépendance inscrite sur les murs du musée *Mupanah*, place du Champ de Mars à Port-au-Prince, alors qu'y figurent ceux de certains chefs de bande, comme Petit-Noël Prieur ou Lamour Derance, qui, par leurs actions hostiles contre Dessalines et Christophe, ont plus retardé qu'aidé la libération.

71. Cité par Dantes BELLEGARDE – *La Résistance haïtienne*, (op. cit.).

fautes graves, que les contestations ou difficultés d'interprétation du Traité pouvant surgir entre les Etats-Unis et Haïti seraient soumises à la Cour Internationale de La Haye en application de la Convention d'arbitrage conclue en 1909 entre les Etats-Unis et Haïti...etc... Il prévoyait aussi que le gouvernement haïtien pourrait convertir ses dettes au moyen d'un emprunt plus avantageux à placer aux Etats-Unis.

Au Sénat, les choses se passèrent plus difficilement. Les rapporteurs conclurent au rejet de la Convention, comme étant contraire à la Constitution, tout en reconnaissant l'accumulation des fautes qui amenèrent l'occupation: "..... *s'il est donc vrai que ce sont les cacos qui ont amené l'occupation, il faut aussi convenir que les hommes qui ont fait les contrats de chemins de fer, de Banque et d'emprunts, avaient préparé la voie.*"

"..... *Vos commissaires, Messieurs les Sénateurs, reconnaissent en toute loyauté que le principe de la Convention est salutaire, mais en leur âme et conscience, ils considèrent l'ensemble des moyens une iniquité.*"

Très curieusement, les objections et remarques des Sénateurs nous semblent aujourd'hui bien moins pertinentes que celles qu'avaient faites les députés par le moyen du "commentaire interprétatif" Ces braves Sénateurs manquèrent de perspicacité et de sens pratique lorsque, dans leur rapport, ils tentèrent de défendre le droit de la banque à assurer le service de la trésorerie du gouvernement, droit qui se trouvait battu en brèche par la création de la fonction de Receveur général des douanes; de même, ils s'insurgèrent contre la fonction de Receveur général des douanes, parce que nommé sur "proposition" du Président des Etats-Unis, alors que ce Receveur n'est en fait qu'un simple fonctionnaire chargé d'appliquer le tarif douanier d'Haïti, mais ils acceptèrent sans difficulté l'instauration du Conseiller financier dont on verra qu'il fut, au moins pendant les sept premières années, une des plaies du système. Enfin, les sénateurs acceptèrent, par avance, l'éventualité d'une prolongation de la durée de la Convention, alors même que cette prolongation, une fois convenue, devint l'un des principaux griefs de l'opposition à l'encontre du gouvernement: "*La Commission, en adoptant cet article (l'article XVI), fait observer qu'avec les nouvelles bases proposées, la durée de la Convention – même avec le renouvellement – n'est pas trop longue.*"

Finalement, à la suite de pressions de l'amiral Caperton menaçant d'instaurer en Haïti un régime de gouvernement militaire, le Sénat adopta la Convention le 11 novembre 1915. A son tour, le Sénat américain la ratifia le 28 février 1916 mais sans le "commentaire interprétatif " qui ne lui fut pas communiqué par le Département d'Etat.

Sans attendre la ratification par le Sénat américain et l'échange des ratifications qui eut lieu le 3 mai 1916, date d'entrée en vigueur de la Convention, le ministre américain à Port-au-Prince, Arthur Bailly-Blanchard et Louis Borno signèrent un *modus vivendi* destiné à mettre la Convention en application, à titre provisoire. Louis Borno s'en expliqua dans une lettre du 16 octobre 1915 à son ami Solon Menos[72]:

"*Mon cher Solon,*

A mon arrivée au Ministère, la première question que j'ai posée a été de savoir si tu avais communiqué au gouvernement, sur le grave débat qui se trouvait engagé, quelques opinions précises, quelque idée directrice. On n'a pu me fournir qu'un passage d'une lettre que tu avais adressée à Edmond Roumain[73]*, passage dont il résultait que le Président devait se maintenir au pouvoir malgré tout ce que pourraient faire les Américains en Haïti. C'était quelque chose au point de vue gouvernemental; mais cela me renseignait bien peu sur tes idées à l'égard de la Convention que l'on nous proposait avec un appareil si peu diplomatique.*

Néanmoins, la situation me parut bien nette. L'occupation était un fait accompli. Les événements terribles et honteux des 27 et 28 juillet avaient enfin procuré au gouvernement des Etats-Unis l'occasion propice d'imposer à notre pays le plan depuis longtemps projeté; c'était pure folie que de supposer que notre pays pourrait s'en tirer une nouvelle fois. L'alternative était pour nous ou bien la continuation et l'aggravation de l'occupation américaine jusqu'à réduire à rien ou à supprimer même notre gouvernement national ou bien l'acceptation de la Convention avec quelques modifications susceptibles de sauvegarder le plus que possible de notre dignité et de notre indépendance. J'adoptai le dernier parti. De là tout ce que j'ai fait.

Le rapport de la Commission de la Chambre des députés a mis les choses en relief; je t'y renvoie. La Chambre a tout voté. Nous avons, je le crois, la majorité au Sénat; mais sa Commission, nommée dans un

72. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.).

73. Sénateur, membre de la Commission du Sénat, chargée à partir du 23 septembre d'examiner la Convention et qui formula des recommandations négatives.

moment de négligence, est, en majorité, hostile; elle a déjà décidé que l'Art. 2 est inconstitutionnel! Le Cabinet lui a déclaré qu'il ne participera plus à ses travaux et qu'il s'en tient aux explications présentées à la Chambre. Elle aura donc à faire son rapport au Sénat; et c'est en séance publique que nous le discuterons.

Et en attendant, l'occupation, impatiente, envahit de plus en plus nos services publics, à la faveur de la loi martiale qui lui constitue des pouvoirs illimités. Tout en faisant nos réserves nous collaborons. Dès le vote de la Convention, nous signerons un modus vivendi qui mettra cette Convention en exécution provisoire jusqu'à l'échange des ratifications; Cela nous permettra de normaliser la situation et de ramener l'occupation à ses strictes limites admises en droit international.

J'attends de toi, sans réserve aucune, renseignements et conseils.

Cordialement tien,

Signé Louis Borno"

Le *modus vivendi* fut signé le 29 novembre 1915:

"*Considérant qu'en attendant l'échange des ratifications de la Convention du 16 septembre 1915, il est essentiel qu'un arrangement provisoire soit établi entre les deux gouvernements aux fins de garantir le fonctionnement des services administratifs, la répression du désordre, le maintien de la paix publique;*

Il a été convenu le modus vivendi suivant entre le gouvernement d'Haïti et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représentés respectivement par monsieur Louis Borno secrétaire d'Etat des Relations Extérieures, et monsieur Arthur Bailly-Blanchard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

La Convention signée le 16 septembre 1915 entre la République d'Haïti et les Etats-Unis et ratifiée par la Chambre des députés d'Haïti le 6 octobre 1915 et par le Sénat d'Haïti le 11 novembre 1915, entrera provisoirement en pleine force et vigueur à partir de cette date et sera en application jusqu'au vote du Sénat des Etats-Unis sur la Convention, sous réserve de la procédure d'application du traité à régler à Washington entre le Département d'Etat et la Commission haïtienne nommée à cet effet.

Signé et scellé en double, en anglais et en français, à Port-au-Prince, Haïti, le vingt neuf novembre 1915, par les représentants susdits, au nom de leurs gouvernements respectifs.

Louis Borno *Arthur Bailly-Blanchard"*

Cet accord était complété et confirmé par une lettre de Bailly-Blanchard à Borno, du même jour:

"*Au moment de signer le modus vivendi convenu entre nos deux gouvernements, j'ai l'honneur, d'accord avec l'Amiral Caperton, de consigner ici qu'il reste entendu que:*

1°) Les services civils actuellement aux mains de l'occupation américaine seront remis au gouvernement haïtien, après un accord pour chaque cas;

2°) Le service douanier fera entre le secrétaire d'Etat des Finances et le Receveur général l'objet d'une entente relativement aux éléments de contrôle des opérations de douane à fournir au gouvernement haïtien et à sa participation à la nomination des employés, conformément aux termes du traité."

Quelque temps après seront alors nommés, à titre provisoire, par l'amiral Caperton:

Capitaine Beach	Conseiller financier;
Mr Charles Conard	Receveur des douanes;
Colonel Waller	Commandant des forces d'occupation;
Lieutenant Oberlin	Ingénieur en chef des Travaux Publics;
Docteur Garrison	Chef du Service de Santé Publique.

Tout est alors en place pour "mettre Haïti au pas" et la faire entrer dans le concert des Nations modernes, selon le modèle et sous la férule des Américains.

CONVENTION HATIANO-AMÉRICAINE DU 16 SEPTEMBRE 1915

Sanctionnée le 11 Novembre 1915 Publiée avec le procès-verbal d'échange des ratifications, au Moniteur du 28 Juin 1916.

La République d'Haïti et les Etats-Unis d'Amérique, désirant raffermir et resserrer les liens d'amitié qui existent entre eux par la coopération la plus cordiale et par des mesures propres à leur assurer de mutuels avantages;

La République d'Haïti, désirant, en outre, remédier à la situation actuelle de ses finances, maintenir l'ordre et la tranquillité sur son territoire, mettre à exécution des plans pour son développement économique et la prospérité de la République et du Peuple haïtien;

Et les Etats-Unis sympathisant avec ses vues et objets et désirant contribuer à leur réalisation;

Ont résolu de conclure une Convention à cette fin;

Et ont été nommés à cet effet comme Plénipotentiaires,

Par le Président de la République d'Haïti :

Monsieur Louis Borno, Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures et de l'Instruction Publique.

Par le Président des Etats-Unis d'Amérique:

Monsieur Robert Beale Davis Jr., Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique;

PRINCIPALES DIFFÉRENCES, PAR RAPPORT AU PROJET AMÉRICAIN, INTRODUITES PAR LOUIS BORNO

Ce préambule est moins désobligeant, dans la forme, que le projet qui donnait à penser qu'Haïti était incapable de se gouverner par elle-même.

En a été supprimé des phrases du genre: *"Prendre des dispositions contre l'augmentation non judicieuse de la dette publique"*; *"inaugurer un système compréhensif de l'examen et de la tenue des comptes publics"*...

etc...

ARTICLE I

Le Gouvernement des Etats-Unis, par ses bons offices, aidera le Gouvernement d'Haïti à développer efficacement ses ressources agricoles, minières et commerciales et à établir sur une base solide les finances haïtiennes.

ARTICLE II

Le Président d'Haïti nommera, sur la proposition du Président des Etats-Unis , un Receveur général et tels aides et employés qui seront jugés nécessaires pour recouvrer, recevoir et appliquer tous les droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, provenant des diverses douanes et ports d'entrée de la République d'Haïti.

Le Président d'Haïti nommera en outre, sur la proposition du Président des Etats-Unis, un Conseiller financier, qui sera un fonctionnaire attaché au ministère des Finances, auquel le Secrétaire d'Etat prêtera une aide efficace pour la réalisation de ses travaux. Le Conseiller financier élaborera un système adéquat de comptabilité publique, aidera à l'augmentation des revenus et à leur ajustement aux dépenses, enquêtera sur la validité des dettes de la République, éclairera les deux Gouvernements relativement à toutes dettes éventuelles, recommandera des méthodes perfectionnées d'encaisser et d'appliquer les revenus et fera au Secrétaire d'Etat des Finances telles autres recommandations qui peuvent être jugées nécessaires au bien-être et à la prospérité d'Haïti.

ARTICLE I AJOUTÉ PAR BORNO

Il signifie que ce Traité est un accord d'aide des Etats-Unis à Haïti et pas un Traité de protectorat, donc un accord entre deux pays indépendants politiquement l'un de l'autre.

ARTICLE II

Tous les fonctionnaires du Traité sont nommés par le Président d'Haïti sur la proposition du Président des Etats-Unis et non pas directement par le Président des Etats-Unis, mais ce n'est là qu'une amélioration de pure forme.

"qui sera un fonctionnaire attaché au ministère des Finances, auquel le Secrétaire d'Etat prêtera une aide efficace pour la réalisation de ses travaux" a été ajouté par Borno. En outre ce Conseiller financier n'a plus *"les fonctions d'un contrôleur".*

C'est toute la différence entre un protectorat et une mission d'aide économique.

ARTICLE III

Le Gouvernement de la République d'Haïti pourvoira, par une loi ou un décret approprié, à ce que le paiement de tous les droits de douane soit fait au Receveur général; et il accordera au bureau de la recette et au Conseiller financier toute aide et protection nécessaires à l'exécution des pouvoirs qui leur sont conférés et aux devoirs qui leur sont imposés par les présentes, et les Etats-Unis, de leur côté, accorderont la même aide et protection.

ARTICLE IV

A la nomination du Conseiller financier, le Gouvernement de la République d'Haïti, en coopération avec le Conseiller financier, collationnera, classera, arrangera et fera un relevé complet de toutes les dettes de la République, de leur montant, caractère, échéance et conditions, des intérêts y afférents, et de l'amortissement nécessaire à leur complet paiement.

ARTICLE V

Toutes les valeurs recouvrées et encaissées par le Receveur général seront appliquées: 1° au paiement des appointements et allocations du Receveur général, de ses auxiliaires et employés et des dépenses du bureau de la recette, qui comprendront les appointements et les dépenses du Conseiller financier, les salaires devant être déterminés suivant accord préalable; 2° à l'intérêt et à l'amortissement de la dette publique de la République d'Haïti; 3° à l'entretien de la police visée à l'article 10; et le solde au Gouvernement haïtien pour les dépenses courantes.

En faisant ces applications, le Receveur général procédera au paiement des appointements et allocations mensuels, et des dépenses telles quelles se présentent; et au premier de chaque mois, il mettra à un compte spécial le montant des recouvrements et recettes du mois précédent

ARTICLE VI

Les dépenses du bureau de la recette, y compris les allocations et appointements du Receveur général, de ses auxiliaires et employés et les dépenses et salaires du Conseiller financier ne devront pas dépasser 5% (cinq pour cent) des recouvrements et recettes provenant des droits de douane, à moins d'une Convention entre les deux Gouvernements.

ARTICLE VII

Le Receveur général fera un rapport mensuel aux fonctionnaires haïtiens compétents et au Département d'Etat des Etats-Unis sur tous les recouvrements, les recettes et les dépenses; ces rapports seront soumis en tout temps à l'examen et à la vérification des autorités compétentes de chacun des dits Gouvernements.

ARTICLE VIII

La République d'Haïti ne devra pas augmenter sa dette publique sauf accord préalable avec le Président des Etats-Unis, ni contracter aucune obligation financière à moins que, les dépenses du Gouvernement défrayées, les revenus de la République, disponibles à cette fin, soient suffisants pour payer les intérêts et pourvoir à un amortissement pour l'extinction complète d'une telle dette.

ARTICLE VI

"Les dépenses et salaires du Conseiller financier" sont également inclus dans les 5%.

ARTICLE IX

La République d'Haïti, à moins d'une entente préalable avec le Président des Etats-Unis, ne modifiera pas les droits de douane d'une façon qui en réduirait les revenus; et afin que les revenus de la République puissent être suffisants pour faire face à la dette publique et aux dépenses du Gouvernement, pour préserver la tranquillité et promouvoir la prospérité matérielle, le Gouvernement d'Haïti coopérera avec le Conseiller financier dans ses recommandations relatives à l'amélioration des méthodes de recouvrer et de dépenser les revenus, et aux sources nouvelles de revenus qui font besoin.

ARTICLE X

Le Gouvernement haïtien, en vue de la préservation de la paix intérieure, de la sécurité des droits individuels et de la complète observance de ce traité, s'engage à créer sans délai une gendarmerie efficace, rurale et urbaine, composée d'Haïtiens. Cette gendarmerie sera organisée par des officiers américains nommés par le Président d'Haïti sur la proposition du Président des Etats-Unis. Le Gouvernement haïtien les revêtira de l'autorité nécessaire et les soutiendra dans l'exercice de leurs fonctions. Ils seront remplacés par des Haïtiens, lorsque ceux-ci, après un examen effectué par un comité choisi par l'officier supérieur chargé de l'organisation de la gendarmerie, en présence d'un délégué du Gouvernement haïtien, seront jugés aptes à remplir convenablement leurs fonctions. La gendarmerie ici prévue aura, sous la direction du Gouvernement haïtien, la surveil-

ARTICLE X

A été rajouté:

"Ils seront remplacés par des Haïtiens, lorsque ceux-ci, après un examen effectué par un comité choisi par l'officier supérieur chargé de l'organisation de la gendarmerie, en présence d'un délégué du Gouvernement haïtien, seront jugés aptes à remplir convenablement leurs fonctions."

lance et le contrôle des armes et munitions, des articles militaires et du commerce qui s'en fait dans tout le pays. Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que les stipulations de cet article sont nécessaires pour prévenir les luttes des factions et les désordres.

ARTICLE XI

Le Gouvernement d'Haïti convient de ne céder aucune partie du territoire de la République d'Haïti par vente, bail ou autrement, ni de conférer juridiction sur son territoire à aucune puissance ou gouvernement étranger, ni de signer avec aucune puissance aucun traité ni contrat qui diminuerait ou tendrait à diminuer l'Indépendance d'Haïti.

ARTICLE XII

Le Gouvernement haïtien convient de signer avec les Etats-Unis un protocole pour le règlement, par arbitrage ou autrement, de toutes les réclamations pécuniaires pendantes entre les corporations, compagnies, citoyens ou sujets étrangers et Haïti.

ARTICLE XIII

La République d'Haïti, désirant pousser au développement de ses ressources naturelles, convient d'entreprendre et d'exécuter telles mesures qui, dans l'opinion des deux Hautes Parties Contractantes, peuvent être nécessaires au point de vue de l'hygiène et du développement matériel de la République, sous la surveillance et direction d'un ou de plusieurs ingénieurs qui seront nommés par le Président d'Haïti sur la proposition du Président des Etats-Unis, et autorisés à cette fin par le Gouvernement d'Haïti.

ARTICLE XI

"excepté aux Etats-Unis" a été retiré du texte.

ARTICLE XIV

Les deux Hautes Parties Contractantes auront autorité pour assurer, par tous les moyens nécessaires, l'entière exécution des clauses de la présente Convention, et les Etats-Unis, le cas échéant, prêteront leur aide efficace pour la préservation de l'Indépendance haïtienne et pour le maintien d'un Gouvernement capable de protéger la vie, la propriété et la liberté individuelle.

ARTICLE XV

Le présent Traité sera approuvé et ratifié par les Hautes Parties Contractantes conformément à leurs lois respectives, et les ratifications seront échangées dans la ville de Washington aussitôt que possible.

ARTICLE XVI

Le présent Traité restera en force et vigueur pendant une durée de dix années à partir du jour de l'échange des ratifications, et en outre pour une autre période de dix années si, suivant des raisons précises formulées par l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes, les vues et objets de la Convention ne sont pas accomplis.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double, en anglais et en français, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Port-au-Prince (Haïti) le 16 Septembre, de l'année de Notre Seigneur 1915.

Robert Beale Davis Jr.
Chargé d'Affaires des Etats

Louis Borno
Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures et de l'Instruction Publique

ARTICLE XIV

Le texte du projet était: *"Les Etats-Unis auront autorité pour empêcher toute ingérence dans l'accomplissement d'un point quelconque compris dans cette convention; ils auront aussi bien le droit d'intervenir pour la préservation de l'Indépendance...etc..."*

LES CONFLITS AVEC LES AUTORITÉS MILITAIRES ET CIVILES POUR LA MISE EN APPLICATION DU TRAITÉ

Autant l'occupation et la conclusion du Traité furent conduites avec rapidité et efficacité, autant la mise en application de ce même Traité fut lente, désordonnée, capricieuse et souvent dépourvue de toute base légale. Les Américains donnèrent l'impression de ne pas savoir que faire du pays qu'ils venaient d'occuper et du Traité qu'ils venaient de signer et chacun tenta alors de tirer la couverture à soi.

"..... *In both cases* (les Anglais en Egypte et les Américains en Haïti) *an illogical arrangement for governing a country was adopted in order to preserve the forms of sovereignty in the country governed. In both cases, the governing country either did not realize in the beginning the nature of its task or hesitated on account of public opinion to adopt thoroughgoing and efficient measures.....* "[73bis]

Borno tenta de faire activer les choses et surtout de contenir les rares initiatives américaines dans les limites de la Convention. Il y fut aidé par Solon Menos, qui y laissa sa santé et mourut en fonction en novembre 1918, et par la Commission prévue par le *modus vivendi*.

Le gouvernement haïtien envoya à Washington la Commission chargée d'arrêter la procédure d'application du Traité en accord avec le Département d'Etat, le 6 novembre 1915, une semaine après la signature du modus vivendi, ce qui, à l'évidence, marquait son profond désir d'appliquer sincèrement le Traité. Elle était composée de:

- Solon Menos, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Washington;
- Pierre Hudicourt, ancien Délégué à la Conférence de la Haye;

73bis A. MILLSPAUGH – *Our Haitian problem*, Foreign affairs, juillet 1929.

– Auguste Magloire, Administrateur des Finances de Port-au-Prince

auxquels étaient adjoints deux secrétaires: Mr Léon Dejean, chef de bureau au Département des Relations Extérieures et Edgard Laroche, comptable au Département des Finances.

Dans le même temps, Borno demanda à la Légation américaine à Port-au-Prince de remettre au gouvernement haïtien les services civils et les fonds nécessaires à leur fonctionnement, comme prévu par le modus vivendi. La réponse de Bailly-Blanchard du 3 janvier 1916 est la première indication officielle de la tendance des Etats-Unis à vouloir imposer à Haïti un régime de protectorat et d'administration directe, contraire à l'esprit et à la lettre du Traité, mais parfaitement conforme au projet que les américains auraient voulu voir signé "sans modification".

"Légation américaine

Port-au-Prince, le 3 janvier 1916

Excellence,

Me référant à ma note du 29 novembre 1915 et au mémorandum de votre Département en date du 20 décembre 1915, touchant la remise des services civils actuellement aux mains de l'occupation, j'ai l'honneur de vous informer que le contre amiral Caperton, Commandant des forces des Etats-Unis en Haïti et dans les eaux haïtiennes, a reçu l'ordre du Département de la Marine d'ajourner la solution de cette question quant à présent, jusqu'à ce que les fonctionnaires prévus dans le Traité et dans le mémorandum aient été nommés et soient en état de remplir leurs devoirs.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Signé A. Bailly-Blanchard

Son Excellence
Monsieur Louis Borno
Ministère des Affaires Etrangères
Port-au-Prince – Haïti"

La réponse de Louis Borno, du 13 janvier 1916, est en quelque sorte un commentaire de la négociation du Traité et du *modus vivendi* et un rappel à l'ordre sur la nécessité de respecter ces actes diplomatiques.

"Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de sa lettre du 3 janvier courant relative à la remise des services civils actuellement aux mains de l'occupation. Cette lettre appelle des considérations générales qu'il devient urgent de fixer entre nous.

Le modus vivendi signé entre nos deux gouvernements a mis provisoirement en vigueur la Convention du 16 septembre 1915.

Or, cette Convention comporte, comme points essentiels, les bons offices du gouvernement des Etats-Unis pour la restauration financière et économique d'Haïti, un contrôle douanier par l'action pratique d'une recette américaine, un concours d'experts par les avis et recommandations d'un Conseiller financier, l'organisation d'une police urbaine et rurale et, enfin, l'éventualité d'une action militaire pour le maintien de la paix et la sauvegarde de l'indépendance.

Dans quelle situation nous trouvons nous à cette heure au point de vue de la Convention?

L'action militaire s'exerce. L'organisation de la police a été commencée, sous la réserve naturelle des règles qui peuvent être arrêtées à Washington entre le Département d'Etat et notre Commission spéciale.

Et c'est tout. Quant aux autres prévisions de l'acte diplomatique du 16 septembre, elles demeurent encore inexécutées. En attendant que le gouvernement des Etats-Unis propose les fonctionnaires principaux du régime contractuel, nous avons demandé les bon offices provisoires de monsieur Charles Conard comme Receveur général, du capitaine Beach, comme Conseiller financier et du lieutenant Oberlin comme ingénieur. Et cependant aucun changement ne s'est encore opéré sous ce triple rapport, nous sommes toujours en face des procédés antérieurs à la Convention.....

..... Une telle situation ne peut durer plus longtemps, Monsieur le Ministre, sans créer, à nos deux gouvernements, une équivoque très grave qui ne saurait convenir ni à l'un ni à l'autre.

La règle que les deux Hautes Parties ont sanctionnée de leurs signatures est la seule qui doit être appliquée. Le gouvernement haïtien vient donc en requérir l'application dans toute l'étendue actuellement possible.

En allant au plus pressé, il appelle l'attention du Département d'Etat sur ce qui suit:

C'est une obligation primordiale que d'assurer au gouvernement les moyens financiers qui lui permettent de faire face aux dépenses nécessaires de l'administration.

Ces dépenses devant être couvertes par les impôts divers et par l'emprunt de deux millions voté par le Corps Législatif, le gouvernement demande:

1° – que soient mises à sa disposition les recettes autres que celles des douanes, ces dernières seules devant être perçues par le Receveur général.

2° – que les recettes des douanes soient employées, en attendant le règlement général relatif aux dettes de l'Etat, à couvrir les dépenses nécessaires de ce dernier, y compris celles des Travaux Publics à l'exclusion de ceux qui sont à la charge des communes.

3° – que les bons offices du gouvernement des Etats-Unis, spécialement promis dans la lettre de la Légation américaine en date du 16 septembre 1915, s'exercent à la conclusion de l'emprunt de deux millions de dollars, la moitié de cet emprunt d'ailleurs ne sert qu'à suppléer aux cinq millions de gourdes dont l'émission a été abandonnée par le Corps Législatif sur la foi de la promesse précitée.

4° – que les avis et recommandations du capitaine Beach soient fournis au Secrétaire d'Etat des Finances, le gouvernement étant disposé à mettre résolument la main à toutes les réformes nécessaires: réductions budgétaires et autres.

5° – que soit exécuté l'accord relatif aux services municipaux et aux services des eaux, les frais de ces derniers services devant être couverts par les recettes de l'Etat.

Dans l'attente d'une solution dont l'urgence est manifeste, je prie Votre Excellence, Monsieur le Ministre, de bien vouloir agréer les assurances de ma haute considération.[74]

Louis Borno"

Tout cela eut l'effet d'un coup de bâton dans l'eau. Les Etats-Unis avaient déjà oublié ce qu'ils avaient signé:

74. Cité par Hogar NICHOLAS – *L'occupation américaine d'Haïti; la revanche de l'Histoire*, Madrid, 1956.

"Obviously the United States would interpret the treaty in conformity with the intent of the original proposal, the meaning of which was well understood by the Haitian Cabinet – Witness Sannon's resignation – but it is also evident that the Haitians intended to dispute every step of the way, insisting that Borno's ambiguous language meant precisely what Sannon had proposed openly without success" [75].

Une lettre de Solon Menos à Louis Borno du 18 janvier 1916 en porte témoignage [76]:

"..... Il (le Département d'Etat) a paru tout d'abord s'intéresser à cette avance de 500.000 dollars sur laquelle le gouvernement comptait tant en attendant l'emprunt des deux millions de dollars, mais c'était surtout pour mettre les commissaires haïtiens en présence du Président du siège social et du Directeur de la Banque Nationale de la République d'Haïti qui n'avaient d'autre souci que d'obtenir un bill d'indemnité au moyen d'un marchandage de piètre envergure, sans doute en nous avançant à gros intérêt la somme soustraite à la caisse du Retrait et transportée à New York par le Machias.....

De toute cette lutte que je suis obligé de soutenir pour faire comprendre qu'un peuple n'est pas un sujet de laboratoire et ne peut être régenté du fond d'un bureau, il reste une certaine rancœur et une impression de malaise qu'il est difficile de surmonter. Ce n'est pas qu'il y ait absence de courtoisie, mais l'idée fixe est que l'on connaît mieux que tout autre le régime qui convient à Haïti....."

Pendant ce temps, les négociations de la Commission déléguée à Washington avançaient à pas de sénateur, à cause de l'inertie de l'administration américaine. En six mois de présence à Washington, les commissaires ne purent que préparer un projet d'accord sur le contentieux en cours avec la banque, trouver un accord sur les salaires du Conseiller financier et du Receveur général et conclure un projet d'accord sur la gendarmerie qui fut ensuite récusé par les Américains, à l'instigation de leurs représentants en Haïti.

Pierre Hudicourt, tout comme Solon Menos, tenait régulièrement Borno informé de la situation.

75. Ludwill Lee MONTAGUE – *Haiti and the United States*, Duke University Press, Durham N.C., 1940.
76. Archives BORNO.

Dans une lettre personnelle du 22 mai 1916 à Louis Borno, Pierre Hudicourt se plaint de l'inertie de l'administration américaine et se méfie du choix des fonctionnaires que Washington s'apprête à envoyer à Port-au-Prince:

"Je ne serai pas étonné si, à un moment donné, tous ces accords ne seront pas simplement détruits...

D'après ce qui m'a été dit, le gouvernement voudrait nommer des partisans politiques. Vous ne devez pas vous presser de ratifier ces nominations. Cablez à Menos de s'enquérir des qualités des personnes. Et si les renseignements ne sont pas satisfaisants, n'hésitez pas à refuser les nominations." [77]

Et dans une autre lettre du 20 juin 1916, protestant contre la nomination systématique d'officiers des marines à presque toutes les fonctions civiles, il déplore que les Américains se soient contentés *"de remplacer le despotisme nègre par le despotisme blanc"* [78].

Mais Borno n'était pas homme à se décourager à la première difficulté. Il demanda à Solon Menos d'intervenir auprès du Secrétaire d'Etat, Robert Lansing, comme un général qui, dans une phase difficile, "fait donner l'artillerie".

"..... *Il ne se conçoit donc pas que le régime d'administration militaire, établi par l'occupation américaine depuis bientôt une année, persiste encore dans les mêmes conditions exceptionnelles, devenues aujourd'hui absolument incompatibles avec les termes du Traité.....*

..... *Ce qui est nécessaire, au contraire, ce qui s'impose absolument, c'est de ramener l'occupation dans les limites précises du rôle qui lui revient désormais sous l'empire des règles de la Convention loyalement entendue et loyalement exécutée.*

Entre autres exemples, est-il possible d'admettre que l'administration des douanes haïtiennes et du trésor national haïtien, continue encore à s'effectuer en dehors de tout contrôle du gouvernement haïtien?

..... *Le gouvernement a donné des preuves irrécusables de sa ferme volonté d'accomplir les réformes nécessaires, toutes les réformes, sans exception d'aucune sorte. Conformément aux suggestions venues de Washington, tous les emplois militaires et nombre d'emplois civils ont été*

77. Archives BORNO.
78. Archives BORNO.

supprimés. Des réductions budgétaires importantes ont été effectuées..... Vous voudrez bien, Monsieur le Ministre, insister à cette fin auprès de Mr Robert Lansing, à qui je vous autorise à laisser copie de cette communication... "[79]

C'est déjà la base du programme de "coopération franche et loyale" que Borno appliquera lorsqu'il sera devenu président et que les Américains se décideront à déléguer en Haïti des fonctionnaires compétents. Car ils mirent longtemps à comprendre que remplir les obligations que leur confiait le Traité est une tâche qui ne s'improvise pas et ne peut pas être satisfaite par des hommes qui n'ont pas d'autres qualités que d'être des "amis politiques" des gouvernants du moment.

Mais, pour le moment, les Américains développaient une conception de la "Coopération" qui ne pouvait aboutir qu'à des conflits, comme le prévoyait Auguste Magloire, membre de la délégation haïtienne à Washington, dans sa lettre à Borno du 3 septembre 1916:

"..... *Je suis depuis hier en possession de votre lettre du 19 août. Je connais vos luttes, vos fatigues, le régime de surmenage auquel vous obligent, vous particulièrement, les conjonctures graves amenées sans doute par nos fautes répétées, mais que les tendances d'un américanisme exagéré ont comme envenimées et rendues plus mortelles..... J'ai la conviction, acquise au contact de négociations diverses avec le Département d'Etat, que la pensée dominante de Washington est de réaliser en Haïti une véritable incorporation au domaine public américain par l'absorption de tous nos attributs et moyens de gouvernement: finances, force publique, politique intérieure. Ce serait ainsi, au lieu d'une collaboration dont nous avons tous entendu établir les bases légales par le Traité de l'année dernière, un antagonisme évident entre les intentions haïtiennes et les visées américaines.....* "[79bis]

Le plus difficile sujet de discorde fut celui qui s'éleva entre Louis Borno et les chefs militaires de l'occupation à propos de l'organisation et des compétences de la gendarmerie prévue par l'article X du Traité.

Un premier accord avait été élaboré le 8 février 1916 à Washington entre les représentants du Département d'Etat et la Commission haïtienne. Mais, dénonçant cet accord, les Américains

79. Louis BORNO – *Négociations diverses. Réclamations...*, (op. cit.).
79bis Archives BORNO.

proposèrent à la signature un nouveau texte qui prétendait placer sous la dépendance de la gendarmerie la plupart des services civils. Non seulement, il ne s'agissait plus d'appliquer un Traité conçu, en grande partie, comme une mission d'assistance, mais on serait alors passé franchement sous le régime de l'administration militaire. Borno tint le colonel Waller responsable de ce débordement et en informa son ami Solon Menos dans une lettre du 25 juin[80]:

"..... *Je me contenterai d'attirer ton attention sur l'influence que le colonel Waller me semble exercer à Washington. J'imagine que les fameux amendements à l'accord sur la gendarmerie procèdent de son inspiration. Que le Département d'Etat y prenne garde et réagisse contre la tendance militaire; notre convention n'a point eu pour but de tirer Haïti d'un militarisme oppresseur pour lui en imposer un autre, quelque perfectionné que soit celui-ci..... Beach nous aidait beaucoup. On croit que c'est Waller qui l'a fait rappeler.....* "

L'échange de lettres, les réunions de discussion, les télégrammes entre le colonel Waller, le Chargé d'Affaires américain, Borno, Solon Menos etc... se multiplièrent et, enfin, le gouvernement haïtien eut gain de cause, mais les démêlés de Borno avec le colonel Waller furent probablement une des raisons qui conduisirent le gouvernement à démissionner en avril 1917 afin de permettre à Dartiguenave de se doter d'un gouvernement beaucoup plus "pro-américain".

En tout cas, l'affaire fut chaude et c'est sans doute parcequ'il ne fut pas finalement suivi par le Département d'Etat, qui recula devant le refus obstiné de l'ensemble du gouvernement haïtien, que le colonel Waller ne put mener ses ambitions à bonne fin. Le colonel mit cependant tout le poids de l'autorité militaire dans la balance. Le 11 juillet 1916, il adressait une lettre comminatoire à Dartiguenave en ce sens[81]:

"..... *The instructions of December 1915, communicated to the Haitian governement through the Minister of Foreign Affairs in the presence of the American Minister, Admiral Caperton, myself, Capitain Beach and Mr Conard, were that the occupation should retain the charge of public utilities, etc, until the officers provided for in the Treaty have been appointed and are ready to assume office. I believe that none of the civil*

80. Archives BORNO.
81. Archives BORNO.

officers will take office until the agreements for the details of the application of the Treaty have been signed. Any interference with the work will be regarded as interference with the occupation's work and comes under the purview of martial law."

Ce n'était pas autre chose que du chantage destiné à contraindre le gouvernement à signer un accord qui aurait donné des pouvoirs exorbitants à la gendarmerie.

Le conflit atteint son point culminant le 3 août. Ce jour-là, au cours d'une conférence à la Légation des Etats-Unis, le Chargé d'Affaires par intérim, Mr Scholle, le colonel Littleton T. Waller, commandant le corps expéditionnaire et le major Smedley Butler, commandant la gendarmerie, remirent à Edmond Héraux, secrétaire d'Etat des Finances et à Louis Borno, secrétaire d'Etat des Relations Extérieures, un texte à signer sous 24 heures ainsi rédigé:

"*The Department of Public Health and Public Works, as prescribed by article 13 of the Treaty, the operation, the management and maintenance of telegraph, telephone, the light house service and the postal service shall be directed and controlled by the commandant of the Gendarmerie.*"[82]

Ce diktat fut accompagné, le même jour, d'une lettre personnelle et confidentielle de Waller à Dartiguenave dans laquelle Waller tentait, bien maladroitement et bien malhonnêtement, d'utiliser les agitations de l'opposition pour parvenir à ses fins et faire révoquer Borno:

"*My dear Mr President,*

You have asked me to keep you informed of the situation and general outlook and, in accordance with this request, I have, from time to time, reported to you.

At present the impression made on the occupation by the inaction of the government is such as to cause the officers most concerned, to believe the government insincere in its promises.....

Mr Borno's presence in the Cabinet is a menace to the country's interests in other ways. The Deputies have, through many of their members, promised me that they would meet in Constituent Assembly this month. They refuse positively to meet if Mr Borno remains in the Cabinet.

82. Cité par Georges SYLVAIN – *Dix années de lutte pour la liberté 1915-1925*, Deschamps, Port-au-Prince, 1955.

It appears then that constantly and persistently opposing the occupation, as the Expeditionary Forces is called, and bitterly antagonizing the people of the country, his continued presence in the Cabinet will make your burden heavier than you or me can bear.

His assumption of the discipline of the gendarmerie, as I am informed today his conversation indicated, is too dangerous to permit for one moment.

I shall wait until tomorrow for results, and by results I mean acts, and not mere promises, and at the end of this time I shall send a statement to my Department.

I am unwilling to trifle with the officers of the Gendarmerie any longer. The bad feature of its all is that these officers are losing faith in you, their future chief, and realize they will be at the mercy and absurd whim of any Minister who chooses to force them upon the President, no matter how fantastic the idea may be....[83]

Signé Littleton Waller"

Devant cette attaque de front, du moins celle du diktat remis pas la Légation, Borno télégraphia à son ami Solon Menos pour qu'il intervienne au plus haut niveau:

"..... Faites immédiatement connaître cette situation violente au Secrétaire d'Etat. Dites que le gouvernement est décidé à refuser toutes exigences militaires contraires à la Convention. Ne manquez pas exposer et défendre position gouvernement. En attendant, nous répondrons à la Légation que les négociations étant engagées à Washington, vous réglez la question avec le Département d'Etat. Tenez-moi au courant constamment de vos démarches et résultats. Situation grave, exige célérité et énergie. Le gouvernement tient ferme et n'entend pas souscrire aux nouvelles exigences de l'occupation appuyées par la Légation américaine." [84]

Il faut cependant reconnaître que la situation déplorable du service des postes, télégraphes et téléphones haïtiens pouvait, sinon justifier, au moins expliquer les exigences de Waller. C'est ce qui ressort d'une lettre du Ministre de France à Port-au-Prince, Mr Dejean de la Bâtie, en date du 10 août 1916, témoignage dont on ne peut pas mettre en doute l'impartialité.

83. Archives BORNO.
84. Cité par Georges SYLVAIN. (op. cit.).

"..... *Le Président Dartiguenave, conseillé surtout par monsieur Borno, le ministre des Relations Extérieures qui exerce sur lui la plus grande influence, ne veut pas..... laisser les Américains prendre en main la directions des postes et télégraphes, celle des Travaux Publics..... Il entend s'en tenir strictement aux termes de la Convention et n'accepter, avec les mesures de police, qu'un contrôle financier..... Or, si le service des postes haïtiennes laisse beaucoup à désirer, celui des télégraphes est tout à fait lamentable. Le commerce ne l'utilise pas. Quand un négociant a une communication urgente à faire à l'un de ses correspondants en province, il lui envoie un express à cheval. Que celui-ci mette deux ou trois jours à parvenir à destination cela vaut mieux que d'attendre le bon plaisir des télégraphistes.....* "[84bis]

Finalement Solon Menos réussit à signer, le 24 août, deux accords satisfaisants. L'un réglementait l'organisation de la gendarmerie et ses appointements et budgets selon les modalités du premier projet de février. L'autre accordait une compensation aux exigences de Waller en plaçant le service des téléphones et télégraphes sous le contrôle et la directions des ingénieurs américains qui seront nommés en application de l'article XIII du Traité.

L'accord sur les appointements du Conseiller financier et du Receveur général fut plus facile à conclure. Cet accord signé à Washington le 27 juin accordait:

- au Conseiller financier, un salaire annuel de 6.000 dollars plus 4.000 dollars de frais personnels;
- au Receveur général des douanes, un salaire annuel de 5.500 dollars plus 3.500 dollars de frais personnels.

Le Conseiller financier avait ainsi un revenu moyen se situant entre celui d'un ministre haïtien, soit 6.000 dollars l'an, et celui du secrétaire d'Etat du gouvernement américain, soit 12.000 dollars l'an (en 1913). Il semble évident qu'un revenu aussi élevé a été exigé tout autant pour des considérations de préséance que par des appétits financiers. Aux Etats-Unis, le niveau de salaire ou de revenu est le critère essentiel du classement dans la hiérarchie sociale et le Conseiller financier tenait à marquer que sa subordination au secrétaire d'Etat des Finances, quoique prévue par le Traité, n'était qu'une clause de style.

84bis Archives du Quai d'Orsay (Nouvelle Série – Haïti – Volume n°6)

LE RÉGIME AUTORITAIRE, LA NOUVELLE CONSTITUTION ET LES PREMIÈRES TENTATIVES DE COOPÉRATION

Tandis que le gouvernement haïtien peinait à faire appliquer le Traité au mieux des intérêts du pays, une opposition à la présence américaine prenait corps, ou plutôt deux oppositions, chacune de leur côté, chacune issue d'une des deux classes de la société et, par conséquent, sans relations d'assistance entre elles.

Quelques éléments de la bourgeoisie conduits par Georges Sylvain fondent l'Union Patriotique, le 10 août 1915. Ce groupement se renforcera peu à peu des "désillusionnés"[85] de l'occupation puis il se radicalisera. A l'origine, il entendait seulement exiger que l'occupation fût une expérience de loyale coopération, dans le sens selon lequel Borno avait tenté, et en partie réussi, à faire rédiger le Traité. C'est ce que précisait le Comité de l'Union Patriotique dans le Journal *La Patrie* du 21 août 1915[86]:

"*Au sujet de l'intervention des Etats-Unis, dont il n'est permis à aucun Haïtien de se désintéresser, voici quelle sera notre attitude: Protestation contre l'abus de la force, contre la violation du droit des gens; réserve à l'égard du fait de l'occupation tant que les conditions n'en seront pas mieux définies. Si, comme on se plaît à le dire, c'est une expérience loyale de coopération temporaire – analogue à l'expérience cubaine – propre à assurer à la nation haïtienne, dans une sécurité plus grande, la libre direction de ses destinées, nous en discuterons sans parti pris les termes. Mais, si, comme les procédés employés semblent l'indiquer, c'est, plus ou moins déguisé, le protectorat, avec les conséquences que logiquement il implique, nous nous en tiendrons à la revendication de notre droit violé.*"

85. Suzy CASTOR. (op. Cit.).
86. Georges SYLVAIN. (op. cit.).

Plus graves furent les révoltes paysannes causées par les excès de la remise en pratique de la corvée pour la construction des routes. La guerre qui s'ensuivit, dirigée du côté haïtien par Charlemagne Péralte puis, après sa mort, par son principal lieutenant Benoît Batraville, a été étudiée et décrite en détail dans les ouvrages de Roger Gaillard. Elle fit de nombreuses victimes. Les Américains en avouent 2.250, pour la plupart en 1919, année de la mort de Charlemagne Péralte. Gaillard parle de plus de 10.000 tués, y incluant les "disparus" et les nombreux civils, considérés comme complices des insurgés et traités, sommairement, comme tels.

Comme toujours, les instructions officielles relatives à la mise en œuvre de la corvée furent dévoyées par les "petits chefs" locaux qui, par leurs excès, contribuèrent grandement à animer la résistance et, par contrecoup, la répression. Une lettre de l'Evêque du Cap, Monseigneur Kersuzan, que l'on ne peut pas suspecter d'être hostile au gouvernement, en porte témoignage:

"..... *Le mal est à son comble; le pauvre peuple n'en peut plus et il est à craindre qu'à la fin il ne soit pris de la folie de se soulever..... La corvée, moins sauvage, est toujours en activité et toujours inhumaine. J'ai vu passer des macornes (?) amarrés, des gens que l'on venait de prendre à la chasse et que l'on conduisait au travail..... Juges et gendarmes et chefs de section forment une horrible bande. Les petits lieutenants américains y ont leur place et leur part. Tel major change tous les mois, m'a-t-on assuré, les chefs de section de son ressort et chaque nouveau nommé doit lui verser 100 gourdes. Et lui, il n'a qu'un mois pour se rattraper..... Nous pouvons compter sur le bon américain qu'est le colonel Hooker; il frappe le mal où il est sans regarder l'épiderme.....*" [86 bis]

Les Américains firent, à cette époque, leur première expérience de lutte anti-guérilla, utilisant, pour la première fois, des avions pour surveiller et, à l'occasion, mitrailler les troupes au sol. Les excès de la répression émurent certains journalistes et hommes politiques américains et conduisirent le gouvernement de Washington à dépêcher en Haïti une Commission d'Enquête présidée par le contre amiral Mayo. Cette enquête ne donna aucun résultat. Elle n'avait pas d'autre objet que de calmer l'opinion publique américaine et, lorsqu'elle eut lieu, en 1920, la révolte était terminée après la mort de Benoît Batraville.

86bis Lettre de Monseigneur Kersuzan à Borno du 24 février 1919. (Archives BORNO)

Cette guerre des "cacos", qui dura de fin 1917 à juin 1920, gagnée par la gendarmerie du colonel Smedley Butler, aidée, dans les moments difficiles, par les marines commandés par le colonel Elie Cole, et, à partir de décembre 1917, par les généraux Russell et Catlin, fut soutenue par les encouragements du gouvernement de Dartiguenave auquel Borno participa pendant cinq mois de juin à novembre 1918.

Quant aux "cacos", qu'après la fin de l'occupation on traita en héros, il durent se battre seuls, sans aucun soutien de tous les beaux messieurs à haut-de-forme et souliers vernis qui se disaient des patriotes unis. A l'ardeur des combats aux côtés de Charlemagne Péralte, ils préférèrent la fraîcheur des salles de rédaction des innombrables journaux où ils remplissaient des pages de fausses nouvelles et d'injures à l'adresse du gouvernement, ce qui leur valait parfois de goûter la fraîcheur des cachots.

Cette guerre affecta madame Borno. En octobre 1919, un groupe de Cacos tua et dépeça trois ingénieurs haïtiens à Pont Beudet, parmi lesquels Louis Laforestrie, son frère utérin. Elle dut aller, en compagnie des parents des deux autres victimes, reconnaître et trier le charnier avant les funérailles.

La révolte paysanne devant être matée par la force militaire, le gouvernement envisagea de contenir l'opposition bourgeoise par des réformes constitutionnelles. Il y était incité par beaucoup qui, plus tard, devinrent des opposants de ce qu'ils avaient d'abord soutenu.

Le coup d'envoi fut donné par les décrets présidentiels du 5 avril 1916, ayant respectivement pour objets la dissolution du Sénat, la création d'un Conseil d'Etat de 21 membres chargé, provisoirement, d'exercer le pouvoir législatif, et la transformation de la Chambre des députés en Assemblée Constituante chargée de voter une constitution compatible avec les contraintes et engagements du Traité de 1915.

Pierre Hudicourt, qui n'était pas encore membre de l'opposition, écrit à Borno le 28 avril 1916 pour approuver ces réformes[87]:

"..... *Le moment est venu de donner au peuple de notre pays des institutions qui répondent à des besoins réels, à des nécessités pratiques. Il faut abolir toutes ces phrases pompeuses que tour à tour les hommes politiques ont fait écrire dans nos différentes constitutions dans l'unique*

87. Archives BORNO.

but de se faire de la réclame personnelle. Le jury est un objet de scandale; le Tribunal de Commerce est une des nombreuses causes de notre discrédit commercial. Il faut suspendre l'inamovibilité des juges pendant une année au moins si l'on veut réellement peupler nos tribunaux de magistrats vraiment dignes de ce nom. Le prétendu droit public des Haïtiens est une boîte à contradictions; il est bon d'apprendre d'abord aux Haïtiens ce que c'est que la liberté avant de leur dire d'en faire usage : La preuve, c'est qu'en ce moment le peuple d'Haïti confond de bonne foi l'usage de la liberté avec l'abus de la liberté. Il ne comprend pas qu'il puisse être libre pour avoir encore l'obligation d'être soumis aux règles de l'ordre public..... ".

C'est ce programme que l'opposition reprochera à Borno d'avoir voulu appliquer.

Cependant, les députés, érigés en Constituants, refusent cette fonction et participent à un meeting de l'opposition au théâtre Parisiana le 22 août. Auparavant, ils avaient tenté de poursuivre leurs travaux législatifs. Borno crut bon de demander l'aide du colonel Waller pour les contraindre à obéir et lui écrit le 28 avril 1916[88] : "..... *It is of highest importance that they (les députés) should not be paid before the full execution of the agreement, that is to say before their adjournment.....* "

Ce jour-là Borno créa un fâcheux précédent qu'il eut plus tard l'occasion de regretter.

Dartiguenave frappe alors un deuxième coup; il dissout la Chambre et, le 22 septembre, publie un décret de convocation des électeurs pour la désignation d'un nouveau corps législatif dont la population sera cependant réduite dans de fortes proportions puisqu'il n'y aura plus que 36 députés au lieu de 101 et 15 sénateurs au lieu de 39.

C'était une sage mesure d'économie[89]. Un article du docteur Depestre de septembre 1915 notait malicieusement que "*La France devrait avoir, avec ses 36 millions d'habitants, dans la proportion existante chez nous, 1800 députés*" [90]. Mais c'était aussi une mesure impopulaire qui privait 89 heureux élus d'un confortable revenu et de l'occasion

88. Archives BORNO.
89. Selon une note du capitaine Beach à l'amiral Caperton les frais des députés et sénateurs absorbaient un dix septième de l'ensemble des recettes de l'Etat. (Achives BORNO)
90. Archives BORNO.

de faire étalage de leur patriotisme et de leur incompétence pour bon nombre d'entre eux.

Les élections eurent lieu le 15 janvier 1917 et furent un large succès pour l'opposition. Ce furent aussi les dernières élections jusqu'à celles d'octobre 1930.

Se déroula alors une sorte de course, de compétition pour savoir qui de la nouvelle Chambre ou du gouvernement serait le premier à même de présenter un projet complet de Constitution.

Le projet du gouvernement fut, bien entendu, largement influencé par les demandes de l'occupation lesquelles, si on en croit un rapport du capitaine Beach à l'amiral Caperton, rapport antérieur à la dissolution de septembre 1916, correspondaient aux vues du gouvernement qui aurait pris de lui-même la décision de cette première dissolution.

"..... *The government of Haiti, of its own volition, being guided only by the needs of Haiti, and without previous advice or suggestion of any nature from any american, direcly or indirectly, has decided upon the following. To dissolve the present Chamber and call a constituent Convention of representative Haitians to revise the Constitution. The new Constitution will reduce Senators and Representatives to less than half the present number. Foreigners will have the right to acquire and hold property. The war Department will be suppressed constitutionally. The army will be supplanted by the gendarmerie. The magistracy and civil procedure will be reformed to conform to present needs. Other necessary reforms will be included.*

The dissolution of the Chambers will be unconstitutional, but other acts of the Dartiguenave government of necessity have been unconstitutional and nothing is more urgently needed at the present moment than the dissolution of Chambers and the revision of the Constitution.

The Haitian government does not ask the United States to (?) this to be done. But it asks for assurance from the United States of complete military protection while so doing. With such protection this will be done quickly and without disorder of any kind."[91]

Dès lors, l'affirmation de Franklin Roosevelt qui prétend avoir rédigé lui-même la Constitution, lorsqu'il était sous secrétaire d'Etat à la

91. Archives BORNO.

Marine, paraît fortement exagérée. Sans doute a-t-il voulu donner plus d'importance qu'elle n'en eut à la visite qu'il fit en Haïti en janvier 1917.

De même, une lettre personnelle de Borno à Solon Menos du 12 octobre 1916[92] confirme le rôle déterminant du gouvernement dans l'élaboration de la Constitution:

"*Monsieur le Ministre,*

J'attire votre attention toute spéciale sur le projet de Constitution préparé par le Conseil d'Etat et publié au Moniteur du...

Il s'y trouve, entre autres clauses importantes, celles relatives 1° au droit de propriété reconnu à l'étranger, 2° à la réforme de la magistrature, 3° à la prohibition faite au Corps Législatif d'augmenter par lui-même les dépenses de l'Etat, 4° à la réduction du nombre des députés et des sénateurs.

Le gouvernement considère ces dispositions comme essentielles pour assurer le succès du nouvel ordre des choses créé par la Convention. Et c'est pourquoi il importe que les élections législatives du 15 janvier prochain fournissent, en toute certitude, une Législative favorable aux vues du gouvernement. Vous voudrez bien, pénétré comme vous l'êtes de l'importance décisive de ces élections, vous appliquer à faire, dès maintenant, partager ce sentiment au Département d'Etat, afin d'obtenir que des instructions précises soient passées tant à la Légation des Etats-Unis qu'à l'occupation en vue de seconder l'action du gouvernement et d'assurer le triomphe de son programme dans la prochaine consultation nationale.

Le gouvernement attend de votre habileté et de votre patriotisme le succès d'une politique dont le seul but est de procurer à la Nation tous les bienfaits qui peuvent résulter de la Convention que les circonstances fatales nous ont imposée il y a un an.

Veuillez agréer, ..."

Mais l'Assemblée ne l'entendit pas de cette oreille. Le 12 juin 1917, elle refusa l'essentiel du projet du Conseil d'Etat en particulier l'article accordant le droit de propriété immobilière aux étrangers et entendit voter son propre projet. Le conflit était ouvert.

Entre-temps, Dartiguenave jugea utile de procéder à un

92. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

remaniement ministériel pour se doter d'un ministère exempt de toute idée d'obstruction aux volontés des américains. Le nouveau gouvernement, nommé le 17 avril 1917, ne laissait plus de place aux contestataires. Borno et Vincent étaient écartés. Seul Edmond Héraux, partisan inconditionnel des Américains, conservait son portefeuille des finances.

L'affaire de l'adoption de la Constitution fut alors rapidement menée. Une démarche bizarre de Dartiguenave a toutefois étonné les historiens. Le projet du Conseil d'Etat avait été adressé pour avis au Département d'Etat à Washington. Il revint accompagné de "suggestions obligatoires" portant notamment sur la ratification des actes du gouvernement des Etats-Unis pendant l'occupation. Dartiguenave transmit à la Chambre, sans commentaire, le courrier du Département d'Etat. Connaissant sa duplicité, on ne sait s'il tenta ainsi de dresser un dernier obstacle à des clauses du projet qu'il réprouvait, dans son for intérieur, ou s'il vit là un moyen de hâter le conflit lui permettant de se débarrasser d'une Chambre qui lui était hostile.

Le 19 juin 1917, un nouveau décret de dissolution fut publié et le colonel Smedley Butler expulsa les députés manu militari. On eut alors recours à une procédure nouvelle, celle du référendum, pour faire adopter la Constitution souhaitée par le gouvernement et l'autorité américaine. Ce référendum eut lieu le 12 juin 1918 et ses résultats furent publiés au *Moniteur* du 19 juin, sous forme d'un communiqué du secrétaire d'Etat de l'Intérieur.

"*La consultation populaire qui eut lieu le mercredi 12 juin courant sur le projet de Constitution, en conformité du décret de son Excellence le Président d'Haïti, en date du 8 mai 1918, a donné les résultats suivants:*

98.294 OUI
contre 769 NON [93]

Port-au-Prince, le 18 juin 1918"

Entre autres originalités, par rapport aux précédentes constitutions, celle de 1918 comporte les dispositions suivantes:

93. Suzy CASTOR (op. cit.) avance d'autres chiffres (69.337 oui contre 235 non), chiffres qu'on trouve également, sans aucune référence, chez divers auteurs, tel par exemple Raymond L. BUELL *The American occupation of Haiti* qui, dans ce même article, commet également plusieurs autres erreurs de détail.

- Elle accorde le droit de propriété immobilière aux étrangers résidant en Haïti et aux sociétés étrangères pour les besoins de leurs demeures et de leurs affaires. C'est une des principales novations par rapport à toutes les constitutions précédentes (à l'exception de celle de 1807), lesquelles prohibaient ce droit aux étrangers.
- La gendarmerie est la seule force armée de la République. Elle a donc les attributions d'une armée et d'une police.
- Le référendum est institué pour l'approbation des amendements à la Constitution. Cette disposition a été fortement combattue par l'opposition bourgeoise car c'était, pour le gouvernement, un moyen d'écarter "l'élite" du pouvoir politique. L'élite ne pouvait plus faire écran entre le gouvernement et le peuple.
- Tous les actes du gouvernement des Etats-Unis pendant son occupation militaire sont ratifiés et validés, de même que les actes du pouvoir exécutif haïtien. Le gouvernement se servit de cette disposition pour se dispenser de publier et de faire voter par le pouvoir législatif l'acte additionnel au Traité qui avait été signé le 28 mars 1917 (*cf. infra*).
- C'est le Président de la République qui est chargé de convoquer les électeurs pour les élections législatives. Borno pas plus que Dartiguenave ne décidèrent d'organiser ces élections pendant leurs mandats.
- Tant qu'il n'y aura pas de pouvoir législatif élu, un Conseil d'Etat de 21 membres exercera la fonction législative. Les membres du Conseil d'Etat sont nommés par le Président de la République et c'est ce Conseil d'Etat qui est chargé d'élire le Président de la République. Voilà, certes, un moyen d'assurer la stabilité politique qui avait tant fait défaut au pays avant 1915!
- L'inamovibilité des juges est suspendue pendant une période de six mois, le temps pour le gouvernement de peupler les tribunaux de magistrats de son choix.

Avant son départ du gouvernement, Borno en termina avec l'organisation de la gendarmerie et engagea les premières discussions au sujet de l'emprunt.

Malgré l'accord du 24 août 1916, péniblement négocié (*cf.*

supra), le colonel Waller tenta encore de placer sous contrôle militaire l'administration civile haïtienne à propos du projet de règlement de la gendarmerie. Constatant que toute discussion était impossible avec un colonel obstiné dans sa volonté de pouvoir absolu, le gouvernement demanda à son représentant à Washington de régler le conflit en le portant au niveau du Département d'Etat, ceci par une lettre de Louis Borno à Solon Menos du 2 novembre 1916[94]:

"*Monsieur le colonel Waller a transmis récemment au Président de la République, à fin d'approbation, des règlements pour l'administration et la discipline de la gendarmerie d'Haïti, ce conformément à l'article 7 de l'accord du 24 août 1916. Ainsi que vous pouvez vous en rendre compte par l'exemplaire que je vous envoie sous pli séparé, ces règlements comportent non seulement des fautes de français – ce qui est regrettable et appelle nécessairement des corrections – mais encore, et ceci est très grave, des renvois à la législation militaire ou aux coutumes des Etats-Unis, des invasions profondes et blessantes dans l'administration civile de l'Etat.*

D'une manière exacte, la gendarmerie n'est que la force militaire et de police de la République d'Haïti. Les règlements ne peuvent rien lui attribuer hors de là. Elle n'a le droit de s'immiscer ni dans l'enseignement public, ni dans la justice, ni dans aucune autre partie de l'administration civile...

Pour ces motifs, le gouvernement, après un examen attentif des règlements proposés, a cru indispensable d'y porter des modifications. Transmises au chef de la gendarmerie, ces modifications, dont le texte ci-joint, ont donné lieu à une grave communication du colonel Waller au Président de la République. Vous trouverez, sous ce pli, la lettre du colonel. La réponse du chef de l'Etat s'est bornée à constater le différend sans entrer dans aucune discussion, d'ailleurs inutile et qui ne ferait qu'exacerber le conflit. C'est du Département d'Etat que le gouvernement attend la solution de cette importante affaire. En la confiant à votre tact, à votre patriotisme et à votre énergie, le gouvernement veut que vous soyez bien pénétré de ceci: qu'il n'entend point faire sortir la gendarmerie de ses attributions militaires et de police, qu'il n'entend point investir cette gendarmerie de la tutelle ou du contrôle d'aucune partie quelconque de l'administration civile de la République..... Le colonel Waller semble s'imaginer que la mission de la gendarmerie d'Haïti est de

94. Archives BORNO.

gouverner le gouvernement d'Haïti au moyen de la plus large immixtion dans les services publics..... Les règlements proposés par le colonel Waller excèdent de beaucoup les termes et l'esprit de la Convention et froissent la dignité des Pouvoirs Publics, des fonctionnaires de tous ordres, c'est plus qu'il ne faut pour mécontenter le peuple et exposer les deux gouvernements à un échec aux prochaines élections..... Il est vrai que l'on affirme que l'attitude du colonel serait calculée pour justifier le maintien de la loi martiale et par là les pouvoirs extraordinaires dont il bénéficie."

Solon Menos fut efficace, à son habitude. Waller dut céder la place au colonel Elie Cole, le 22 novembre, mais ceci n'empêcha pas le succès de l'opposition aux élections de janvier 1917.

Enfin, en juillet 1916, dix mois après la signature du Traité, les Américains se décidèrent à nommer les fonctionnaires prévus par le Traité pour assister le gouvernement. Ainsi, le Conseiller financier Addison T. Ruan arriva à Port-au-Prince le 8 août. Dès son arrivée, la question d'un emprunt à placer aux Etats-Unis fut à nouveau évoquée.

Ruan fit alors valoir qu'un tel emprunt rendait nécessaire une extension de la durée de la Convention pour donner toutes assurances et garanties aux prêteurs.

Plusieurs réunions du Cabinet ministériel eurent lieu sur ce sujet: le 30 janvier 1917 au cours de laquelle Edmond Héraux soumit à l'examen du Conseil des secrétaires d'Etat le mémorandum de Ruan du 26 septembre 1916; le 28 février 1917 au cours de laquelle furent décidés le principe de l'emprunt et celui de l'extension de la durée de la Convention:

"*Pour donner suite à la lettre du Conseiller financier au secrétaire d'Etat des Finances et à la lettre du ministre des Etats-Unis au secrétaire d'Etat des Relations Extérieures concernant l'emprunt de trente millions de dollars, le Conseil décide:*

Considérant que, pour remédier à la grave situation économique et financière du pays, la nécessité d'un emprunt qui diminue la charge budgétaire annuelle et qui facilite le développement du travail national s'impose à la République d'Haïti.

Considérant que des banquiers, qui sont disposés à couvrir cet emprunt fixé à trente millions de dollars, réclament comme une garantie

fondamentale que la Convention du 16 septembre 1915 demeure en vigueur durant la période de remboursement, période qui serait de vingt ans environ.

Le gouvernement d'Haïti en considération de cet emprunt et sous la réserve expresse de la décision ultérieure à prendre sur les clauses et conditions précises qu'offriront les banquiers;

Déclare reconnaître que la nécessité inéluctable d'un emprunt destiné à réaliser les vues et objets de la Convention constitue l'une des raisons précises indiquée à l'article 16 de ce document diplomatique et dont la conséquence est de donner à la Convention une durée de vingt années;

Les secrétaires d'Etat des Finances et des Relations Extérieures sont autorisés à entreprendre à cette fin, chacun en ce qui les concerne, les négociations nécessaires, sous la réserve de la décision du gouvernement et de l'approbation du Corps législatif."

Une avant-dernière réunion du Cabinet, sur ce même sujet, eut lieu le 3 mars 1917; Puis c'est dans sa séance du 28 mars 1917 que le Conseil des secrétaires d'Etat autorisa Borno à signer l'acte additionnel qui étendait jusqu'au 3 mai 1936 la durée de validité du Traité.

Cette séance du 28 mars fut houleuse, entre les tenants de l'emprunt et, par conséquent, de la prolongation de la durée de validité du Traité: Louis Borno (secrétaire d'Etat des Relations Extérieures et des Cultes) et Edmond Héraux (secrétaire d'Etat des Finances et du Commerce) et les opposants, Stenio Vincent (secrétaire d'Etat de l'Intérieur et des Travaux Publics) et Arthur François (secrétaire d'Etat de l'Instruction Publique). C'est finalement le vote du Président Dartiguenave qui fit pencher la balance en faveur de la prolongation. Stenio Vincent démissionna le lendemain et Dartiguenave se dota d'un nouveau cabinet le 17 avril.

L'acte additionnel signé le 28 mars 1917 par Louis Borno et Arthur Bailly-Blanchard aurait dû, selon son article 2, être "*approuvé par les Hautes Parties Contractantes conformément à leurs procédures respectives établies*". Or, il ne fut soumis ni à l'approbation du Sénat américain ni à celle du Conseil d'Etat haïtien. L'opposition a donc toujours soutenu que cet acte resté secret n'avait aucune force légale et qu'en toute légalité l'occupation aurait dû cesser en mai 1926.

Concernant son caractère secret, on peut en douter. La démission fracassante de Stenio Vincent et les inévitables "fuites" lui donnaient un caractère, sinon public, du moins connu des initiés. Ainsi le ministre français des Affaires Etrangères était au courant de cette prolongation. Il écrit le 28 juillet 1919 à son Chargé d'Affaires à Port-au-Prince [95] :

"*Par un télégramme du 9 mai, n° 20, vous m'avez transmis une information d'après laquelle le gouvernement américain demanderait au gouvernement haïtien de signer un accord prorogeant à nouveau pour une période de dix années la convention de 1915 qui avait déjà été, en 1918* [96], *l'objet d'une première prolongation. Notre représentant à Washington, à qui j'avais communiqué cette information, m'a répondu que, d'après les déclarations qui lui avaient été faites par le Premier Secrétaire d'Etat adjoint, il n'était pas question en ce moment de renouveler la Convention valable pendant 20 ans à partir de sa prorogation* [97].

Quant à la force légale, le gouvernement considérait qu'elle avait été acquise par le référendum du 12 juin 1918 qui visait explicitement tous les actes du gouvernement des Etats-Unis et ceux du pouvoir exécutif haïtien. C'était quand même un tour de passe-passe. En tout cas, cet acte additionnel confirme, une nouvelle fois et d'une façon formelle, la volonté de Borno de placer un grand emprunt aux Etats-Unis, et ce, cinq ans avant son élection à la présidence. Il est donc tout à fait inexact de prétendre que l'emprunt fut le gage accepté par Borno pour son élection.

95. Cité par Roger GAILLARD – *La guerilla de Batraville*, Le Natal, Port-au-Prince, 1983.
96. En réalité c'est 1917
97. Le Ministre a sans doute voulu dire "ratification".

LES CONFLITS AVEC LE CONSEILLER FINANCIER

Hormis le référendum et la promulgation de la Constitution de 1918, il ne se produisit pas d'événements politiques majeurs pendant la période de 14 mois, d'avril 1917 à juin 1918, au cours de laquelle Louis Borno fut absent du ministère. L'essentiel des préoccupations et activités du gouvernement et de l'occupation était absorbé par la lutte contre les guérilleros de Charlemagne Péralte. On doit noter aussi, du côté de l'occupation, un changement important: en novembre 1917, le colonel Cole fut remplacé par le général John H. Russell, en qualité de Commandant des forces d'occupation. Il sera, jusqu'en 1930, à part une brève interruption de fin 1918 à octobre 1919, le personnage proéminent de la période de l'occupation, en relation constante de rivalité ou de coopération avec le premier des Haïtiens de l'époque: Louis Borno.

A son habitude, le Président Dartiguenave changea de cap brusquement, en juin 1918. Le 20 juin, il nomma un nouveau ministère, aussi prestigieux et combatif que le précédent était terne et obéissant. Il était formé de Barnave Dartiguenave, avocat, frère du Président, chargé de l'Intérieur et des Cultes; Ernest Laporte, avocat, chargé de la Justice; Louis Roy, ingénieur, diplômé de l'Ecole Supérieure des Mines de Paris, chargé des Travaux Publics; Dantes Bellegarde, professeur et écrivain, chargé de l'Agriculture et de l'Instruction Publique; Louis Borno, chargé des Finances, du Commerce et des Relations Extérieures. Un tel ministère ne pouvait que se heurter à la médiocrité et aux prétentions de nombre de fonctionnaires américains en poste à Port-au-Prince, tels Addisson T. Ruan, petit commis-comptable soudain hissé au rang de Conseiller financier ou Arthur Bailly-Blanchard qui noyait dans le rhum et le whisky sa déception de n'avoir pu être nommé ambassadeur à Paris[98].

Dans ce ministère, compte tenu de la situation et des problèmes du moment, Louis Borno apparaissait comme étant le plus important des

98. Quelques années avant la guerre, A. Bailly-Blanchard fut conseiller à l'Ambassade des Etats-Unis à Paris et en avait gardé le meilleur souvenir.

ministres, une sorte de Premier Ministre, bien que le titre et la fonction n'existassent pas à l'époque, mais, en tout cas, comme un candidat probable à la succession de Dartiguenave.

Au reste, dès le 1er juillet, c'est lui qui exposa le programme du gouvernement; c'est déjà un programme de Président:

"*Un gouvernement stable, n'a de raison d'être que pour entreprendre d'organiser le pays, d'améliorer la situation matérielle et morale du peuple; de contribuer à la constitution d'un état social et politique où tout Haïtien puisse vivre dignement, gagner sa vie par son travail, développer librement et pleinement, dans tous les sens, ses facultés propres, ses possibilités individuelles. Pour parvenir à ce but, nous ne devons pas attendre que le gouvernement américain vienne faire nos affaires et nous fournir des solutions. Il faut que nous-mêmes Haïtiens, gouvernement et citoyens, nous nous mettions fermement à notre besogne nationale. Notre personnalité demeure active dans une collaboration où notre voix, si elle est juste, a droit d'être entendue. Nous avons à nous efforcer de parler juste, et pour cela nous devons étudier nous-mêmes Haïtiens, toutes nos questions économiques, financières, scolaires et autres, formuler et justifier nos solutions... Le gouvernement veut une bonne monnaie. Il veut une magistrature à la hauteur de ses devoirs. Il veut un enseignement public qui élève le caractère, qui instruise les cerveaux et les mains. Il veut le développement de nos ressources diverses.*"[99]

Ce nouveau cabinet fut accueilli favorablement par la plupart des Haïtiens qui en espérèrent une ère de coopération efficace avec l'occupant, mais dans le respect des droits et de la dignité de l'occupé. Constantin Mayard qui n'était plus ministre depuis 1916, mais qui n'était pas encore membre de l'opposition, écrit à Louis Borno le même jour, 20 juin 1918[100]:

"*Ai-je besoin, mon cher Borno, de te dire toute ma joie de cette réforme ministérielle, de ton retour au ministère et des autres choix qui ont été faits? Le nouveau Conseil que le Président possède marque à mes yeux le retour aux affaires de cet esprit qui nous a toujours dominé tous deux d'une collaboration honorable et féconde avec notre grande*

99. cité par Hogar NICOLAS. (op. cit.).
100. Archives BORNO.

protectrice américaine. Je m'en réjouis pour toi, après m'en être réjoui pour le pays. Je ne sais si je dois m'en réjouir pour tous les amis sincères et éprouvés qui composent ce régime, mais je te félicite de l'aide que tu as donnée au Président pour amener ce changement après lequel il soupirait tant, et nous aussi! Crois à mes sentiments invariables et dévoués et offre mes compliments à madame Borno.

Constantin Mayard"

Mais les Haïtiens devaient vite déchanter. Après avoir obtenu l'extension de la durée de validité du Traité, Ruan était reparti aux Etats-Unis, sous le prétexte de mettre en place avec les banquiers les termes et conditions de l'emprunt de 30 millions de dollars. En réalité, il s'offrait des vacances prolongées aux frais du contribuable haïtien, et il ne put faire aboutir ce projet d'emprunt que, pourtant, il avait promis et dont il avait vanté les mérites dès sont arrivée en Haïti, en 1916, par une note du 26 septembre adressée au Secrétaire d'Etat des Finances, Edmond Héraux:

"*J'ai fait en conséquence une étude soigneuse des conditions existantes et suis arrivé à la conclusion qu'il est désirable d'effectuer un emprunt de dol. 30.000.000 dans le but de rembourser toutes les obligations existantes et valides d'Haïti et de se procurer des fonds pour les travaux publics et améliorations destinées à développer les ressources de l'île si puissamment riche. Une pareille conversion de la dette existante dégagera les présentes affectations des revenus de douane, et, par conséquent, permettra la révision du tarif douanier demandée par notre commerce actuel et futur, et permettra, en même temps, au gouvernement d'augmenter ses revenus pour les dépenses courantes en déduisant dol. 2.500.000 près par an les charges fixes qui, actuellement, s'élèvent à la somme exorbitante de dol. 4.000.000. En raison des conditions existant en Europe, le moment actuel présente des circonstances exceptionnellement favorables pour rembourser les dettes extérieures ayant une valeur nominale de Fcs 120.000.000 non compris les intérêts arriérés. Nous pourrions acheter les obligations avec un escompte et les rembourser à raison de Fcs 6 pour dol. 1, tandis que le taux normal est de Fcs 5 pour dol. 1. Cette seule différence dans le taux de change constituera à elle seule une économie de 4.000.000 dollars pour le gouvernement.*

Quant aux possibilités d'effectuer le nouvel emprunt proposé de 30.000.000 dollars, j'ai fait des enquêtes laborieuses et me suis convaincu

qu'il ne peut être négocié pour une période au-delà du terme du Traité. Et il est certain qu'Haïti ne pourrait pas s'engager à rembourser un pareil emprunt dans les 9 années que le Traité reste à courir. Pour que les banques et capitalistes consentent à verser leur argent dans l'emprunt, ils doivent être assurés que les conditions du Traité prévaudraient pour la période maxima prévue dans l'article 16.....

..... Les circonstances présentes offrent à Haïti une occasion exceptionnelle pour placer ses dettes sur un pied favorable et il y a toutes les raisons pour que votre gouvernement profite immédiatement de l'occasion offerte et mette ses finances sur une base solide. Et, étant donné l'existence de cette occasion, je ne crois pas pouvoir en conscience porter atteinte aux droits des créanciers du gouvernement en continuant à faire des avances au gouvernement pour ses dépenses courantes, en l'absence d'un plan définitif pour leur restitution."

Malgré ces "*circonstances*" qui offraient "*une occasion exceptionnelle*" de placer l'emprunt, Ruan revint des Etats-Unis les poches vides. Il ne sut pas mieux remplir les autres tâches que lui confiait le Traité. Deux ans après sa prise de fonction, rien n'avait été fait pour élaborer "*un système adéquat de comptabilité publique*", pour aider à "*l'augmentation des revenus et à leur ajustement aux dépenses*" etc...

Dans une lettre à son ami Solon Menos, datée du 17 août 1918[101], Louis Borno se plaint des absences prolongées de Ruan et de sa désinvolture:

"*(...) J'ai communiqué au Président votre télégramme relatif au Conseiller financier. Il est aussi impatient que moi de revoir M. Ruan. Des mesures très importantes doivent être prises, auxquelles il faut que participe ce dernier (impôts à remanier, lois budgétaires, nouvel aménagement de la comptabilité publique, situation de la Chambre des Comptes, de l'administration des Finances, etc...). Il vous annonce qu'il s'occupe de négociations tarif exportation, avenir café etc... etc... Et le gouvernement haïtien n'en sait rien! Dans quel sens le Conseiller financier s'en occupe-t-il? Mystère. Si au moins il s'entendait avec vous! Si vous examiniez ensemble les questions!*

Mais non, et c'est cela que je trouve absolument inadmissible. M. Ruan ne peut pas connaître mieux que vous nos besoins, nos problèmes, il ne peut être seul à négocier des solutions. Il faut que

101. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

vous vous concertiez; c'est là ce qui est sage, qui est prudent, et qui est normal, convenable. (...)

P. S. (on) m'avertit que douze à quinze personnes sont venues me demander pendant que je vous écrivais. Je note cela principalement pour que vous vous rendiez compte de la quantité de gens qui courent après les places publiques et la nécessité qui s'impose au gouvernement américain de nous donner l'aide économique et financière que nous attendons depuis la Convention."

Encore une fois Menos dut être efficace. Ruan revint en Haïti. Le 12 octobre, sans aucune consultation préalable, il demanda que soient votés, "sans modification":

- une note comportant une estimation globale du budget et de son affectation;
- deux projets de lois par lesquels il s'attribuait, contrairement au Traité de 1915, les pouvoirs de contrôleur général placé au dessus du gouvernement et du Corps législatif.

Et, pour compléter le tout, remit le 24 octobre un autre projet de loi, à voter également "sans modification", qui avait pour objet d'augmenter les impôts directs.

Borno adressa alors, le 31 octobre, une longue lettre de protestation au Ministre des Etats-Unis à Port-au-Prince, Arthur Bailly-Blanchard, dans laquelle il lui expliquait que le comportement du Conseiller financier était inacceptable.

"*Monsieur le Ministre,*

J'ai eu l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que monsieur le Conseiller financier exige que le gouvernement haïtien présente immédiatement au Conseil d'Etat, pour être votés tels quels, sans aucune modification que ce soit, 1°) Une note comportant une évaluation en bloc des recettes des douanes et des recettes diverses et une indication des sommes que le Conseiller financier, sans aucun examen préalable avec le secrétaire d'Etat des Finances, a assignées à chaque Département ministériel pour les dépenses du nouvel exercice budgétaire; 2°) deux projets de lois de Finances fixant les recettes et les dépenses de l'Etat et édictant les règles administratives en vertu desquelles doivent s'effectuer ces recettes et ces dépenses.

Ces projets, rédigés en anglais et envoyés à mon Département le 12 octobre, durent être d'abord traduits en français. Ils furent ensuite examinés par les secrétaires d'Etat qui constatèrent la nécessité d'une conférence avec monsieur Ruan pour lui exposer leurs considérations et pour arriver, après un accord avec lui, à aménager le budget définitif.

Monsieur le Conseiller financier, invité par moi à cette conférence essentielle avec les membres du Cabinet, exprima son regret de ne pouvoir y prendre part, ayant un engagement ailleurs.

..... C'est alors que monsieur Ruan..... ajouta que seul le vote immédiat, avant le 31 octobre, de sa note de prévisions et de ses lois de finances fournirait une couverture acceptable.....

En face d'une attitude si évidemment contraire aux véritables intentions de la Convention, conclue dans un esprit de "très cordiale coopération", le gouvernement ne peut que protester devant la Légation des Etats-Unis et devant le Département d'Etat..... Il ne saurait accepter que le Conseiller financier arrête, en dehors de lui, des dispositions qui mettent en jeu les plus grands intérêts de la République et se borne à les notifier au Secrétaire d'Etat des Finances à seule fin d'exécution pure et simple....."[102].

Quant à la correspondance entre Borno et Ruan, son ton est très loin de la "cordiale coopération". Borno y use très volontiers du ton sec et professoral qui lui était familier.

Lettre de Borno à Ruan du 12 octobre 1918[103]:

"..... L'article 83 de la Constitution s'exprime ainsi: "les secrétaires d'Etat sont au nombre de cinq. Ils sont répartis entre les divers Départements ministériels qui réclament les services de l'Etat". Je serais heureux que vous vous rendiez compte, après avoir lu cet article, que tout service de l'Etat rentre forcément dans un Département ministériel.....

..... Je suis tout-à-fait d'accord avec vous pour reconnaître toute la part, la part importante qui vous revient dans la détermination de nos dépenses; et c'est pourquoi, par exemple, je vous ai communiqué tous nos budgets. Mais je vous prie de bien considérer la situation:

Le gouvernement, c'est l'autorité; c'est lui qui représente l'Etat; c'est lui qui, en toutes circonstances, a la responsabilité de l'administration et, en conséquence, est juge des mesures administratives, dépenses et

102. Archives BORNO.

103. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

autres. Dans les questions qui mettent en jeu le rôle que la Convention vous donne, le Département des Finances, auquel vous êtes attaché, est tenu de vous consulter sur ce que le gouvernement juge nécessaire de faire; et alors, ou bien vous recommandez la mesure, ou bien vous ne la recommandez pas. Si vous la recommandez, la mesure qui a été jugée nécessaire par le gouvernement, s'exécutera; si, agissant en tout droit et raison, vous ne la recommandez pas, le gouvernement jugera qu'il n'y a pas lieu de prendre la mesure. Prenons une autre hypothèse. Vous pouvez, comme Conseiller financier, prendre l'initiative de proposer au gouvernement telles ou telles dépenses; le gouvernement, en adoptant cette dépense recommandée par vous agira ainsi parce qu'il aura jugé, sur votre avis, que la dépense est nécessaire.

Voilà, Cher Monsieur le Conseiller financier, comment les choses se passeront. En d'autres termes, votre rôle est d'éclairer, dans les cas déterminés, le jugement du gouvernement; mais c'est le gouvernement qui, comme autorité responsable, prononce le jugement.

Soyez en bien convaincu. Le Conseiller financier institué par la Convention est trop précieux au gouvernement pour que celui-ci puisse jamais négliger d'en tirer tous les profits possibles. Mais le gouvernement cesserait d'exister si le rôle du Conseiller financier devait être considéré autrement que je viens de l'indiquer.

Vous pouvez compter sur tout mon bon vouloir pour que nos fonctions respectives s'exercent pleinement, dans un sentiment commun de justice et de respect, pour le plus grand bien de la République, et pour le plus haut prestige de l'intervention américaine en Haïti."

Ou encore la lettre du 13 novembre répondant à un refus de Ruan de payer les traitements des juges des tribunaux d'appel et de cassation pour des raisons de procédure administrative, contestables et contestées:

"..... *Ma volonté de coopération cordiale en serait vraiment découragée, si elle n'était pas soutenue par le haut sentiment que j'ai de mes devoirs publics et de mes responsabilités personnelles."* [104]

Ou enfin, la lettre du 30 octobre, déjà sur le même sujet[105]:

"*Pendant les deux dernières années, vous avez constamment su que les dépenses du gouvernement se faisaient et par l'office de monsieur*

104. Archives BORNO.
105. Archives BORNO.

Maumus[106], *sur les revenus douaniers et les fonds de la dette publique, et par la Banque Nationale sur les recettes diverses (timbre, enregistrement, fermages etc...). Il suit de là que, pour fixer les véritables dépenses de la dernière année budgétaire, il faut additionner les dépenses payées par monsieur Maumus et par la Banque Nationale. Mais ce n'est pas ce que vous faites dans votre projet; vous vous bornez à relever les seuls chiffres payés par monsieur le Receveur général..... Non, cher monsieur le Conseiller, cela n'est point exact.....* "

On pourrait citer d'autres lettres encore qui relèvent dans le détail les erreurs et omissions du projet de budget préparé par Ruan et sont chacune des petits cours de comptabilité publique.

On ne pouvait en rester là.

Le Conseiller financier obtint alors le concours de la force publique, c'est-à-dire celle du nouveau chef de l'occupation, le général John Russell qui, à sa demande, fit suspendre tous les paiements publics, y compris les traitements du Président, de ses ministres et des conseillers d'Etat. Russell inaugurait ainsi par un coup de force, par une agression dans les affaires civiles, ses relations avec Borno qui, plus tard, furent l'exemple de la collaboration franche et loyale. L'affaire s'envenima par la publication dans *Le Nouvelliste*, le 22 novembre, d'un entrefilet selon lequel Ruan serait relevé de ses fonctions.

Le journal fut suspendu pendant trois mois et son directeur, Henri Chauvet, condamné à une forte amende, car on ne put lui faire avouer qu'il tenait "l'information" de Louis Borno. Cette tentative de se débarrasser de Borno faisait suite à une douloureuse affaire au cours de laquelle Ruan avait eu l'occasion de donner toute la mesure de sa hargne et de sa petitesse. Le 11 novembre, Solon Menos, l'ami et le plus dévoué collaborateur de Louis Borno, mourut à la tâche dans son ambassade de Washington. Il n'avait pas encore 60 ans. Malgré toutes les supplications et rappels à l'ordre, Ruan refusa de payer les frais de rapatriement du corps et de la famille du ministre défunt.

Déjà, Borno avait protesté auprès du Département d'Etat contre les agissements de Ruan par un télégramme, du 14 novembre 1918:

106. Receveur général des douanes, nommé en application de l'article 2 du Traité de 1915.

"Juste au moment où Votre Excellence s'adresse au gouvernement haïtien comme au gouvernement d'une nation libre et indépendante, juste au moment où triomphent dans le monde, grâce à la puissance des Etats-Unis, les principes sacrés de droit, de justice et de respect des petits peuples, le peuple haïtien est en proie à la tyrannie vexatoire et injuste de fonctionnaires américains qui, contrairement au Traité, veulent imposer à la République des lois budgétaires et des impôts sans rien examiner avec nous, sans reconnaître au gouvernement haïtien le droit de rectifier même les erreurs évidentes, matérielles et autres, commises dans leurs projets. Le peuple haïtien est sincèrement décidé à effectuer, avec l'aide du gouvernement américain, toutes les réformes que réclame le progrès, mais au moyen d'une collaboration qui procède d'examens en commun et non point au moyen d'injonctions impératives signifiées sans respect de la dignité nationale et inspirées peut-être par des sentiments de caractère personnel où les intérêts supérieurs des deux pays ne sont pas considérés. Aussi, le gouvernement demeure-t-il convaincu que le Département d'Etat, qui est incomplètement renseigné sur la véritable situation d'Haïti, voudra bien prendre des mesures pour la légitime satisfaction de la nation haïtienne, qui a pleine confiance dans la noble impartialité de l'honorable Chef du Département d'Etat et du Chef illustre du gouvernement des Etats-Unis." [107]

La veille, 13 novembre, il avait écrit pour demander à Ruan de bien vouloir, à titre exceptionnel, avancer les fonds [108].

"Cher Monsieur le Conseiller,

Pour la troisième fois, la Légation d'Haïti à Washington a télégraphié au Département des Relations Extérieures pour réclamer d'urgence l'envoi de fonds rendu nécessaire par la mort de notre regretté Ministre, monsieur Solon Menos, et le départ de sa famille pour Haïti. Il s'agit là d'une circonstance exceptionnelle, extraordinaire qui exige donc des moyens exceptionnels, extraordinaires. Remarquez que l'honneur du gouvernement haïtien est en jeu : il s'agit pour lui de payer, à des citoyens américains, les frais funéraires (embaumement et autres) de son représentant à Washington et de faire rentrer en Haïti, décemment, la famille du défunt. La Légation d'Haïti réclame, pour les frais

107. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)
108. Archives BORNO.

funéraires, la somme de deux mille dollars; elle pense que d'autres frais peuvent se présenter. J'ai, de ce chef, prévu au budget, un total de deux mille cinq cents dollars qui sera porté au douzième de novembre. J'y ai également porté mille deux cent cinquante dollars pour rapatriement de la famille.

Je vous renouvelle, ici, la demande de paiement de ces valeurs, demande qui vous a déjà été faite verbalement par le Chef de Division au Département des Relations Extérieures. Il vous sera fourni, ultérieurement, toutes les pièces justificatives les plus rigoureuses, pour couvrir le Receveur général.

Veuillez agréer, cher Monsieur le Conseiller, l'expression de ma considération distinguée.

Signé Louis Borno"

La réponse de Ruan, du même jour, est à l'image du personnage:

"*Dear Mr Minister,*

I beg to acknowledge receipt of your letter of the 13th November, n°32, requesting payment of the funeral expenses of the late representative of the haitian government at Washington and the expenses of bringing back to Haiti the family of the deceased.

I note that you demand that I should advance these funds on your statement that the General Receiver of the customs, later, will be furnished all vouchers to cover.

As you are aware the law of Finance requires that no payment may be made without mandate and ordonnance having been issued therefore and without budgetary provision having been made for such expenses. In the absence of these legal essentials, I regret I find myself unable to issue the instructions which you request.

With expressions of esteem and consideration.

Yours Respectfully,

signé A.T. Ruan" [109]

Il fallut un ordre du Département d'Etat de Washington pour faire cesser ce scandale.

Ces affaires firent deux vaincus et un vainqueur. Ruan fut rappelé en janvier 1919. Il ne fallait pas donner aux Haïtiens l'impression qu'il

109. Archives BORNO.

était sanctionné en le rappelant immédiatement après l'affaire Menos. Néanmoins, il perdit une substantielle prébende. Borno, de son côté, fut contraint de démissionner le 25 novembre. Il ne reviendra au pouvoir que trois ans et demi plus tard.

Le vainqueur fut l'occupant américain qui obtint du successeur de Borno la capitulation du gouvernement haïtien sur la question du contrôle des dépenses: Lettre de Constantin Benoît à Arthur Bailly-Blanchard du 3 décembre 1918[110].

"*Mr le Ministre,*

Je suis heureux de pouvoir renouveler à Votre Excellence le sincère et constant désir du gouvernement de la République d'agir toujours en conformité avec la Convention du 16 septembre 1915.

Pour réaliser ce désir, et les dépenses devant être faites selon la loi et dans les limites des crédits régulièrement votés, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'il demeure entendu que tous paiements pour le compte du gouvernement haïtien devront être effectués avec l'avis du Conseiller financier et que, à cette fin, chaque ordre de paiement adressé au Receveur général ou à la Banque Nationale de la République d'Haïti devra d'abord être communiqué au Conseiller financier et ne sera payé sans son visa."

La lettre de Constantin Benoît s'ajoutait à un accord que Borno avait accepté le 24 août, avant que ne débutent les conflits avec Ruan, en réponse à une demande de Bailly-Blanchard du 25 juin.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Secrétairerie d'Etat
des
Relations Extérieures
Section Diplomatique

Les deux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et d'Haïti ayant conclu, en 1915, une Convention par laquelle ils se sont engagés à coopérer à la restauration des finances haïtiennes, au maintien de la

110. Cité par Roger GAILLARD -- *Charlemagne PÉRALTE, le caco*, Le Natal, Port-au-Prince, 1982.

tranquillité en Haïti et à l'exécution d'un programme pour le développement économique et la prospérité de cette république, le secrétaire d'Etat des Relations Extérieures a l'honneur d'aviser Monsieur le Ministre des Etats-Unis que, conformément à l'entente arrêtée entre eux, tout projet de loi portant sur l'un des objets du Traité sera, avant d'être présenté au Pouvoir Législatif d'Haïti, communiqué au Représentant des Etats-Unis pour l'information de son Gouvernement et, s'il est nécessaire, pour une discussion entre les deux Gouvernements.

Port-au-Prince, le 24 août 1918

A la Légation des Etats-Unis
D'Amérique."

Ainsi le gouvernement haïtien était totalement mis sous tutelle. Il devait présenter ses projets de lois au ministre des Etats-Unis à Port-au-Prince avant de les soumettre au Conseil d'Etat et, en final, il ne pouvait pas appliquer les lois, qui toutes ou presque entraînent des dépenses, sans l'aval préalable du Conseiller financier. On était loin de la lettre et de l'esprit du Traité de 1915.

LE "PURGATOIRE"

Dartiguenave envisagea de confier à Louis Borno la succession de Solon Menos à Washington – il n'en était pas à une malice près. Bien entendu, Washington refusa cette proposition. Alors, plus sérieusement, Dartiguenave proposa à Louis Borno l'ambassade de Paris. C'était sans compter avec la mesquinerie du nouveau Conseiller financier, MacIlhenny, qui y mit obstacle et contraint Borno à renoncer par sa lettre du 25 septembre 1920 au Président [111]:

"*Mon cher Président,*

J'ai examiné avec attention l'avis qui vous a été donné et que vous m'avez fait connaître, à savoir que si j'étais nommé Ministre à Paris, le Conseiller financier ne me paierait pas les allocations de la charge.

Je sens toute la délicatesse de la situation et je ne voudrais nullement, dans les circonstances actuelles, demander au gouvernement d'ouvrir un nouveau conflit à cause de moi. Je vous tiens libre de tout engagement relatif au poste de Paris et ne vous remercie pas moins de la bonne intention que vous m'avez manifestée."

MacIlhenny exerçait ainsi sa vengeance contre Borno à qui il reprochait d'avoir été l'un de ses principaux opposants lorsqu'il voulut imposer le monopole du change extérieur en faveur de la BNRH, alors que Borno soutenait les adversaires de cette outrecuidance en sa qualité d'avocat de la Royal Bank of Canada (*cf. infra*).

A défaut de ces exils dorés, Louis Borno fut nommé directeur de l'Ecole de Droit. Il eut aussi la fonction de président du Comité de l'Alliance Française, montrant ainsi que sa signature au bas du Traité de 1915 ne signifiait pas qu'il entendît faire entrer Haïti dans la communauté culturelle du monde anglo-saxon.

Le successeur d'Addisson T. Ruan fut John MacIlhenny, nommé à ce poste grâce à ses excellentes relations avec F. D. Roosevelt, Assistant

111. Archives BORNO.

Secretary of the Navy. Les Haïtiens ne gagnèrent rien au change. Ruan et MacIlhenny pouvaient rivaliser d'incompétence et de superbe, les compétences de MacIlhenny se limitant à connaître la fabrication de la sauce piquante[112]. Il fut tout aussi prétentieux, paresseux et méprisant que son prédécesseur. Berthoumieux Danache[113] qui l'a bien connu le dépeint comme "*incompétent comme son prédécesseur, ou tout simplement véreux*" et il qualifie Ruan de "*mégalomane, prétentieux et vide*".

Le ministre de France à Port-au-Prince qui, à défaut d'être un acteur principal de la politique haïtienne, était un bon observateur et impartial, confirme ce jugement sur Ruan dans son rapport au Quai d'Orsay du 1er Novembre 1918[113bis]:

"*Petit fonctionnaire de l'administration centrale jusqu'à son arrivée à Haïti, il serait en même temps grisé de la situation qui lui a été faite et anxieux de la conserver le plus longtemps possible. Agissant peu lui-même, il ne permet pas aux autres de prendre une initiative et oppose son veto à toutes les réformes qui lui sont proposées. Il se montre par contre tatillon et c'est en rognant sur les traitements les plus légitimes qu'il veut rétablir les finances d'Haïti. Il trouverait exagérée une indemnité mensuelle de 250 dollars pour le Président du Tribunal de Cassation, la plus haute autorité judiciaire du pays, alors que lui-même reçoit plus de 800 dollars par mois..... Beaucoup, non seulement d'étrangers, mais même d'haïtiens, ont accueilli avec plaisir l'arrivée des Américains. Ce sentiment fait actuellement place au découragement car ils ne tiennent aucune de leurs promesses. Je ne crois point que la faute en soit au gouvernement de Washington. Elle est le fait de ses agents qui, sauf le colonel Russell, chef du Corps d'occupation, sont au-dessous de leur tâche.....*"

Le ministre de France a cependant omis de se poser la question de savoir qui nommait les agents de l'occupation d'Haïti.

Roger Gaillard[114] a fait le compte du temps passé par MacIlhenny à Port-au-Prince dans son office de Conseiller financier, en tout 359 jours, à peine un an, sur les trois ans et huit mois que dura sa fonction. Dans ces conditions, les relations entre le gouvernement, même expurgé de Borno,

112. La firme MacIlhenny existe toujours qui fabrique une sauce piquante sous la marque TABASCO.

113. Berthoumieux DANACHE, (op. cit.).

113bis Archives du Quai d'Orsay (Série Amérique 1918-1919 – *Haïti*, Volume n°35).

114. Roger GAILLARD – *La guérilla de Batraville*, (op. cit.)

et le Conseiller financier ne purent qu'être exécrables. A l'incompétence de MacIlhenny, s'opposa la mauvaise volonté du gouvernement, ou plus précisément, c'est l'incompétence et le mépris envers les Haïtiens qu'affichait MacIlhenny qui conduisirent le gouvernement haïtien à une attitude de plus en plus sournoise et hostile.

Au reste, il était assez dans l'esprit du temps que MacIlhenny, blanc de Louisiane, traitât les Haïtiens noirs avec le même mépris qu'il affichait à l'endroit de ses compatriotes noirs.

Ainsi le Conseiller financier refusa d'ouvrir les crédits nécessaires à la mise en place des préfets prévus par la loi du 30 octobre 1918 et destinés à remplacer l'ancienne administration locale militaire qui s'était le plus souvent distinguée par sa vénalité et sa fâcheuse tendance à organiser les prises d'arme. Il fallut attendre la présidence de Borno pour que ces préfets fussent effectivement en fonction.

Jusqu'en 1919, pourtant, le gouvernement haïtien tenta encore une collaboration avec les Américains. Un accord du 12 avril 1919 rattacha la monnaie locale, la gourde, au dollar américain, assurant ainsi la stabilité monétaire. "*Tout porteur de papier monnaie haïtien a droit d'en exiger l'échange contre de la monnaie américaine au taux de cinq gourdes pour un dollar*". Ce taux qui fut, bien évidemment, contesté par l'opposition, avait déjà été retenu, avant l'intervention américaine, par la loi du 26 août 1913 relative au retrait du papier monnaie et était encore en vigueur lors de l'occupation. (cf. lettre Borno à Bailly-Blanchard du 13 janvier 1916, *supra*)

Suzy Castor s'en désole[115] en disant que "*En n'ayant pas un système monétaire national propre, Haïti acceptait de renoncer à l'une des caractéristiques essentielles de la souveraineté.*" On ne peut avoir un système monétaire autonome et accepté en dehors qui ne soit basé que sur un peu de culture vivrière, quelques bouteilles de rhum et quelques sacs de café, même s'ils sont de la meilleure qualité. Le journal *L'Action* du 2 juillet 1919 allait encore plus loin dans l'illusion, disant "*le cours forcé de la Banque Nationale de la République d'Haïti empêche la gourde de se valoriser et la cloue à 0,20 cents*".

Cependant, ce rattachement de la gourde au dollar, nécessaire pour faire entrer le pays dans l'économie moderne, n'en comportait pas

115. Suzy CASTOR, (op. cit.).

moins le risque de renchérir les produits locaux consommés sur place en alignant leur prix sur les produits similaires américains. Il y avait danger à donner à un peuple à l'économie moyenâgeuse la monnaie d'un pays moderne. Les gouvernants de Port-au-Prince qui ignoraient tout du "Pays en dehors"n'en eurent pas conscience et c'est sans doute là l'une des raisons des troubles de 1929–1930.

Par contre, l'accord du 3 octobre 1919 qui créa la Commission des réclamations, conformément aux termes de l'article 12 du Traité de 1915, fut le moyen efficace de traiter honnêtement ces affaires, sans spoliation des réclamants et, à l'inverse, sans pillage d'Haïti sous la menace des canonnières.

Enfin, un protocole fut conclu le même jour, 3 octobre 1919, sur les conditions d'un emprunt de 40 millions de dollars à placer aux Etats-Unis.

Mais toutes ces décisions qui allaient dans le sens d'une amélioration de la situation financière du pays furent brutalement entravées par l'extravagance et la brutalité de MacIlhenny qui voulut, semble-t-il, imiter son prédécesseur. Le 22 janvier 1920, MacIlhenny demanda au gouvernement haïtien de confier à la BNRH, filiale de la National City Bank, le monopole du change de la monnaie américaine, ce qui revenait, en fait, à lui confier le monopole du commerce extérieur d'Haïti. Le gouvernement d'Haïti refusa, comme il se doit, soutenu en cela par les commerçants haïtiens et étrangers, les Légations de France et de Grande-Bretagne et la Royal Bank of Canada, nouvellement établie en Haïti et qui avait Louis Borno pour avocat. MacIlhenny fit alors bloquer tous les paiements au gouvernement le 12 juillet 1920 et l'annonça en ces termes: "*Je me trouve obligé d'arrêter toute étude du budget jusqu'à ce que certaines affaires d'une importance considérable pour la prospérité du pays soient finalement réglées selon les recommandations que j'ai soumises au gouvernement haïtien*". Le lendemain, Dartiguenave rencontra l'amiral Snowden qui exerçait, depuis l'occupation de la République Dominicaine, en mai 1916, une autorité nominale sur Haïti et lui indiqua qu'il préférerait démissionner plutôt que de se plier au exigences de MacIlhenny; le ministre haïtien des Finances, Fleury Féquière, le confirma par écrit.

Cette fois-ci, le gouvernement américain dut céder. Moyennant l'engagement de réviser certaines lois votées sans l'accord préalable de la Légation des Etats-Unis, et, en particulier, une loi du 16 juillet 1920 qui

restreignait sensiblement le droit de propriété immobilière accordé aux étrangers par la Constitution de 1918, les Américains renoncèrent au projet de monopole imaginé par MacIlhenny.

Néanmoins, toute confiance et volonté de coopération était désormais totalement exclue entre le gouvernement haïtien et les fonctionnaires américains. Dartiguenave en appela au Président Harding, nouvellement élu, et lui adressa, le 21 janvier 1921, une longue lettre pour demander un changement radical dans le comportement des fonctionnaires américains, voire, dit à demi-mot, un remplacement de certains d'entre eux, en exposant qu'il y a incompatibilité entre la volonté qu'ils affichent d'exercer une administration coloniale directe et le maintien d'un gouvernement local indigène.

"*Ces chefs (certains fonctionnaires de l'occupation) ne comprirent pas qu'il était dangereux de ne pas laisser au gouvernement national la direction légitime des affaires politiques du pays; ils cherchèrent au contraire à la dépouiller de toute autorité et de tout prestige, faisant ainsi le jeu de quelques politiciens haïtiens ..... Quelques uns des hauts fonctionnaires civils de la Convention montrèrent dans l'accomplissement de leur mission en Haïti une méconnaissance absolue des vrais besoins du pays et un mépris systématique des droits et attributions du gouvernement..... Ainsi les espérances du peuple haïtien se sont peu à peu changées en découragement, puis chez le plus grand nombre, en animosité ouverte.....*"

D'où la liste des demandes concrètes pour une mise en application efficace du Traité de 1915.

1) organisation, dans le plus court délai possible, et conformément aux termes de la Convention de 1915 et de la Constitution de 1918, d'une force nationale capable de maintenir l'ordre publique.....

2) Dès que cette organisation aura été achevée, retrait des troupes d'occupation..... et suppression sans délai des cours prévôtales et de toute juridiction exceptionnelle pour juger les citoyens haïtiens.

3) Respect des attributions du gouvernement en ce qui concerne la direction des affaires politiques du pays.....

4) Aide efficace donnée par les Etats-Unis au peuple haïtien pour

le relèvement de ses finances, le développement de ses ressources agricoles et industrielles et le progrès de l'instruction publique. Cette aide peut être rendue effective par une série de mesures que l'étude attentive du milieu haïtien et de ses besoins aura montrées comme les meilleures.

5) En matière administrative, coopération constante et loyale entre les fonctionnaires haïtiens et ceux de la Convention..... Définition précise du rôle et des attributions du Conseiller financier en se basant sur la lettre et l'esprit de la Convention afin que ce fonctionnaire haïtien, attaché au Département des Finances, ne continue pas à se considérer comme le maître absolu de l'administration.

6) Exécution de l'article 5 de la Convention. Il ne se peut pas que pour ses moindres dépenses, le gouvernement continue à dépendre du bon plaisir et des caprices du Conseiller financier et du Receveur général.....

7) Enfin, vu l'exiguïté des ressources du pays, confier à un seul fonctionnaire les attributions du Conseiller financier et celle du Receveur général des douanes, aux appointements actuels de dix mille dollars par an, avec un personnel unique..."[116]

Quand il n'était pas en conflit avec le gouvernement, John MacIlhenny vivait confortablement aux Etats-Unis, aux appointements de dix mille dollars par an, et s'occupait maladroitement et sans succès d'opérations financières.

Tout comme son prédécesseur Ruan, il ne put mener à bien la conclusion de l'emprunt aux conditions prévues par le protocole du 3 octobre 1919. Le gouvernement haïtien, par le canal de son ministre des Finances, Justin Barrau, s'empressa de faire état de la forclusion qui frappait le protocole d'octobre 1919 lorsque MacIlhenny tenta d'en faire prolonger la validité, fixée à l'origine à deux ans. Il ajoutait toutefois qu'un nouvel accord pouvait être envisagé pour prolonger la validité du protocole mais qu'il ne pouvait s'y appliquer à l'acceptation d'un projet qui "*dépouille le Corps législatif de tout contrôle de l'emprunt, dès maintenant et pour toujours et, par son article 3..... abandonne toute décision généralement quelconque au Conseiller financier.*"

116. Cité par Berthoumieux DANACHE, (op. cit.).

La lettre de Justin Barrau du 4 mai 1922, adressée au général John Russell qui venait d'être promu Haut Commissaire, avec rang d'ambassadeur Extraordinaire, permit au gouvernement d'écarter les dernières propositions de MacIlhenny qui, en définitive, présenta sa démission le 11 octobre 1922 après que Borno, nouvellement élu Président, et Russell, chacun de leur côté, eurent fait savoir que son retour en Haïti était indésirable.

Auparavant, MacIlhenny avait également fait une opération de change inopportune. Il changea, en novembre 1919, 3 millions de dollars au taux de 9 francs français pour un dollar quelques semaines avant que le change passe à 17 francs pour un dollar, causant ainsi un manque à gagner considérable au gouvernement haïtien.

Fleury Féquière lui en fit sévèrement le reproche dans une lettre du 11 octobre 1920: "*Le moindre petit négociant de la place de Port-au-Prince avait su prévoir que la baisse du franc irait s'accentuant jusqu'à ces taux de 16, 17 et 18 francs au dollar que nous avons vus se produire ces temps derniers. A plus forte raison, vous deviez pouvoir, entouré surtout des compétences avec qui vous étiez en rapport à New York sur cette place où se traitent les affaires financières du monde entier.....conjecturer et même avoir la certitude que le franc allait tomber si bas.*"[117]

Les auteurs américains ne sont pas plus indulgents. Paul Douglas note que MacIlhenny passa plus des trois quarts de son temps aux Etats-Unis, sous prétexte de négociation de l'emprunt, mais, en réalité, "*on his pineapple plantation in Louisiana*".[118]

Bien que retiré des affaires publiques, Louis Borno n'en était pas moins attentif à l'évolution en Haïti et au dehors. L'élection du Président Harding lui donna, à lui aussi, tout comme au gouvernement haïtien de l'époque, quelques espoirs d'une prochaine amélioration des rapports entre l'occupant américain et Haïti et d'une évolution de l'occupation vers une action constructive et moins coercitive. Il s'en ouvrit à quelques uns de ses correspondants privés, n'ayant plus le pouvoir d'adresser des missives gouvernementales, telle cette lettre du 16 mai 1921 adressée à un de ses confrères américains, Mr Stephen Paddock, Attorney at Law, à Providence (R.I.)[119]:

117. Archives BORNO.
118. Paul H. DOUGLAS, (op cit.).
119. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN, (op. cit.).

"*Mon cher confrère,*

Je sais qu'il manque bien des choses à mon pays; mais il n'est pas certainement un pays de sauvages comme on le dit trop souvent, par mauvaise foi ou par ignorance.

La grave faute de l'administration Wilson, c'est de nous avoir envoyé des fonctionnaires médiocres, incompétents, sans sympathie pour Haïti, incapables de nous aider, suivant la remarque judicieuse de M. Mac Cormick dans sa lettre à The Nation.

Si votre gouvernement ne s'occupe pas sérieusement de faire d'Haïti un pays riche et prospère, ce sera, aux yeux de l'Amérique entière, aux yeux du monde civilisé, la condamnation de l'intervention des Etats-Unis, une atteinte à leur crédit moral et à leur prestige....."

Il est parfois des avertissements du temps passé qui restent d'actualité.

Tandis que les Conseillers financiers tenaient le rôle de potentats ignorants et superbes, le Receveur général des douanes, Mr A. J. Maumus, qui demeura en fonction de 1916 à 1923, faisait fonctionner l'administration des douanes, collectant les droits, payant les dépenses du gouvernement et assurant l'expédition des affaires courantes pendant les nombreuses et longues absences de messieurs les Conseillers financiers. Ses rapports étaient généralement assez bons avec le gouvernement et on lui doit beaucoup dans l'honnêteté et le sérieux avec lequel fut appliqué le tarif douanier, source quasi-unique des revenus du gouvernement. C'était un homme honnête, sérieux, sans relief mais sur qui on pouvait compter. Il était tout-à-fait à sa place dans l'emploi qu'il occupait, encore que sa compétence – comme celle de nombreux autres experts – ne dépassât pas celle de certains Haïtiens diplômés d'universités françaises. Un trait de son comportement rapporté dans le journal *Le Temps*, journal d'opposition, dans son édition du 23 septembre 1924, le dépeint très justement: malgré les demandes qui lui furent présentées de toutes parts, Mr Maumus refusa d'exonérer des droits de douane l'importation des cloches destinées à la nouvelle cathédrale de Port-au-Prince, les "usages" qu'on invoquait ne pouvant, selon lui, prévaloir contre la lettre du tarif général des douanes qui n'autorisait pas une telle exemption. Il fit donc acquitter les droits, mais, n'ignorant pas les usages, il les paya de sa poche. En somme, on ne pouvait rien reprocher de sérieux à Mr A. J. Maumus,

hormis le fait que son nom cadrait mal avec son caractère et sa fonction[120].

Les récriminations du gouvernement haïtien, l'émotion aux Etats-Unis soulevée par les révélations sur les excès de la lutte contre les "cacos", ainsi que les résultats décevants de l'occupation à tous points de vue, conduisirent le nouveau gouvernement du Président Harding à dépêcher une Commission d'enquête présidée par Mr Medill Mac Cormick, sénateur de l'Illinois.

La Commission arriva à Port-au-Prince le 28 novembre 1921 et resta huit jours en Haïti. Louis Borno déposa devant la Commission un long rapport qui fut ensuite publié dans le journal *l'Essor*[121] :

"*Messieurs,*

Vous m'avez fait l'honneur de me demander mon opinion sur l'œuvre américaine en Haïti. Je vous la donne ici, sans phrase, brièvement.

I – Sur le maintien de l'occupation :

En attendant qu'une force publique haïtienne, sérieusement organisée, puisse garantir le maintien de l'ordre indispensable au développement du pays, l'occupation doit se poursuivre. Mais il importe d'organiser sérieusement cette force publique haïtienne, notamment en y facilitant aux Haïtiens capables et recommandables l'accès aux grades supérieurs.

II – Sur les actes de cruauté qui ont été commis :

Il est hors de doute que des actes déplorables ont été accomplis par certains officiers américains, entre autres, la destruction du village des "Crochus", destruction qui n'a pas d'excuses légitimes. Cependant, l'opinion impartiale n'attribue pas ces actes au gouvernement et au peuple des Etats-Unis. Ce sont des faits individuels; ils appellent une répression et une réparation, qui donnent satisfaction aux victimes et au peuple d'Haïti, et qui affirment devant le monde le haut idéal de justice du peuple des Etats-Unis.

III – Sur l'intention, attribuée à certains Américains, de réclamer une intervention des Etats-Unis dans l'administration de la Justice et de l'Instruction Publique :

120. Dans la mythologie antique, Momus était le dieu de la gaîté et de la dérision.
121. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

Cette intention, contre laquelle l'opinion haïtienne est unanime doit être abandonnée, parce que,

a) en ce qui concerne la Justice, s'il est vrai que certains juges de nos tribunaux inférieurs déparent la magistrature, ce sont des exceptions. Dans tous les cas, le gouvernement peut très bien y remédier lui-même. Il est d'ailleurs juste de faire observer que, pour ce qui est spécialement des juges de paix, le salaire qui leur est payé est dérisoire et ne peut être accepté par des hommes de réelle valeur sociale et intellectuelle;

b) en ce qui est de l'Instruction Publique, notre organisation est bonne et il y a peu de chose à faire pour qu'elle soit excellente. Si le personnel est, en partie, inadéquat à sa tâche, c'est que, là surtout, le salaire est ridicule. Peut-on, dans nos campagnes, exiger de la compétence et du dévouement pour un salaire mensuel de 4 à 5 dollars?

IV – Sur l'exécution de la Convention de 1915:

Cette Convention a pour objet:

1. d'assurer l'ordre, la paix publique en Haïti. Cela est obtenu; et c'est un grand bienfait dont nous sommes redevables aux Etats-Unis;

2. de restaurer les finances d'Haïti, d'y effectuer de grands travaux publics, d'hygiène et autres, de développer les ressources économiques du pays (agriculture, commerce, mines, etc), de procurer, en un mot, à Haïti, la prospérité matérielle. De ce côté, des résultats notables n'ont été obtenus qu'en ce qui concerne l'hygiène publique, qui est aujourd'hui mieux assurée, et les routes publiques qui ont été réparées en bonne partie.

Quant à la situation financière et économique, elle est peu brillante. Il est vrai qu'elle se ressent, comme partout ailleurs, de la crise résultant de la guerre; mais des mesures doivent être prises, sans plus tarder, sous peine de voir considérer l'intervention américaine comme une lamentable faillite.

Le programme à exécuter devrait comprendre, à mon avis:

1. un emprunt important (25 à 30 millions de dollars), pour racheter la dette extérieure en francs, permettre d'entreprendre

les grands travaux publics (routes, ponts, irrigation, travaux de port, wharfs), indispensables au développement du commerce et de l'agriculture, à l'exploitation de nos forêts, de notre sous-sol, à la mise en valeur du domaine de l'Etat, source de revenus publics;

2. *la consolidation de cette dette flottante; le service régulier de toute la dette intérieure;*
3. *une réforme de notre système d'impôts, comportant de nouvelles taxes et un meilleur aménagement de certaines taxes actuelles (enregistrement, douanes, biens domaniaux), et permettant d'aboutir, par une réduction progressive, à la suppression des droits d'exportation sur les produits nationaux;*
4. *des mesures diverses (enseignement agricole pratique, contrôle effectif de la préparation des denrées et fruits, etc) en vue d'améliorer, en QUALITÉ ET QUANTITÉ, notre production de café, de cacao, de coton, et en vue de promouvoir la culture étendue et l'exportation des fruits du pays;*
5. *une législation foncière, donnant complète sécurité aux titres de propriété (création des livres fonciers), améliorant le régime hypothécaire, favorisant le crédit foncier et agricole.*

Tels sont les points essentiels d'un programme de restauration financière et économique, auquel le gouvernement américain pourrait et devrait, en vertu de l'article 1er du Traité, nous aider à mettre la main, et dont la réalisation serait profitable aux deux pays, au double point de vue moral et matériel.

V – *Quelques principes de direction :*

Le peuple américain est intervenu dans nos affaires,

1. *dans son propre intérêt, afin, principalement, de garantir et d'accroître sa sécurité extérieure;*
2. *dans l'intérêt d'Haïti, afin de l'aider à assurer chez elle la paix publique et le bien-être matériel.*

Or, si je comprends bien les choses, il me semble que ce double intérêt ne peut être que très mal servi par des pratiques de nature à pousser les Haïtiens à détester le gouvernement et le peuple des Etats-Unis, et par une méthode de coopération qui met obstacle à la réalisation des réformes nécessaires.

Il importe donc :

a) que les chefs américains (occupation et gendarmerie) veillent avec soin à ce que leurs subordonnés ne maltraitent pas les Haïtiens ;

b) que les représentants de l'action américaine (chef de l'occupation, conseiller financier, receveur général, ingénieurs et autres) ne portent pas atteinte à la dignité des membres du Gouvernement et, en général, des Haïtiens respectables qui peuvent être en rapport avec eux ; qu'ils réalisent, vraiment, avec l'autorité haïtienne, la coopération cordiale dont parle le Traité de 1915,

c) que la stérile méthode de collaboration qui consiste à expédier à Washington tous les projets de l'administration haïtienne, soit abandonnée et remplacée par une méthode de travail qui fournisse des solutions sur place. En d'autres termes, organiser à Port-au-Prince une coopération américano-haïtienne effective, en conférant, par exemple, à un ministre américain de choix, de compétence et de droiture reconnues, les pouvoirs à cette fin ;

d) que les lois qui organisent le contrôle des recettes et des dépenses publiques, et qui ne sont pas contraires au Traité, s'imposent aux agents américains. Quand j'étais secrétaire d'Etat des Finances en 1918, j'ai constaté que toutes les recettes de la République, provenant du service des télégraphes, étaient encaissées à la Banque Nationale, non point au compte de l'Etat haïtien, mais AU COMPTE PERSONNEL de Mr Thompson, un subordonné de l'Ingénieur-Chef américain. J'ai dû mettre fin à une pareille irrégularité.

Le respect des règles qui protègent les deniers de l'Etat évitera beaucoup de conflits, de malentendus et de gaspillages.

J'en ai assez dit pour donner une idée de la situation existante, de ce qu'elle a de bon, de ce qu'elle a de mauvais, et de ce qu'il faudrait faire pour améliorer le bien et remédier au mal.

(signé) Louis Borno"

Du même coup, Borno qui était candidat à la succession de Dartiguenave, exposa son programme de gouvernement: strict respect des clauses du Traité de 1915 par une coopération franche et loyale entre

les forces d'occupation et le gouvernement haïtien, c'est-à-dire faire cesser les empiétements des fonctionnaires du Traité et en finir avec la mauvaise volonté du gouvernement haïtien; pas d'intervention des Etats-Unis dans les secteurs de l'administration non visés par le Traité, à savoir la Justice et l'Instruction Publique; amélioration de la situation financière qui n'a enregistré aucun progrès depuis le début de l'occupation. Sur ce point, Borno affirme, une fois de plus, la nécessité d'un emprunt aux Etats-Unis ainsi que celle d'une réforme fiscale devant avoir pour effet la réduction puis la suppression des droits de douane qui frappent les produits exportés; et, enfin, assurer une meilleure coordination des actions des fonctionnaires du Traité, en nommant une autorité ayant les pouvoirs nécessaires à cette fin.

Parmi les diverses recommandations de la Commission MacCormick qui, au demeurant, eut pour principal objet de décharger les marines des accusations de cruauté et d'exécutions sommaires portées contre eux, seules furent mises en application celle relative à une meilleure coordination de l'action américaine en Haïti par la nomination d'un Haut-Commissaire investi des pouvoirs à cet effet et celle relative à un choix plus judicieux que par le passé des fonctionnaires américains détachés en Haïti. La recommandation relative au développement de l'instruction technique agricole ne fut mise en application qu'après une décision de Borno (*cf. infra*) et celle relative à la suppression des cours prévôtales, cause de vexation de la population haïtienne, resta lettre morte. Le gouvernement américain ne retint de la mission Mac Cormick que le côté américain de l'affaire.

C'est ainsi que le 11 Mars 1922, le général Russell revint à Port-au-Prince avec le grade et les fonctions de Haut-Commissaire, muni des pouvoirs plénipotentiaires et avec autorité sur tous les services civils et militaires de l'occupation.

Le Président Harding annonça cette décision au Président Dartiguenave par une lettre du 13 février 1922 et en profita pour lui faire un semblant d'accusé de réception de sa longue liste de récriminations et recommandations du 21 janvier 1921 (*cf. supra*): "..... *I have noted with deep regret that the objects of the Treaty which was entered into by the governments of the United States and Haiti on September 16, 1915, have not been promoted so rapidly as this government had anticipated. I believe that the reason for this may in part be due to the fact that there*

has not, in the past, been the necessary spirit of cooperation between the members of Your Excellency's government and the officials nominated under the Treaty of 1915....."[122]

Entre-temps, l'opposition reprit de la vigueur après que fut passée et anéantie la lutte paysanne des cacos. Les "'cacos' de la plume" prirent la relève des combattants de Charlemagne Péralte[123]. Leurs écrits agacèrent le gouvernement et l'occupant et, dès le 26 mai 1921, sur la demande de Dartiguenave, Russell fit placarder l'avis suivant sur les murs de Port-au-Prince:

"..... *Bien que, en principe, il n'y a pas de restriction à la liberté de la presse et des discours, cependant les écrits et discours d'une nature incendiaire ou qui visent à jeter du discrédit sur les forces des Etats-Unis en Haïti ou qui tendent à inciter le peuple contre les fonctionnaires des Etats-Unis qui prêtent leur concours et appui au gouvernement d'Haïti, ou les écrits et discours qui s'attaquent à la personne du Président d'Haïti ou du gouvernement d'Haïti, sont prohibés. Tout contrevenant au présent ordre sera déféré au Tribunal militaire*[124].

signé John H. Russel"

Le même jour, Joseph Jolibois fils inaugurait son premier séjour en prison.

Les 7 années du gouvernement de Dartiguenave s'achevaient sur un constat d'échec et de déception. Le seul avantage retiré de l'occupation était la paix publique et la stabilité des institutions, mais cela fut acquis au prix d'une longue guérilla qui fit sans doute plus de victimes que n'en firent les incessantes révolutions et prises d'arme du début du 20è siècle qui servirent de prétexte à l'intervention américaine.

Pour le reste, tout était à construire. Haïti n'avait plus que l'apparence de l'indépendance. Le mépris et la mauvaise volonté caractérisaient les relations entre les ministres haïtiens et leurs "Conseillers" américains. Le fossé se creusait de jour en jour entre les membres et fonctionnaires du gouvernement haïtien et les partisans de l'opposition déçus

122. Archives BORNO.
123. Voir *La relève de Charlemagne (Les cacos de la plume)*, d'Alix MATHON, Edition Fardin, Port-au-Prince, 1984.
124. Cité par R. GAILLARD – *La guérilla de Batraville*. (op. cit.)

du peu de résultat de l'occupation et frustrés d'être exclus des honneurs et avantages attachés à la fontion publique.

Les armes s'étaient tues mais les esprits n'avaient pas désarmé. Le nouveau gouvernement n'allait pas avoir la tâche facile.

Chapitre V

La Présidence de Louis Borno

L'ÉLECTION DE 1922

Le Conseil d'Etat, qui exerçait les fonctions législatives en l'absence de Chambre des députés et de Sénat, se réunit le 10 avril 1922, conformément à la Constitution, pour procéder à l'élection du Président de la République.

Vingt conseillers étaient présents. Le Conseil était présidé par Stephen Archer, assisté de Leo Alexis et Alfred Nemours. Les candidats étaient Stephen Archer, Joseph Justin, Osmin Cham et Louis Borno. Dès l'ouverture de la séance, Stephen Archer voulut tenter une sorte de coup d'État en déclarant que les votes en faveur d'un candidat dont le père était né étranger ne seraient pas retenus, et ce, en application de l'article 73 de la Constitution. Le coup visait évidemment Louis Borno dont le père, Robert Eugène Borno, était né à la Guadeloupe. Stephen Archer essayait ainsi d'écarter son principal rival, espérant que le Conseil le suivrait en prenant pour preuve irréfragable ce qui, en l'absence d'examen approfondi, ne pouvait être qu'un simple indice. Les partisans de Louis Borno, conduits par Arthur Rameau, protestèrent énergiquement et firent valoir que Archer ne pouvait être à la fois juge et partie et ne pouvait considérer son point de vue comme étant celui du Conseil tout entier. Archer fit une concession en cédant la présidence de la séance du Conseil à Leo Alexis, mais une concession de pure forme car Leo Alexis était acquis à sa cause. Par contre, il ne voulut pas admettre que la question de la nationalité du père de Louis Borno fût tranchée par le Conseil d'Etat et non par son seul Président. Dans le plus grand tumulte, Alexis tenta de faire procéder au scrutin et Rameau fit enlever l'urne.

Stephen Archer, Leo Alexis et leurs partisans quittèrent alors la séance après que Leo Alexis eut renvoyé l'élection au lendemain 11 avril. C'était de sa part une grave erreur, qui démontrait son trouble, voire sa volonté à défendre une cause sans aucune considération pour la cause adverse. En effet, le renvoi de l'élection au 11 avril sur la seule décision du Président du Conseil d'Etat était inconstitutionnel. L'article 43 de la

Constitution est clair sur ce point: "*Dans les années d'élections présidentielles régulières, l'Assemblée Nationale procède à l'élection du Président de la République le second lundi d'avril et ne peut se livrer à d'autres travaux, restant en permanence (sauf les dimanches et jours fériés) jusqu'à ce que le Président ait été élu.*"

Les autres Conseillers poursuivirent leurs travaux conformément à la Constitution. Ils étaient quatorze, soit le quorum nécessaire. Ils confièrent la présidence de la séance à Alfred Nemours et élirent Borno Président de la République par 14 voix sur 14 votants.

"Conseil d'Etat
Assemblée Nationale
Séance du lundi 10 avril 1922
(suite de la séance du matin)

A 7 heures du soir, vu l'absence non motivée du Président de l'Assemblée nationale, le bureau est présidé par monsieur le Conseiller Nemours, 1er secrétaire, ayant pour assesseurs, messieurs les Conseillers Delabarrre Pierre-Louis et Charles Fombrun. Mr le Président, après avoir prêté serment, conformément à la loi, la Constitution et les règlements, déclara la séance ouverte pour procéder à l'élection du Président de la République. A l'appel des noms, la majorité de quatorze Conseillers à été constatée. Puis, chaque Conseiller, à tour de rôle, déposa son bulletin dans l'urne. Le Président, ayant, par trois fois, demandé si tous les Conseillers présents avaient voté, sur réponse affirmative, déclara l'urne close et choisit comme scrutateurs les Conseillers Antoine Sansaricq et Louis Guillaume. Le dépouillement de l'urne accusa 14 votes au nom du citoyen Louis Borno. En conséquence de l'unanimité des suffrages en faveur du citoyen Louis Borno, le Président de l'Assemblée proclama ce dernier Président de la République pour une période de 4 années, puis donna lecture du décret ci-contre, consacrant cette élection de l'Assemblée nationale et qui fut voté conformément aux règlements.

Puis, rien n'étant à l'ordre du Jour, la séance fut levée. Etaient présents: les Conseillers Charles Bouchereau, Arthur Rameau, Charles Fombrun, Antoine Sansaricq, Estimé jeune, Charles Rouzier, J. M. Grandoit, Hannibal Price, Ducasse Charles-Pierre,

Delabarre Pierre-Louis, Alfred Nemours, Jules Bance, James Emmanuel Thomas, Louis Auguste Guillaume.

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été rédigé par Hermann Pierre-Antoine, Granville B. Auguste, P. D. Plaisir, secrétaires ad hoc, choisis par le bureau de l'Assemblée Nationale, vu l'absence non motivée des secrétaires-rédacteurs du Conseil d'Etat....."[125]

Les Conseillers Stephen Archer, Leo Alexis et Constantin Mayard tentèrent alors le lendemain et le surlendemain de reprendre les débats pour procéder à une nouvelle élection. Le Conseil d'Etat se réunit à nouveau le 13 avril pour condamner cette initiative et publia une protestation signée par 17 Conseillers, à savoir les 14 Conseillers qui avaient élu Borno auxquels se joignirent alors les Conseillers Annulysse André, Enoch Desert et Alexandre Moïse.

Dès la prise de fonction de Louis Borno, Stephen Archer, Leo Alexis et Constantin Mayard démissionnèrent du Conseil d'Etat et s'en allèrent grossir les rangs de l'opposition.

Dans toute cette affaire, l'Américain fut absent, et même surpris par l'élection de Borno. Il s'attendait à ce que Stephen Archer fût élu[126bis]. Il n'y eut pas "d'entrevue secrète" entre Borno et le général Russell avant l'élection, comme se plaisent à l'écrire quantité d'historiens, pas plus, du reste, puisqu'on en est aux légendes, qu'il n'est exact que Dartiguenave aurait eu 4 voix à l'élection du 10 avril. Dantes Bellegarde , qu'on ne peut accuser de partialité en faveur de Borno et qui a vécu ces événements dit, au contraire, que le Conseil d'Etat se prononça en faveur de Borno en toute indépendance, sans pression d'aucune sorte. Au reste, on ne voit pas à quoi aurait servi une "entrevue secrète", avant l'élection, sur la décision qu'avaient à prendre les Conseillers d'Etat qui, bien évidemment, n'auraient pas pu y participer.

Borno fut élu le lundi 10 avril; c'est le jeudi 13 avril qu'il reçut un carton d'invitation du général Russell pour un déjeuner (en compagnie des épouses) for "*Tuesday next*" (c'est-à-dire le mardi 18 avril) "*to talk over a few of the many subjects we have to discuss together*"[127].

125. *Bulletin des Lois et Actes*, année 1922, Edition du Département de la justice.
126. Dantes BELLEGARDE – *Histoire du peuple haïtien*. (op. cit.)
126 bis. Marc MALVAL. (op. cit.)
127. Archives BORNO.

La prétendue "entrevue secrète" préalable eut donc lieu 8 jours après l'élection, à une date où il était dans la nature des choses que cette entrevue eût lieu. D'autres entrevues eurent lieu ensuite et devinrent bientôt la principale "mécanique" du gouvernement.

Nous n'avons pas de compte-rendu des discussions qui eurent lieu au cours de ce déjeuner du 18 avril. Mais, il est probable que Russell et Borno s'accordèrent ce jour-là sur les bases de la "coopération franche et loyale" et enterrèrent la hache de guerre qui avait tant servi sous la présidence de Dartiguenave. En effet, c'est le lendemain, 19 avril, que Russell fit savoir officiellement que le gouvernement des Etats-Unis reconnaissait Borno comme ayant été valablement élu et c'est le 26 avril, 3 semaines avant sa prise de fonction, que Borno confirma à Russell son intention de placer un emprunt aux Etats-Unis.

"*Mon cher Général,*

J'ai pris connaissance de votre note du 15 avril courant, note que vous avez bien voulu me communiquer, adressée au secrétaire d'Etat des Relations Extérieures, et relative à l'emprunt de quarante millions de dollars. Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, au cours de notre conversation d'hier, je considère cet emprunt comme l'acte fondamental de la future prospérité d'Haïti parce qu'il doit fournir à ce pays l'outillage économique indispensable à son développement matériel et moral. Je demeure donc d'accord avec votre gouvernement sur la note du 15 avril dernier, persuadé d'ailleurs comme vous que l'amélioration du marché de l'argent nous permettra de réaliser l'emprunt dans des conditions bien plus favorables que celles qui furent envisagées il y a quelques mois." [128]

L'élection de Borno fut assez bien accueillie, sauf par quelques partisans inconditionnels de Stephen Archer ou par ceux qui croyaient sincèrement à l'inéligibilité, c'est-à-dire à la nationalité française du père de Louis Borno. Henri Chauvet, qui était devenu consul général à Amsterdam après sa condamnation pour "délit de presse" dans l'affaire du rappel de Ruan (*cf. supra*), écrit, le 14 avril 1922, à Fernand Lissade qui se posait en candidat à cette même fonction, aussitôt qu'elle serait libre:

"..... *Je vous laisserais volontiers mon consulat général d'Amsterdam en échange d'une fonction équivalente à Port-au-Prince,*

128. Cité par Marc MALVAL. (op. cit.)

telle que Conseiller d'Etat..... Rappelez-vous les circonstances qui ont provoqué ma détermination de quitter Haïti au moins pour quelque temps : mon incarcération préventive de 4 jours, ma condamnation à une forte amende et la suspension combien préjudiciable de mon journal Le Nouvelliste pour 3 mois, à la suite d'une note relative au rappel du Conseiller financier, Ruan, pour son opposition arbitraire aux intérêts haïtiens que défendait avec une si belle vaillance Borno, ministre des Finances, ce qui entraîna sa retraite à lui-même..... Je quittai Haïti un an après, prédisant, à l'un d'eux avec qui je gardais ma franchise de parler, la faillite fatale et honteuse de l'occupation..... Mais aujourd'hui la situation semble changer de face. Le choix de Borno qu'ils combattaient alors, en même temps qu'ils me persécutaient, atteste une ère nouvelle. Ils ont vu qu'ils faisaient fausse route. La récente et heureuse élection montre qu'ils répudient le passé et vont travailler réellement à notre évolution dans leur propre intérêt moral et matériel..... "[129]

Cette lettre reflète un sentiment assez largement répandu.

La transmission des pouvoirs eut lieu à la date prévue par la Constitution – comme rarement dans l'histoire mouvementée de ce pays – le 15 mai 1922, selon un cérémonial très solennel[130] :

1°) 8 heures, au Drapeau, salve de 21 coups de canon pour saluer l'entrée en fonction du nouveau Chef de l'Etat.

2°) 81/4, la voiture de la présidence escortée d'officiers d'Etat Major et de gendarmes à cheval ira chercher le nouveau Chef de l'Etat pour le conduire à l'Assemblée nationale.

3°) 81/2, prestation de serment du Président élu. 21 coups de canon.

4°) 9 heures, Te Deum à la cathédrale. Salve de 21 coups de canon.

Assistance composée :

Côté A. Du Corps diplomatique et consulaire, des officiers de l'occupation, des officiers de la gendarmerie, des fonctionnaires du Traité.

Côté B. Des membres du Conseil d'Etat, de la Magistrature, de l'administration communale, des représentants des Cultes réformés,

129. Archives Borno.
130. Archives Borno.

le Corps enseignant, le Jury médical, la Chambre de Commerce, le Commerce haïtien et étranger, le Syndicat des Agents de change, la presse, la Compagnie des pompiers, le Corps administratif.

5°) A l'issue de la cérémonie religieuse, le cortège fera une tournée en ville, pour se rendre au Palais National où aura lieu la transmission des Pouvoirs.

6°) En se retirant, à 11 heures, Son Excellence Monsieur le Président Dartiguenave sera salué de 21 coups de canon et reconduit chez lui par une escorte d'officiers d'Etat Major.

7°) Après avoir passé la revue des troupes et assisté au défilé, Son Excellence Monsieur le Président Louis Borno rentrera au Palais salué par 21 coups de canon.

8°) Le nouveau Chef de l'Etat recevra les différents Corps.

9°) Le soir, retraite aux flambeaux, réjouissances publiques."

En tout 105 coups de canon. Lors des précédents changements de gouvernement , en particulier ceux qui, depuis 1911, se succédèrent à cadence accélérée, il y eut aussi beaucoup de coups de canon, mais qui n'étaient point forcément tous chargés à blanc.

Tout cet apparat donnait l'impression d'une réelle adhésion populaire au choix du Conseil d'Etat et semblait présager une coopération efficace avec les autorités américaines. En réalité, l'adhésion populaire fut vite troublée par les agitations de l'opposition, de sorte qu'on peut dire que, passant du rôle de ministre de Dartiguenave à celui de Président de la République, Louis Borno ne fit que changer d'adversaire; il troqua ainsi l'Américain contre les "nationalistes intégraux"[131]. Il s'en aperçu très vite.

Il écrit dans *l'Essor* du 11 avril 1924[132]: "*Je fus élu le premier jour de la semaine douloureuse, le Lundi-Saint. Mon élection est un symbole. J'ai accepté la présidence avec la certitude que j'allais avoir à lutter. J'ai lutté, je lutte encore, car si on comprend de plus en plus qu'on perd son temps dans les chicanes, si l'on s'assagit, je ne considère pourtant pas la bataille comme ayant pris fin. Je lutte dans la certitude de triompher.*"

131. Suzy CASTOR. (op. cit.)
132. Cité par Georges CORVINGTON. (op. cit.)

Il reste qu'on a pu s'étonner du changement profond qui se produisit alors dans les relations entre le gouvernement local et l'occupant, la "coopération franche et loyale" succédant brusquement à la méfiance et à la mauvaise volonté de part et d'autre. C'est l'effet du changement des équipes. Aussitôt après son élection, Louis Borno avait manifesté auprès du général Russell sa volonté de travailler en bonne intelligence avec lui et, en particulier, de remettre en chantier et d'aboutir rapidement à la réalisation de l'emprunt qu'il avait toujours souhaité, dès lors que, de son côté, les officiels du Traité cesseraient de pratiquer une "tyrannie vexatoire et injuste" (*cf. supra*).

Il se dota d'un nouveau cabinet composé de personnalités déjà connues des Américains, tel Léon Dejean, ainsi que de Conseillers d'Etat qui avaient bataillé, le 10 avril, pour son élection. Ce premier Cabinet, formé le 15 mai, comprenait :

Léon Dejean – Relations Extérieures et Cultes ;
Louis Auguste Guillaume – Instruction Publique ;
Louis Etheart – Finances et Commerce ;
Arthur Rameau – Justice et Agriculture ;
Antoine Sansaricq – Intérieur et Travaux Publics.

Le retour d'Antoine Sansaricq au gouvenement, après sa démission de 1915, est un exemple du rassemblement des bonnes volontés qui se produisit à ce moment-là, même si, de l'autre côté, l'opposition s'était renforcée de nombreux adhérents au fur et à mesure des déboires du gouvernement Dartiguenave.

Du côté américain, Russell avait lui aussi changé de fonction et d'attitude. Il avait désormais autorité sur tous les fonctionnaires civils et militaires du Traité depuis sa nomination, en mars 1922, au rang de Haut-Commissaire, représentant personnel du Président des Etats-Unis, et il avait à sa disposition tous les moyens juridiques de contrôler l'action du gouvernement haïtien qui lui étaient donnés par les divers additifs au Traité. Il comprit tout de suite que l'intérêt des Etats-Unis, comme son propre intérêt, était d'éviter les réclamations directes du gouvernement haïtien au Département d'Etat et qu'il était bien préférable de travailler en bonne intelligence avec un Président dont il estimait les qualités intellectuelles et morales, même s'il eut préféré un personnage "plus souple"[133].

133. Selon un témoignage d'Henri BORNO, fils du Président.

GÉNÉALOGIE ET NATIONALITÉ

L'opposition qui s'était manifestée, le 10 avril, à l'élection de Borno portait sur la prétendue nationalité française de son père, Robert Eugène, et, par conséquent, sur son inéligibilité en application de l'article 73 de la Constitution de 1918 qui précise que, entre autres conditions, il faut être "*né d'un père haïtien*" pour pouvoir être élu Président de la République.

Il convient de trancher cette question qui, faute d'autres motifs sérieux, a toujours constitué la seule accusation grave formulée contre Louis Borno, les autres critiques n'étant, en effet, que des expressions d'hostilité ou, plus rarement, des manifestations sincères d'une autre orientation politique. Il faut tout d'abord retracer la généalogie de Louis Borno, généalogie que Semexant Rouzier, infatiguable chercheur, avait synthétisée dans une lettre qu'il avait adressée à Louis Borno, le 17 juillet 1918[134]:

"*Mon cher Borno,*

Il m'est tombé hier sous la main ces notices sur 7 Borno de l'Histoire d'Haïti, que j'ai recopiées pour vous. Savoir Marc Borno, Delart Borno, A. Deleart Borno, Cagnan Borno, Jacques Borno, Juste Borno et Martial Borno. Je pourrais y ajouter un autre Borno historique: Marc Borno-Lamarre dont vous avez déjà la notice en votre possession. Voilà pour les Borno de l'Histoire. D'autre part, votre mère est Baude: j'ajoute donc les notices de Mimi Baude et Cadet Baude morts tous deux pour l'Indépendance. Comme vous voyez, vous avez de qui tenir. Si vous avez des renseignements plus étendus sur vos ancêtres, je les recevrai avec plaisir.

Bien amicalement

signé S. Rouzier"

134. Archives BORNO.

On trouve l'origine des Borno dans le registre paroissial de la Croix des Bouquets[135].

Le 22 octobre 1782 eut lieu le mariage de Louis-Charles et de Justine E Goyer dite Greffin, mariage avec dispense au 2è degré de consanguinité. Louis-Charles est dit quarteron libre, baptisé le 18 décembre 1757, fils naturel de Victoire Plaisance, mulâtresse. Justine Goyer est dite mulâtresse libre, baptisée le 28 février 1752, fille légitime de François Goyer dit Greffin et de Anne Plaisance, mulâtresse.

L'acte de baptême de Louis-Charles porte la mention: quarteron, âgé de 13 semaines, fils naturel de père inconnu et de Victoire Plaisance, mulâtresse, demeurant chez Duvivier.

On sait que Juste Borno et Marc Borno sont les frères de Louis-Charles, sans que nous ayons pu retrouver à quelle date et à quel titre ces quarterons, probablement fils du colon Duvivier, prirent le nom de Borno qu'ils portèrent, avec éclat, pendant les guerres de l'Indépendance.

La probabilité de la filiation paternelle vient du fait que Jean-Jacques Dessalines confirma aux frères Borno, le 19 septembre 1805, la possession de l'habitation Duvivier, selon une habitude qui s'était prise de confier aux enfants naturels des colons les possessions de leurs parents naturels.

Voici pour le côté parternel. Du côté maternel, Lelia Baude, la mère de Louis Borno, était la fille de Louis Marie Baude et de Horaceline Horace. Louis Marie Baude était lui-même fils de Jean Baptiste Baude et de Charlotte Borgella, sœur du général Maximilien Borgella.

Ce n'était pas la première fois que les Borno faisaient connaissance avec les Borgella: pendant les guerres de l'Indépendance, Marc Borno qui, en 1796, était lieutenant-colonel, avait sous ses ordres Maximilien Borgella, qui eut ensuite une carrière militaire prestigieuse sous les présidences de Pétion puis de Boyer.

La contestation relative à la qualité d'Haïtien du père de Louis Borno, que Stephen Archer souleva le jour de l'élection, fut longuement argumentée dans un *Mémoire au Conseil d'Etat* publié par Joseph Justin, candidat aux élections de 1922 et 1926[136].

135. Archives BORNO, pour tout ce qui concerne la généalogie, ainsi que la brochure *Mémoire au Conseil D'Etat* par Louis BORNO, Imprimerie de l'Abeille, sans date.

136. Joseph JUSTIN – *Mémoire au Conseil d'Etat*, chez V. Pierre-Noël, Port-au-Prince, sans date.

Ces arguments sont, pour l'essentiel: Louis Charles Borno, grand-père du Président, est né à Port-au-Prince en 1783 au temps où le pays était possession française. Il alla s'établir à la Guadeloupe en 1802, avant la déclaration d'indépendance d'Haïti, où il mourut en 1838. Son fils Robert Eugène, père du Président, est donc né Français. A cela s'ajoute que Robert Eugène, alors jeune orphelin agé de 9 ans, vint s'établir en Haïti en 1840, se fit immatriculer à la Légation de France en 1848 et bénéficia d'un décret de naturalisation en 1874. Enfin, Mr Joseph Justin fait état de diverses pièces et consultations présentées à l'époque de l'élection de 1922 et, en particulier, d'une note de la Légation de France à Port-au-Prince, en date du 24 Avril 1922, en réponse à une question du Conseil des Secrétaires d'Etat du gouvernement Dartiguenave :

"*Eugène Robert Borno, père du Président élu, né à Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, fut immatriculé comme Français à la Légation de France et se considéra comme tel jusqu'en 1874, époque où il renonça à sa qualité d'étranger pour se naturaliser Haïtien. Il résulte que Louis Borno né le 20 Septembre 1865 avant la naturalisation de son père est par conséquent inéligible à la présidence d'Haïti aux termes de l'article 73 de la Constitution de 1918.*"

La thèse inverse s'appuie sur le *Mémoire au Conseil d'Etat* de Louis Borno (op. cit.) et sur d'autres pièces qui n'avaient pas été produites à l'époque.

Louis Borno développe l'argument selon lequel la qualité d'Haïtien doit s'apprécier en fonction de la législation d'Haïti, laquelle est fondée sur le jus sanguini. A cet égard, la note de la Légation de France du 24 avril 1922 (*voir supra*) est une impertinence. Il n'appartient pas à la Légation de France de se prononcer sur l'éligibilité ou l'inéligibilité de toute personne qui sollicite les suffrages du Corps électoral haïtien. Au reste, l'auteur de cette note dut se "faire taper sur les doigts" par son ministre; en effet, huit mois plus tard, le 12 décembre 1922, monsieur Agel, ministre de France à Port-au-Prince, remettait une note[137] par laquelle il rappelait que, par l'ordonnance du 27 avril 1825, le gouvernement français avait concédé aux "*habitants actuels de la partie française de l'Ile de Saint Domingue l'indépendance pleine et entière de leur gouvernement*" et, par conséquent, l'abandon de la nationalité française et la reconnaissance de la nationalité haïtienne..... "*En conséquence, aux*

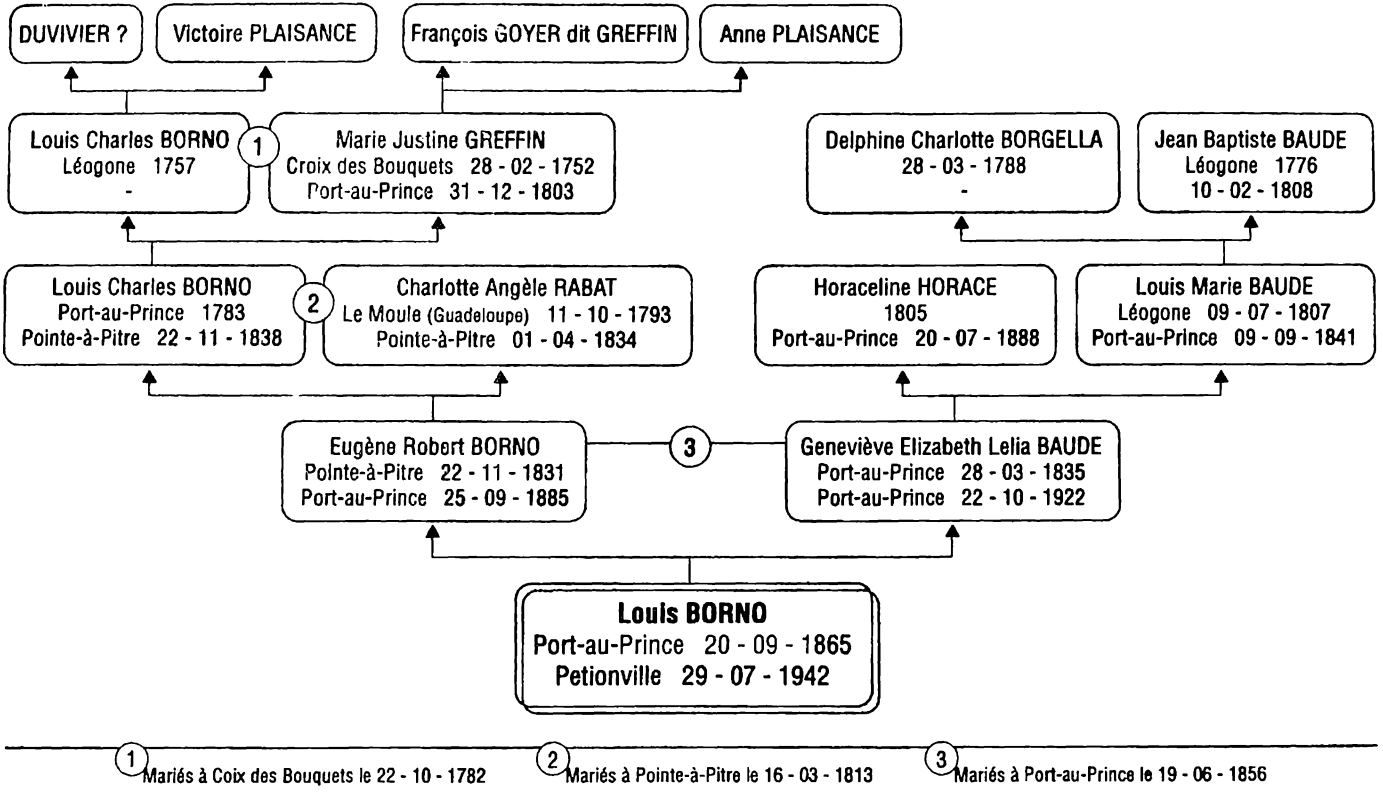
137. Archives BORNO.

termes de la législation française, monsieur Louis Charles Borno, grand-père de monsieur Louis Borno, Président d'Haïti, qui était né à Saint Domingue en 1783, a perdu la qualité de Français lors de la reconnaissance de l'indépendance d'Haïti par la France, en 1825. Par suite ses descendants, quels qu'ait été le lieu de leur naissance et leur résidence, ont acquis, ***jure sanguini****, la nationalité de leur père et ils l'ont conservée jusqu'à preuve contraire, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'on établisse la preuve qu'ils aient obtenu une autre nationalité par une naturalisation acquise dans un autre pays, soit par naturalisation ordinaire ou par décret, soit par la naturalisation privilégiée ou par le bénéfice de la loi."*

Cette même interprétation de la loi française se trouve confirmée par les traités franco–allemands de 1871 et de 1919 concernant les alsaciens–lorrains. En 1871, sont devenus allemands tous les alsaciens–lorrains originaires, même non domiciliés en Alsace–Lorraine. Inversement, ils sont redevenus français en 1919 sans aucune condition de domicile.

Ainsi, en application de la loi haïtienne selon laquelle tout individu né en Haïti ou en pays étranger d'un père haïtien est haïtien, Louis Borno peut démontrer la qualité d'Haïtien de tous ses ascendants. Reste à savoir si la chaîne n'a pas été interrompue par une naturalisation française. Concernant l'immatriculation de Robert Eugène Borno à la Légation de France, en 1848, Louis Borno fait valoir qu'il s'agissait d'une mesure de prudence, prise par bon nombre de bourgeois de l'époque, destinée à échapper à la conscription dans les armées de Soulouque qui entreprenait la reconquête de Santo Domingo. Une vague similaire d'immatriculations eut lieu en 1889 et 1890, toujours pour échapper à la conscription, immatriculations qui furent ensuite annulées par la Légation à la demande du gouvernement haïtien, ce qui tend à démontrer que, si elles assuraient la protection de la France, elles n'entraînaient pas obligatoirement la naturalisation à la citoyenneté française.

Enfin, on remarquera que Robert Eugène Borno fut toujours considéré comme Haïtien par l'autorité haïtienne. En effet, il exerçait la profession de courtier et agent de change. Or, pour exercer cette profession, il fallait être Haïtien, en application d'un arrêté présidentiel du 27 juin 1867, publié au *Moniteur* du 6 juillet 1867. Un avis du Parquet de Port-au-Prince du 20 novembre 1868, pris en application de cet arrêté présidentiel, donna la liste des agents de change et courtiers autorisés, parmi lesquels figure Robert Eugène Borno.


DUVIVIER ?
Victoire PLAISANCE
François GOYER dit GREFFIN
Anne PLAISANCE
Louis Charles BORNO
Léogone 1757
-
1
Marie Justine GREFFIN
Croix des Bouquets 28 - 02 - 1752
Port-au-Prince 31 - 12 - 1803
Delphine Charlotte BORGELLA
28 - 03 - 1788
-
Jean Baptiste BAUDE
Léogone 1776
10 - 02 - 1808
Louis Charles BORNO
Port-au-Prince 1783
Pointe-à-Pitre 22 - 11 - 1838
2
Charlotte Angèle RABAT
Le Moule (Guadeloupe) 11 - 10 - 1793
Pointe-à-Pitre 01 - 04 - 1834
Horaceline HORACE
1805
Port-au-Prince 20 - 07 - 1888
Louis Marie BAUDE
Léogone 09 - 07 - 1807
Port-au-Prince 09 - 09 - 1841
Eugène Robert BORNO
Pointe-à-Pitre 22 - 11 - 1831
Port-au-Prince 25 - 09 - 1885
3
Geneviève Elizabeth Lelia BAUDE
Port-au-Prince 28 - 03 - 1835
Port-au-Prince 22 - 10 - 1922
Louis BORNO
Port-au-Prince 20 - 09 - 1865
Petionville 29 - 07 - 1942
1 Mariés à Coix des Bouquets le 22 - 10 - 1782
2 Mariés à Pointe-à-Pitre le 16 - 03 - 1813
3 Mariés à Port-au-Prince le 19 - 06 - 1856

A présent, si on veut bien dépasser le niveau de ces arguties, de ces questions de forme, on élèvera le débat au niveau du respect de l'esprit de la loi.

A l'origine, les Constitutions d'Haïti ne posaient aucune condition particulière quant à la nationalité pour présenter sa candidature à la présidence de la République. La Constitution de 1843 précisait même que l'étranger naturalisé Haïtien était éligible après 10 années de résidence en Haïti. La Constitution de Riché de 1846, exigea que le candidat fût né en Haïti; puis les exigences devinrent de plus en plus contraignantes, au fur et à mesure que le pays se frottait de plus en plus, le plus souvent à ses dépens, aux nations étrangères. C'est la Constitution de Salnave, en 1867, qui, la première, exigea que le candidat fût né de père haïtien. Cette exigence ne fut pas reprise par les Constitutions suivantes de 1874, de 1879 et de 1888 qui se contentaient d'un candidat né Haïtien. Puis, à partir de la Constitution de 1889, sous la présidence d'Hippolyte, il fallut être né de père haïtien. Le compte-rendu de la séance du 7 octobre 1889 de l'Assemblée nationale, publié au *Moniteur* du 29 Janvier 1890, est révélateur du souci des Constituants. Le projet soumis à l'Assemblée prévoyait que, pour être Président d'Haïti, il faut 1°) "*être né de père haïtien*". Un député proposa alors qu'on en restât aux dispositions des Constitutions précédentes et qu'il suffît d'être "né Haïtien" de façon à ne pas exclure de la compétition les enfants de mère haïtienne, ce qui visait les enfants nés hors mariage, de père inconnu, ce qui est souvent le cas dans les campagnes. La proposition ne fut pas retenue au motif que "*Il faut que le Président soit solidaire du peuple haïtien, solidaire de ses traditions; nous devons donc exiger qu'il soit né d'un père haïtien, c'est-à-dire descendant de ceux qui ont fait l'indépendance nationale.*" Il est clair que les constituants voulurent, à juste titre, exclure tous les haïtiano-étrangers, fils de commerçants étrangers et de mères haïtiennes, qui étaient de plus en plus nombreux, de plus en plus puissants, de plus en plus dangereux car conservant la nationalité de leurs pères, l'appui de leurs ambassades et, au besoin, le secours des canonnières de leur patrie d'origine. Sans une telle exigence, un LÜDERS eut été éligible!

Il est donc clair, également, que Robert Eugène Borno n'entrait pas dans la catégorie des Haïtiens visés par cette exclusion. Il était bien un "*descendant de ceux qui ont fait l'indépendance nationale*" et jamais la France n'aurait envoyé une cannonière à Port-au-Prince pour soutenir ses revendications contre le gouvernement haïtien.

Mais l'opposition n'allait pas en rester là. Ses arguments juridiques n'ayant pas abouti, elle se mit à utiliser des faux en écriture publique. A propos d'un procès civil, relatif à la succession de monsieur Lelio Borno, frère du Président, une des parties au procès, madame Mirambeau, qui avait intérêt à démontrer que les Borno ne pouvaient pas, avant 1918, être propriétaires d'immeubles à cause de leur nationalité étrangère, imagina un faux en écriture, un faux acte d'état civil devant prouver la nationalité française des ascendants Borno. La presse d'opposition se rua sur cette pièce qui était ainsi rédigée[138] et dont elle attendait merveille:

"Mairie de la Pointe à Pitre
Etat civil
Décès

Nom – Prénom : Borno Louis-Charles

Filiation : fils de Borno Louis-Charles et de la dame Marie Justine

Date de naissance ou âge : cinquante cinq ans, né à Port-au-Prince, Saint Domingue

Profession : GREFFIER

Date de décès : 22 novembre 1838

Domicile : Pointe-à-Pitre

Pour extrait conforme

L'officier de l'Etat civil : Ch. Dubois"

Cette grossière pantalonnade, consistant à remplacer le nom de la mère du défunt: Greffin, par la profession attribuée au de cujus: Greffier, avait pour but de démontrer sa nationalité française, car la profession de greffier, auxiliaire de justice, ne pouvait être exercée que par un citoyen français; elle ne fit pas longtemps illusion et, dès le 6 avril 1926, le journal d'opposition *Le Temps* dut publier un démenti sous forme d'une lettre de Mr Adolphe Lara, avocat à la Cour de Pointe-à-Pitre, adressée à son confrère Léon Liautaud, avocat des Consorts Mirambeau:

"Cette pièce, signée de l'officier de l'Etat civil d'alors, Mr Charles Dubois, porte une erreur en ce qui concerne la profession de

138. Archives BORNO

l'individu qu'elle désigne: l'employé de l'Etat civil, en effet, a porté Greffier alors qu'il s'agissait de dame Marie Justine Greffin....."

Le Temps publia également le véritable acte de décès de Louis-Charles Borno, et la simple comparaison des deux pièces, l'authentique et le faux, montre assez que c'est une pure lâcheté que d'attribuer le faux à la simple inattention de l'employé copiste.

"*L'an mil huit cent trente huit et le jeudi vingt deuxième jour du mois de novembre, à huit heures du matin. Par devant nous, Moses Hart, maire de la Ville de la Pointe-à-Pitre, Grande Terre, Guadeloupe, sont comparus les sieurs Charles Auguste Saint-Victor, âgé de vingt huit ans et Sainte Marie Octave Boncourt, âgé de trente ans, tous deux commis négociants et domiciliés en cette ville, lesquels nous ont déclaré que ce jour, à une heure du matin, le sieur Louis Charles Borno, âgé de cinquante cinq ans, marchand tailleur, domicilié en cette ville, né à Port-au-Prince (Saint Domingue), fils légitime des feus sieur Louis Charle Borno et dame Marie Justine Greffin, et veuf de la dame Charlotte Catherine Angèle Rabat, est décédé dans la maison du sieur Gibert, sise rue de la Martinique. De laquelle déclaration et après nous être assuré du dit décès, nous avons dressé le présent acte que les comparants ont signé avec nous après lecture.*"

Dans ces conditions, les Mirambeau perdirent leur procès; le 13 juin 1928, le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince débouta les consorts Mirambeau et confirma la qualité d'Haïtien de Louis-Charles Borno et, par là même, de son fils Robert Eugène. Il n'y eu pas d'appel; le jugement fut définitif.

Mais la presse d'opposition ne voulut pas en démordre et jusqu'au dernier moment ressassa cette antienne. Le journal *L'Action* du 8 août 1929 publia une diatribe de Jacques Roumain et Georges J. Petit qui venaient de passer un long séjour en prison pour délit de presse, pour avoir traité Borno de traître.

"*Après sept mois dix neuf jours d'une odieuse détention, nous revoilà enfin sur la brèche, avec l'énergie décuplée, prêts à livrer bataille aux tarés, aux malhonnêtes hissés aux pavois de notre politique et à subir les assauts forcenés de l'écume vénimeuse des vendus se complaisant sous la forme oligarchique que l'on sait dans la boue de ce qu'on à l'impudence d'appeler coopération franche et loyale! Louis Edouard Pouget*

avait dit et nous répétons avec lui: nous ne sommes pas, nous, issus d'une famille de fous..... Nous ne sommes pas non plus, Dieu merci, de cette crasse martiniquaise répugnante poussée par les flots sur les plages accueillantes et hospitalières d'Haïti....."

Tout y est: l'injure, la calomnie et même une dose de racisme à l'endroit des cousins des Petites Antilles qui, de guadeloupéens deviennent martiniquais, car l'exactitude importe peu dans ce genre de littérature où l'injure tient lieu de preuve et la langue de bois de démonstration. Jacques Roumain, heureusement, nous accoutuma plus tard à des textes d'une plus haute tenue littéraire et morale.

Et puis, tout le monde sait, depuis longtemps, que cette querelle sur la nationalité de Robert Eugène Borno n'a que l'apparence du sérieux et n'a pas d'autre raison que l'ambition du pouvoir de la part des opposants qui se manifestait sous cette forme, faute de pouvoir s'exercer par "cacos" en armes. C'est ce qu'admettait un des plus fermes opposants, Constantin Mayard, selon les paroles que lui prête Berthoumieux Danache. "*Nous combattions Borno parce qu'il n'était pas sur notre carnet. Soutenir qu'il n'était pas éligible à cause de la nationalité de son père était une des conditions de la lutte. Borno est aussi Haïtien et aussi éligible que vous et moi.*"[138bis]

Enfin, on remarquera que les partisans de l'inéligibilité se fondent principalement sur des textes ou des avis de personnalités étrangères: les affirmations du Sénateur King (*voir infra*), la note, imprudente et impudente, de la Légation de France, d'avril 1922 etc... A l'inverse, les partisans de l'éligibilité se fondent principalement sur des textes ou des avis haïtiens: la décision administrative autorisant Robert Eugène Borno à execer le métier de courtier, le jugement du Tribunal de Port-au-Prince qui déboutait les Consorts Mirambeau etc...

Curieuse affirmation de patriotisme et d'indépendantisme que celle qui veut faire juger par des étrangers le droit d'accès à la fonction de Président du pays.

138 bis. Berthoumieux DANACHE. (op. cit.)

L'ÉLECTION DE 1926

Pour en terminer avec les aspects constitutionnels, il convient à présent de parler de l'élection de 1926.

Le premier mandat de Louis Borno se terminait le 15 mai 1926 et l'élection présidentielle devait avoir lieu, aux termes de la Constitution, le "*second lundi d'avril*" de l'année 1926. Auparavant, il s'agissait de décider si l'élection serait faite par le Conseil d'Etat, exerçant provisoirement le pouvoir législatif, ou par les Chambres élues par les citoyens. Louis Borno consulta le Haut-Commissaire sur cette question pour savoir si le mode d'élection par le Conseil d'Etat, utilisé en 1922, pouvait être renouvelé ou s'il fallait, au contraire, faire cesser au plus vite ce qui, selon la constitution, n'était qu'une "*disposition transitoire*".

Il en fit la demande par lettre du 22 septembre 1923 [139]:

"*Monsieur le Haut-Commissaire,*

Dans les premiers jours d'octobre prochain, le Président de la République est appelé à décider sur la question de savoir si le peuple haïtien sera convoqué pour élire, en janvier1924, les Chambres législatives et mettre fin ainsi à l'existence du Conseil d'Etat.

Sur une question d'une si grande gravité, le gouvernement des Etats-Unis a l'obligation de prendre parti puisqu'il a assuré la responsabilité de l'ordre, la garantie de la paix publique en Haïti.

Déjà sous la précédente administration, en 1920, il eut à exprimer son opinion sur cette mesure politique fondamentale qui intéresse si éminemment les rapports de coopération établis entre les deux gouvernements. Je vous serais donc obligé, Mr le Haut-Commissaire, de me faire connaître, avant le 1er octobre, pour les mesures nécessaires, les vues du gouvernement américain."

La réponse du gouvernement des Etats-Unis, communiquée par

139. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

lettre du 2 octobre 1923[140] de Mr Dunn, Chargé d'Affaires *ad interim*, confirmait le maintien de la position déjà retenue en 1921, lorsque Dartiguenave avait posé la même question et obtenu la même réponse.

"*Your Excellency,*

I have the honour to acknowledge your Excellency's note of September 22nd.....

In reply, I am instructed to state that the question of convoking the legislative elections to be held in January 1924, is one which must be determined by the Haitian Government itself. If the Président of Haiti should deem it necessary to convoke elections for the National Legislatures for the tenth of January 1924, the Government of the United States, in accordance with its obligations under the Convention of September 16, 1915, will cooperate with the Government of Haiti in maintaining the peace of the Republic should disorder threaten in order that the will of the Haitian people may find in full and free expression as a result of the election.

If, however, the President of Haïti should believe that the excercise of the legislative power during the next two years by the Council of State, rather than by a regularly elected Congress, would facilitate the realization of the constructive program which has been discussed with him by the American High Commissioner, and which includes among other measures the International Revenue Law, the Agreement for reorganization of the Treaty Officials dealing with Finance, and the reorganization of the National Railroad, the government of the Unites States would interpose no objection if the President should decide to abstain from holding Congressional Elections in January next. The Government of the United States believes that a continuance of the present situation , while it could not be contemplated as a permanent policy, might, nethertheless, be justifiable as a temporary measure for the purpose of facilitating the execution of the fundamental reforms necessary for the proper realization of the objects of the treaty."

En septembre 1921, pour justifier la même position, le Département d'Etat avait fait savoir qu'il refusait que les fonctionnaires américains fissent pression sur les électeurs en faveur des candidats gouvernementaux et qu'il convenait par conséquent de ne pas organiser

140. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

d'élections qui, en l'absence de ces pressions, conduiraient, comme en 1917, à l'installation d'un congrès où les opposants au gouvernement et à l'occupation auraient la majorité.

Louis Borno s'assura alors du soutien du Conseil d'Etat. Certains auteurs[141] disent que, à cet effet, Borno remplaça 18 des 21 membres du Conseil d'Etat, juste avant l'élection, pour y faire entrer des parents ou des amis sûrs.

Dans les Bulletins des Lois et Actes des années 1925 et 1926, nous n'avons retrouvé que 8 nominations au Conseil d'Etat postérieures à juillet 1925 et antérieures au 12 avril 1926.

Le Jour de l'élection, 12 avril 1926, le Conseil était composé comme suit:

1) Nommés avant août 1925:

   Damasse Pierre-Louis, Leopold Pinchinat, E. James Thomas, Louis Prophète, Emmanuel Cauvin, Charles Rouzier, Arthur Lescouflair, Dieudonné Charles, Edmond Montas, Gesner Beauvoir, Darius Calixte, Justin Salgado.

2) Nommés au cours du 2e semestre de 1925 ou au début de 1926:

   Emmanuel Tribié, Joseph Lanoue, Louis Lizaire, Marcel Prezeau, Hermann Pasquier, Alfred Nemours, Amilcar Duval, Emmanuel Destin.

3) Révoqué le 12 Avril 1926 et n'ayant pas pris part au vote: Ernest Rigaud.

Le décès de Georges Sylvain, le 2 août 1925, fut une grande infortune pour l'opposition. Il était le guide et la conscience de ce mouvement politique. Sa disparition eut pour effet de désagréger l'opposition qui, plus elle remplissait ses rangs, plus elle donnait l'image d'un regroupement hétérogène et instable de diverses ambitions personnelles. Et c'est ainsi, alors qu'on eut de la peine à trouver trois candidats à la présidence en 1915 (en sus de Rosalvo Bobo récusé par les Américains), alors qu'il n'y eut que quatre candidats à l'élection de 1922, qu'on vit, en

141. Raymond L. BUELL – *The American Occupation of Haiti*, Foreign Policy Association, November-December 1929; Ludwell L. MONTAGUE. (op. cit.)

1926, vingt candidats solliciter les suffrages du Conseil d'Etat, et parmi eux, la plupart des opposants les plus en vue. La liste des candidats, publiée au *Moniteur* et attestée par les lettres de candidature retrouvées dans les archives Borno (sauf trois d'entre elles), est la suivante:

- Justin Barrau, ancien secrétaire d'Etat des Relations Extérieures;
- Dantes Bellegarde, ancien secrétaire d'Etat de l'Instruction Publique;
- Constantin Benoît, ancien secrétaire d'Etat des Finances;
- Rosalvo Bobo, qui envoya sa candidature par télégramme, depuis Paris, jugeant que ses chances n'étaient pas suffisantes pour justifier un voyage;
- Louis Borno, candidat à la réélection;
- Joseph Michel Bredy, avocat (comme la plupart des candidats);
- Edmond Dupuy, avocat;
- Jeremie, avocat, juge à la Cour de Cassation;
- Joseph Justin, avocat, ancien secrétaire d'Etat des Relations Extérieures;
- Adalbert Lecorps;
- Constantin Mayard, ancien secrétaire d'Etat de l'Intérieur;
- Etienne Mathon, avocat;
- Malherbe Pressoir, préfet;
- Louis Roy, ingénieur, ancien secrétaire d'Etat des Travaux Publics;
- Paul Salomon;
- Charles Sambour;
- Pauleus Sannon, ancien secrétaire d'Etat des Relations Extérieures;
- Emmanuel Thezan;
- Suirad Villard;
- Stenio Vincent.

En tout vingt candidats, et non 38 comme l'écrivait la presse gouvernementale qui, tout comme la presse d'opposition, n'était pas avare d'outrances et de fausses nouvelles.

Certains des candidats sont remarquables. On retrouvera

Stenio Vincent au premier rang quatre ans plus tard. On y remarque particulièrement Pauleus Sannon, ce janus dont la presse d'opposition se plait à vanter la face patriotique, celle du Ministre qui démissionne pour ne pas mettre sa signature au bas d'un Traité qui amoindrit l'indépendance du pays, mais cache la face politicienne, celle du candidat à la Présidence de ce même pays à l'indépendance diminuée. Il s'y trouve aussi Constantin Mayard qui faisait circuler sous le manteau une pétition contre la réélection de Borno[142], pétition sans programme politique autre que l'éviction de Borno et qui, curieusement, débute par une antinomie.

"*Nous, soussignés, habitants de la Commune de ....., ayant appris par l'aveu confidentiel de quelques fonctionnaires et employés publics de cette localité, qu'ils ont reçu, sous la menace expresse de leur révocation, l'ordre de faire une propagande active pour le maintien de monsieur Borno à la présidence de la République, de signer et de faire signer des adresses pour le demander, nous venons protester et nous protestons hautement contre un pareil procédé arbitraire et scandaleux et contre le simulacre de réelection qu'on voudrait en faire résulter. Le pays n'en veut pas. Nous protestons de toutes nos forces parce que..... Mr Borno n'a, pendant près de quatre ans d'une présidence née d'un coup d'Etat, pris aucune initiative, ni au moins suggéré à ses coopérateurs américains aucune mesure favorable à la dignité politique ou à l'élévation du niveau de vie de la grande masse populaire..... parce que..... monsieur Borno, la chose n'est aujourd'hui douteuse pour personne, est né d'un père étranger..... vivant d'une fonction publique du gouvernement français*[143]*..... Nous craignons bien que certains esprits surexcités à l'extrême contre ce régime, sa tare originelle et ses actes de quatre années, ne puissent pas s'empêcher d'aller à des violences regrettables.....*"

La lettre d'envoi de ce factum aux divers responsables de l'opposition donnait pour instruction qu'il soit signé "*par tout le monde sans distinction d'opinion, qu'on soit conventionniste, anti-conventionniste, pro-américain, anti-américain, partisan de celui-ci ou partisan de celui-là..... peu importe celui qui triomphera à la fin de tout cela pourvu que ce ne soit pas Borno ou quelqu'un de son très proche entourage.....*"

Citons enfin Maître Etienne Mathon qui justifiait sa candidature

142. Archives BORNO.

143. Allusion au faux acte de décès produit par les consorts Mirambeau (cf. supra) et au moment même où la presse dut reconnaître qu'il s'agissait d'un faux.

144. Archives BORNO.

par un sophisme[144]:

"*Tant que nos doléances ne seront pas posées devant le gouvernement de Washington par un gouvernement haïtien ferme et résolu, tout sera vain. Mais pour avoir ce gouvernement, un sacrifice d'opinion est nécessaire. Ce sacrifice qui me coûte, qui coûtera à tous les citoyens qui ont espéré voir les élections législatives, la sagesse, l'expérience, l'intérêt supérieur du Pays le conseillent et l'imposent à tous ceux qui protestent depuis 1922 et qui, malgré eux, se trouvent par la force des choses, en présence de la seule voie qui leur soit laissée pour essayer de faire triompher leurs idées.....*"

Certains se désolaient à ce spectacle de la course au fauteuil présidentiel. Constant Vieux qui, après avoir milité dans l'opposition, s'était rapproché du gouvernement, faisant en cela un chemin similaire à celui d'Antoine Sansaricq mais contraire à nombre de "désillusionnés" de l'occupation, écrit dans le journal *L'Etendard* du 12 avril 1926, jour de l'élection:

"..... *Le nombre scandaleux de candidats qui briguent vos suffrages ne dénote qu'un esprit vil d'ambition ou une vague pensée de turbulence tendant à un retour vers notre passé malheureux.....On parle de son impopularité, d'apaisement des esprits et que sais-je encore! Vous savez bien que tout chef d'Etat sera impopulaire qui, comme monsieur Louis Borno, voudra avoir l'énergie des réactions salutaires sur nos détestables coutumes de mensonge et de fourberie et qui tiendra plus au fait qu'au geste, au progrès réel qu'à une popularité trompeuse.....*"

Georges Corvington, avec le recul nécessaire, en tire la leçon[145]:

"*Ce fut, pour l'opposition nationaliste, une profonde déception. Ceux parmi les opposants qui n'avaient pas renoncé à leurs convictions désapprouvèrent la faiblesse de ces clercs qui, par leur hantise d'occuper le fauteuil présidentiel, et sans s'inquiéter de l'ambiguïté du Corps appelé à le leur donner, étaient tombés dans un véritable piège et avaient finalement fait le jeu du gouvernement.....*"

L'élection eut lieu, comme prévu et sans surprise, le 12 avril 1926 et, également, sans pression de la part de l'occupant américain comme purent le constater bon nombre de candidats et plusieurs journalistes qui assistèrent à la séance publique du Conseil d'Etat.

145. Georges CORVINGTON. (op. cit.)

Le résultat fut 19 voix pour Borno et un bulletin blanc. Borno accueillit cette réélection par une allocution au Conseil d'Etat suivie par une proclamation dans lesquelles il rappelait les thèmes constants de son inspiration et de son action: le rejet des désordres et de querelles politiciennes, l'élévation économique et morale du peuple, la volonté inébranlable de poursuivre la rénovation du pays et l'assurance de réussir, avec l'aide de Dieu. Tel est le sens de la proclamation du 14 avril 1926:

"*Concitoyens,*

Le Conseil d'Etat, en Assemblée nationale, vient de me réélire à la Première Magistrature de la République. J'ai conscience, très nettement, que c'est la Nation elle même qui vient de manifester sa volonté immanente, la Nation pacifique et laborieuse, la grande masse urbaine et rurale assoiffée d'ordre et de sécurité. C'est donc en vain que, pendant quatre ans, une minorité de factieux n'aura rien épargné, aura tout mis en jeu pour arriver à me décourager dans l'œuvre de restauration nationale à laquelle j'ai consacré toutes mes facultés de lutte et toute ma foi ardente.

Messieurs les Conseillers d'Etat, Représentants Constitutionnels du Pays, unis dans le même énergique dévouement aux intérêts supérieurs de la Patrie, m'ont renouvelé, par un vote unanime, l'affirmation solennelle de leur confiance.

Concitoyens, je resterai inébranlable à mon poste d'honneur et de péril, oublieux des injures dont je fus abreuvé, toujours prêt à signer la paix, mais toujours résolu, avant tout, à accomplir, sans aucune défaillance, avec l'aide de Dieu, mon devoir envers le Pays, notre Pays qui a tant besoin d'amour, d'union, d'abnégation."

Il y eut cependant des protestations contre la réelection. Les plus sincères furent sans doute celles de MM. Malebranche Christian Laporte et Villius Gervais qui démissionnèrent aussitôt de leurs charges de professeur à l'Ecole Nationale de Droit [145bis].

On peut, à présent, examiner l'œuvre accomplie au cours des deux mandats successifs du Président Borno.

145.bis. Archives BORNO.

LA RESTAURATION DES FINANCES PUBLIQUES

La restauration des finances publiques, minées par les pillages et les guerres civiles du "temps des baïonnettes", appauvries par les restrictions et entraves au commerce causées par la 1ère guerre mondiale, fut, avec sa conception de l'élévation morale du peuple, le principal souci du gouvernement de Borno et ce fut aussi sa principale réussite. Il y fut aidé par la croissance économique qui suivit la guerre européenne, par la qualité du travail des Conseillers financiers qui, heureusement, succedèrent aux Ruan et MacIlhenny et par la baisse du cours du franc qui permit de se débarrasser à bon compte des charges des emprunts français de 1875, 1896 et 1910.

En 1914, à la veille de l'intervention américaine, la dette extérieure d'Haïti, principalement aux mains de créanciers français, s'élevait à 24,5 millions de dollars au cours de l'époque, de l'ordre de 5 francs pour un dollar. Trop souvent, les auteurs se limitent à ce seul aspect pour évaluer l'endettement de l'Etat haïtien. C'est oublier la dette intérieure, les garanties données à la Compagnie des Chemins de fer, les innombrables "réclamations" etc... La seule dette extérieure à cette époque, représentait 4 fois les recettes annuelles du gouvernement. Si on y ajoute les autres postes cités ci-dessus, l'endettement de l'Etat haïtien, en 1914, peut être évalué, comme suit, selon les divers modes de calcul envisageables, du plus pessimiste au plus optimiste.

- Dette extérieure
  122 millions de francs soit

24,5 millions de dollars	7,6 millions de dollars
(au cours de 1914)	(au cours de 1920)

- Dette intérieure, y compris BNRH

3,6 millions de dollars	3,6 millions de dollars

- Dû à la Compagnie Nationale des Chemins de Fer

– au titre des arriérés d'intérêts

2,16 millions de dollars 2,16 millions de dollars

– au titre du rachat des obligations garanties par l'Etat

3,55 millions de dollars 2,65 millions de dollars
(au pair) (après négociation avec la Compagnie)

♦ "Réclamations" haïtiennes et étrangères
(montant accordé par la Commission,sur une demande globale de près de 40 millions de dollars!)

3,50 millions de dollars 3,50 millions de dollars

TOTAL 37,31 millions de dollars 19,51 millions de dollars
(au cours de 1914) (au cours de 1920)

On peut, bien entendu, contester telle ou telle de ces évaluations, voire même le procédé de calcul qui mêle des valeurs arrêtées à des dates différentes. Il a cependant le mérite de remplacer l'enquête "sur la validité des dettes de la République" que le Conseiller financier devait effectuer aux termes de l'article II de la Convention de 1915 et qui n'était pas encore en cours en 1920, comme l'indiquait le Président Dartiguenave aux journalistes américains qui accompagnaient la mission d'enquête de l'amiral Mayo [146].

".....L'article II de la Convention dit encore: "*Le Conseiller financier..... enquêtera sur la validité des dettes de la République..... Aucune enquête sur la validité de nos dettes n'a été faite. Aucune méthode perfectionée d'encaisser les revenus n'a été recommandée. Aucune recommandation pour le bien-être et la prospérité de la République n'a encore été faite au gouvernement haïtien. Les fonctions de Conseiller financier, telles qu'elles sont définies dans l'article II de la Convention, requièrent sans doute une grande expérience financière. Cette considération essentielle ne semble pas avoir prévalu dans le choix du Conseiller financier.....*"

Ce calcul permet également de justifier l'ensemble des 3 séries d'emprunt qui furent émises en application de la loi du 26 juin 1922. Pour un nominal de 23,66 millions de dollars, l'Etat reçut 20,984 millions, soit à peine plus de ce qui fut nécessaire pour solder les erreurs, les fautes et les prévarications des précédents gouvernements. Cet emprunt, qui fut tant combattu par l'opposition, avait sa nécessité avant même l'arrivée de

146. Cité par Georges SYLVAIN. (op. cit.)

Borno au pouvoir et en faire le reproche à Borno équivaut, en quelque sorte, à rendre le pompier responsable des causes de l'incendie.

La restauration des finances publiques comporte les mesures suivantes: Le placement d'un emprunt aux Etats-Unis, le règlement des litiges et réclamations formulées contre le gouvernement, la réforme fiscale, l'équilibre du budget allié à une réduction progressive de l'endettement de l'Etat. De sorte que, à la fin du mandat présidentiel de Borno, tous les litiges et réclamations, issus des administrations précédentes, étaient soldés, toutes les dettes internes et externes étaient consolidées dans l'emprunt de 1922 et l'endettement net de l'Etat avait été ramené à 12,6 millions dollars. C'était la première fois, depuis 50 ans, qu'un gouvernement laissait à son successeur une situation financière aussi favorable, tout en ayant, dans le même temps, considérablement amélioré les infrastructures du pays.

Un des premiers actes du gouvernement de Borno fut de conclure l'emprunt qu'il avait toujours appelé de ses vœux et qui n'avait jamais pu être conclu à cause des difficultés dues à la guerre européenne, amplifiées par l'incompétence des Conseillers financiers chargés des négociations avec les banques. Avant son départ, MacIlhenny avait négocié un emprunt de 16 millions de dollars avec la banque Lee-Higginson et Cie, dans le cadre de la loi du 26 juin 1922. Cet emprunt, dit série A, fut finalement souscrit par la National City Bank qui, après une remise en concurrence demandée par Borno, offrit de meilleures conditions[147]. Il fut suivit, en 1923, par une émission de 5 millions de dollars, dite série B et, enfin, en 1926, par une dernière émission de 2,66 millions de dollars, dite série C. Tous ces emprunts furent, évidemment, fortement critiqués par l'opposition pour des raisons purement politiques. L'opposition y voyait un renforcement de la domination américaine, sans vouloir se rendre compte qu'Haïti avait déjà perdu, depuis longtemps, une partie de sa souveraineté, financière en 1910 et politique en 1915.

"*Le financement extérieur servait à transférer sur le plan économique le colonialisme politique abattu sur les champs de bataille de Saint Domingue, donc à perpétuer le passé.*"[148]

147. Le projet de MacIlhenny prévoyait une prime de 9,6% pour la banque et les souscripteurs, alors que la National City Bank se "contenta" d'une prime légèrement inférieure à 4,4%, tandis que le public souscripteur bénéficiait d'une prime d'émission de 3,5%.

D'autres, au contraire, y virent une opération financière bénéfique pour le pays, même si tous ses objectifs ne purent être entièrement réalisés.

"*Il est indéniable que l'emprunt de 1922 a permis de réaliser un assainissement réel de notre situation financière et d'instaurer l'ordre et la régularité dans l'administration du Trésor Public. Par contre, il n'a pas servi, comme on aurait pu l'espérer, au développement économique de ce pays. Aucun projet de caractère productif n'a pu être entrepris faute de fonds disponibles.*" C'est Stenio Vincent[149], successeur de Borno à la Présidence qui écrit ces mots.

Du produit de ces trois séries d'emprunt, soit près de 21 millions de dollars, environ 2,5 millions de dollars seulement purent être utilisés au développement économique du pays. L'essentiel servit à payer les dettes héritées de la gestion des précédents gouvernements. En ce sens, l'emprunt est le dernier avatar de cette gestion, le précédent ayant été l'occupation de 1915, ainsi que le firent observer les Sénateurs dans leur rapport sur le Traité de 1915 (voir supra). La seule critique raisonnable qui puisse être faite à cet emprunt, est qu'il servit à payer en priorité et par préférence les engagements souscrits par Antoine Simon en faveur de la Compagnie des Chemins de Fer. Cette compagnie, qui avait pour Président le redoutable Roger Farnham, réussit à se faire payer la quasi totalité de ses créances alors que d'autres créanciers et quémandeurs durent composer et transiger. En ce qui concerne les emprunts français antérieurs à l'occupation américaine, l'emprunt de 1922 servit à les rembourser à bon compte du fait de la chute du franc par rapport au dollar. Une difficulté toutefois se présenta. Les porteurs de l'emprunt de 1910, qui représentait un peu plus de la moitié de l'endettement extérieur d'Haïti, firent valoir que le prospectus publié à l'époque de la souscription parlait de franc-or et que l'emprunt était gagé sur des droits de douane sur le café libellés en dollars. Ils demandèrent à être payés en dollars, au cours en vigueur en 1910 et non en francs dévalués. Le gouvernement haïtien réfuta cette argumentation au motif que le contrat d'emprunt ne parlait que de franc et jamais de franc-or. La dispute ne fut finalement réglée qu'en 1938 par l'octroi d'une indemnité en faveur des porteurs destinée à compenser partiellement les effets de la dévaluation du franc.

148. Alain TURNIER – *La Société des baïonnettes*, (op. cit.) à propos des emprunts ruineux de 1875, 1896 et 1910 gagés sur les droits de douane.

149. Cité par Suzy CASTOR. (op. cit.)

Pour en terminer avec l'emprunt, citons un avis de J. Chatelain dans "*La Banque Nationale, son Histoire, ses problèmes*"[150]: "*D'un point de vue d'économie financière, ces opérations de conversion s'avéraient une réussite incontestable. Elles contribuaient à l'amélioration de la situation financière haïtienne, désormais clarifiée, soulagée de dettes pour la plupart immédiatement exigibles et d'un montant disproportionné avec les revenus courants, auxquelles étaient substituées des charges nouvelles réduites et réparties sur une longue période. Elles n'en seraient pas moins fortement critiquées par l'opposition nationaliste, moins sensible aux avantages d'ordre financier qu'à la consolidation du régime de tutelle réalisé avec l'émission des nouveaux emprunts. La sujetion instaurée après l'intervention militaire serait désormais fondée non sur les seules dispositions du Traité, dont l'interprétation prêtait, on l'a vu, aux plus sérieuses controverses, mais sur des bases contractuelles nouvelles et semblant juridiquement plus solides. Par ailleurs, l'existence de ce régime, subordonné au remboursement de l'emprunt, se trouvait prolongé.....*"

Le gouvernement de Borno eut aussi le mérite de clarifier la situation financière du pays en procédant au recensement, à la négociation et au règlement de toutes les créances et réclamations contre le gouvernement. A cet égard deux catégories de créances et réclamations sont à considérer: Les créances et réclamations "ordinaires" qui durent passer sous les fourches caudines de la Commission des réclamations et les créances "privilégiées" qui, en vertu de la loi du plus fort, eurent un traitement de faveur.

Les créances ordinaires furent jugées par la "Commission des réclamations" créée par l'accord du 3 octobre 1919 mettant en application les termes de l'article 12 du Traité de 1915. Cette commission était composée d'un Américain désigné par le State Department, un Haïtien désigné par le ministre des Finances et un représentant désigné par le Conseiller financier, mais qui ne devait être ni Américain ni Haïtien. En fait ce troisième membre de la Commission fut un représentant du pays dont on examinait les réclamations. La Commission fit un excellent travail, accordant,sans appel possible[150bis], 3.526.170 dollars d'indemnités face à une demande globale de 39.929.224 dollars, ce qui était assez démontrer

150. Cité par Roger GAILLARD – *La Guerilla de Batraville*, (op. cit.).

150 bis. Sauf en faveur des Français, auprès d'une Cour d'Appel paritaire franco-haïtienne qui accorde 2.000 dollars d'indemnités pour les appels s'élevant à 1 million.

l'outrance de ces demandes et l'efficacité de la Commission qui se substituait ainsi, fort heureusement, aux exigences appuyées par les canonnières, telles qu'Haïti les connut avant 1915. Il est remarquable également que les réclamations les plus nombreuses, les plus élevées et les plus excessives provenaient des Français et des Syriens protégés par la France. Ils n'obtinrent que 756.071 dollars, soit 4,6% d'une demande qui s'élevait à 16.307.642 dollars, alors que la Commission accorda, en moyenne 8,8% de la demande. Le palmares, si on peut dire, s'établit ainsi[151]:

Réclamations françaises		16.307.642,65	accordé	756.071,53	(4,6%)
"	haïtiennes	14.888.725,29	accordé	1.615.154,39	(10,8%)
"	américaines	6.037.675,73	accordé	455.729,90	(7,5%)
"	anglaises	1.345.634,45	accordé	176.638,51	(13,1%)
"	allemandes	1.163.492,27	accordé	501.571,54	(43,1%)
"	italiennes	186.054,57	accordé	21.004,21	(11,3%)
TOTAL		39.929.224,96		3.526.170,08	(8,8%)

Ceci n'était pas pour étonner les Haïtiens. Alfred Nemours, dans une lettre au Président Borno du 26 novembre 1926[152] rappelle que ce genre d'excès dans les réclamations françaises était coutumier.

"*.....J'ai lu avec grande attention ce que vous m'écrivez des réclamations françaises, en grande majorité des réclamations syriennes. C'est la même vieille question qui date de 1911, encore aggravée..... je me permets de vous soumettre quelques passages d'un rapport que mon père avait remis, sur ce sujet, au ministre des Affaires Etrangères, monsieur Poincaré. En 1911, comme aujourd'hui, la France présentait le plus grand nombre de réclamations. Elle arrivait, et de loin, bonne première avec trente huit réclamations. Rien que les syriens en déclaraient seize. L'Allemagne, qui arrivait en seconde ligne, n'en totalisait que quatorze. Comme aujourd'hui, probablement, ces réclamations étaient sorties de terre un peu partout, dans des villes où l'étranger n'avait pas le droit de trafiquer, pour des troubles dans un commerce qu'il n'avait pas le droit d'exercer..... Souvent les réclamants ont été dans l'impossibilité de*

151. Ludwell L. MONAGUE. (op. cit.)
152. Archives BORNO.

fournir les moindres éléments d'appréciation des dommages dont ils demandaient la réparation..... quelques imprudents qui avaient favorisé une révolution s'étonnaient d'en être victimes et de n'en avoir pas tiré un profit suffisant....."

Restaient les créanciers privilégiés: la Compagnie Nationale des Chemins de Fer et la Banque Nationale de la République d'Haïti – BNRH – toutes deux aux mains de Roger Farnham, par ailleurs Vice Président de la National City Bank, principal créancier de l'Etat depuis les emprunts de 1922.

L'incroyable contrat de la Compagnie Nationale des Chemins de Fer (*cf. supra*) fut un considérable fiasco technique, économique et financier. La Compagnie, n'étant tenue par aucune obligation particulière quant à son programme de construction, réalisa les lignes les plus faciles à construire, évitant les tronçons en montagne ou au dessus des cours d'eau importants, de sorte qu'à la veille de l'occupation, la ligne Port-au-Prince – Le Cap se composait de 3 tronçons discontinus: Port-au-Prince – Saint Marc, Gonaïves – Ennery et Bahon – Le Cap. Dans ces conditions, l'exploitation ne pouvait être qu'un gouffre financier, aggravé encore par les prébendes que s'octroyait Roger Farnham. Les recettes, d'environ 85.000 dollars par an, en moyenne, ne couvraient guère que la moitié des charges d'exploitation, non compris l'amortissement et les intérêts des obligations émises pour le financement des travaux de construction. Mais ceci n'empêchait pas Mr Farnham de s'allouer un salaire de 25.000 dollars par an, salaire supérieur au traitement du Président de la République, et d'allouer à son cabinet juridique "Sullivan and Cromwell" 20.000 dollars par an. Cependant, selon Raymond L. Buell, ces salaires et honoraires ne furent pas tous payés et donnèrent lieu à des contestations devant les tribunaux. En 1914, le gouvernement prononça la forclusion de la concession de la Compagnie et refusa de lui verser les intérêts garantis. Mais aussitôt après l'occupation, le gouvernement haïtien fut fermement invité à s'accorder avec la Compagnie sur le règlement du litige. Sa marge de manœuvre était faible car le protocole du 3 octobre 1919 précisait que les obligations de la Compagnie des Chemins de Fer étaient des dettes certaines qui n'avaient pas à être soumises à l'examen de la Commission des Réclamations. Le gouvernemnt de Borno, placé dans cette situation, négocia un accord qui fut sanctionné par la loi du 27 décembre 1923. Selon cet accord:

- La concession était maintenue à la Compagnie, par conséquent la décision de forclusion prise en 1914 était annulée.
- Pour solde de tout compte des réclamations portant sur les intérêts impayés, l'Etat versait 2.160.856 dollars à la Compagnie, sur lesquels la Compagnie convenait d'affecter 600.000 dollars à la poursuite des travaux de construction des lignes.
- La Compagnie s'engageait à achever l'ensemble du réseau, selon des plans soumis à l'acceptation du service des Travaux Publics, moyennant une contribution forfaitaire de l'Etat de 1.740.000 dollars.
- Les obligations émises précédemment pour le financement des travaux, d'un montant total de 3.544.581 dollars, portant intérêt à 6% l'an, garanties par le gouvernement haïtien, étaient échangées, au taux de 75 %, contre des bons de l'emprunt série C, également à 6% d'intérêt, soit une obligation série C de 72,39 dollars contre une obligation de 500 francs de la Compagnie des Chemins de Fer.

Ainsi, moyennant l'abandon de 600.000 dollars d'intérêts et 886.000 de principal, la Compagnie confortait sa créance par des bons d'Etat et se garantissait contre toute baisse du cours du franc par rapport au dollar puisque, désormais, sa créance était libellée en dollars alors que les obligations initiales de la Compagnie avaient été pour la plupart émises en francs sur la place de Paris. Cet accord était donc à l'avantage de chacune des deux parties en ce sens que si l'Etat obtenait une diminution de sa dette de 886.000 dollars et plafonnait à 1.740.000 dollars son engagement pour l'achèvement des travaux, la Compagnie, elle, se voyait confirmer ses droits issus du contrat de 1910 obtenu à l'époque, semble-t-il, par corruption et prévarication[153].

Le conflit avec la banque était, lui aussi, un héritage de la période tumultueuse qui précéda l'occupation et qui vit le gouvernement retirer à la banque sa fonction de trésorier. Le premier acte de l'amiral Caperton, après le débarquement de ses troupes et l'élection du Président Dartiguenave, fut d'occuper les douanes et de redonner à la banque le service de la trésorerie. Ensuite, la Commission haïtienne dépêchée à Washington pour discuter des modalités de mise en application du Traité de 1915 eut pour principale activité, outre l'accord contesté par la suite

153. Paul H. DOUGLAS. (op. cit.)

sur la gendarmerie, de convenir d'un accord réglant les différends entre la banque et le gouvernement. Cet accord fut signé le 10 juillet 1916 entre le gouvernement d'Haïti représenté par les membres de la Commission (MM Solon Menos, Pierre Hudicourt et Auguste Magloire) la Banque Nationale de la République d'Haïti représentée par son Président, Mr Casenave, et son Vice Président, Mr Farnham, et la Banque de l'Union Parisienne représentée par Mr Casenave. Cet accord prévoyait:

- la restitution au gouvernement haïtien du solde des 10 millions de francs de l'emprunt de 1910, y compris les valeurs embarquées en 1914 à bord du *Machias*, toutes sommes qui étaient mises à la disposition du gouvernement pour la réforme monétaire, c'est-à-dire le retrait des billets émis par les précédents gouvernements;
- confirmation à la banque du service de la trésorerie de l'Etat, selon des taux de commission imputables sur les 5% de frais prévus à l'article 6 du traité pour le service du contrôle financier et du receveur des douanes;
- prêt de 500.000 dollars au gouvernement, au taux de 6%, en attendant le placement du grand emprunt;
- confirmation à la banque de son privilège d'émission des billets de banque;
- renonciation de la Banque de l'Union Parisienne à son droit de préférence pour les emprunts que le gouvernement pourrait contracter aux Etats-Unis.

Après cela, il ne restait plus aux Américains qu'à racheter à la banque de l'Union Parisienne les actions de la BNRH et mettre en place le grand emprunt pour que les contrats imprudents et dispendieux de 1910 produisent leur plein effet. Ce qui fut fait, méthodiquement. En 1919, La National City Bank acheta toutes les actions de la BNRH. Le 23 juin 1920, la BNRH notifia au gouvernement qu'elle avait transféré, sous réserve de l'approbation du gouvernement, l'ensemble de ses contrats, affaires, immeubles, clientèle et actif net à la National City Company. Enfin, le 31 juillet 1922, une loi sanctionna ce tranfert.

En somme, le contrat MacDonald des Chemins de Fer de 1910 donnait à une société américaine, contrôlée peu de temps après par la National City Bank, la qualité de créancier privilégié du gouvernement

haïtien; la même année, le contrat de la Banque Nationale de la République d'Haïti, ayant pour actionnaire important la National City Bank, concédait à cette banque le service de la trésorerie de l'Etat, c'est-à-dire lui donnait "les cordons de la bourse"; l'occupation américaine eut donc à cœur de relier ces deux contrats en prenant le contrôle des douanes, principales recettes du gouvernement et en donnant au pays, par le moyen de l'emprunt, la possibilité de désintéresser le créancier privilégié tout en ayant l'assurance d'être remboursé du principal et des intérêts de l'emprunt.

Payer toutes les bévues et concussions des précedents gouvernements exigeait une discipline rigoureuse dans la perception des recettes de l'Etat et l'équilibre des budgets ainsi qu'une réforme fiscale de façon à ne pas faire retomber systématiquement tout le fardeau financier sur les seuls paysans producteurs des denrées exportables. C'est à cette tâche également que s'attela Borno, cette fois-ci avec le concours, au lieu de l'hostilité, du Conseiller financier. Après la démission de MacIlhenny, le 11 octobre 1922, John S. Hord fut nommé Conseiller financier le 14 octobre 1922 mais ne resta en fonction que quelques mois. Puis le Receveur général Maumus assura l'intérim de juillet à décembre jusqu'à la nomination, en décembre 1923, de William W. Cumberland qui, à la demande du gouvernement haïtien, cumula les fonctions de Conseiller financier et de Receveur général des douanes. Il resta en fonction jusqu'à la fin de 1927 et fut alors remplacé par Arthur C. Millspaugh.

Contrairement à leurs prédécesseurs, Ruan et MacIlhenny, Cumberland et Millspaugh étaient des professionnels et animés du désir d'améliorer la situation économique et financière du pays. Cumberland était un économiste, titulaire d'un doctorat de l'Université de Princeton. Il avait été professeur d'université puis expert du gouvernement américain lors de la négociation du Traité de paix de 1919 et, après d'autres missions, venait d'exercer pendant 2 ans les fonctions d'administrateur des douanes du Pérou. Quant à Millspaugh, titulaire d'un doctorat de l'Université John Hopkins il venait d'exercer, avant son arrivée en Haïti, les fonctions d'administrateur général des Finances de Perse.

Le tableau ci-après, tiré des renseignements fournis par les rapports annuels du Conseiller financier – Receveur général, donne une image synthétique de la politique financière et des contraintes économiques (valeurs en millions de dollars):

Exercices budgétaires	1923 1924	1924 1925	1925 1926	1926 1927	1927 1928	1928 1929	1929 1930
Exportations	14,2	19,4	20,2	15,3	22,7	16,7	14,1
Importations	14,7	20,2	18,9	15,8	20,2	17,2	12,8
Solde	-0,5	-0,8	+1,3	-0,5	+2,5	-0,5	+1,3
Recettes fiscales							
Douanes		7,15	8,1	6,7	9,0	7,1	6,2
Autres		0,95	1,0	1,1	1,1	1,4	1,5
Total	6,6	8,1	9,1	7,8	10,1	8,5	7,7
Dépenses	6,8	7,8	8,2	8,0	8,2	8,8	8,1
Solde	-0,2	+0,3	+0,9	-0,2	+1,9	-0,3	-0,4

Le budget de l'Etat et la balance des paiements apparaissent conditionnés par le Commerce extérieur, c'est-à-dire les recettes douanières et les exportations de café. On notera le déclin des exportations, et par voie de conséquence, des importations, au cours de l'exercice 1929/1930, déclin dû à la crise économique mondiale qui s'est traduite, en Haïti, par une période de troubles politiques et sociaux peu propice aux affaires.

Quant à la baisse de l'activité commerciale extérieure en 1926/1927, elle semble due à la mise en application d'un nouveau tarif douanier qui avait pour objet de remplacer l'ancien tarif totalement suranné qui datait de 1858. Le nouveau tarif, institué par la loi du 26 juillet 1926, avait pour objet de simplifier et compléter partout où l'ancien tarif devenait d'application difficile et sujet à contestations. Il avait aussi et surtout pour but de favoriser les produits importés des Etats-Unis au détriment des produits de luxe importés de France. Il ne put être mis en application plus tôt, tant que les emprunts français qui avaient certains droits de douane pour gage n'eurent pas été remboursés, ce qui, incidemment, signifie que l'emprunt américain voté en 1922 était un préalable nécessaire à la réforme du tarif douanier. On notera également l'importance relative croissante des recettes internes, au détriment des recettes douanières. Il s'agit là d'une politique délibérée que Borno avait déjà formulée en 1915, lors de la négociation du Traité. Il avait écrit, le 16 septembre 1915, le jour de la signature du Traité, au représentant des Etats-Unis, Robert B. Davis:

"..... *En ce qui concerne l'article 9, je vous ai fait savoir qu'il entre dans le programme du gouvernement de tendre résolument à la diminution progressive et à la suppression même des droits d'exportation qui pèsent sur nos produits nationaux. Et il est entendu que cette réforme nécessaire sera entamée après entente préalable avec le Président des Etats-Unis, dès qu'une augmentation des revenus du pays permettra de l'accomplir sans porter une atteinte sérieuse aux droits des créanciers de l'Etat.....*"

Enfin, il est remarquable que l'administration américaine des douanes, sous la férule de Mr Maumus, fit cesser la fraude, principalement la contrebande à l'importation. En témoignent les revenus douaniers perçus par l'Etat. Pour l'exercice budgétaire 1911/1912, ils s'élevèrent à 13,7 millions de gourdes à l'importation et 19,8 millions de gourdes à l'exportation, c'est-à-dire que le paysan producteur supportait de plein fouet près de 60% de la charge fiscale totale. Pour l'exercice fiscal 1926/1927, au contraire, les taxes à l'importation s'élevèrent à 23,5 millions de gourdes tandis que les taxes à l'exportation furent ramenées à 10,6 millions de gourdes et alors même que le tonnage de café exporté était resté sensiblement le même. Le paysan producteur ne supportait plus que 31% de la charge fiscale qui était demeurée au même niveau global de 34,0 millions de gourdes[154].

La politique de substitution des taxes internes aux droits de douane frappant les exportations des produits nationaux sera poursuivie, notamment par la loi du 14 août 1928 qui imposait des taxes sur l'alcool et le tabac en compensation d'une réduction des droits d'exportation du café. Nous verrons que cette réforme a été mal expliquée, mal comprise et exploitée par l'opposition lors des troubles sociaux de 1929.

Quant à l'administration des impôts, elle fut modernisée par la création, en 1924, d'une administration générale des contributions placée sous le contrôle du Receveur général des douanes et chargée du recouvrement de tous les impôts, taxes et fermages ayant vocation à augmenter au fur et à mesure que diminueraient les droits de douane. A ce propos, on peut noter une initiative fiscale très originale pour l'époque, celle de la loi du 21 décembre 1922:

154. *Report of Financial Adviser* – General Receiver 1926/1927.

"..... Les véhicules à moteur et à mécanique sont assujettis au tarif suivant :

– Automobile privée	*Force 20 chevaux*	*par an*	*gourdes*	*25,00*
	Force 21 à 40 chevaux	*"*	*"*	*40,00*
	Plus de 40 chevaux	*"*	*"*	*60,00*
– Motocyclette ou tout véhicule de moins de 4 roues				*15,00*

– Voiture publique.....etc.....

..... Sont exemptées de la patente et de toutes les autres taxes prescrites dans cette loi: les automobiles ou voitures de Son Excellence le Président de la République, des membres de son Cabinet, du Corps diplomatique, des Présidents du Corps législatif et de toute personne que détermineront les règlements prévus à l'article 35 de la loi du 21 décembre 1922....."

Voilà la "vignette" automobile inventée, quelques trente quatre ans avant qu'on l'impose aux Français sous le honteux et fallacieux prétexte de venir en aide aux vieillards nécessiteux.

Toutefois, la réforme fiscale ne fut pas autre chose qu'une amélioration marginale de la situation. Même légèrement réduits dans leur importance relative, même mieux répartis entre les taxes à l'importation et les taxes à l'exportation, les droits de douane demeuraient la principale ressource du Trésor Public. Il était en effet impossible de les remplacer par une taxation moderne fondée sur les impôts directs, les taxes internes et les taxes foncières du fait de l'ignorance et du conservatisme de la population et de l'absence de tout cadastre.

L'équilibre des finances publiques ainsi assuré fut atteint dans le strict respect des obligations de remboursement des emprunts extérieurs. Le gouvernement, à l'instigation du Conseiller financier, est allé même jusqu'à procéder à des remboursements anticipés. Cette politique fut critiquée par la Commission Forbes en 1930 (*voir infra*).

".....Le service de la dette publique a été soigneusement effectué et plusieurs millions de dollars du principal ont été amortis au moyen de recettes excédant les montants fixés dans le plan d'amortissement. La sagesse de cette politique nous paraît contestable: il aurait été préférable de réduire les impôts, particulièrement les droits d'exportation et de laisser le service de la dette suivre son cours normal, gardant ainsi plus

d'argent dans le pays où l'expérience a montré qu'on en avait grandement besoin....." [155]

Certes, monsieur Forbes, vous parlez d'or, mais vous oubliez que, en application de l'article 9 de la Convention de 1915, Haïti n'avait pas la possibilité de diminuer ses droits de douane sans l'accord du gouvernement américain. L'expérience fut tentée au moins une fois: en 1920, le gouvernement proposa une diminution temporaire des droits sur le café de façon à relancer la production qui avait baissé pendant la guerre européenne, faute de débouchés. Bien que cette proposition fût soutenue par le Receveur général des douanes, le gouvernement de Washington refusa son agrément. En outre, l'ensemble de cette politique financière était de nature à libérer le pays de l'occupation américaine au plus tôt et de façon bien plus efficace que ne le pouvaient faire les gesticulations des "nationalistes intégraux". C'est en tout cas ce qu'a bien vu Paul H. Douglas [156].

"..... *Happily the economic interests working for the perpetuation of our control are not strong. The difficulty with the railroad has been settled. The foreign loans are being amortized more rapidly than was planned..... The American bondholders are still further protected by the 1919 agreement that an American shall collect the customs until the bonds are finally paid off.....*"

De toutes façons, Forbes lui-même reconnaît implicitement dans ce même rapport que la critique est mal fondée. En effet, la troisième recommandation qu'il présente au Président Hoover est ainsi formulée: "*qu'aucune objection ne soit soulevée par les Etats-Unis, ni contre la réduction modérée des droits de douane et des taxes internes, notamment des taxes sur l'alcool et sur le tabac, ni contre soit la réduction des droits à l'exportation sur le café, soit son dégrèvement , au cas où l'état du fisc permet ces mesures.*"

Ou alors, il faut convenir que la critique relative au remboursement anticipé de l'emprunt s'adresse exclusivement au gouvernement américain.

En conclusion, citons ce jugement de Mr Cumberland dans son rapport sur l'exercice budgétaire 1926/1927 qui résume bien l'œuvre

155. Cité par Dantes BELLEGARDE – *Histoire du peuple haïtien.* (op. cit.)
156. Paul H. DOUGLAS. (op. cit.)

accomplie et ce qu'il aurait été souhaitable d'entreprendre à l'avenir : "..... *Les perspectives pour 1927–28 sont favorables. Les finances haïtiennes peuvent être regardées comme définitivement établies "sur une base ferme et solide" selon le vœu du Traité et une attention principale doit être dirigée maintenant vers le développement des ressources économiques du pays et l'élévation du niveau de l'éducation de la population.....*"

C'est ce qui fut tenté, avec plus ou moins de succès, comme on va le voir.

LES SERVICES PUBLICS DIRIGÉS PAR LES AMÉRICAINS

Le Traité de 1915 confiait aux Etats-Unis la charge d'organiser la gendarmerie et de diriger les services d'Hygiène et des Travaux Publics. Il y fut ajouté, du temps de la présidence de Borno, l'organisation du développement de l'agriculture et de l'enseignement agricole.

La gendarmerie fut le premier service public mis en place et qui eut, dès le début de l'occupation, à démontrer sa cohésion et son efficacité dans la lutte contre les cacos. Elle fut créée et organisée par le général Smedley Butler qui fit preuve de toutes les qualités et de tous les travers que l'imaginaire populaire attribue aux militaires. Il était courageux, obstiné, autoritaire et fruste. Son franc-parler et son manque de diplomatie et de nuance ressortent nettement d'un de ses écrits, de 1935, que cite Mr Lyonel Paquin[157]:

"*J'ai passé trente ans et quatre mois en service actif comme membre de la force militaire la plus agile de notre pays, les Marines. J'ai servi dans tous les grades, de second lieutenant à major général. Et, durant cette période, j'ai passé le plus clair de mon temps comme homme de main de première classe au service des brasseurs d'affaires, de Wall Street et des banquiers. Bref, j'étais un gangster du capitalisme..... Ainsi j'ai fait de Mexico, en particulier Tampico, un lieu sûr pour les pétroliers américains en 1914. J'ai aidé à faire un lieu acceptable d'Haïti et de Cuba pour que les banquiers de la National City bank puissent aller y toucher leurs revenus..... J'ai aidé à purifier le Nicaragua pour la banque internationale des Brown brothers en 1909–1912. J'ai servi d'éclaireur aux usines sucrières américaines en République Dominicaine en 1916. J'ai mis les choses au point au Honduras pour les planteurs américains de fruits tropicaux en 1903.....*"

157. Lyonel PAQUIN – *Les haïtiens, politique de classe et de couleur*, Le Natal, Port-au-Prince, 1988.

La gendarmerie était la seule force armée de la République exerçant, par conséquent, les fonctions d'une armée et celles d'une police tout à la fois. En outre, elle était chargée des prisons, des phares et des garde-côtes ainsi que du contrôle du négoce et de la détention des armes. Enfin, elle remplissait les fonctions de Conseiller technique et financier des communes rurales. Au début de l'occupation, la gendarmerie s'attribua la direction de l'ensemble des services techniques des Travaux Publics et les aurait volontiers conservés sans le désaccord du gouvernement (*cf. supra*).

En novembre 1928, la gendarmerie qui avait alors pris le nouveau nom de Garde d'Haïti, comprenait 3192 personnes, y compris 551 personnes affectées à la police rurale et 18 à l'Ecole militaire chargée de former les officiers haïtiens. Il y avait donc, en moyenne, 1 garde pour 700 habitants, sauf le recours à la force supplémentaire des contingents de marines, cantonnés à Port-au-Prince et au Cap Haïtien, en cas de troubles graves. Les marines n'eurent à intervenir que durant la guerre des cacos, de 1915 à 1920, et au moment des troubles de fin 1929. Tout le reste du temps, la Garde d'Haïti fut suffisante pour le maintien de l'ordre, de la tranquillité et de la sécurité et l'on pouvait dire, à l'époque – heureuse époque que la plupart des pays du monde envient aujourd'hui – qu'on pouvait traverser Haïti seul, un sac d'or en poche, sans risquer la moindre agression. A preuve, la loi martiale et l'institution des Cours prévôtales qui durèrent, en théorie, tout le temps de l'occupation, furent mises en sommeil pendant la majeure partie du gouvernement de Borno. Alors qu'en 1920, on enregistra encore 911 procès devant les Cours prévôtales, il n'y en eut aucun pendant les années de 1926 à 1929[158]. L'"haïtiannisation" de la gendarmerie se fit plus lentement qu'il eut été souhaitable; c'est du reste un reproche général qu'on peut faire à l'occupation américaine de n'avoir pas formé suffisamment tôt un nombre suffisant de cadres haïtiens pour remplacer les experts américains. Il semble que l'administration locale américaine s'imaginait que l'occupation durerait plus longtemps que prévu par le Traité et son additif et que les experts américains pourraient ainsi conserver leurs "jobs", généralement très lucratifs, bien au delà de 1936. En 1929, peu de temps avant le départ de Borno, la garde ne comprenait encore que 40% d'officiers haïtiens. D'une façon générale, la gendarmerie, ou Garde d'Haïti, fut efficace et d'un comportement convenable pour une force de police, hormis les débordements

158. H. R. SCHMIDT. (op. cit.)

dans la conduite de la corvée au début de l'occupation – autre qualité, là aussi, que bien des pays pourraient envier aujourd'hui. Des auteurs haïtiens se plaisent à le reconnaître: "..... *La plupart des cadres militaires justifient de qualités morales remarquables qui permettent à la jeune institution de conserver un minimum de cohésion et d'unité: loyauté à l'égard de l'organisation militaire, sens de l'intérêt du service, respect de la discipline et des règlements en vigueur, subordination aux officiers supérieurs, apolitisme de principe sinon de fait, conscience du prestige de l'uniforme militaire, souci de l'honneur et de la dignité de la condition militaire, mépris du danger, mode de vie à la spartiate, désintéressement à l'égard des richesses matérielles, probité dans la gestion des fonds publics. S'étant frottés à un corps d'élite étranger et ayant passé par son moule, ces officiers ont acquis un certain nombre de vertus fondamentales du soldat de métier.....*"[159]

La Garde surveillait, bien évidemment, les opposants et notamment leur courrier à destination de l'étranger. C'est ainsi qu'on retrouve dans les archives Borno des lettres d'opposants qui n'arrivèrent jamais à leurs destinataires; de nombreuses lettres de Joseph Jolibois ou qui lui étaient destinées, une lettre de Georges Sylvain au docteur Gruening du 22 juillet 1923[160] dans laquelle il se plaint que certaines de ses lettres précédentes aient été interceptées – ce fut aussi le sort de celle-ci.

Quant au maintien de l'ordre, la Garde ne ménageait pas ses efforts, selon le bon principe qu'il vaut mieux prévenir que guérir. On en aura une illustration par la description des mesures de sécurité prises à l'occasion du procès de Georges Petit, Elie Guerin et Jacques Roumain, devant le Tribunal correctionnel, pour injures envers le Président publiées dans leur journal *Le Petit Impartial* du 13 décembre1928. Ces mesures de sécurité sont l'objet d'un rapport du commandant de la Garde (le colonel F. Evans) au Secrétaire d'Etat de l'Intérieur en date du 29 avril 1929[161].

"..... *Deux officiers, un Américain et un Haïtien, et un détective ont été assignés à la garde des accusés, avec ordre de se tenir dans le voisinage immédiat du juge pour le protéger. Dix gardes armés de gourdins et dix détectives ont été postés dans la salle d'audience, les gardes aux issues et les détectives disseminés dans l'auditoire. Trois officiers*

159. Kern DELINCE – *Armée et Politique en Haïti*, L'Harmattan , Paris, 1979.
160. Archives BORNO.
161. Archives BORNO.

américains, deux sous-officiers et seize soldats, tous de la Garde d'Haïti, ont été placés dans la rue côté nord du Palais de Justice, un officier américain devant l'édifice, un autre à l'arrière et le troisième circulant à motocyclette. Officiers et sous-officiers portaient leurs révolvers, les soldats des gourdins. Dans le sous-sol se tenaient hors de vue un officier et dix soldats armés de gourdins, pour être employés en cas d'alerte. Au garage de la garde, distant de 200 yards, une pompe à vapeur du service de l'incendie était tenue en réserve sous les ordres d'un officier américain pour servir, en cas de nécessité, à disperser la foule au moyen de jets d'eau et prévenir, par ainsi, l'emploi de tout autre moyen de coercition. Quatre officiers américains gardaient le vestibule du Palais de justice et, à 400 yards, au bureau de la police, un détachement de cinq sous-officiers et quinze soldats armés respectivement de révolvers et de fusils était tenu en réserve sous les ordres d'un officier américain avec instruction formelle de n'armer aucun fusil, s'il en était besoin, sans l'ordre direct d'un officier américain. Des ordres similaires avaient été passés à la 12^{è} compagnie mobile tenue en réserve à la caserne Dessalines....."

Par contre, si on en croit James Mac Crocklin[162], la Garde d'Haïti ne fit pas mieux que ses prédécesseurs dans le domaine des garde-côtes. Les quatre navires achetés en 1917 pour le service des garde-côtes furent de peu d'utilité et terminèrent leur courte carrière de façon lamentable. La *République* prit feu en 1917 par suite d'une négligence d'un marin américain; le *Progrès* s'échoua sur un récif près d'Aquin le 21 mai 1918; L'*Indépendance* explosa à Guantanamo en novembre 1922; quant au *Haïti* il fut revendu en janvier 1920. Cette malheureuse expérience est en tout point comparable à l'une des nombreuses bévues du gouvernement d'Antoine Simon qui avait acheté, en 1910, un navire de guerre pour 500.000 dollars, navire qui dut être revendu quelques mois plus tard pour 20.000 dollars pour servir de soute à charbon, car il ne pouvait pas tenir la mer.

Une mention spéciale de félicitation doit être décernée au service de l'Hygiène. Tout le monde, même les plus ardents opposants à l'occupation, reconnurent ses bienfaits, l'efficacité de son action et le dévouement de son personnel. Berthoumieux Danache en parle ainsi: "*Les médecins américains envoyés en Haïti semblaient s'être donné le mot*

162. James H. Mac CROCKLIN – *Garde d'haïti 1915-1934*, The U.S. Naval Institute, Annapolis, 1956.

d'ordre de panser les blessures que nous faisaient leurs congénères des autres services de l'occupation et de nous apprendre que leur pays n'était pas uniquement composé d'hommes d'affaires sans scrupule et de militaires sans entrailles"[163]. On peut seulement regretter que son action ne fut pas accompagnée par un progrès similaire dans le développement de la production industrielle et agricole, mais Haïti, sur ce point, ne fit pas preuve d'originalité. Le service d'Hygiène modernisa et améliora le fonctionnement et la qualité de l'Ecole de Médecine, aussitôt que Borno accepta d'en retirer la gestion au département de l'Instruction Publique pour la lui confier. "..... *En encourageant le gouvernement à édicter la loi du 16 juillet 1926 sur le transfert de l'Ecole de Médecine au département de l'Intérieur, les occupants visaient à placer la vieille Alma Mater sous la dépendance du service d'Hygiène américain. Sujetion qui finalement devait se révéler payante, car, alors qu'on s'était toujours plaint de l'abandon systématique où était laissée l'Ecole de Médecine depuis l'occupation, on ne fut guère surpris de l'intérêt qu'elle parut soudainement présenter aux Américains dès la promulgation de la loi de 1926.....*"[163 bis]. De fait, quinze mois plus tard, on inaugurait les nouveaux bâtiments de l'Ecole pour remplacer ceux qui menaçaient ruine.

Quant à la direction des Travaux Publics, les avis unanimes sont également des plus élogieux. Il est vrai que son œuvre se voit et contraste avec l'inertie de la plupart des gouvernements précédents. On lira une ample description de cettte œuvre dans les ouvrages de Mr Georges Corvington *Port-au-Prince au cours des ans*, Editions Deschamps. Citons simplement les principales réalisations: 1700 kilomètres de routes carrossables, alors qu'il n'y avait que des sentiers au moment de l'intervention américaine; remise en état de nombreux barrages et canaux d'irrigation qui dataient de la colonie et n'avaient pas été entretenus depuis lors; construction de nombreuses écoles, hôpitaux, bâtiments publics tels que tribunaux, prisons, douanes, locaux administratifs; adductions d'eau potable dans les principales villes etc...

Un rapport sur les Travaux publics à l'issue du premier mandat[164] fait état de 1080 kilomètres de routes, 14 écoles (Jérémie, Les Cayes, Léogâne, Saint Marc, Cap Haïtien, Port-au-Prince etc...) construites et 10 en cours de

163. Berthoumieux DANACHE. (op. cit.)

163 bis Georges CORVINGTON. (op. cit.)

164. René T. AUGUSTE – *Administration du Président Borno – Travaux Publics*, Imprimerie Nationale, Port-au-Prince, 1926.

construction, 11 phares, 3 wharfs, de nombreux hôpitaux et dispensaires dans les villes (Les Cayes, Port-au-Prince, Jacmel...) et dans les campagnes, le téléphone automatique à Port-au-Prince etc...

Quant à l'ensemble des réalisations au cours des deux mandats, la liste en est donnée dans le rapport de l'ingénieur en chef des Travaux publics pour l'exercice de 1929/1930, comme suit:

- 16 casernes et 61 avant-postes pour la Garde d'Haïti
- 3 hôpitaux et 50 dispensaires ruraux
- 7 douanes
- 1 école d'agriculture et 69 fermes-écoles rurales
- 10 écoles industrielles
- 2 écoles nationales et 11 écoles religieuses
- l'Hôtel de Ville de Port-au-Prince
- 1 palais de Justice
- 1700 kilomètres de route et 189 ponts

et de nombreux barrages et canaux d'irrigation, le téléphone automatique à Port-au-Prince, première ville d'Amérique latine à en disposer, des adductions d'eau, des phares, des wharfs. Le tout dans le cadre de budgets qui, chaque année, voyaient l'endettement de l'Etat diminuer.

Ce qui est également remarquable et qui tranche sur les habitudes est que des crédits importants furent toujours alloués pour l'entretien et la réparation des ouvrages existants, même lorsque, de façon assez exceptionnelle, ils provenaient des administrations précédentes. Dans l'ensemble, les dépenses consacrées aux Travaux publics représentèrent chaque année entre 20 et 25% des dépenses de l'Etat, hors service des emprunts.

Le Président Borno fit voter le 22 décembre 1922 une loi créant le Service Technique de l'Agriculture et de l'Enseignement professionnel. Il en informa le général Russell par une lettre qui exposait les motifs de cette décision[165]:

"*Monsieur le Haut-Commissaire,*

Sur l'initiative du gouvernement, une loi vient d'être votée par le Conseil d'Etat créant au Département de l'Agriculture un Service Technique de l'Agriculture et de l'Enseignement professionnel.

Le gouvernement attache à l'exécution de cette loi une importance

165. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

décisive. Il en attend le relèvement moral et matériel des populations rurales d'Haïti, le développement de la production nationale, et cet accroissement des ressources budgétaires qui seul permettra les grandes réalisations à l'avenir.

Aussi entend-il confier la direction du nouveau service à un technicien de haute valeur. Déjà, M. le Haut-Commissaire, nous avons eu l'occasion de considérer la question et vous pouvez et vous avez bien voulu me donner l'assurance que le gouvernement américain serait heureux de répondre à notre appel, se conformant d'ailleurs à l'obligation qu'il a assurée, par l'article 1er du Traité de 1915, d'aider le peuple d'Haïti au développement efficace de ses ressources agricoles.

Dans ces conditions, le Président d'Haïti serait disposé à nommer Directeur du Service Technique de l'Agriculture et de l'Enseignement professionnel tel technicien de valeur que le Président des Etats-Unis voudrait bien lui recommander."

Au delà de ces motifs, conformes à l'esprit et à la lettre du Traité de 1915, on peut penser que, par ce biais, Borno entendit donner partiellement satisfaction au général Russell qui insistait, et insista sans cesse, pour obtenir le contrôle des écoles publiques que Borno ne voulut jamais lui céder (*voir infra*). C'est la raison pour laquelle, semble-t-il, ce Service technique comportait un secteur de l'enseignement professionnel, secteur qui, il faut bien le reconnaître, n'avait jamais été très développé auparavant, malgré les efforts du ministre Elie Dubois sous le gouvernement de Fabre Nicolas Geffrard. En application de cette loi, le gouvernement américain fit nommer le docteur Freeman, Directeur du Service Technique, aux appointements de 17.500 dollars par an. Le docteur Freeman développa ce service de la façon la plus rationnelle et la plus moderne et à grands frais et ce fut un échec dont il n'est rien resté.

Mr Freeman, en effet, avait toutes les qualités sauf celle de connaître la mentalité et les aspirations des paysans qu'il prétendait instruire et éduquer. Il fit pourtant de louables efforts. Là où il n'y avait rien – car l'Etat ne s'était rarement préoccupé de l'agriculture et des agriculteurs autrement que pour percevoir des droits d'exportation du café – Freeman créa une Ecole centrale d'Agriculture à Damien, dans la banlieue Nord de Port-au-Prince; cinq stations expérimentales (à Damien pour l'élevage, le coton, les fruits; à Hatte Lathan pour le sisal et le coton; à Fonds-des-Nègres pour le café, le cacao et l'apiculture; à Hinche pour l'élevage et à Poste Chabert pour l'arboriculture et l'apiculture.) et

soixante neuf fermes écoles qui regroupaient 7.500 élèves. Ce service absorbait environ 6% du budget de l'Etat. Ce fut en pure perte. La production agricole et particulièrement celle des produits destinés à l'exportation ne fit aucun progrès. Ainsi, la moyenne des exportations de café pour la période 1926/1936 plafonne à 62,6 millions de livres, alors qu'elle atteignait déjà 61,6 millions de livres dans les années 1910/1914 qui précédèrent immédiatement l'intervention américaine[166]. Par ailleurs, un des principaux problèmes de la République, celui de la déforestation fut presque totalement négligé. Il n'était pas nouveau pourtant. Déjà, du temps de la colonie, des planteurs s'inquiétaient des conséquences du déboisement[167]. Le général Russell appela l'attention du Président sur ce sujet par une lettre du 9 septembre 1922 qui pose le problème et lui suggère une solution expéditive:

"*My dear Mr President,*

I know that you are greatly concerned over the deforestation of Haiti and in this connection you are probably aware of the manner in which the pine trees, growing at high altitudes near the summits of the mountains, are being killed by the natives cutting into them in order to gather a few sticks of pitch pine to sell for kindling wood. The tree gradually dies and is blown down.

Of course kindling wood is used to start fires but it is believed some other wood or a little kerosine oil could as well be used.

Would it not be possible by an arrêté or law, if necessary, to stop this terrible devastation at once, for if the sale was prohibited there would be no cause for cutting the trees."[168]

Soixante quinze ans plus tard, cette lettre reste d'actualité. Borno réagit cependant, mais sans grande efficacité. Il fit voter une loi, en février 1926, créant les "forêts nationales réservées" sous le contrôle du Service Technique de l'Agriculture et, en application de cette loi, un arrêté du 30 avril 1926 institua 30.000 carreaux de forêts réservées près de Saint Raphaël, dans l'arrondissement de Marmelade. Et ce fut tout.

Enfin, le Service Technique de l'Agriculture ne put attirer des capitaux extérieurs pour le développement de l'agriculture, non plus du reste des capitaux indigènes. Il n'en est pas le principal responsable et ce

166. Alain TURNIER – *La Société des baïonnettes.* (op. cit.)
167. Voir J. CAUNA. (op. cit.)
168. Archives BORNO.

fut peut-être mieux ainsi, comme l'observe Gérard Pierre-Charles[169]:

"Le capital américain ne trouva pas en Haïti les bases structurelles indispensables pour que les plantations de type capitaliste prospèrent et satisfassent, avec des dividendes élevés, la recherche du plus grand profit. A Cuba et en Amérique Centrale, l'existence d'immenses propriétés put, au moyen de l'apport du capital et de la technique, donner lieu facilement aux plantations capitalistes. En Haïti, la prédominance de la petite exploitation agricole et d'autres caractéristiques de la structure agraire constituaient un obstacle au développement de ce système."

De fait, la plupart des tentatives de grandes plantations échouèrent, et pas seulement les fantaisies bananières de Mr MacDonald (*cf. supra*). Seule la HASCO (Haytian Sugar Company) réussit à subsister dans la plaine du Cul-de-Sac aux portes de Port-au-Prince, ainsi qu'une plantation de sisal, près de Fort-Liberté, jusqu'à ce que les fibres artificielles la rendent inutile.

L'échec pourtant était prévisible, voire prévu. Dans un mémoire rédigé par Léon Dejean, secrétaire d'Etat des Relations Extérieures, de mai 1926, on lit [170], dans un style très diplomatique que savait manier cet ancien ambassadeur de la République:

"..... Bien que l'on ne puisse nier les efforts d'organisation du travail agricole et de l'enseignement professionnel entrepris par le Service Technique d'Agriculture et que les résultats désirés et attendus exigent du temps, il apparait cependant qu'un rendement plus positif aurait dû déjà être obtenu ou du moins que les perspectives d'un rendement plus pratique auraient dû déjà être entrevues, si l'on tient compte des dépenses effectuées à cette fin. Etant donné le caractère d'urgence que revêt la solution du problème agricole, l'on peut dire que le succès de toute l'organisation dépend moins des connaissances scientifiques des dirigeants qui ont la charge que de l'intelligence des méthodes pratiques....."

169. Gérard PIERRE-CHARLES – *La economia haitiana y su via de desarollo*, cité par Suzy CASTOR. (op. cit.)
170. Archives BORNO.

LES SERVICES PUBLICS DIRIGÉS PAR LES HAÏTIENS

Le Traité de 1915 était fondé sur le principe du strict contrôle des finances publiques haïtiennes par les autorités américaines et, par voie de conséquence, du contrôle des secteurs de la vie publique pouvant avoir un effet immédiat et important sur les ressources, c'est-à-dire la Sécurité, les Transports, les Travaux Publics et l'Agriculture. On y avait cependant ajouté l'Hygiène publique, sans doute pour donner à ce Traité la teinte humanitaire nécessaire pour le faire accepter par le Congrès et par l'opinion publique. Mais il ne s'agissait pas d'une tentative d'assimilation telle que l'imaginèrent parfois certains peuples latins conquérants de pays exotiques. Aussi, l'Instruction Publique et la Justice furent elles absentes de ce Traité. Mais elles furent aussi le principal point de désaccord permanent entre le président Borno et l'occupant américain. Dès que la sécurité fut assurée après l'écrasement des cacos de Charlemagne Péralte et que les finances publiques furent assainies, les Américains, sous l'impulsion du général Russell qui venait d'être nommé Haut-Commissaire, furent tentés de doter le pays d'une véritable administration coloniale couvrant tous les secteurs de la vie publique. C'est, au demeurant, une tendance naturelle à toute administration, surtout lorsqu'elle pense sincèrement être mieux à même de réussir que tout autre système préexistant qu'on pourrait lui opposer. L'histoire de l'Instruction Publique et de la Justice est donc celle d'une lutte permanente entre Borno et Russell, en désaccord sur les vues et les moyens, ponctuée çà et là de compromis partiels et de circonstance.

Dès le début du premier mandat de Borno, Russell engagea le débat, toutefois avec prudence et tact. Nous n'étions plus à l'époque où un simple petit Conseiller financier pouvait retenir les appointements du Président à qui il ne parlait qu'en présence du commandant de la Gendarmerie.

Le 18 novembre 1922, le Général Russell signa la lettre suivante destinée au secrétaire d'Etat des Relations Extérieures:

"*Mr Minister,*

The government of the United States, after careful study of conditions in Haïti as bearing on the purposes of the Treaty of September 16, 1915, between the United States and Haiti, is of the opinion that the purposes of this Treaty would be more fully accomplished if a more efficient system of education were established under the direction of a competent officer having under his jurisdiction the necessary number of trained assistants. Such an officer should be given sufficient power to enable him to determine and put into effect the most efficient educational system and he should inaugurate, if in his judgment he finds it desirable, a system of manual training or vocational schools and of agricultural instruction. I am therefore instructed by my government to propose to you the following:

That the President of Haiti appoint, upon nomination by the President of the United States, an American official to be known as the Director of Public Education who will have the supervision, direction and control of education in the Republic of Haiti;

That the Haitian government pay to the Director of Public Education a salary of ten thousand dollars ($10,000.00) United States currency per annum;

That the Haitian government provide by law for the creation of a Bureau of Education to be established in the Department of Public Instruction which shall function under the direction and supervision of the Director of Public Education and which shall have such assistants and personnel as the Director may deem proper and the finances of the Haitian government will permit, in the judgment of the Financial adviser;

That the Haitian government by law or appropriate decree provide for the execution of such measures as, in the opinion of the Director of Public Education, it may be necessary to take for the advancement of education in the Republic;

That the office of Director of Public Education, as proposed herein, be maintained by the Haitian government during the life of the Treaty between the United States and Haiti of September 16,1915, with its additional act of March 28,1917.

Upon receipt of your Excellency's approval of this proposed measure, I will communicate with my government in order that the office created therein may be filled at the earliest possible date.

Be pleased to accept, Mr Minister, the assurance of my high consideration.

Signé John H. Russell
American High Commissioner"

Disons tout de suite que cette lettre, qui avait été précédée, en Septembre 1922, par une autre lettre allant dans le même sens mais un peu moins directive, ne parvint pas à son destinataire. L'original, trouvé dans les archives Borno, porte la mention marginale suivante de la main du Président : "*Note à moi remise par le H. C., le 27 Nov. Il a été convenu qu'elle ne serait pas envoyée aux R. E. et resterait en mes mains comme simple mémorandum.*"[171]

Le sens et le ton de cette lettre de Russell ne méritent pas d'exégèse ; c'est assez clair et précis. On comprend que Borno n'ait pas pu y souscrire. Il était prêt, et même demandeur, pour recevoir toute assistance américaine dès lors qu'elle portait sur des techniques de toute nature dans lesquelles la supériorité américaine paraissait évidente, mais il ne voulut jamais accepter – quoique disent ses trop nombreux détracteurs – que l'occupation s'attaquât à la culture et à la civilisation haïtienne. Certains auteurs, cependant, et qui ne sont point des thuriféraires, le reconnaissent :

"..... *Il fut témoin de l'humiliation de Dartiguenave qu'on priva même de son salaire. Il comprenait que ces chicaneries et ces chamailleries paralysaient toute action positive qui aurait pu aider à la reconstruction ou plutôt à la construction d'Haïti ..... "Elu" en 1922, après un accord fait avec le même général qui, au préalable, l'avait considéré comme un agitateur dangereux, il inaugura l'ère de la collaboration totale avec les Américains..... Il donna aux Américains ce qu'ils voulaient, excepté une chose, le contrôle de l'éducation. Haïti devait rester un pays de langue française.....*"[172]

C'est à Borno qu'on doit qu'Haïti soit resté un pays de langue française, et aussi de langue créole en ce sens que, pour la première fois, en 1924, une décision gouvernementale autorisa l'utilisation du créole

171. Archives BORNO.
172. Lyonel PAQUIN. (op. cit.)

dans l'enseignement scolaire[173]. Peut-être certains de ses détracteurs auraient-ils préféré que, sur ce point, il cédât aux Américains. On notera, à ce propos, que sa vie privée était en harmonie avec son action politique. Du temps de sa présidence, ses trois enfants: Madeleine, Henri et Simone, firent leurs études secondaires à Paris alors que, bien évidemment, il aurait eu toutes les facilités de les envoyer aux Etats-Unis.

Cependant, Borno dut faire une concession. Il accepta la création d'un service de l'enseignement agricole dirigé par les Américains (cf. supra). L'occupation prit alors sa revanche. Elle dota l'enseignement agricole de généreux budgets tandis que l'enseignement public dirigé par les Haïtiens, ainsi que l'enseignement confessionnel des prêtres français subventionné par le gouvernement haïtien ne reçurent que la portion congrue, au niveau de ce qu'elle était avant l'occupation, comme en témoignent les valeurs ci-après[174]:

	Budget de l'Instruction Publique	Budget du Département de l'Agriculture et de l'enseignement agricole
1914/1915	1.893.000 gourdes	-
1929/1930	1.910.956 gourdes	4.494.292 gourdes

Si on analyse plus en détail les budgets, on voit que, en matière d'enseignement, les fonds destinés aux écoles professionnelles dirigées par les Américains ne firent que s'ajouter aux crédits alloués de manière constante aux écoles haïtiennes. Ainsi les fonds destinés à l'éducation dans le budget de l'exercice 1928/1929 se répartissent ainsi:

Dépenses allouées aux services dirigés par les Haïtiens

Instruction Publique	2.131.008 gourdes
Personnel du petit Séminaire	25.312 gourdes
Ensemble	2.156.320 gourdes

Dépenses allouées aux services dirigés par les Américains

Fermes-écoles rurales	500.000 gourdes
Ecole Centrale d'Agriculture	675.000 gourdes
Boursiers aux Etats-Unis	15.000 gourdes

173. Paul DEJEAN – *Problèmes d'alphabétisation en Haïti*, Institut catholique de Paris, 1963.

174. Leon D. PAMPHILE (op. cit.) et Paul H. DOUGLAS (op. cit.).

Ecoles Techniques d'Arts et Métiers	620.000 gourdes
Réparation et entretien des maisons d'écoles	66.000 gourdes
Ensemble	1.876.000 gourdes

De la sorte, on voit que les dépenses totales prévues au budget de cet exercice, représentatif du gouvernement de Borno, avant la crise de 1929, se répartissent ainsi, pour un total de 37.900.000 gourdes (avant tout collectif).

- Dette publique 27,0%
- Administration des finances et des douanes 6,0%
- Ministère de l'Intérieur (gendarmerie, services de la Présidence, du Conseil d'Etat et des secrétaires d'Etat) 29,3%
- Travaux Publics 14,4%
- Education (écoles haïtiennes, écoles congréganistes et presbytérales et écoles techniques américaines) 10,6%
- Justice 3,5%
- Autres (Relations Extérieures, Cultes[175], Agriculture, Commerce etc...) 9,2%

La Commission Forbes sur ce point n'approuva pas le comportement de l'occupation. Dans son rapports au Président Hoover, elle note que: "*Ce Corps* (les écoles presbytérales) *représente les bases du système éducatif d'Haïti et mérite un appui plus généreux qu'il ne reçoit.....*"

Les désaccords entre Borno et Russell au sujet de l'éducation durèrent jusqu'à la fin de leurs mandats et n'étaient, au demeurant, que la continuation, selon un autre style, du conflit qui avait opposé Dantes Bellegarde, ministre de l'Instruction Publique du président Dartiguenave au Conseiller financier MacIlhenny. Dantes Bellegarde était pourtant prêt à recevoir l'assistance technique américaine mais, lui aussi, ne voulut pas céder le commandement de l'Instruction Publique. Dans l'exposé au Conseil d'Etat de son projet de loi sur l'organisation rurale et agricole, le 9 août 1918, il disait:

"..... *Les inspecteurs-professeurs départementaux doivent être*

175. Les évêques et prêtres de l'Eglise catholique sont appointés par le gouvernement, en application du concordat de 1860.

des ingénieurs agronomes diplômés, ayant fait un stage dans une exploitation agricole. Il est peu probable que je puisse les recruter sur place. C'est un aveu qu'il m'est infiniment pénible de faire devant vous. Dans ce pays essentiellement agricole, on trouve des avocats, des médecins, des littérateurs en masse; mais pas ou presque pas d'agronomes. Les agronomes il faudra bien que nous allions les chercher à l'étranger..... "[176]

Mais le Conseiller financier qui percevait 10.000 dollars par an refusa tout crédit supplémentaire aux écoles haïtiennes. Il refusa d'augmenter le salaire des instituteurs de campagne qui devaient se contenter d'un salaire inférieur à 100 dollars par an. Il refusa de même un crédit de 7.000 dollars pour mettre en place l'Ecole Normale d'Instituteurs prévue par une loi de 1913.

Borno tenta de tourner la difficulté en utilisant au mieux les crédits insuffisants qui étaient alloués à l'école publique en s'appuyant le plus possible sur les écoles presbytérales et congréganistes. Son attachement affiché pour l'église catholique et les excellentes relations qu'il entretenait avec les évêques lui furent d'un grand secours, à la fois pour améliorer la qualité de l'instruction et également pour faire barrage aux visées annexionnistes des Américains sur le système éducatif haïtien. Il avait aussi conscience de répondre aux aspirations de la majorité du peuple et pas seulement à celles de "l'élite". Il recevait un abondant courrier de toutes les régions et de toutes les catégories sociales, plusieurs centaines de lettres chaque année. Nous extrayons de cet abondant courrier une lettre, à titre d'exemple que l'on pourrait multiplier. Cest une lettre de 1922 de Mr Athanase M. Auguste, juge de Paix à Saint Louis du Nord[177]:

"*Monsieur le Président,*

La commune de Saint Louis du Nord a chaleureusement applaudi votre avènement au pouvoir. Elle fonde sur vous de légitimes espérances pour la réorganisation des écoles primaires, urbaines et rurales, et pour la solution de la question agricole dans un sens méthodique et pratique..... Elle contribue dans une large proportion à la richesse nationale.....

176. Dantes BELLEGARDE – *Pour une Haïti heureuse*, (op. cit.).
177. Archives BORNO.

Votre Excellence a promis de s'intéresser à l'instruction de la masse. La démocratie est incompatible avec l'ignorance. Les écoles rurales de ma juridiction méritent une nouvelle organisation. Telles qu'elles existent, le résultat est nul. Mon opinion est que ces écoles soient confiées aux Frères de l'Instruction Chrétienne aidés de maîtres laïcs. Le petit campagnard, en apprenant à lire et à écrire, recevrait en même temps quelques notions pratiques d'agriculture. A côté de l'école se trouverait une chapelle....."

C'est dans cet esprit, selon cette politique que Borno orienta l'organisation et l'action du service de l'Instruction Publique.

Une loi du 19 décembre 1922 confia à la Congrégation des Filles de Marie l'école professionnelle et ménagère "Elie Dubois", école qui avait été créée en 1912, la soustrayant ainsi à la juridiction de monsieur Freeman. Une loi du 1er février 1923 créa des conférences pédagogiques sous la direction du Principal des Frères de l'Instruction Chrétienne et de la Directrice de l'Ecole Normale d'Institutrices, afin de pallier l'absence d'Ecole Normale d'Instituteurs, Ecole pourtant prévue par une loi de 1913 mais que le Conseiller financier, soutenu par Russell, refusa toujours de financer. Il fallut attendre 1932 pour voir, enfin, la création de cette Ecole, après que le Conseiller financier eut perdu son droit de veto sur les dépenses du gouvernement. Cette première ébauche de solution fut complétée par une loi du 30 septembre 1925 qui annexa un cours normal d'instituteurs à l'Institution Saint Louis de Gonzague dirigée par les Frères, français, de l'Instruction Chrétienne. Et encore, un arrêté du 24 mars 1926 créait des cours d'enseignement pédagogique pour la formation d'institutrices d'écoles rurales, cours annexes aux écoles primaires dirigées par les Sœurs de Saint Joseph de Cluny et les Sœurs de la Sagesse. Plusieurs de ces dispositions s'inspiraient des projets que Dantes Bellegarde n'avait pu mettre en application, en 1918, devant l'hostilité du Conseiller financier.

Bien qu'il acceptât cette législation – c'était le prix à payer pour maintenir la coopération franche et loyale – le général Russell persista dans ses critiques du système éducatif haïtien. Le 20 novembre 1928, il adressait à Borno une longue lettre de 9 pages [178] dans laquelle il présentait en détail sa conception de l'éducation qu'il jugeait nécessaire de promouvoir en Haïti et considérait que le système éducatif reposant sur les études classiques, au détriment de l'enseignement technique, était en

178. Archives BORNO

grande partie responsable des désordres et du sous-développement du pays:

"*Dear Mr President,*

A few days ago you handed me three projects of law, relating to a reorganization of the school system of Haiti, and asked for my opinion on these proposed laws.....

As you know, it is and has been my thought that the one system of education to be pursued in Haiti should be to teach each individual a trade, to make each citizen an asset to his country. For over one hundred years Haiti has been struggling along, having its schools or semblance of them, giving classical instruction only, and what has been the result? It is not necessary for me to point out to you the fact that a great deal of the suffering and the backwardness of the country, including its political and financial chaos during the above mentioned period, was due to the fact that only classical instruction was pursued. It is essential that there be developed in Haiti, as rapidly as possible, a middle class – a class of artisans and skilled laborers, who will become the backbone of the country, and go far to assure stability of government. I am even tempted to state that I believe every boy or girl who graduates from a public school in Haiti, no matter what his or her condition in life, should be capable of using his or her hands as well as head..... It must be recognized, therefore, that one of the principal economic problems of Haiti is the problem of education and that its great educational problem lies in the training of its agricultural and industrial workers. It was in order to develop the productivity and wealth of Haiti, and at the same time to increase the economical strength and stability of the government that the present policy of the development of an Agricultural and Industrial school system under the supervision of the Service Technique has been adopted.....

The real problem in teacher training lies in the training of several thousand primary, secondary and high school teachers who will be the actual teachers of the children in the schools. The essential part of the training of these teachers lies in the subject matter to be taught. The teacher of agriculture should know agriculture and should be able to use skillfully with his own hands the tools of agriculture; the teacher of mechanics should be skilled in the use of mechanical tools as well as in the theory of mechanics..... This task is now being accomplished at the Ecole Centrale which in its Agricultural Division is training teachers and

administrators for the rural schools (all rural schools should be farm schools) and in its Industrial Division is training teachers and administrators for the urban schools (all urban schools should be industrial schools). As has already been pointed out, the rural farm schools and the city industrial schools teach all of those classical subjects found in the national schools, or which will be found in any modern school for similar grades. But, in addition to these classical studies, these schools give training in those arts and trades which will be useful to the student's life work on the farm, or to his industrial activities in the city..... "

Il ne semble pas que Borno ait été convaincu ou ait voulu se laisser convaincre. Moins d'un mois plus tard, Russell dut revenir à la charge, mais, encore, en pure perte, dans une lettre du 11 décembre 1928[179]:

" ..... *A few days ago you handed me a project of law on public instruction and requested my comments. I have given this law the most careful consideration and regret to have to state that I feel that it entirely misses the fundamental idea of the policy of industrial education as a means of building up the economical prosperity of the Haitian people as a whole because it relegates the industrial courses to an "apprentice section" in the primary schools.....*

As I have previously stated to you there is, in my opinion, no need for changes at this time in the laws governing the educational system of Haiti. The present laws are adequate to provide for the development of the rural agricultural schools and the urban industrial schools as rapidly as the financial condition of the government will permit, and rather than to reorganise and improve these schools[179bis] *by changing the laws governing them, they should be eliminated as quickly as possible and the funds should be used for the building and maintenance of industrial schools.....* "

Près de sept ans après leurs arrivées au pouvoir et après ces sept années de coopération franche et loyale, le dialogue de sourds persistait. Le 15 juin 1929, Borno prit un arrêté sur un nouveau plan d'études de l'enseignement secondaire, toujours axé sur l'enseignement classique: "*l'enseignement classique traditionnel, à base gréco-latine, reste l'armature principale de la culture secondaire.....* "

Il ne pouvait plus clairement dire non à Russell sur ce sujet de

179. Archives BORNO.

179 bis. These schools = Les écoles publiques haïtiennes.

l'enseignement. Mais il ne put le faire qu'avec l'appui du corps enseignant confessionnel venant de France. Il convient à présent de parler des rapports entre Borno et le clergé catholique, en grande majorité Français de Bretagne, rapports toujours délicats quand on a affaire à l'Eglise de Rome, même si, comme Borno, on est un fervent catholique. Si Borno avait besoin du concours du clergé français, celui-ci avait, tout autant, besoin du soutien de Borno pour l'aider à résister aux visées expansionnistes du docteur Freeman, de sa technique moderne, de ses finances aisées et de son complexe de supériorité. Le clergé eut souvent à appeler Borno au secours contre les volontés de Freeman de remplacer leurs écoles par celles du Service Technique[180]. Mais l'influence de l'Eglise ne pouvait que diminuer. Malgré ses insuffisances, ou plutôt son inadaptation à la mentalité haïtienne, les écoles du Service Technique du docteur Freeman attiraient une partie importante des étudiants; les missions protestantes américaines déversaient leurs pasteurs et leurs dollars sur le sol haïtien tandis que le clergé français, décimé par la guerre, n'arrivait plus à faire face et se voyait incapable d'assurer la relève par des prêtres haïtiens, faute d'avoir pris à temps les mesures nécessaires. Dès 1916, alors qu'il était Ministre des Relations Extérieures et des Cultes du gouvernement Dartiguenave, Borno appela l'attention de Monseigneur Cherubini, Internonce et Envoyé Extraordinaire du Saint-Siège, sur la raréfaction du clergé français en Haïti, une façon détournée de regretter le peu d'empressement que mit l'Eglise de Rome à former des prêtres haïtiens[181].

"..... *Il* (Monseigneur Pichon, Archevêque coadjuteur) *pense qu'un certain nombre de prêtres mobilisés ne reviendront pas en Haïti après la guerre actuelle et il signale, en outre, que le grand Séminaire ne fournit plus le nombre nécessaire de prêtres. La guerre finie, il faudra pourvoir, en France, aux besoins qui seront très pressants du service religieux. Les vocations religieuses seront donc détournées d'Haïti.....*"[182]

En définitive, l'Eglise de Rome considéra Borno comme un rempart nécessaire contre les empiètements du matérialisme et du protestantisme américain tout autant que devait durer l'occupation. Mais aussitôt qu'il devint évident que la désoccupation était proche, l'Eglise tourna casaque et se rangea

180. Supplique de la Direction des Frères de l'Instruction Chrétienne du 28 mars 1927; demande de l'archevêché de Port-au-Prince du 4 juin 1926. (Archives BORNO)

181. En 1924, il n'y avait que 5 prêtres haïtiens. (Jacques BARROS, op. cit.)

182. Lettre du 29 septembre 1916. (Archives BORNO)

du côté de l'opposition au cours des événements de 1929. C'est ainsi qu'on vit les petites demoiselles de l'Institution Sainte Rose de Lima faire grève aux côtés des étudiants du docteur Freeman. C'est dans le même esprit que Monseigneur Conan, Archevêque de Port-au-Prince, déposa devant la Commission Forbes (*cf. infra*) en faveur de la fin de l'occupation.

"..... *Ministre d'une Eglise qui considère l'occupation d'un pays libre par une autre nation comme un événement anormal et douloureux auquel on doit travailler à mettre fin le plus tôt possible, sachant, au surplus, combien ce cher peuple souffre en sa dignité nationale d'être tenu en tutelle, de tout cœur nous faisons nôtres ses souffrances, ses plaintes et ses espérances.....* "[183]

Monseigneur Conan, cependant, connaissait les usages et, dans son for intérieur, avait de la reconnaissance envers Borno pour son action en faveur de l'Eglise ainsi qu'il le lui écrivit quelques jours avant la fin du mandat.

"*Mr le Président,*

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de me faire connaître le jour et l'heure où je pourrais, avec les principaux membres du clergé, me présenter au Palais National pour La remercier de ce qu'Elle a fait, pendant Sa présidence, pour le bien de la Religion et pour le clergé. Daignez agréer..... "[184]

Quant à l'opposition politique, elle ne sut aucun gré à Borno d'avoir défendu bec et ongles le système scolaire haïtien.

"..... *Puisque l'office Freeman, cette organisation de râtés d'universités américaines, se sera accaparé de l'enseignement primaire, plus ne sera besoin d'avoir ce corps de maîtresses compétentes qui sortaient de Normale. L'Ecole Normale sera supprimée. Et le lycée à quoi sert-il? Plus besoin pour nos jeunes gens de latin ni de grec ni d'humanités..... Mr Borno serait-il peut-être content.....* "[185]

L'autre secteur de la vie publique, non visé par le Traité de 1915 et qui donna lui aussi lieu à de vigoureuses attaques de l'occupant, fut la Justice. On peut dire que les tribunaux haïtiens étaient la bête noire des Américains, encore plus que l'école où ils purent malgré tout mettre un pied grâce au Service Technique du docteur Freeman, encore plus que les

183. Cité par Georges CORVINGTON. (op. cit.)
184. Archives BORNO.
185. Article de du journal *l'Action* du 4 juin 1929.

journaux d'opposition car, si on pouvait facilement jeter un journaliste en prison, il n'en allait pas de même avec les magistrats.

Le général Russell n'a pas cessé de se plaindre de la façon dont les tribunaux s'acquittaient de leur mission – étant observé cependant que s'il était vigilant pour dénoncer les erreurs ou les insuffisances des services qui n'étaient pas sous son autorité : l'Instruction publique et la Justice, il l'était beaucoup moins lorsqu'il s'agissait des manquements des services sur lesquels il avait la haute main.

Les archives Borno regorgent de plaintes et de récriminations des Américains contre les tribunaux haïtiens. Par exemple, le 25 août 1924, Russell fait remettre au Président un mémorandum sur trois cas jugés avec "erreur volontaire" par le tribunal de Cap-Haïtien[186].

Nouveau mémorandum le 4 janvier 1927 qui commence par ces mots : "*The present judiciary system of Haiti is notoriously ineffective..... There is clearly shown a desire by these courts to oppose the work of the Treaty officials in Haiti.....* "[186]

Il y revient un mois plus tard, le 11 février 1927, dans une longue lettre de 5 pages[186] dans laquelle il renouvelle ses critiques contre le tribunal de Cap-Haïtien qui acquitte des criminels avoués, se plaint de la médiocrité et de la vénalité des 'fondés de pouvoir' : "*Before the Tribunaux de paix, the greatest source of evil seems to be the 'fondé de pouvoir'. This would be lawyer who has studied law and failed to pass the bar examination or has purchased his licence to pratice, takes every opportunity to despoil the peasants and should be abolished.....* ", tire à boulets rouges sur les jurés que se laissent influencer par la foule..., cinq pages de remontrances avec exemples à l'appui, notamment celui de l'acquittement d'un meurtrier qui, pour se défendre, avait dit qu'il avait cru tirer sur un "loup-garou".

Dans son rapport annuel du 3 janvier 1928[187], il rappelle que "*During the past year no improvement has been noticed in the work of the Haitian judiciary, nor was any improvement expected. In fact, only a complete and drastic purification of that body can materially improve its existing lamentable and disgraceful condition.....* "

186. Archives BORNO.

187. *Annual Report of the American High Commissioner to the Honorable the Secretay of State.*

Nous terminerons cette litanie par une lettre du 1er mai 1930, en réponse à une lettre du 30 avril dans laquelle Borno requérait la force publique et la remise en vigueur de la loi martiale pour faire cesser la vague d'incendies criminels qui "accompagnait" le changement de régime politique (*cf. infra*). Russell fait savoir au Président qu'un certain Eugène Louis, dit La Place, a été arrêté, pris en flagrant délit de répandre du kérosène sur une maison. Il fut déféré à la Justice de Paix de Port-au-Prince le 23 avril : "..... *However, the Justice of the Peace, Section North, did not take any action, but requested the police to continue their investigation, ignoring the fact that he had absolute evidence for a conviction..... It would most certainly appear that speedy action should be taken in cases of this sort and that a failure to do so brings those officials who are involved under suspicion.*"[188]

Il semblerait, selon Russell, que certains magistrats auraient été "de mèche" avec les incendiaires, si on veut bien nous pardonner cette image.

Contrairement au comportement qu'il adopta en faveur de l'école, le gouvernement haïtien fit siennes la plupart des critiques américaines contre les tribunaux, à la seule exception du Tribunal de Cassation. Il est vrai que ces tribunaux, mal rémunérés – un juge de Cour d'Appel percevait un salaire inférieur à celui d'un capitaine de gendarmerie – pouvaient avoir tendance à orienter leurs arrêts en fonction de considérations de nature financière ou guidées par le dépit, sans beaucoup de rapport avec le strict respect de la loi. De leur côté, les membres du gouvernement et du Conseil d'Etat, presque tous avocats de profession, voyaient avec agacement ces petits magistrats faméliques leur faire opposition par leurs arrêts.

En 1926, le Secrétaire d'Etat de la Justice déplore la mauvaise qualité des juges de Paix dans son rapport du 2 février[189] : "*Jugements de simple police. C'est ici que le service central du contrôle a apporté son attention la plus vigilante. Les conditions légales de nomination à l'importante charge de juge de Paix ne peuvent être encore exigées des candidats et le mode de recrutement de ces fonctionnaires n'est point jusqu'ici conforme aux prescriptions du législateur. Aussi bien, est-il possible de constater qu'un grand nombre de magistrats appartenant à ce premier degré de juridiction, surtout dans les communes et quartiers de*

188. Archives BORNO.
189. Archives BORNO.

l'intérieur, sont au dessous de la tâche qui leur incombe de distribuer la justice conformément aux lois....."

En 1930, le Ministre s'insurge contre l'abus des détentions provisoires abusives. Et, malgré de nombreuses réformes et "épurations", il ne semble pas que la situation se soit améliorée tout au long du gouvernement de Borno, si on en juge par cette note de Stenio Vincent du 10 novembre 1932.

"*Pour assurer une situation d'ordre social, de respect des personnes et des biens, les juges de Paix sont placés à la tête de la juridiction des communes, investis de pouvoirs très grands que leur confère leur délicate fonction. Ils ruinent, pour la plupart, cette institution qui est la base de l'organisation gouvernementale. Dédaigneux du caractère élevé et sacré de leur rôle, ils s'exercent dans la pratique désastreuse de sacrifier le Droit et la Loi, les intérêts des particuliers au caprice de leur conscience déformée par la passion, le goût du lucre et les sentiments les plus réprouvables. Ils exploitent la confiance des justiciables, déçoivent l'attente du gouvernement. Aussi dans la proportion du grand nombre, ils se sont révélés la pénible tristesse de la Magistrature. De tels juges doivent être l'objet de la sévérité du pouvoir. Il faut épurer le corps des juges de Paix.....*"

C'est bien ce que fit Borno, mais semble-t-il, sans grand succès. Déjà la Constitution de 1918 avait suspendu pendant une période de six mois l'inamovibilité des juges, donnant ainsi au gouvernement la possibilité de remplacer ceux des juges, nommés du temps des éphémères gouvernements issus des insurrections, qu'il estimait indignes de leur charge. Puis une loi du 24 juillet 1924 supprima l'inamovibilité des juges dans certains cas tels que la condamnation pour vol, escroquerie ou forfaiture, les absences non motivées, la perte de la nationalité haïtienne et l'âge de 70 ans révolus. Enfin, la révision de la Constitution, en 1928, accorda un nouveau délai de 12 mois au gouvernement pour procéder à tous les changements qu'il estimait nécessaires dans le personnel des tribunaux. A cette disposition était jointe une restriction des affaires devant être soumises à un jury. Ceci visait principalement les délits de presse (*cf. infra*).

Toujours est-il que le divorce persista entre les tribunaux et les officiels, haïtiens et américains, du gouvernement, comme le constata la Commission Forbes:

"..... *En maintes occasions, des conflits ont lieu entre les tribunaux haïtiens et les officiels américains du Traité par le fait, d'une part, des tribunaux d'entraver ou de refuser à exécuter certaines mesures administratives et, d'autre part, des officiels du Traité de refuser de se soumettre aux décisions des tribunaux sous le pretexte que le Traité constitue la loi qui régit le pays et que les tribunaux ne doivent pas s'immiscer dans l'exécution du Traité ni dans les services qu'il a établis, ni y faire obstacle.....*"[190]

190. Rapport de la Commission Forbes.

LES RELATIONS EXTÉRIEURES

Borno fut particulièrement attentif aux relations de la République avec les pays étrangers. Les Relations Extérieures furent les premières fonctions ministérielles qu'il obtint, sous les présidences de Nord-Alexis, Davilmar Théodore et Sudre Dartiguenave. En outre, la qualité des Relations Extérieures était le signe de la souveraineté haïtienne, l'affirmation que la tutelle américaine n'aurait qu'un temps et n'était qu'un accident passager dans le cours de l'Indépendance.

Les relations extérieures d'Haïti furent particulièrement actives avec 3 pays dont la liste ne surprendra personne: Les Etats-Unis, Cuba et la République Dominicaine. Il y a peu à dire sur les relations avec les pays européens. Leur influence avait été définivement supplantée par celle des Etats-Unis et le rôle des Légations européennes à Port-au-Prince n'allait guère au delà de celui de simples consulats.

Avec les Etats-Unis, les relations d'Etat à Etat sont, d'abord, les relations personnelles entre le Haut-Commissaire John H. Russell et le Président Louis Borno. Le caractère de ces deux personnalités ainsi que les pouvoirs dont ils étaient investis faisaient obligatoirement passer par eux toute décision de quelqu'importance, de sorte que les rapports entre ministres haïtiens et conseillers américains n'étaient que discussions d'experts ne pouvant avoir effet qu'après un accord conjoint Borno-Russell, ce que l'opposition dénomma la "dictature bicéphale", ce que Arthur Millspaugh, Conseiller financier en 1927 et 1928, décrivit ainsi[191]:

"*Nominalement, le gouvernement de la République d'Haïti est resté constitutionnellement souverain. Haïti a un système présidentiel, donc tous les pouvoirs sont centralisés dans la personne du Président. M. Louis Borno, élu Président le 15 mai 1922, pour une période de 4 ans, a été réélu en 1926 pour une période semblable.*

191. Cité par Hogar NICHOLAS. (op. cit.)

D'intelligence remarquable et réputé parmi les Haïtiens pour la distinction de son esprit, il a constamment collaboré avec les fonctionnaires du Traité. Il ne doit pas cependant y avoir de méprise sur la réelle situation du Président Borno. La Constitution de 1918 prévoit que l'autorité compétente pour élire le Président et faire les lois, est le Corps Législatif consistant en un Sénat et une Chambre des députés – tous deux élus au suffrage universel et direct; mais il est prescrit que le pouvoir législatif, en attendant la reconstitution des Chambres sur la convocation du Président, sera exercé par un Conseil d'Etat nommé par le Chef du Pouvoir Exécutif. Borno a été élu par le Conseil d'Etat, et depuis 1922, il a lui-même nommé les Conseillers, et il a été réélu en 1926 par le Corps qu'il avait lui-même nommé. Dans l'exercice de leur pouvoir législatif, les Conseillers d'Etat obéissent au Président et l'acceptation par celui-ci d'un projet de loi équivaut généralement à son vote – . En ce qui regarde l'administration, les ministres haïtiens, nommés par le Président, s'en réfèrent ordinairement à lui, même pour régler des questions de détail administratif. De plus, les amendements constitutionnels votés (par plébiscite) en février 1928 donnent au Président une autorité directe sur la Magistrature, qui était autrefois indépendante.

Le pouvoir des Américains dans les affaires haïtiennes est effectif quoique moins apparent. Par le fonctionnement des services du Traité et par le droit de veto du Haut-Commissaire sur toute la législation, les fonctionnaires américains exercent pratiquement un pouvoir absolu en ce qui regarde le maintien de l'ordre public, les finances, l'économie, la santé publique et le programme d'extension agricole; indirectement, ils possèdent une forte et, potentiellement décisive influence, en d'autres domaines de la vie nationale. Nominalement, les fonctionnaires du Traité sont responsables vis à vis du Président et des ministres de qui relèvent leurs services; en fait, ils sont dirigés par le Haut-Commissaire, qui est en même temps le représentant spécial du Président des Etats-Unis, l'agent diplomatique du gouvernement américain et le Commandant des Marines en Haïti. Non seulement le Haut-Commissaire met son veto aux lois haïtiennes, mais il les rédige. Il négocie les contrats avec les compagnies américaines, fixe l'attitude administrative que les fonctionnaires du Traité doivent observer à l'égard de ces compagnies. Il s'intéresse en personne aux détails des réclamations, à la perception des revenus, à la construction des routes, aux questions d'agriculture, d'éducation et d'hygiène. Les fonctionnaires américains ont peu de contact avec l'Exécutif

haïtien, et leurs relations avec les ministres sont nécessairement superficielles et de pure forme. A la surface, le régime est caractérisé par une séparation et à la fois une confusion d'autorité et de responsabilité. En pratique, il conduit à une alliance entre le Président d'Haïti et le Représentant du gouvernement des Etats-Unis, qui accentue le pouvoir et la responsabilité des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'Haïti."

Mais qui menait la barque? Russell ou Borno? Il semble qu'ils se soient généralement mis d'accord sur la politique à suivre, sauf en ce qui concerne l'Instruction Publique, chacun d'eux faisant ensuite travailler ses propres services en vue du but convenu. Plusieurs auteurs américains en conviennent, précisant néanmoins, ce qui parait évident, que Russell avait la préeminence. Tout d'abord Millspaugh, déjà cité, dans son ouvrage "Haïti under American control 1915–1930"[192]:

"..... *President Borno (...) gave to the High Commissioner and Treaty officials, cordial and intelligent cooperation. His attitude was by no means servile or unquestioning. He had ideas of his own, expressed them forcefuly and in some cases insisted on their adoption. (...) He controlled the Council of State, the members of which he removed and appointed at pleasure. He was in a position to compel the enactment of the essential features of any project of law. (...) For all practical purposes, President Borno dictated Haitian legislation, subject to the advice and consent of the High Commissioner, who usually acted in matters of legislation on instructions from the State Department. (...) It would have been difficult at any time to determine which was the controlling partner – Mr Borno or General Russell. There was understanding, friendship and cooperation between them; each was ready to yield at times; and each needed the other. American officials became dependant almost exclusively on the good will of the President for necessary legislation, and, as controversy had not worked well with the Dartiguenave administration, it appeared desirable to use more conciliatory methods with Borno.*"

Ou encore, Dana Munro, qui fut Chef du Departement de l'Amérique latine au Département d'Etat puis ministre des Etats-Unis en Haïti de 1930 à 1934 qui écrit dans *The United States and the Caribbean Republics*:

192. Arthur MILLSPAUGH – *Haïti under American control 1915-1930*, Boston, World Peace Foundation, 1931.

"While Borno was President, the Treaty officials had worked fairly harmoniously with the Haitian department heads, and disagreements had been settled by the President and the High Commissioner in a spirit of give and take. Frequently, Borno's views prevailed, for he was by no means a puppet." [193]

Enfin, citons Donald B. Cooper qui écrit, en 1963, l'appréciation suivante qui, peut-être, ne fait que reprendre les témoignages des contemporains [194]:

"The real ruler of Haiti..... was General John H. Russell..... The nominal ruler, President Louis Borno, generally relied upon his United States advisors. In Russell's own words, Borno "has never taken a step without first consulting me". When differences arose, usually as a result of pressures exerted on Borno by local politicians, General Russell was free to make appropriate concessions. But his will prevailed in any showdown conflict. The General was noted for his fairness, however, and his relations with Haitian officials were usually harmonious. Yet his military background, combined with his devotion to efficiency and economy was not well-suited to preparing a dependent people for enlightened self-rule..... Borno was definitely the junior partner in the occupation dictatorship, but he was more than a puppet since he had a definite role in policy making....."

Borno traitait principalement avec Russell. Ses rapports avec les autres fonctionnaires américains n'étaient pas empreints de la même "franche et loyale coopération", mais relevaient plutôt des relations du supérieur au subordonné. C'est ce que nous dit Lyonel Paquin [195]: "..... *Bien qu'il fût sous le joug des Américains, Borno les traitait d'une manière tellement intimidante et hautaine qu'ils étaient terriblement mal à l'aise en sa présence.....*", sauf Russell, bien entendu.

Les relations avec Russell portaient sur tous les aspects de la vie publique, qu'ils fussent ou non prévus par le Traité, mais il n'est pas exact que les vues de Russell s'imposèrent partout, on l'a vu en ce qui concerne l'Instruction Publique. Au demeurant, les observations, conseils

193. Dana G. MUNRO – *The United States and the Caribbean Republics*, Princeton University Press, 1974.

194. Donald B. COOPER – *The Withdrawal of the United States from Haiti*, Journal of Inter-American studies, 1963.

195. Lyonel PAQUIN. (op. cit.)

et recommandations de Russell étaient souvent pertinents et de bonne qualité. C'était bien le cas lorsqu'il souhaitait que le gouvernement mît en place une politique efficace contre le déboisement (*cf. supra*). N'est-ce pas aussi le cas lorsqu'il écrit à Borno, le 14 octobre 1925, pour faire part de ses objections à la création d'une loterie nationale?

"..... *Among its worst results is its almost irresistible appeal to the poorer classes, who will risk their last cent and go without food and clothing in order to purchase a chance of obtaining a fortune without working for it. The gambling instinct and the spirit of indolence are already too prevalent in Haiti and the establishment of a lottery would only tend to accentuate these evils. Reputable financial and economic authorities are almost unanimously agreed that the use of the lottery system as a means of raising governmental revenues is pernicious and demoralizing. History affords abundant evidence of the soundness of this belief and no progressive nation in the world today countenances the lottery either as a private or state institution.....* "[196]

Suivant ce bon conseil, une loi du 6 juillet 1927 interdit les loteries, excepté en faveur des organisations agréées pour leurs activités culturelles ou charitables.

Outre les relations personnelles avec Russell, Borno effectua un voyage officiel aux Etats-Unis, ce qui, bien entendu, déchaîna les criailleries de l'opposition qui ne voulut pas voir que c'était un signe important de stabilité gouvernementale que le Président pût s'absenter, sortir du pays, sans risquer de voir son fauteuil de suite occupé de force par un impatient. C'était aussi, de la part des Américains, un signe de courtoisie diplomatique que de recevoir Borno en qualité de Chef d'Etat, d'un Etat dont on reconnaissait l'indépendance, même si, pour un temps, cette indépendance devait être sous tutelle. Le voyage eut lieu du 6 juin au 5 juillet 1926. Borno fut reçu à la Maison Blanche par le Président Coolidge le 15 juin; le 16, il fut au Sénat et à la Chambre des Représentants; il prononça plusieurs allocutions devant des membres du monde de la finance et de l'industrie, notamment le 29 juin au Banking Club et le 30 juin à la National City Bank; Il en profita également pour assister au Congrès Eucharistique de Chicago, le 21 juin. Le principal thème de ses allocutions fut d'inviter les investisseurs américains à

196. Archives BORNO. Transmis, sans frais, à la "Française des Jeux", ainsi qu'aux tenanciers de "Borlette" (loteries locales qui prolifèrent en Haïti).

s'intéresser à Haïti, plutôt que de se contenter de souscrire des obligations d'Etat. Il appuya son invitation par des arguments politiques, on pourrait dire géopolitiques, de nature à appeler l'attention du Département d'Etat. Ainsi, il fit observer que, faute de capitaux disponibles en Haïti pour développer l'économie et l'emploi, de nombreux haïtiens étaient obligés d'aller trouver du travail à Cuba, ce qui n'était pas sans poser quelques problèmes relationnels entre les deux pays. Il développa aussi quelques considérations, prémonitoires à l'époque, car elles apparaissent aujourd'hui comme de simples évidences.

"..... *I am convinced that business motives are rapidly superseding strictly political considerations in determining the relationship between nations..... it follows that American skill, organizing ability and financial power will become increasingly significant in the inter-relationship of nations.....*"[197]

Cependant ce voyage eut peu d'effet sur le plan économique. Les investissements américains boudèrent Haïti. Tout leur faisait obstacle: l'absence de grandes surfaces disponibles pour les plantations industrielles, le sous-développement technique de la population, l'absence de cadastre et de régime foncier clair et honnêtement appliqué et, surtout, la crainte du retour aux troubles politiques et sociaux dès la fin de l'occupation américaine.

Les relations entre les deux pays furent troublées diront certains, agrémentées diront d'autres, par une initiative d'un Sénateur américain, le Sénateur William H. King, démocrate de l'Utah. Ce sénateur, isolationiste et anticolonialiste, s'était fait une specialité d'intervenir au Sénat contre l'occupation d'Haïti et de la République Dominicaine. Dans un projet de résolution qu'il soumit au Sénat[198], après avoir décrit l'occupation comme totalement illégale et meutrière, il reprend les attaques contre la validité de l'élection de Borno:

"..... *The term of office of said Dartiguenave expired August 12, 1922*[199], *and thereupon, as is claimed, the United States selected Louis Borno to be his successor; that said council of state had no power or authority to act in the premises, but the members of said*

197. Louis BORNO – Discours du 30 Juin 1926 à la National City Bank à New York (Archives BORNO)
198. *Congressional Record*, Sénat, 23 février 1928.
199. En réalité, 15 mai.



Elizabeth Lélia Borno, mère de Louis Borno

Eugène R. Borno,
père de Louis Borno.





Simone, Madeleine et Henri – Les enfants du Président, étudiants à Paris.



Hélène et Louis Borno dans leur retraite à Pétion-Ville.



Louis Borno, Président
Photo Officielle



Louis Borno et J. M. Grandoit, le 15 mai 1922.



Louis Borno et MacDougal le 5 mars 1923.



Réception du Président Horacio Vasquez à la Légation d'Haïti à Santo Domingo le 1er Janvier 1928



Départ pour les Etats-Unis le 6 juin 1926.



Remise de décorations: Médailles "Honneur et Mérite" à des sous-officiers de la Gendarmerie d'Haïti



Honneurs militaires en face de la cathédrale de Petit-Goave



Louis Borno

illegal organization, with the support of the American military occupation, pretended to elect as President of Haiti said Louis Borno although he was not eligible to the Presidency of the Haitian Republic because he is not the son of a Haitian citizen, as prescribed by the Constitution of Haiti....."

Ce projet de résolution faisait suite à un discours similaire prononcé le 10 mars 1926. Aussi, lorsque le Sénateur exprima l'intention de se joindre à une délégation du Congrès qui effectuait un voyage d'études à Santo-Domingo et Haiti, Louis Borno édicta et publia une résolution lui interdisant l'accès du territoire haïtien. Cette même résolution fut transmise par la voie diplomatique au gouvernement américain. Le message du ministre Camille Léon, transmis par l'ambassadeur Hannibal Price, invoquait les raisons suivantes[199 bis]:

"..... *First: Mr King has publicly uttered in the United States a false and offensive declaration against the President of Hayti and his coadjutors who are faithfully carrying out the Treaty of 1915 voted by the Senate of the United State and by the legislative body of Hayti.*

Second: Mr King has made himself in the United States the agent of the worst element of disorder in Haytian politics. His presence in Hayti would provoke a political agitation on the part of these elements which would create a general feeling of unrest and insecurity, the consequence of which would be disastrous to the population which now is accustomed to peace and labor..."

Cette seconde raison était déterminante car le Sénateur avait fait part de son projet de voyage en Haïti aux principaux responsables de l'opposition, MM. Percival Thoby et Joseph Jolibois fils qui s'apprêtaient déjà à lui faire un accueil triomphal. C'est pourquoi Louis Borno, très certainement avec l'accord discret de Russell, put prendre cette initiative extraordinaire d'interdire à un Sénateur l'entrée sur un territoire contrôlé par l'armée américaine. Cette équipée fort déplaisante pour les Américains fut traitée le plus souvent avec dérision par les journalistes. James T. Williams, editor of Universal Service, écrit le 15 mars 1927[200]: "*Members of the Diplomatic Corps at Washington make no secret of their belief that the Senator King, of Utah, has only himself to blame for being barred from Haiti by order of the President of that miniature and make-believe republic.*"

199bis. *New York Herald Tribune*, 12 mars 1927.
200. Archives BORNO.

De même, on lit dans le *Daily Worker* du 16 Mars 1927[200], journal du parti communiste peu favorable à l'occupation et au régime politique en Haiti: "*administration newspapers are laughing at Senator King because of his failure to secure permission to enter Haiti, the island republic that is actually a branch office of the National City Bank. King delivered a speech last year in which he said that Haiti was not free but was actually a puppet of the State Department. To prove that King was not stating the truth, President Borno put up the 'no admittance' sign for the Senator and the State Department says: 'Now, who is running Haiti?' The State Department will not insist on the President of Haiti granting King a visa, to enter the country. But if president Borno treated a Wall Street banker in this fashion, a few of the battleships that are not engaged protecting Wall Street's interests in China, Nicaragua and the Philippines would be churning the ocean immediately on the way to Haiti to show Borno where to get off at. Which proves that a Senator who falls foul of the money barons does not amount to much.*"

L'essentiel des relations avec Cuba se rapporte au sort des saisonniers haïtiens qui s'y expatriaient le temps de la coupe de la canne à sucre et qui, pour certains, s'y établissaient définitivement. Car, malgré le mieux-être apporté par l'occupation, notamment par la possibilité de produire et vendre le café en toute quiétude, malgré, à l'inverse, la sévérité du traitement imposé par les Cubains, traitement qui avait bien des points communs avec celui de l'esclavage, l'émigration vers Cuba, et vers la République Dominicaine ne fit que s'accélérer. C'est que la pression démographique, et son cortège de ruine des sols cultivables, fut la plus forte. Mais également, le travail saisonnier à Cuba devint peu à peu le moyen, pour un jeune voulant s'établir et fonder une famille, de se procurer en l'espace de quelques années les fonds nécessaires à l'achat d'une parcelle de terre où planter sa maison. Pour autant qu'on puisse se fier aux statistiques qui ne prennent pas en compte les départs clandestins, on ne comptait que 2.490 départs de coupeurs de canne vers Cuba en 1915; en 1927, ils étaient 22.000.

Borno fit établir par Luc Kernizan un rapport sur l'émigration des travailleurs haïtiens à Cuba[201]. Luc Kernizan y décrit la manière dont ces travailleurs étaient exploités et grugés au temps de l'émigration libre.

201. Luc KERNIZAN – *Mon voyage à Cuba ou une enquête sur l'émigration* – Mémoire pour son Excellence le Président de la République. (Archives BORNO, 4 janvier 1929)

"..... *Un individu, Cubain ou Haïtien, homme de sac et de corde, arrivait de Cuba avec une somme d'argent. Il parcourait la plaine et encourageait les campagnards à partir, en leur offrant de payer leur passage et en leur promettant des salaires fabuleux. Ces campagnards ne demandaient pas mieux que de partir pour échapper à la Corvée qui venait d'être rétablie en Haïti en vue de la construction des routes. Lorsque cet individu avait réuni une nombreuse équipe, il passait avec ses hommes, par devant notaire, un contrat dans lequel les dépenses pour frais de passeport et de passage, qu'ils devaient lui rembourser à Cuba, étaient stipulées double ou triple. Arrivés à Cuba, ces campagnards étaient vendus pour une somme de ..... à un entrepreneur qui lui remboursait en bloc, et avec un certain pourcentage, les valeurs qu'il prétendait avoir dépensées, appert son contrat, dont il abandonnait le bénéfice au nouveau cessionnaire. Cet entrepreneur à son tour allait revendre ces hommes à une centrale.....* "

Il s'ensuivit des tractations avec le gouvernement cubain pour le contrôle de ce trafic et l'amélioration du sort des émigrants. Le gouvernement cubain tenta, un moment, de se passer des travailleurs haïtiens pour les remplacer par des Porto-Ricains. L'expérience ne dura pas longtemps ainsi que le rapporte Luc Kernizan: "..... *La United Fruit C°, par exemple, essaya de la main d'œuvre porto-ricaine. Mais elle dut y renoncer bien vite. Le Porto-Ricain exigeait une cabine à bord du bateau qui le transportait à Cuba. Il voulait être logé dans un hôtel convenable. Il fixait ses heures de travail et ses heures de récréation. Et il réclamait un salaire fort élevé.....* "

Devant cette situation, le gouvernement de Borno interdit l'émigration libre et réglementa, sous le contrôle de ses agents, l'émigration ainsi que la façon dont les travailleurs devaient être hébergés et traités. L'interdiction de l'émigration libre fut un moyen de pression pour obliger le gouvernement cubain à prêter un peu plus d'attention au sort des travailleurs haïtiens. C'est ce que relevait le chargé d'Affaires haïtien à la Havane dans sa lettre au Président du 27 juillet 1928[202]:

"*La mesure que vous avez adoptée d'arrêter l'émigration arrive ainsi au moment le plus opportun pour obliger le gouvernement cubain à nous donner toutes les garanties nécessaires à la protection de nos émigrants. Et la pression que tous ceux qui ont des intérêts dans la*

202. Archives BORNO.

production du sucre exercent déjà sur lui nous donne la certitude qu'avant longtemps il demandera à causer et que nous pourrons alors lui poser nos conditions avant d'accéder à son désir de voir nos travailleurs reprendre le chemin de ses champs de cannes..... "

C'est avec la République Dominicaine que Borno donna le meilleur de lui-même au plan diplomatique. C'est, au demeurant, dans ce pays qu'il avait débuté sa carrière publique en 1899 (*cf. supra*). Il régla avec le Président Vasquez le vieux conflit des frontières haïtiano-dominicaines qui empoisonnait les relations entre les deux pays depuis plus de 80 ans, depuis la fin du gouvernement du Président Boyer. Ce conflit était celui du respect des traités et des frontières héritées de l'époque coloniale contre l'état de fait postérieur à l'Indépendance d'Haïti. En 1697, au traité de Ryswick, l'Espagne céda à la France la partie occidentale de l'Ile de Saint-Domingue qui devait faire, au 18^{e} siècle, la fortune de Bordeaux, La Rochelle, Nantes, et d'autres villes et le désespoir de centaines de milliers d'esclaves africains. Ce n'est qu'en 1777, au Traité d'Aranjuez, que fut fixée la frontière entre la partie française et la partie espagnole. Par rapport à l'actuelle Haïti, héritière de la partie française, celle-ci ne comprenait pas alors la majeure partie du plateau central. En 1795 lorsque l'Espagne céda à la France la totalité de l'Ile, les bornes frontières posées en application du Traité d'Aranjuez furent supprimées. Pendant la guerre d'Indépendance, les Haïtiens conquirent le plateau central sur les troupes françaises qui ne purent se maintenir que dans la partie espagnole. Au traité de Paris de 1814, après l'Indépendance d'Haïti, mais avant sa reconnaissance par la France, la France retrocéda à l'Espagne la partie orientale avec ses frontières de 1777. Puis de 1822 à 1843, l'ensemble de l'Ile fut unifié sous le gouvernement de Boyer. En 1844, après la chute de Boyer, la partie espagnole proclama son indépendance et se sépara d'Haïti; cependant le plateau central resta, de fait, inclus dans la République d'Haïti[203].

En 1865, l'Espagne reconnut l'Indépendance de la République Dominicaine "avec ses frontières de 1777", mais en 1867 un traité entre Haïti et la République Dominicaine stipula que "*un traité spécial fixera ultérieurement la démarcation des limites des deux Etats. En attendant elles se maintiendront dans leurs possessions actuelles*".

203. Voir Thomas PRICE – *La questions des frontières entre Haïti et Santo-Domingo*, 1927.

La tragédie était nouée. D'un côté la République Dominicaine voulait s'en tenir aux frontières de 1777 et réclamait par conséquent la restitution de Hinche, Saint Raphaël, Saint Michel, Las Cahobas etc... A l'inverse, les Haïtiens s'en tenaient au statu quo. Après de longues et nombreuses discussions du temps des Présidents Hippolyte et Sam, un traité fut signé en 1895 et confirmée en1898, qui reporta le règlement du litige à l'arbitrage du Pape. Ce traité avait toutefois l'avantage d'écarter les risques de conflit armé. Par ailleurs, il comportait une stipulation qui renforçait la thèse haïtienne, en ce sens que, si le Pape décidait en faveur de la frontière de 1777, Haïti conserverait néanmoins le plateau central, peuplé d'haïtiens, mais verserait une indemnité compensatrice à la République Dominicaine. Mais le Pape estima que ce rôle d'arbitre était incompatible avec sa dignité et le traité ne put être appliqué. Borno reprit alors les négociations et trouva un accord très favorable qui fut sanctionné par le traité du 21 janvier 1929. Par ce traité, Haiti se voyait reconnaître la possession du plateau central, ce qui était conforme à l'esprit du traité de 1895, mais n'avait aucune indemnité à payer, ce qui constituait un nouvel avantage très appréciable. En contrepartie Haiti acceptait quelques retouches sur la ligne frontière.

Le traité du 21 janvier fut complété le 22 février 1929 par un traité de paix et d'amitié perpétuelle entre les deux pays. Le pape n'aurait pas fait mieux. Cette conclusion d'un conflit séculaire fut saluée par tous. Price-Mars écrit[204]: "*Mettant de côté les prétentions exagérées de part et d'autre, faisant table rase de toute susceptibilité intempestive, bravant même la colère des nationalistes de l'un et l'autre pays, ils*[205] *arrivèrent à conclure un traité définitif des frontières le 21 janvier 1929*".

Même la presse d'opposition célèbra l'événement. Jacques Roumain, président de la Jeunesse patriote haïtienne, écrit dans le journal *l'Action* du 1er Juin 1929: "..... *Et pour finir, nous nous permettons de donner à nos voisins ce conseil qui est certainement sage : que la presse dominicaine ne lacère pas à coups de plumes, le traité Vasquez-Borno de paix et d'amitié perpétuelle.....* " Mais le même journal se reprit vite de cette faiblesse. Six semaines plus tard, le 16 juillet, il écrit: "..... *Le traité des frontières – désastreux pour les Haïtiens, nous l'avons toujours dit et*

204. Dr Jean PRICE-MARS – *La République d'Haïti et la République Dominicaine*, Collection du tricinquantenaire de l'Indépendance d'Haïti, Port-au-Prince, 1953.
205. Le Président Louis Borno et le Président Horacio Vasquez.

on commence à s'en apercevoir – et un prétendu traité Vasquez-Borno de paix et d'amitié perpétuelle, devaient, à ce que prétendaient les domestiques de Mr Borno, assurer entre Dominicains et nous une amitié et une fraternité que rien ne pourrait troubler..... Mais les faits chaque jour démentent ce fatras. Jamais les nôtres ne furent plus maltraités dans la République Dominicaine qu'en ces jours-ci..... "

La suite donna, hélas, raison au rédacteur de *L'Action*, lorsque le dictateur Trujillo fit massacrer plusieurs milliers de travailleurs haïtiens, en 1937; mais ce n'était ni la conséquence de ce "fatras" ni la faute des Présidents Vasquez et Borno.

Le traité des frontières fut mis en application sans tarder par une commission mixte qui termina ses travaux sous l'administration du Président Vincent, en 1935, malgré les combats d'arrière garde d'une opposition virulente que dénonce le "rapport de la section haïtienne de la Commission de délimitation des frontières" [206]. Ce rapport note que l'opinion publique accueillit favorablement ce traité, malgré :

"..... *Du côté dominicain, cependant, des esprits chauvins, attachés à leur rêve de voir revivre les dispositions fossiles du traité d'Aranjuez, critiquaient âprement le traité qui ne leur donnait pas les satisfactions territoriales convoitées.*

Du côté haïtien..... quelques critiques qui s'étaient élevées dans la presse visaient plutôt le côté juridique que le côté territorial strict sur lequel, du reste, personne..... n'était exactement renseigné..... "

Il est vrai que les commissaires durent parfois travailler sur des cartes fantaisistes qui furent la cause de quelques concessions territoriales des Haïtiens en faveur des Dominicains, compensées, mais sans doute insuffisamment, par la possession de l'Etang Saumâtre et de ses rives.

Mais en définitive, ce fut un bon traité, pour la bonne raison qu'il fut critiqué par les oppositions dans les deux pays. En effet, aux articles du journal haïtien *L'Action*, répondent les récriminations tout aussi exagérées des opposants au Président Vasquez, tel que le relate Léon Dejean, ambassadeur à Santo-Domingo, dans une lettre à Borno du 5 septembre 1928 [207] :

206. Archives BORNO.
207. Archives BORNO.

"..... Il faut que je vous dise tout de suite que le Chef[208] *vient de passer un fort mauvais quart d'heure: La Opinion – le journal lui-même (article écrit par Manuel de Jésus Galvan) a révélé que le Traité – ou du moins le projet – consacrait la ruine de Santo-Domingo (ainsi me parle Sanchez*[209]*) parce qu'il consentait l'abandon à Haïti de terrains appartenant à Santo-Domingo et richissimes en gisements pétrolifères. Les journaux, amis du gouvernement, le Listin Diario, le Nuevo Diario, El Mundo, ont dû intervenir et mettre les choses au point....."*

208. Il s'agit du Président Horacio Vasquez.
209. Rafael Augusto Sanchez, Ministre dominicain des Relations Extérieures.

L'ŒUVRE POLITIQUE ET LA PRESSE

Presse et politique sont, en Haïti, deux mots qui vont de pair, car la presse s'y préoccupe beaucoup plus d'assener des discours politiques que d'informer sur les événements du jour.

L'époque de l'occupation fut la plus fertile de toute l'histoire d'Haïti en matière de publications de journaux, revues et libelles de toute nature ; ce fut aussi l'époque où la lutte fut la plus âpre entre le pouvoir et les journaux à sa solde, d'une part, et, d'autre part, les publications de l'opposition. Ces publications n'avaient, le plus souvent, aucune retenue, aucun sens de l'objectivité ; ce n'était que flagorneries pour les uns, basses calomnies et injures pour les autres. Le Pouvoir subventionnait les flagorneurs et jetait en prison les calomniateurs. Néanmoins, jamais la presse ne fut aussi libre et n'utilisa aussi mal cette liberté. Sans doute, était-ce un défoulement, par réaction contre les régimes antérieurs où le moindre délit de presse coûtait l'exécution sommaire par ordre d'un quelconque "commandant d'arrondissement", un "Général" Hilaire ou Oscar Etienne, comme il y en avait tant.

On aura une idée de l'objectivité des journaux en lisant le compte-rendu du même événement rapporté par un journal gouvernemental : *Le Matin*, et un journal d'opposition : *Haïti-Journal*. Il s'agit du départ de Borno, le 15 mai 1930, après qu'il eut transmis les pouvoirs à son successeur Eugène Roy. *Le Matin*, édition du 17 mai, le relate ainsi : "..... *Au péristyle du palais, Mr Borno, Président sortant, fut salué par une salve de 21 coups de canon. Il s'y arrêta un moment pour répondre au salut de la Garde. Des cris de* VIVE BORNO *! furent poussés par un grand nombre d'amis qui l'entouraient.....* "

La relation du *Haïti-Journal*, édition du 16 mai, est très différente : "..... *11 heures, 11h1/4 environ. Borno monte en auto et doit traverser la foule ! Il se produit alors une scène indescriptible. Toute la foule entoure son auto et dans des termes " innommables " lui dit sa colère. L'homme s'affaisse visiblement. Au bout de quelques minutes son auto, dégagée par la police, continua sa route.....* "

D'autres journaux relatent également les cris d'hostilité poussés par le peuple. Et les témoignages impartiaux que nous avons indiquent clairement que c'est la version des journaux d'opposition qui est la plus proche de la vérité, dans ce cas précis. Mais s'agissait-il bien du peuple? Etaient-ils bien représentatifs du peuple, ces quelques centaines d'individus vociférants, en jaquette et haut-de-forme. Car, a-t-on jamais vu le peuple haïtien attifé de la sorte?

En tout cas, les relations entre la presse et le pouvoir furent toujours difficiles. Borno ne cessait de vilipender les politiciens professionnels, responsables des désordres d'autrefois et de la honte de l'occupation et justifiait ainsi le maintien du régime du pouvoir personnel, avec l'appui américain.

Quant à l'opposition, elle prétendait que tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes haïtiens à la seule condition qu'on organisât les élections législatives et que Borno quittât le pouvoir.

Dès le début de l'occupation, bien avant son élection, Borno fit connaître ses sentiments concernant l'organisation politique intérieure. Ils sont tracés dans un exposé du début de 1916 dans lequel on trouve l'explication de son comportement vis-à-vis de la classe politique pendant toute la durée de ses deux mandats présidentiels[210]:

"*Le gouvernement a pour ennemis quatre classes de citoyens:*

1° Les adversaires de la Convention, c'est un groupe réduit de politiciens qui comprennent que la Convention a mis fin à leur influence;

2° les candidats à la Présidence, les candidats aux ministères et les candidats aux hauts emplois publics, qui voient leurs ambitions déçues et souhaitent un changement de gouvernement dans l'espoir d'y recueillir la succession que rêve chacun d'eux;

3° la plupart des anciens généraux et autres officiers qui ont été mis de côté par l'institution de la gendarmerie;

4° les politiciens des deux Chambres qui avaient pris l'habitude de trouver de l'argent à leur disposition au Département de l'Intérieur et à celui des Finances et qui ne reçoivent plus rien désormais.

210. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

En dehors de ces quelques classes, tout le pays est avec le gouvernement, les masses aussi bien que la classe bourgeoise, fatiguées des guerres civiles, des massacres, des exils et des incendies....."

Toutes les proclamations, messages au Conseil d'Etat, notes aux préfets etc... qui suivirent, reprirent sans cesse les mêmes thèmes. Citons:

– la circulaire aux préfets du 19 mai 1922 qui débute par ces mots[211]: "..... *Il n'est pas possible, au milieu de la civilisation qui nous enveloppe de toutes parts, de continuer à étaler sous le regard de l'étranger, justement scandalisé, la coexistence côte à côte, d'une petite bourgeoisie instruite, élégante et raffinée et d'une immense masse populaire en guenille, ne sachant ni lire, ni écrire, plongée dans la superstition. Il faut que cela cesse; il faut que ce crime social disparaisse.....*"

– le message au Conseil d'Etat du 11 mai 1923[212]: "*.....Par l'application d'un programme national d'Instruction Publique, par un acheminement progressif des prolétaires vers une aisance relative, le gouvernement espère pouvoir commencer à combler ce fossé, maintes fois dénoncé, qui se creusait chaque jour davantage entre l'élite et le peuple. Et si l'avenir continue son œuvre, il sera possible que se constitue un jour cette mentalité commune, sans laquelle ne se peut concevoir l'organisation d'une véritable démocratie. Ce sera l'orgueil de mon gouvernement d'avoir travaillé à la réalisation d'un des problèmes les plus graves de notre vie nationale, d'avoir considéré son rôle, non seulement sous l'angle administratif et politique, mais encore sous l'angle social le plus important de tous.....*"

– la lettre aux préfets du 8 octobre 1925[213]: "*Nous avons la liberté. Mais où, alors, se trouve notre suffrage populaire conscient? Notre population rurale qui représente neuf dixièmes de la population haïtienne est presque totalement illettrée, ignorante et pauvre; bien que sa situation matérielle et morale se soit considérablement améliorée ces dernières années, elle n'est toujours pas capable d'exercer le droit de vote, car elle serait une proie facile pour ces spéculateurs audacieux et sans conscience qui n'hésitent devant aucun mensonge. Pour ce qui est de la*

211. Cité par Claude MOÏSE – *Constitutions et luttes de pouvoir en Haïti*, Edition Cidihca, 1990.
212. Archives BORNO.
213. Cité par Lyonel PAQUIN.

population urbaine, soit un dixième de la population totale, ceux qui, parmi eux, sont capables de voter intelligemment (une petite minorité progressiste formée d'hommes paisibles, d'hommes d'affaires, d'artisans, de citoyens de professions variées appartenant à diverses classes sociales) ont depuis longtemps pour la plupart renoncé à leurs droits électoraux, par dégoût pour les fraudes immorales et insolentes qui rendraient encore illusoires leurs efforts d'électeurs intelligents. Le reste est un petit groupe de politiciens professionnels, avec des partisans de toutes sortes, pour la plupart des illettrés. Ceci est le Corps électoral actuel; il est caractérisé par un manque total d'organisation parmi le petit nombre de ses éléments utiles, et, pour ce qu'il s'agit du reste, il est caractérisé par son incapacité flagrante d'assumer en cette période décisive que nous vivons la lourde responsabilité d'une action politique."

– terminons, pour éviter trop de redites, par le message au Conseil d'Etat du 23 avril 1929[214]: "..... *Ma voix ne fut pas toujours entendue. Une opposition sans frein moral répondit par l'injure, la calomnie, la diffamation. Et quand, pour essayer d'arrêter le débordement d'infamies, une loi s'interposa, l'opposition cria à l'attentat. Pour elle, la liberté de la presse, c'est, par essence, le droit d'outrager impunément les représentants de l'autorité publique. Une telle liberté n'existe dans aucun pays. C'est une conception anarchique que ne peut accepter aucun gouvernement digne de ce nom.....*"

Il est vrai que les libelles de l'opposition dépassaient souvent la mesure de ce qui pouvait être toléré à l'époque, voire même de ce qu'on tolèrerait de nos jours où presque tout est permis. Citons en quelques bonnes pages, en sus de celles déjà relevées *supra*.

De Emmanuel Thezan dans un libelle daté du 17 septembre 1929[215]: "..... *Une misère noire, atroce, sévit partout et forme un saisissant contraste avec le luxe insolent d'une petite poignée d'aventuriers et de malfaiteurs publics qui trafiquent de leur honneur et, sourds à la voix de la conscience, vendent chaque jour un lambeau de leur patrie pour un peu d'argent.....*"

De Elie Guerin dans *Le Petit Impartial* du 11 décembre 1927: "..... *L'envahisseur qui nous tient avilis sous sa botte infamante ne trouvera pas grâce devant nous, de même que les felons qui s'aplatissent à ses pieds.....*"

214. Archives BORNO.
215. Archives BORNO.

La palme revient sans doute à un libelle d'un certain J. F. Moreau, probablement le pseudonyme d'Alexandre Poujol, libelle prudemment daté de New York, le 25 mars 1923, quoiqu' expédié de Paris, et intitulé *Lettre ouverte à monsieur Louis Borno*[216] avec ce sous-titre: Usurpateur de la présidence de la République d'Haïti, corrupteur du Conseil d'Etat (35.000 dollars aux hommes de la nuit du 10 avril 1922) et coupable de Haute Trahison (Mémoire à la Commission d'enquête américaine). Suivent alors six pages d'injures et de grossièretés contre Borno et son épouse accusés d'avoir trahi le pays par peur des marines, par vénalité et par vengeance contre les Haïtiens qui contestent leur nationalité. On y trouve aussi une "explication" du comportement anti-national prêté à Borno. Selon l'auteur du libelle, Borno, à l'origine fervent patriote, serait devenu un "traître" dès qu'il fit connaissance de son "égérie" Hélène Saint-Macary. L'auteur ici fait fi de la chronologie: Borno a épousé Hélène en 1906, 16 ans avant son élection. La lettre se termine par ces mots: "*Vous serez maudit, Monsieur, et de génération en génération, dans l'Amérique Latine et dans les Antilles tout particulièrement votre nom sera exécré et cloué au pilori de l'Histoire. Ce nom deviendra synonyme de honte, d'opprobre, de trahison et vos enfants hésiteront à le porter.*"

On retrouvera dans un éditorial du *Petit Impartial* du 11 décembre 1927, le journal de Georges J. Petit auquel collaboraient Elie Guerin et Jacques Roumain, tous "nationalistes outranciers"[216bis], une manchette comportant cette phrase à propos de Borno: "*Votre nom sera exécré et cloué au pilori de l'Histoire et vos enfants hésiteront à le porter*". Curieuse coïncidence.

De tels accès de haine, de paranoïa, sont assez souvent le fait d'anciens amis et collaborateurs déçus de n'avoir pas obtenu les récompenses que réclamait leur ambition, et qui furent écartés au profit de rivaux plus habiles sinon plus compétents. C'est ainsi que l'opposition s'est peu à peu grossie de quantité de personnalités qui ne trouvèrent pas, pendant les huit années des deux mandats de Borno, toutes les félicités que pouvait leur faire espérer leur adhésion initiale à son régime politique. L'une des personnalités les plus caractéristiques de ce revirement

216. Archives BORNO.

216bis. L'expression est de BORNO (voir, *infra*, son message au Conseil d'Etat du 18 avril 1928).

d'opinion est celle de monsieur Charles Moravia. Il fut fonctionnaire du gouvernement, Ministre d'Haïti à Washington et journaliste, prônant la coopération avec les Américains. Il écrivait dans son journal *La Plume* du 1er septembre 1915 :

" ..... *J'ai dit que ce peuple, par sa passivité devant le mal, est la cause de sa ruine et de sa décadence et qu'il doit faire son mea culpa au lieu de s'aigrir contre les Américains qui ne sont pas venus conquérir notre pays mais s'interposer entre nos partis pour nous défendre contre nous-mêmes et nous remettre dans la voie perdue du progrès et de la civilisation..... Je dis que le patriotisme à l'heure actuelle doit être plutôt la haine des cacos que celle des Américains, car les actes seuls de ceux-là nous ont amené ceux-ci.....* "

C'est lui également qui, dans un autre article de *La Plume*, du 28 septembre 1915, approuvait les Américains d'avoir fait arrêter et condamner Elie Guerin et Félix Viard du journal *Haïti-Intégral* pour la raison qu'ils avaient refusé de déposer un exemplaire de leur publication au bureau du grand Prévôt[217].

Puis il vira vers l'opposition la plus farouche. Il nous donne, avec son nouveau journal : *Le Temps*, et par comparaison avec le journal progouvernemental : *Le Matin*, une nouvelle preuve du manque d'objectivité et de retenue de la presse de cette époque. *Le Matin* relate ainsi le départ de Borno, le 6 juin 1926, pour son voyage aux Etats-Unis.

" ..... *Une véritable ovation a été faite au Chef Constitutionnel de la Nation au moment où il alla s'embarquer..... quelques mécontents, éternels victimes du vieux démon révolutionnaire, poussés par les vaincus dépités du 12 avril dernier*[218]*, tentèrent de pousser des cris séditieux, mais leurs faibles voix furent dominées et étouffées par celles de l'immense majorité d'amis et de partisans.....* "

Le Temps, de Charles Moravia, voit les choses tout autrement : " ..... *Hier..... Mr Louis Borno, sous les huées et les malédictions du peuple, s'est embarqué à destination des Etats-Unis..... quand il s'embarqua dans la chaloupe pour gagner le steamer, des pierres furent lancées après lui..... toutes sortes de détritus qu'on trouva sous la main.....* "

217. Colonel Alexander Williams, chargé de la sécurité, de la justice militaire et du contrôle de la presse en application de la loi martiale.

218. Jour de la réélection de Borno, en concurrence avec 19 autres candidats (*cf. supra*).

Rien de tout cela n'est très sérieux. On trouve en abondance, aux environs du port, quantité de désœuvrés qui, moyennant quelques gourdes, sont prêts à aller crier, comme on leur dira, *Vive Borno !* ou *A bas Borno !*

Au fur et à mesure qu'on approchait de la fin du 2e mandat, les vitupérations de l'opposition s'amplifièrent, et aussi les réactions de l'autorité contre les journalistes. Charles Moravia clôture, en quelque sorte, sa série d'articles contre Borno, le 12 mai 1930, dans son journal *Le Temps*, c'est-à-dire 3 jours avant la transmission des pouvoirs présidentiels à Eugène Roy. A ce moment-là, il ne risquait plus la prison et il put donc donner libre cours à sa vindicte, tout aussi vive qu'avaient été les lettres d'amitié qu'il échangeait avec le Ministre Borno jusqu'en 1919. Son article reprend les critiques habituelles de l'opposition, y ajoute – ce qui est nouveau et, bien entendu, affirmé sans preuve – l'accusation de malversation et détournement de fonds publics, et se termine ainsi : " ..... *oui, Monsieur, c'est en vain que vous voulez passer vos qualités aux autres, tout le monde vous connaît. C'est fini de jouer la comédie, votre masque est en lambeaux et votre vrai visage, celui que connaîtra l'Histoire, est à nu devant tous. Ne vous regardez pas dans la glace, vous vous épouvanteriez vous-même !* "

On pourrait citer bien d'autres défections, de plus en plus nombreuses au fur et à mesure que se rapprochait le terme du mandat présidentiel. Ainsi Placide David fonda le journal d'opposition : *La Presse*, après qu'il eut été démis de ses fonctions de Conseiller d'Etat. Il avait pourtant tenté de conserver cette honorable et lucrative fonction, écrivant à Borno, le 29 mars 1926 : " ... *Je n'accepte pas pour le moment à laisser de mon plein gré le Conseil d'Etat pour occuper une autre fonction. Si vous estimez que ma place ne doit plus s'y trouver, libre à vous, mon cher Président, de me remplacer. Je ne donnerai pas ma démission.....* " [219]

Comment alors qualifier d'un autre terme que la rancune cette exhortation parue dans *La Presse* du 2 mai 1930 :

" ..... *Le Conseil d'Etat ayant été un des organes de la dictature, doit disparaître avec la dictature.....* "

Tel est également, de la plume de Borno, la cause de l'adhésion d'Ernest Chauvet aux thèses de l'opposition [220] :

219. Archives BORNO.

220. Archives BORNO, sans date, probablement 1922.

" *Ti-Ernest Chauvet fut un instrument américain dès les premiers jours de l'intervention des Etats-Unis : Il fit partie intégrante de la gendarmerie jusqu'à ces derniers jours. Mais il avait fondé sur la présidence de son beau-père Stephen Archer toutes ses espérances de richesses et de jouissances. La déception fut tellement profonde en son cœur que son journal devint du jour au lendemain un centre d'attaque non seulement contre l'élu du 10 avril mais encore contre le général Russell qu'il accusait faussement d'avoir abandonné Archer. Et lui, qui, hier, aurait voulu que la Convention de 1915 durât pendant l'éternité, ou au moins pendant toute l'existence de Ti-Chauvet, le voilà qui s'effare aujourd'hui parce qu'elle est renouvelée pour dix ans, comme si, depuis la signature de la Convention, tout le monde ignorait que sa durée réelle était de vingt ans, période à peine suffisante pour que le pays s'organise, pour que les masses jusqu'ici misérablement exploitées puissent être vraiment libérées, par le travail et l'instruction, de l'esclavage où les ont tenues les politiciens pillards, sans entrailles et sans honneur.* "

En réaction contre ces attaques, Borno usa de deux armes : Il fit reviser les lois sur la presse dans un sens restrictif et dut même, à cet effet, faire amender la Constitution. En outre, et peut-on dire principalement, il fit mettre en prison les journalistes coupables d'articles injurieux ou séditieux, le plus souvent sans jugement. Certains journalistes s'en firent une spécialité, le plus connu de tous étant Joseph Jolibois fils, du *Courrier Haïtien*.

Le 29 novembre 1923, depuis la prison militaire de Port-au-Prince où il était incarcéré en compagnie d'Elie Guerin et d'Antoine Pierre-Paul, Jolibois écrivait une longue lettre au Président Coolidge pour se plaindre des méfaits de l'occupation (la corvée, la répression brutale contre les cacos, le gaspillage des deniers publics, les attentats à la liberté de la presse).Bien entendu cette lettre fut interceptée par la Direction de la prison[221]. De même, dans une lettre du 9 février 1924 adressée à Mr Marcus Garvey, Directeur du journal *Negro World* de New York, lettre également interceptée[221], il écrit que, sur les huit années passées du temps de l'occupation, il fut déjà 12 fois en prison pour un temps total de deux ans. Et il ne s'en tint pas là. On se demande si cet acharnement à provoquer les emprisonnements relevait de la folie, de l'idéalisme ou d'une sorte de penchant mystique pour la condition de

221. Archives BORNO.

martyr. Certains, même parmi les membres de l'opposition, penchaient pour la première hypothèse, pour le dérèglement mental. On lit, par exemple, dans le journal *L'Action* du 19 Septembre 1929, le journal de Jacques Roumain, cette nouvelle :

" ..... *Joseph Jolibois fils, l'apôtre du nationalisme haïtien qui, après avoir parcouru divers pays latino-américains, menant une campagne contre l'intervention des Etats-Unis en Haïti, dénonçant en même temps l'impérialisme yankee, continuait ici la campagne, a été interné mardi dernier (10 septembre) dans un asile d'aliénés à cause du déséquilibre mental dont il souffre, motivé, d'après ce que disent ses amis, par l'impression produite sur lui par la nouvelle que sa famille traverse une situation angoissante.....* "

Quant à Constant Vieux, directeur du journal *L'Etendard*, il écrit dans l'édition du 23 janvier 1926 : " .....*Les chefs du Nationalisme, c'est Thoby en sa qualité d'Administrateur-Délégué (quelle désignation à effet ! il n'y avait que Sylvain pour la trouver), Percival Thoby, un garçon honnête sans doute, mais très insuffisant pour le rôle qu'on lui a laissé. Mais c'est ou c'était Jolibois aussi, un démon d'intrigues, un trafiquant considérable de souscriptions nationales, aussi audacieux que bête, satyre et glouton, n'ayant qu'un moyen d'influence : celui de sa couleur qui lui permet de flatter, de gagner et de tromper les masses, ces " tas de dieux "..... Mais ce que veulent les Jolibois ? Ceci est beaucoup plus clair. Ils veulent manger, boire, se payer des maîtresses, faire parler d'eux, grandir, monter – dans le vice et la fange, qu'importe ? monter quand même pour ravaler, dominer, écraser ceux qu'ils leur sentent supérieurs, qu'ils jalousent et qu'ils haïssent. Ils veulent le pouvoir pour en jouir grossièrement et criminellement comme ils l'ont fait chaque fois qu'ils ont eu le pouvoir.....* "

Bien entendu, Jolibois ne fut pas le seul à aller en prison. Le journal *La Poste* du 25 novembre 1925 fait le compte des " victimes de Mr Louis Borno ", c'est-à-dire le compte des 24 journalistes qui tâtèrent de la prison au cours de son premier mandat. on y retrouve tous les nationalistes les plus intransigeants : Charles Moravia, Ernest Chauvet, Suirad Villard, Frédéric Duvigneaud, Louis-Edouard Pouget, Elie Guerin, Georges Petit et, bien sûr, Jolibois... Jacques Roumain, à l'époque n'était pas encore sur la brèche. Mais ces " victimes " avaient eu le tort de ne pas suivre les sages conseils du fondateur de l'Union Patriotique, Georges

Sylvain, et, sitôt ce fondateur disparu, de se préparer à la course à la Présidence par les moyens les plus démagogiques. Qui d'entre eux se souvenait encore de ses recommandations lors de la séance de reconstitution de l'Union Patriotique, le 5 décembre 1920, au Théâtre Parisiana ?

" ..... *que nos classes dirigeantes comprennent leur responsabilité. A nous le devoir de mériter au pays cette solution heureuse par notre entente, notre modération de langage, notre esprit d'ordre et de conduite, en donnant au monde l'impression que nous sommes, par nos seuls moyens, capables de recouvrer les éléments de notre stabilité.....* " [222]

En parallèle avec les emprisonnements, Borno fit réviser périodiquement les lois sur la presse de façon à alourdir les sanctions, du moins lorsque les journalistes étaient déférés devant les tribunaux. La première mesure, on l'a vu, fut de suspendre l'inamovibilité des juges, respectivement pendant 6 mois et 1 an, à l'occasion du vote de la Constitution de 1918 et de ses amendements de 1928. La première loi sur la presse date du 15 décembre 1922 ; elle fut remaniée à diverses reprises et le texte final ne fut publié qu'en avril 1929. Chaque amendement eut pour effet d'aggraver les sanctions de ce qui constituait le principal délit, à savoir les injures, outrages ou diffamations envers le Président ou ses Ministres. Ces principaux amendements portaient sur :

- le montant de la caution à verser pour obtenir la liberté provisoire ;
- le fait que les injures, outrages et diffamations par voie de presse ne seraient pas qualifiés de délits politiques, c'est-à-dire seraient jugés sans participation d'un jury ;
- la possibilité pour le pouvoir exécutif d'interdire la publication d'un journal, en accessoire à une condamnation judiciaire.

L'article 19 de la Constitution de 1918 précisait que "Le jury est établi en matière criminelle et pour délit politique et de presse ". Aussi, l'opposition attaqua devant le tribunal de Cassation, pour inconstitutionnalité, l'article de la loi sur la presse qui excluait de la compétence du jury les injures, outrages et diffamations commis par voie de presse. Le tribunal rejeta la requête sur la base de considérants qui sont un modèle de casuistique. Le tribunal de cassation avait, en quelque sorte, anticipé sur la révision de la Constitution en 1928 qui réécrivit ainsi l'article 19 : " Le jury est établi en matière criminelle, dans les cas qui seront déterminés par la loi ".

222. Cité par Claude Moïse .(op. cit.)

Toutefois Borno usa le plus possible de son droit de grâce en faveur des condamnés pour délit de presse, ou pour d'autres crimes et délits, mais toujours sans qu'on lui en fût reconnaissant. Ainsi, après la condamnation à des amendes et à des peines de prison respectivement de 6 mois, 4 mois et 3 mois à l'encontre de Suirad Villard, Frédéric Duvigneaud et Ernest Chauvet pour délits de presse, Borno les gracia et demanda à Russell leur libération immédiate, de sorte que les 3 condamnés ne firent que 3 jours de prison chacun. Il s'en expliqua ainsi dans sa lettre à Russell du 30 août 1922[223]:

"*Mon cher Général,*

Je n'ai requis l'action contre ces messieurs du Nouvelliste que pour affirmer, par un acte positif, ma volonté ouvertement exprimée d'employer contre les ennemis de l'ordre public toutes les ressources de la situation actuelle. J'ai appris que leur condamnation a été prononcée ; mon but est donc atteint. Je me déclare satisfait et vous exprime le désir de voir mettre ces messieurs en liberté. "

De même, Borno faisait périodiquement vider partiellement les prisons par des décrets de grâce et l'opposition y trouvait encore à redire. Ainsi, le journal *L'Action* brocarda l'arrêté qui, en septembre 1929, graciait 20 condamnés, disant que cet arrêté avait été pris pour rehausser la popularité du Président.

Mais contrairement à ce qu'espéraient les meneurs de l'opposition, les tribunaux appliquèrent les lois sans faiblesse et sans favoritisme politique, au moins en dehors des périodes de troubles et dès lors que les agents de l'occupation américaine n'y étaient pas directement intéressés. Ainsi, Mr Suirad Villard ne put obtenir, ni du tribunal civil de Port-au-Prince, ni de la Cour de Cassation, après la fin du mandat de Borno, l'annulation des condamnations pour délits de presse prononcées contre lui, du temps de Borno. Il en fut de même pour Frédéric Duvigneaud ainsi que pour Ernest Chauvet par les jugements du Tribunal civil de Port-au-Prince du 11 janvier 1933 et du tribunal de Cassation du 15 juillet 1935. Dans le sens inverse, les tribunaux surent aussi donner tort au gouvernement. En octobre 1923, constatant que le gouvernement ne convoquait pas les électeurs pour les législatives qui pouvaient avoir lieu "le 10 janvier de chaque année paire", sur convocation de l'Exécutif,

223. Archives BORNO.

des membres de l'Union Patriotique portèrent la question devant les tribunaux et obtinrent gain de cause. Des élections furent alors organisées par l'opposition dans le plus grand désordre du fait de l'obstruction des autorités et l'affaire avorta et ne se traduisit que par quelques emprisonnements des meneurs les plus en vue, dont l'inévitable Jolibois.

Il n'y eut pas cependant que des opposants. Borno avait aussi des partisans zélés et quelques uns lui furent fidèles jusqu'au dernier jour de sa présidence. On les retrouvera groupés au sein du "Parti National Progressiste" que Borno avait fondé en 1925 pour faire pièce à l'Union Patriotique. Certains eurent à cœur de publier divers ouvrages qui magnifiaient la politique du gouvernement et qui doivent être pris en considération au moins au même titre que les libelles des champions de la course au pouvoir. Citons Damasse Pierre-Louis qui publia dans son livre *Les Mensonges de notre démocratie*, un programme politique proche de celui qu'appliqua Borno[224]. Selon Damasse Pierre-Louis, la démocratie en Haïti est une sinistre supercherie et le restera tant que le peuple ne sera pas apte à en comprendre les enjeux et en assumer les devoirs. Par ailleurs, dans les circonstances exceptionnelles, et l'occupation en est une, il faut un chef et non une assemblée. C'est dire que l'Indépendance d'Haïti fut beaucoup mieux préservée par un Président autocrate, pendant l'occupation, qu'elle ne l'aurait été par les confusions et les querelles internes d'une assemblée.

"..... *La masse populaire, qui est l'immense majorité et qui constitue l'ossature même de la nation, a connu les pires traitements et subi les plus révoltantes injustices, comme si elle était composée d'individus d'une essence différente et inférieure. Il y a un non sens évident à prétendre que cette masse, maintenue dans l'ignorance et la misère, devienne subitement une force nationale consciente de ses devoirs et de ses droits, alors que, systématiquement, on n'a rien négligé pour qu'elle fut inapte à participer aux affaires publiques.....* "[225]

Borno n'a jamais dit autre chose. On y retrouve aussi, Alfred Nemours ainsi que Hermann Pierre-Antoine qui tente de justifier l'absence d'élections législatives et le libre choix de Borno pour désigner les membres du Conseil d'Etat chargé du pouvoir législatif.

224. Damase PIERRE-LOUIS – *Les Mensonges de notre démocratie*, P.U.F., Paris, 1933.
225. Damase PIERRE-LOUIS. (op. cit.)

"..... *En l'absence de sénateurs et députés, le Président de la République peut juger de la compétence et des aptitudes de chacun et requérir sa collaboration; jugement que ne peuvent porter sur un candidat des électeurs qui ne savent même pas sur qui ni sur quoi, pour qui ni pour quoi ils donnent leurs votes.....* "[226]

On pourrait aussi citer Paul-Maurice, auteur de l'ouvrage *Politique d'organisation et de progrès ou aperçu du programme du Président Borno*, les militants et cadres du Parti National Progressiste tels que Louis Leonidas Laventure[227] ou encore Emile Saint-Clair.

"..... *Sans doute, on peut, en invoquant quelques principes élémentaires de droit des gens, critiquer indéfiniment l'intervention américaine dans nos affaires, mais le droit international public progresse et nous ne voyons pas d'obstacle rationnel au droit d'intervention dans les affaires intérieures des Etats qui ne parviennent pas à vivre normalement,c'est-à-dire dans l'ordre et la paix intérieure. Plus les peuples évoluent vers la solidarité internationale, plus on se convainc de l'obligation qu'ont les Etats sains et forts d'assister ceux dont l'activité est entravée par des convulsions politiques trop prolongées.....* "[228]

Tous n'avaient pas cette hauteur de vue en symbiose avec les idées et l'action du Président. Certains, au contraire, pouvaient sombrer dans le ridicule en faisant montre d'une ignorance à hauteur de leur servilité. Ainsi dans une lettre du 22 août 1924, le Commissaire du gouvernement auprès du Tribunal de Port-de-Paix, Mr Fernand Paradis, fait part au Président de ses activités de lutte contre le Vaudou et déclare qu'il est "..... *persuadé que, dans un avenir prochain, je serai en mesure d'informer Votre Excellence que cette plaie hideuse a complètement disparu de ma circonscription judiciaire.....* "[229]. Sans doute était-il arrivé à Port-de-Paix, directement tombé de la lune.

En tout cas, les arguments politiques étaient au point, de part et d'autre, ceux des défenseurs de la tradition parlementaire contre ceux des adeptes de l'efficacité du gouvernement autocratique.

---

226. Hermann PIERRE-ANTOIRE – Discours au Club Union intitulé Pouquoi nous devons garder le pouvoir, non daté, probablement 1929. (Archives BORNO)
227. Louis Leonidas LAVENTURE – *Le Parti National Progressiste*, Imprimerie Heraux, Port-au-Prince, 1925.
228. Emile SAINT-CLAIR – *Adhérons au Parti National Progressiste*, Imprimerie Voix du Peuple, 1929.
229. Archives BORNO.

Chapitre VI

La Fin du Duumvirat

LE "TROISIÈME MANDAT" ET LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Dès 1927, Borno envisagea d'exercer un troisième mandat. Mais la Constitution de 1918, qui précisait, dans son article 72, que le Président, élu pour 4 ans, ne peut être immédiatement rééligible qu'une seule fois, le lui interdisait.

Borno mit alors en chantier une révision de la Constitution destinée à lever cet obstacle et à amender d'autres dispositions, notamment, on l'a vu, celle concernant les délits d'outrages et diffamations par voie de presse et également celle destinée à renouveler le personnel des tribunaux. La manœuvre n'échappa pas au Département d'Etat qui fit connaître son opposition à toute prolongation du mandat, s'inspirant sans doute de la coutume américaine qui veut que le Président ne puisse exercer plus de deux mandats consécutifs de 4 ans chacun. Dans un mémorandum au Haut-Commissaire Russell, le Département d'Etat fit connaître sa position [230] :

" *With regard to Amendment 6, the Department believes the best interests of Haiti require that one man shall not remain in the presidency more than eight years consecutively. If the proposed amendment should be passed President Borno might, by being reelected, remain in office for fourteen consecutive years. The Department has the highest respect for President Borno and thoroughly appreciates all the efforts he has made and is making to improve the condition of Haiti and the Haitian people as well as his very helpfull attitude towards the Haitian Treaty officials, and his evident desire to advance and facilitate their work. The Department regretted that this amendment was proposed with the result that it was necessary for the Department to raise this objection. Nevertheless, in spite of his high opinion of President Borno, the Department feels that it would not be for the best interests of Haiti nor would it be statesmanlike,*

230. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN (op. cit.), texte non daté, communiqué par Raoul Lizaire, Ministre d'Haïti à Washington, au cours de l'été 1927.

to allow considerations of temporary expediency dictated by the great personal qualifications of President Borno to overrule what the Department is convinced will be for the best interests of Haiti in the long run. The Department feels sure that President Borno himself will agree that such a fundamental principle should not be sacrificed for personal considerations.

Should President Borno feel that there should be one term of six years for President without immediate reelection, the Department would probably not be disposed to offer any objection to such an amendment, it being understood, of course, that President Borno himself would not be eligible at the next election.

The Department in considering this amendment was again compelled to think of the welfare of Haiti after the termination of the occupation. It might be much more pleasant for the Department and the Treaty Officials, and might make their work much simpler for President Borno to remain in office during the entire term of the American occupation, but this would be to initiate a practice which could not fail to have unfortunate results on Haiti after the termination of the occupation. If President Borno remained in office for fourteen years it would be safe to assume that his successors would endeavor to remain in office nearly the same lenght of time, and this was the sort of system the Department hoped to see installed in Haiti during the occupation and continued after the termination of the occupation."

Borno usa alors du style ambigü qu'il maniait avec habileté chaque fois que, au cours d'une négociation, il lui fallait gagner du temps et s'engager le moins possible dans l'espoir que des jours meilleurs permettraient de regagner le terrain perdu.

L'amendement définitif fut alors rédigé comme suit :

"*Sous la réserve fixée ci-après, le Président de la République est élu pour 6 ans; il n'est pas immédiatement rééligible.*

Il entre en fonction au 15 mai de l'année où il est élu, sauf s'il est élu pour remplacer une vacance; dans ce cas, il entre en fonction dès son élection et son mandat prend fin après 6 ans à partir du 15 mai qui précède immédiatement son élection.

Le citoyen qui a rempli les fonctions de Président n'est rééligible qu'après un intervalle de 6 ans à partir de l'expiration de son premier

mandat. Et si, deux fois, il a été élu Président et a exercé son mandat, il ne sera plus éligible à cette fonction."

Le Ministre d'Haiti à Washington, Hannibal Price, crut bon de confirmer au Département d'Etat que Borno n'avait pas l'intention de se présenter pour un troisième mandat. Il en fit part dans sa lettre au Président du 18 octobre 1927, lettre en marge de laquelle Borno écrivit : "*Je n'ai jamais exprimé cette détermination et j'ai signalé au général Russell l'erreur (!) de Price.*" [231]

"*Monsieur le Président,*

(...) Je n'ai pas manqué de porter à la connaissance du Département d'Etat votre détermination de ne pas donner suite aux sollicitations de vos amis touchant l'éventualité de poser à nouveau votre candidature à la présidence, devant le Conseil d'Etat, aux élections de 1930.

J'ai également entretenu le Département d'Etat de l'impression satisfaisante que vous gardez de la collaboration du général Russell et de votre conviction de sa bonne volonté de poursuivre, en parfaite harmonie avec votre gouvernement, la politique si féconde en résultats considérables qui caractérise les années écoulées de votre administration.

Monsieur Thow n'a pas caché la satisfaction que le gouvernement américain éprouvait de ces déclarations. (...)"

Borno, en effet, ne renonça pas tout de suite à un "troisième mandat". Nombre de ses amis souhaitaient le voir rester au gouvernement. C'était, du reste, l'un des principaux points du programme politique du "Parti National Progressiste". Des juristes, véritables casuistes, démontrèrent que le nouvel article 72 n'interdisait pas à Borno de briguer la présidence, puisque cet article ne pouvait pas avoir effet rétroactif et qu'il ne s'agissait pas d'une réélection. Borno pouvait donc, comme tout citoyen, se présenter pour exercer un premier mandat en vertu de la Constitution amendée. En effet, la Constitution dit que "*le citoyen qui a rempli les fonctions de Président n'est rééligible qu'après un intervalle de 6 ans à partir de l'expiration de son premier mandat*". Il faut, en conséquence, que le premier mandat ait été confié en vertu de la Constitution amendée. Or Mr Borno n'a jamais exercé de premier mandat de 6 ans en vertu de la Constitution amendée. Un document de sa main en fait foi. Au

231. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

dos d'une déclaration rédigée par Alfred Nemours, le 15 février 1929, traitant de l'éventualité d'un "troisième mandat", Borno a écrit: "*En effet, le nouvel article 72, le 6è amendement de 1928, en remplaçant la présidence de quatre ans par la présidence de six ans, a créé une situation toute nouvelle qui met sur le même pied d'éligibilité présidentielle tous les citoyens sans distinction aucune sous les seules conditions générales de l'article 73, et rien de plus*". Par ailleurs, il corrigea le texte de Nemours qui parlait d'une "*nouvelle réélection*" par "*une élection pour la nouvelle présidence de six ans*" [232].

A l'époque, les incitations pour la prolongation du pouvoir de Borno ne manquaient pas. Borno avait écrit à Nemours, en janvier 1929, pour lui demander son avis sur ceux qui auraient la capacité de lui succéder en 1930 et de poursuivre sa politique (selon une note manuscrite, Borno pensait alors à Montas, Fombrun, Beauvoir et Salgado). Nemours lui répondit le 15 février 1929 [233]:

"*Permettez-moi de vous répéter ce que je vous ai déjà écrit. Je ne crois pas que l'un de nous ait assez de prestige pour s'imposer au choix de tous. Le seul que nous reconnaissons – car je pense que tous nos amis pensent comme moi – comme supérieur à nous, en qui nous avons pleinement confiance, que nous voulons à notre tête, c'est vous.....*"

De son côté, Raoul Lizaire, qui avait succédé à Hannibal Price à la Légation d'Haïti à Washington, tenta de contourner l'obstacle et de pallier "l'erreur" de Price en recommandant que le nouveau Président fût élu par les Chambres reconstituées, ce nouveau Président pouvant alors être Borno selon un mode d'élection auquel les Américains pourraient plus difficilement s'opposer. Il écrit en ce sens à Borno, le 25 août 1928 [234]:

"*Mon cher Président,*

Me référant à la conversation que nous avons eue ensemble touchant l'éventualité que vous désirez réserver d'une nouvelle candidature à la présidence aux élections de 1930 et à la note confidentielle que je vous fis tenir dans l'intention de vous traduire la pensée exprimée par le Département d'Etat sur la question dans le mémorandum qu'il adressa au Haut-Commissaire à l'occasion des objections formulées contre la

232. Archives BORNO.
233. Archives BORNO.
234. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

teneur primitive des amendements, mémorandum dont copie fut donnée ici à la Légation, je suis heureux de vous mettre sous les yeux le texte que j'invoquais et que j'ai retrouvé dans nos archives.

Cette communication, je me permets de le répéter, vise à éclairer votre religion et non à appuyer une opinion personnelle qui d'ailleurs serait à l'encontre de mon intérêt propre bien entendu.

Je saisis également cette occasion pour revenir sur la démarche que Price se crut autorisé à faire en votre nom relativement à cette même question présidentielle, démarche qui vous refuserait toute liberté d'action pour l'avenir.

Ainsi que je l'avais prévu, il ne m'a été fait aucune allusion à cette question au Département d'Etat, c'est-à-dire qu'on y demeure sous l'impression de la déclaration faite par Price. Je crois me rappeler qu'il a été convenu que je m'abstiendrais de rien changer à cette impression tant que la question présidentielle aux Etats-Unis ne serait pas réglée[235].

Mais il y a autre chose. Il importe en effet de sauvegarder la politique des résultats inaugurée par votre gouvernement, politique qui, tout en tenant compte de la situation qui résulte pour nous de la présence sur notre sol d'une occupation étrangère, s'attache à faire servir l'ordre de choses existant au plus grand bénéfice de notre nationalité.

Or, j'ai la conviction que le maintien de cette politique bienfaisante ne peut être réalisé si, avec les ménagements nécessaires en la circonstance, votre gouvernement n'exerce pas un contrôle salutaire des opérations électorales en vue d'assurer le triomphe à l'urne d'un nombre suffisant d'éléments disposés à en garantir la continuation et le succès.

Toutefois, il est manifeste qu'il est indispensable de garantir l'adhésion du Département d'Etat et ses sympathies au principe de cette action gouvernementale.

Dès lors, n'est-il pas sage, à l'effet d'éviter que ne naisse dans l'esprit de cet allié nécessaire le soupçon même léger d'un calcul personnel intéressé susceptible de contrarier l'éclosion des sympathies utiles, de remettre au lendemain des élections législatives de janvier 1930 toute évocation de la question d'une candidature éventuelle?

Je ne vois à ce retard aucun inconvénient. Au contraire j'y vois un avantage: celui de vous permettre d'agir alors en toute connaisance de cause et de ne soulever la question de candidature que si les contingences

235. Il s'agit de la campagne pour les élections présidentielles de novembre 1928 entre le démocrate Smith et le républicain Hoover.

consécutives aux élections législatives vous en font apparaître clairement l'opportunité c'est-à-dire si les probabilités d'un succès sont suffisamment fortes.

Dans cette dernière occurrence, il faudra donc désavouer la démarche de Price. Mais j'ai le sentiment qu'un simple désaveu serait insuffisant s'il ne s'accompagnait pas d'une explication qui justifie en quelque sorte la méprise de Price et en rende compte. La version suivante n'est-elle pas assez proche de la vérité?

Il est notoire en effet que l'élection du Président de la République par le Conseil d'Etat ou plutôt sa réelection par une Assemblée Nationale, dont il désigne lui-même les membres, à fait l'objet aux Etats-Unis de nombreuses critiques dans la presse et même au Sénat sous la forme de récriminations du sénateur King tendant à une demande d'enquête.

Ne serait-ce pas en raison de ces critiques et du discrédit qui pourrait en rejaillir sur la politique poursuivie en Haiti par le Département d'Etat que, dans l'intention de rassurer celui-ci, vous auriez conçu l'idée d'un engagement exprimant votre décision de ne pas rechercher une nouvelle réelection suivant cette modalité, engagement que vous auriez chargé Price de porter à la connaissance du Département d'Etat.

Je trouve la base de cette version dans le rapport même par lequel il vous rendit compte de sa mission et où il se lit ceci: "... je n'ai pas manqué de porter à la connaissance du Département d'Etat votre détermination de ne pas donner suite aux sollicitations de vos amis touchant l'éventualité de poser à nouveau votre candidature devant le Conseil d'Etat aux élections de 1930 ". Ce qui revient à dire que Price se serait trompé sur la vraie raison de votre déclaration et lui aurait prêté un sens absolu qui n'a pas été dans votre esprit.

L'erreur de Price elle-même s'expliquerait par le fait qu'il ne pouvait connaître au mois de septembre 1927 votre décision d'appeler les Chambres législatives qui date d'avril 1928. Certes vous pouviez avoir des raisons politiques pour ne pas lui révéler alors vos intentions à cet égard et sa mission de formuler l'engagement que vous désiriez prendre quant à une élection par le Conseil d'Etat ne se comprend pas moins.

L'erreur de Price s'explique mieux encore si l'on se rappelle que le Département d'Etat ,à l'occasion justement de ses objections contre le texte primitif des amendements, avait exprimé le vœu d'un rappel des Chambres législatives en demandant que la Constitution en fixât pour le

moins la date de convocation et qu'à la suite de vos représentations il avait accepté de ne pas insister sur cette question. Or, Price avait eu personnellement à appuyer les considérations invoquées en la circonstance.

Enfin, Price aurait ajouté à votre pensée en traduisant renonciation à une réélection par le Conseil d'Etat par renonciation à toute réélection parce qu'il isole la déclaration qu'il était chargé de faire des considérations mentionnées plus haut qui l'auraient accompagnée au cours de l'entrevue que vous avez eue ensemble, considérations émises d'ailleurs en même temps que d'autres inspirées de préoccupations différentes et qui peut-être pour cette raison ne lui seront pas apparues comme déterminantes de l'engagement que vous entendiez prendre.

Dès lors, votre liberté d'action en ce qui concerne une réélection éventuelle n'est-elle pas sauvegardée et votre droit ne demeure-t-il pas entier au cas où les circonstances encore une fois vous paraîtraient comporter des chances suffisamment favorables pour autoriser une candidature ?

Direz-vous que cette version a le tort de vous lier les mains pour ce qui a trait à la question de convocation des Assemblées primaires ? Il importe en effet que cette convocation demeure fonction de la situation politique du pays en octobre 1929. Mais il est bien entendu que le désaveu de Price n'interviendrait que si je devais avoir à soutenir votre droit à une nouvelle candidature, c'est-à-dire de toute façon après janvier 1930, si vous agréez la suggestion exprimée plus haut d'attendre les élections législatives avant d'agiter toute question de ce genre.

Dans l'espoir que vous voudrez bien me faire connnaître votre opinion à l'égard de ces communications, je vous prie de croire, mon cher Président, à mon très sincère dévouement. "

Dans une lettre du 3 juin 1929, Raoul Lizaire revient sur le même sujet et, de nouveau, conseille à Borno de faire procéder aux élections législatives, seul moyen, à son avis, de lui donner une chance de se succéder à lui-même[236] :

"..... *Il est clair en effet que des élections législatives faites par le gouvernement peuvent aisément, avec un peu d'habileté, produire une majorité gouvernementale. Il n'est pas moins certain que cette majorité, selon l'usage, se ralliera à la candidature dont les chances de succès seront les plus fortes ; or la position que vous*

236. Archives BORNO.

occupez, l'appui plus ou moins apparent du général, vous permettent sans conteste de grouper sur votre candidature cette plus forte somme de présomptions favorables. Assurément, la solution n'est pas sans comporter des risques et je ne me les dissimule pas. J'avoue cependant qu'elle a mes préférences étant donné que j'ai la conviction que le maintien du Conseil d'Etat équivaudrait à une renonciation pure et simple de toute candidature de votre part..... "

Borno ne suivit pas ces conseils. Peut-être eut-il raison si on se souvient du succès que l'opposition remporta aux élections de 1917, pourtant organisées par le gouvernement. Peut-être eut-il tort si on en croit les craintes de l'opposition telles que les avouait *Le Nouvelliste* dans son édition du 17 mars 1930, après la mise au point du plan de la Commission Forbes (*cf. infra*) devant assurer la transition entre le gouvernement Borno et un Président élu par les Chambres reconstituées.

"..... *Les trois malheurs que nous avons évités.....*

2°) que Borno décréterait, comme l'ont demandé les Haïtiens, les élections législatives et les ferait lui-même sous l'empire d'une loi électorale nouvelle au besoin..... "

Il l'avait cependant envisagé un moment. Dans son message au Conseil d'Etat du 18 avril 1928, publié au *Moniteur* du 26 avril, il annonçait les prochaines élections législatives, après avoir rendu hommage à l'intervention américaine pour le relèvement du pays et avoir, une fois encore, vilipendé les " nationalistes outranciers ".

" ..... *Ce Traité* [237]*, dont les termes et l'esprit ont été défigurés, en Haïti aussi bien qu'à l'étranger, par un aveugle parti pris et par les passions régressives d'un nationalisme outrancier, a nettement prouvé son efficacité pour le relèvement de notre pays dans l'ordre, dans le travail et aussi dans la véritable liberté. C'est en vain que l'on élévera des protestations hypocrites contre ce Traité qui nous trouva sur le bord d'un abîme de sang et nous sauva. C'est en vain qu'on le dénoncera comme contraire à la dignité et à la souveraineté d'Haïti. La dignité et la souveraineté d'Haïti ne peuvent point consister dans le droit absolu pour des factions politiques, recrutées d'ailleurs dans la minorité, de livrer la République aux fléaux de l'anarchie ; d'infliger à la Nation, foncièrement pacifique et laborieuse, le régime intolérable du désordre et de l'immoralité*

237. Celui de 1915

généralisés dans l'administration publique, de l'incendie périodique des villes et des campagnes, de la misère physique ajoutée à la misère morale des masses populaires. La dignité et la souveraineté d'Haïti ne peuvent consister dans le droit de donner au monde civilisé, en plein vingtième siècle, le spectacle inommable d'un esclavage scandaleux caché sous les apparences truquées du suffrage universel et des Chambres représentatives. L'intervention américaine est venue nous aider à mettre fin à une situation douloureuse qui ne pouvait qu'aboutir à une faillite définitive, à la confirmation de toutes les prophéties sarcastiques des ennemis de notre race.....

Au 15 mai 1930, au moment où s'achèvera le mandat constitutionnel dont je suis revêtu, il ne restera plus que six ans pour arriver à l'expiration du Traité de 1915. A la veille de ce moment-là, mon gouvernement....., avant de parvenir à son terme, pourra, sans crainte d'inconvénients pratiques, initier l'application constitutionnelle relative à la Chambre et au Sénat, donnant ainsi à mon successeur l'occasion de profiter des dernières années du Traité pour consacrer ses efforts, avec calme et dans les conditions les plus propices, à préparer l'éducation du suffrage populaire et à veiller au fonctionnement régulier des Chambres législatives. Le Conseil d'Etat pourra alors, avec la satisfaction profonde d'avoir courageusement collaboré à la grande œuvre de l'organisation nationale et contribué à fonder la paix et la prospérité de Notre Patrie aimée, considérer comme accomplie l'immense et noble tâche que lui avait dévolue la Constitution de 1918..... "

Auparavant , et sans avoir encore renoncé à l'éventualité d'être son propre successeur à l'élection de 1930, Borno avait fait adopter les amendements à la Constitution par un plébiscite, le 10 janvier 1928, qui donna les résultats officiels suivants :

177.436 Oui
3.799 Non

Puis, le climat politique se dégrada, tant pour des raisons internes que par l'effet de causes extérieures au pays. L'opposition se réorganisa et tenta de retrouver une certaine cohésion que lui avait fait perdre la disparition de Georges Sylvain. Elle dépêcha aux Etats-Unis une mission, composée de MM Dantes Bellegarde et Pierre Hudicourt, chargée d'informer l'opinion publique américaine et de défendre les intérêts moraux du peuple haïtien. Son rôle fut probablement déterminant dans la décision

d'envoi de la Commission d'enquête Forbes (*cf. infra*). Ensuite certaines initiatives fiscales du gouvernement, arrivant au moment le plus inopportun alors que débutait la crise économique mondiale, créèrent un climat propice au développement des thèses de l'opposition. La lutte devenait ouverte, semée de libelles injurieux, d'arrestations, de procès, jusqu'à ce que la crise éclate à la fin de 1929 avec la grève de Damien et l'échauffourée de Marchaterre (*cf. infra*) et se dénoue avec les conclusions de la mission Forbes. C'est ainsi que Borno fit fermer le "Cercle Bellevue", lieu de rencontre de tous les "défenseurs du peuple", mais où le peuple n'était pas admis. Les rapports de police dénonçant les menées séditieuses de l'opposition se multiplièrent. Borno renonça alors à convoquer les électeurs pour les législatives. Il l'annonça dans une lettre circulaire aux préfets qui fut publiée au Moniteur du 3 octobre 1929 :

"..... *Dans mon message adressé au Conseil d'Etat en avril de l'année dernière, je n'ai pas hésité à envisager comme possible, en 1930, l'éventualité du fonctionnement des Chambres législatives. Mais j'étais en droit d'espérer, comme le pays tout entier, que la sagesse de l'opposition aurait aidé à hâter ainsi l'heure où il paraîtrait possible au Président de la République d'exercer l'importante prérogative commise à son patriotisme, à son jugement, à sa conscience. Vain espoir.*

Dans les groupes opposants, des politiciens aveugles, condamnés à rester esclaves de leurs passions, ont continué à travestir les initiatives les plus louables du gouvernement et ont créé par leurs machinations dans les milieux impressionnables et crédules un état d'esprit dangereux propice aux pires impulsions de désordre. En présence d'une telle situation, j'ai le devoir impérieux de considérer uniquement, comme toujours, les intérêts supérieurs de la République et de décider que les élections du 10 janvier 1930 seront exclusivement communales. Je n'ai absolument aucun souci des criailleries et des déclamations hypocrites des démocrates d'occasion qui se figurent qu'ils peuvent encore se jouer du peuple quand ils poussent l'audace jusqu'à prétendre parler en son nom après avoir été dans le passé les spoliateurs avérés de ce peuple....."

Cette "*bravade présidentielle*" [238] déchaîna la colère de l'opposition et fit apparaître que la campagne de l'opposition contre le régime Borno-Russell commençait à rencontrer une certaine audience. Si Borno le reconnaissait, il semble que Russell n'en avait pas encore pris

238. Georges CORVINGTON – *La capitale d'Haïti sous l'occupation*. (op. cit.)

conscience. Dans son rapport annuel au Département d'Etat du 3 janvier 1929, il écrit :

" ..... *It is particularly worthy of note that the ignorant peasant no longer looks upon the intervention with distrust, but now rather regards it as a friend..... The spirit of animosity held, a few years ago, by a small group of Haitians against Americans is gradually fading.....*"

C'est précisément le contraire qui couvait, se développait et éclata dans la grève de Damien et la fusillade de Marchaterre.

DAMIEN ET MARCHATERRE

Les turbulences de l'opposition, qui se déconsidérait elle-même à force d'outrance, devinrent un danger sérieux pour le gouvernement, dès le début de 1929, sous l'effet de quatre causes : la crise économique mondiale, des mesures fiscales qui survenaient au plus mauvais moment, un changement de gouvernement aux Etats-Unis laissant présager un désengagement des affaires d'Haïti et, enfin, les maladresses de certains fonctionnaires américains.

L'année 1928 connut, au mois d'août, un cyclone particulièrement dévastateur dans le sud du pays. Puis, en 1929, Haïti subit les contrecoups de la crise économique mondiale qui, pour ce pays, se traduisit par une chute des cours du café. Or, c'est précisément à cette époque que le gouvernement se mit à légiférer sur des objets qui touchaient particulièrement les masses paysannes.

Le 12 juin 1929, le gouvernement fit voter une loi sur la standardisation des produits exportables, le coton, le cacao, le sisal et principalement le café. Cette loi avait pour but, très louable, de favoriser le commerce extérieur d'Haïti, c'est-à-dire tout à la fois le revenu des paysans et celui de l'Etat. En outre, cette loi était accompagnée de décisions réduisant le taux des droits de douane à l'exportation pour ceux des produits qui satisferaient aux meilleures conditions de standardisation. Ainsi, les arrêtés du 26 juin et du 7 septembre 1929 réduisirent progressivement de 3 à 2 dollars par sac de cinquante kilos les droits sur le café de première qualité.

Ces dispositions législatives arrivaient après deux séries de mesures qui furent mal ressenties par la population au fur et à mesure qu'elles furent mises en application. Tout d'abord diverses lois de 1922 et 1927 eurent pour ambition de mettre de l'ordre dans le régime foncier bien que l'absence de cadastre rendît ce projet assez illusoire. Il s'agissait d'une part de défendre les domaines de l'Etat contre les empiètements des paysans qui occupaient les terres vacantes sans payer de loyer et, d'autre

part, de protéger ces mêmes paysans contre les prétentions malhonnêtes et abusives des hommes de loi et arpenteurs qui agrandissaient leurs domaines fonciers à coups d'assignations sur papier timbré.

Si ces lois eurent pour effet de limiter les spoliations incessantes auxquelles étaient soumis les paysans et qui, avant l'intervention, étaient en définitive la principale occupation de l'armée, du moins entre deux "révolutions", elles eurent aussi pour effet de déposséder quantité d'occupants précaires du domaine de l'Etat au profit des rares plantations capitalistes qui réussirent à se constituer, principalement dans le Nord pour la culture du sisal.

Là-dessus, une loi du 14 août 1928 vint créer une taxe fiscale sur le tabac et l'alcool, alors que ces produits, provenant de l'agriculture paysanne et des petites guildives artisanales, échappaient jusqu'alors à l'impôt. Beaucoup de guildives ne purent alors soutenir la concurrence avec les grandes rhumeries industrielles et durent fermer leurs portes et contraindre leurs employés au chômage ou à l'émigration à Cuba ou en République Dominicaine, en un temps où la crise économique mondiale rendait leur emploi en ces terres d'exil plus précaire et moins rémunérateur qu'au cours des années précédentes. "*L'émigration massive était devenue une soupape de sûreté pour les crises agraires suscitées par les dépossessions*"[239]. Une soupape de sûreté qui ne fut pas suffisante pour éviter les explosions d'autant plus que l'opposition s'empressa d'attiser le feu et d'exciter les mécontentements. Les meneurs de l'opposition se répandirent à travers tout le pays en discours et menées anti gouvernementaux utilisant tous les arguments habituels dans ce genre d'exercice. La Garde d'Haïti en tenait un compte méticuleux, telles ces circulaires d'août 1929[240]:

> *Circulaire n° 62 : 6 août 1929*
>
> *It has been brought to the attention of these headquarters that certain agents of the opposition have been circulating in the Military Department of the West and the Military Department of the South*[241]*, attempting to stir up dissatisfaction over the present tax on tobacco and alcohol and the standardization of coffee (...)*

239. Suzy CASTOR. (op. cit.)
240. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)
241. Département des Cayes où eut lieu le drame de Marchaterre 4 mois plus tard.

Circulaire n° 63 : 10 août 1929

(...) les formes suivantes de propagande se montrent dans les différentes sections d'Haïti et ont toutes pour but de créer du désordre, de soulever l'agitation et d'arrêter le développement économique d'Haïti, tout cela avec l'idée finale de pousser les paysans au désordre au cours de la prochaine campagne politique.

a) Il est dit aux paysans que le gouvernement ne leur permettra pas de faire certaines cultures.

b) Des individus sous le masque d'agents du gouvernement perçoivent des taxes illégales des paysans.

c) Qu'ils seront arrêtés s'ils vendent ou produisent du café ou du tabac au dessous de certains types spécifiés. Comme résultat en quelques endroits, ils arrachent réellement le tabac et leur sorgho.

d) Qu'ils seront arrêtés s'ils fument en public. Des preuves spécifiques ont été données dans deux cas isolés.

e) Que le café ne peut être vendu que sous une seule forme quand la vérité est que le café peut être vendu séché, décortiqué et en cerises."

Kethly Millet a bien vu le jeu de l'opposition qui était d'exciter le mécontentement des paysans de façon à en faire un levier contre le gouvernement de Borno et l'occupation. Il ne s'agissait pas tant de rendre service aux paysans que de s'en servir à un moment où, contrairement à leur comportement habituel, ils semblaient vouloir s'intéresser aux activités du gouvernement pour s'y opposer.

"..... Les slogans "à bas Freeman, à bas Borno", à bas qui paraissent traduire une prise de position politique ne sont que la manifestation confuse du désir de retrouver les causes de leurs maux. Incapables de les analyser, ils s'en prennent à tous les gens, à toutes les institutions qui les personnifient à leurs yeux..... Si Mr Louis Borno a décidé de ne pas se porter candidat à la présidence pour un troisième mandat, ce n'est pas à cause de l'agitation paysanne, les paysans ne faisant pas campagne pour un candidat précis....." [242]

242. Kethly MILLET – *Les paysans haïtiens et l'occupation américaine*, Collectif Paroles, La Salle, Québec, 1978.

Ce ne sont pourtant pas les conseils qui avaient manqué. Cette taxe sur l'alcool et le tabac rencontra une opposition presque unanime, mais le gouvernement, sourd à toutes les observations provenant de tout côté, y compris de ses fidèles partisans, s'obstina dans cette malheureuse entreprise. Les distillateurs et les planteurs de tabac de Saint Marc, des Cayes, du Cap, de Pignon etc... adressèrent des mémoires pour demander une réforme de la taxation jugée compliquée, tatillonne et trop pesante. Les préfets eux mêmes, du Cap, de Léogane, de Port de Paix etc..., joignirent leurs voix aux protestations des professionnels. Mais le gouvernement tint bon. Il était devenu sourd et aveugle comme un vieillard que le pouvoir a usé.

Les adversaires en vinrent alors aux prises de position publiques à caractère d'imprécations. Le 2 octobre, le journal pro-gouvernemental *Le Matin* publia un article pour souhaiter un "troisième mandat" et, comme pour accréditer cette éventualité, le *Moniteur* publia, le lendemain, la lettre circulaire aux préfets par laquelle Borno déclarait qu'il n'y aurait pas d'élections législatives en 1930 (*cf. supra*).

L'opposition réagit au grand jour en créant, le 8 octobre, la "Ligue d'Action Constitutionnelle" présidée par Seymour Pradel, et, en sous main, en accentuant sa campagne de dénigrement du gouvernement Borno et de l'occupation.

Entre les deux, l'attitude des Américains devint hésitante. C'est que, le 25 septembre, Hoover avait suggéré l'envoi d'une commission d'enquête en Haïti dans un message qu'il avait adressé au secrétaire d'Etat Stimson. Ainsi, il n'y eut aucune réaction lorsque le journal d'opposition *L'Action*, publia le 30 janvier 1930 un article intitulé Russell serait rappelé sur un ton nettement hostile "..... *si nous sommes débarrassés de ce yankee néfaste qui est la cheville ouvrière de tous nos maux, nous pourrons considérer sa révocation comme une indication d'une tendance nouvelle de la Maison Blanche.....* " Nous n'étions plus en 1918 où un simple entrefilet annonçant le départ d'un petit Conseiller financier valait à son auteur une amende, la prison et la fermeture du journal.

C'est alors que débuta le 31 octobre la grève des étudiants de l'Ecole d'Agriculture de Damien, le plus beau fleuron du Service Technique de l'Agriculture et de l'Enseignement Professionnel dirigé par le docteur Freeman.

Rulhière Savaille en a fait une relation complète et précise[243].

Le 31 octobre 1929, la Direction de l'Ecole Centrale d'Agriculture[244] annonça, brusquement, que le nombre des bourses versées aux étudiants serait réduit de façon à dégager des crédits pour rémunérer les travaux manuels qu'effectueraient les étudiants nécessiteux. Il s'agissait, très clairement, de réduire les bourses versées aux étudiants d'origine citadine, c'est-à-dire pour la plupart des familles de la bourgeoisie, dans le but de rémunérer des travaux manuels qu'accepteraient d'exécuter des étudiants d'origine paysanne, sans pour autant accroître le budget de l'école. La demande d'explication présentée au docteur Freeman par une délégation d'étudiants se heurta à un refus. Les étudiants décidèrent sur le champ de se mettre en grève. Le Ministère de l'Agriculture tenta sans succès de mettre fin à la grève. Le Ministre, Charles Bouchereau, publia le 6 novembre le communiqué suivant :

"*Les étudiants inscrits à l'Ecole Centrale d'Agriculture sont invités à s'y présenter demain jeudi, 7 novembre, à l'heure réglementaire en vue de poursuivre leurs cours. Ceux qui, sans excuse valable, ne se seront pas conformés à cet avis seront considérés comme ayant décidé volontairement de ne plus faire partie de l'école.*"

Il récidiva le lendemain par un nouveau communiqué sur le même ton : "*Par un avis en date du 6 novembre publié dans les quotidiens, le Département de l'Agriculture a invité les étudiants inscrits à l'Ecole Centrale d'Agriculture à s'y présenter aujourd'hui 7 pour poursuivre leurs cours. Ces étudiants, n'ayant pas optempéré à cet avis, sont considérés comme ne faisant plus partie de l'établissement. En conséquence, un registre est ouvert pour de nouvelles inscriptions conformément aux conditions déterminées par le règlement de l'école.*"

La solidarité entre étudiants s'étendit peu à peu, attisée par les membres de l'opposition et, ainsi, la grève, à l'origine due à des revendications catégorielles et à l'arrogance du docteur Freeman, se transforma en grève à caractère de plus en plus politique. Dès le 7 novembre, les étudiants de l'Ecole Nationale de Droit, sanctuaire des jeunes bourgeois nationalistes tout comme le Cercle Bellevue était celui de leurs parents,

243. Rulhière SAVAILLE – *La grève de 29*, Les Ateliers Fardin, 1979.

244. Ecole située à Damien, au nord de Port-au-Prince, inaugurée en 1928. L'école fut en partie détruite par un incendie, après la période Duvalier, du temps où un Général-Président autoproclamé était au pouvoir.

se joignirent à la grève; ils furent imités les jours suivants par les élèves des autres écoles supérieures, puis par les collégiens, voire même par les demoiselles du collège des Sœurs de Sainte Rose de Lima qui, jusqu'à ce jour, avaient ignoré totalement le sens du mot grève.

Pourtant, au départ du mouvement, début novembre, il ne s'agissait que d'une grève de solidarité, sans but politique, comme l'indique la déclaration des étudiants de l'Ecole de Droit publiée dans le journal *L'Action*.

" *Les étudiants de l'Ecole Nationale de Droit, sympathisant avec leurs collègues de l'Ecole Centrale d'Agriculture, en butte actuellement à certaines difficultés, ont décidé de ne plus se présenter aux cours jusqu'à ce que satisfaction soit donnée aux étudiants de l'Ecole Centrale. Les étudiants de l'Ecole Nationale de Droit profitent de la circonstance pour remercier, tant la Direction de l'Ecole que l'administration publique s'occupant de cette branche, des soins constants apportés pour le bien-être de l'établissement.* "

Ceci, bien entendu, était une pierre dans le jardin des fonctionnaires américains et signifiait qu'il ne fallait pas faire d'amalgame entre les écoles du gouvernement haïtien qui donnaient toute satisfaction et celles dirigées par les Américains qui étaient la cause des troubles et des grèves.

Il y eut des manifestations dans les rues. Elles furent réprimées par la gendarmerie armée de gourdins. Borno alors intervint pour mettre fin à la grève en donnant satisfaction aux étudiants. Cette école, en effet, était, malgré tout, sa préférée. Il publia un arrêté le 18 novembre par lequel il rétablit la totalité des bourses et accorda aux étudiants l'essentiel de ce qu'ils demandaient par ailleurs, notamment :

- la limitation des amendes disciplinaires ;
- le droit aux emplois disponibles dans les écoles agricoles et industrielles pour les élèves ayant obtenu leur diplôme de fin d'études ;
- le droit d'association ;
- l'amnistie générale et, par conséquent, l'annulation du communiqué de Charles Bouchereau.

L'arrêté du 18 novembre fut très probablement inspiré par le contenu d'un rapport[245] qui fut remis le même jour au Président et qui, à sa demande, portait sur "*la nature des difficultés survenues à l'Ecole Centrale d'Agriculture de Damien, ainsi que les véritables causes auxquelles elles peuvent être attribuées*". Ce rapport, signé de Charles Rouzier (plus deux autres signatures illisibles) est assez favorable aux étudiants. Il relève des faits de discipline arbitraire, le manque de débouchés pour les étudiants ayant terminé les cours qui se voient supplantés par des "experts américains", l'attitude hautaine de Freeman qui, non seulement, refuse toute discussion avec les étudiants, mais a également refusé de recevoir les 3 enquêteurs commis par le Président.

Mais les étudiants, sous la pression des hommes politiques de l'opposition, maintinrent la grève en présentant une exigence que tout le monde savait ne pouvoir être accordée, à savoir le renvoi de Freeman. Le conflit gagna encore un degré de plus, mettant cette fois-ci en cause le fonctionnement même du Traité de 1915. Borno prit alors la décision de remanier le cabinet ministériel, principalement pour changer le ministre chargé de l'Agriculture. Le nouveau Ministère, mis en place le 25 novembre, était composé de :

- Charles de Delva (Intérieur et Travaux publics) ;
- Antoine Sansaricq (Relations Extérieures et Cultes) ;
- Charles Riboul (Justice) ;
- Francis Salgado (Finances) ;
- Hannibal Price (Education Nationale, Agriculture).

Borno publia également un message au Conseil d'Etat, le 27 novembre, par lequel il déclarait renoncer à se présenter aux élections de 1930.

Malgré cela, la grève se poursuivit. En effet, la renonciation de Borno à un "troisième mandat" ne pouvait entièrement satisfaire l'opposition, car les élections présidentielles de 1930 risquaient encore d'être le fait du Conseil d'Etat et, par conséquent, de porter au pouvoir un fidèle du Président. Sans autres raisons que politiques, la grève s'étendit à la douane le 2 décembre. Dès lors que l'on touchait aux "gros sous", gage des créanciers de l'Etat, la réaction du général Russell fut vive et immédiate ; il remit en application la loi martiale dès le 4 décembre.

245. Archives BORNO.

Puis, le 6 décembre, le drame de Marchaterre vint remplacer la grève dans les gros titres de l'actualité. Depuis quelques temps déjà, les paysans s'agitaient, principalement dans le sud du pays. Ils protestaient contre la baisse de leurs revenus causée par les dégats du cyclone de 1928, par la crise économique mondiale et par les nouvelles taxes sur l'alcool et le tabac. Les préfets n'avaient pas manqué d'alerter le gouvernement. Par exemple, une lettre du Préfet des Cayes, précisément, du 31 octobre 1929[246], signale les effets de la crise économique, le marasme des affaires, le chômage, la misère. Le 6 décembre, un groupe de paysans protestataires rencontra une compagnie de marines au lieu dit de Marchaterre près des Cayes. Les marines ouvrirent le feu. Il y eut des morts. Comme toujours on ne connaît pas exactement le nombre de victimes, preuve du peu d'importance que les politiciens et les journalistes accordaient à cette catégorie de la population, pourtant majoritaire en nombre et au nom de laquelle ils entendaient parler à quelque bord qu'ils appartinssent. Montague[247] parle de 10 morts, de même que le général Russell dans son rapport annuel du 8 janvier 1930 au Département d'Etat. J. C. Dorsainvil[248] parle de cinq ou six. Le nombre le plus probable, selon un rapport du Préfet des Cayes, est plus élévé. Il signale que le bureau de la Garde d'Haïti faisait état de 12 morts et autant de blessés mais ajoute que: "*ce nombre est certainement plus considérable. A l'hôpital, il y a plus de 20 blessés. Beaucoup de morts et de blessés ont été enlevés durant la nuit.*"[249]

Les circonstances et causes de ce drame font également l'objet de controverses. Certains auteurs penchent pour la méprise. Un groupe de paysans paisibles rencontre une troupe de marines fraîchement débarquée qui prit peur et tira. C'est l'avis d'Hogar Nicolas[250] et de Dantes Bellegarde[250bis]. D'autres prétendent que les marines tirèrent sur un groupe de 1500 cacos qui s'apprêtaient à piller la ville des Cayes. C'est l'avis de Heinl[251].

Nous livrons, ici, une autre version tirée de deux documents trouvés dans les Archives Borno. Tout d'abord, un rapport confidentiel du

246. Archives BORNO.
247. Ludwill Lee MONTAGUE. (op. cit.)
248. J. C. DORSAINVIL – *Histoire d'Haïti*, Deschamps, Port-au-Prince, 1958.
249. Rapport du Préfet de Cayes du 8 décembre 1929. (Archives BORNO)
250. Hogar NICHOLAS (op. cit.)
250bis. Dantes BELLEGARDE – *Histoire du peuple haïtien.* (op. cit.)
251. Robert et Nancy HEINL – *Written in blood*, Houghton Mifflin C°, Boston, 1978.

Préfet des Cayes au Président Borno, rapport du 8 décembre 1929 auquel est joint le rapport officiel adressé au Ministre de l'Intérieur[252] :

"*Mon cher Président,*

Nous venons de vivre ici des moments de mortelle angoisse!..... Ce récit que je viens d'invoquer[253] *ne comporte pas tous les détails de cette affaire et j'en réserve les plus importants, ceux qui en révèlent la trame, pour Votre Excellence. Elle a lu, dans mon rapport du 5 décembre courant, n°669, au Ministre de l'Intérieur – rapport dont une copie Lui a été remise – que j'avais fait des fonctionnaires de cette ville, une convocation à laquelle ils ne se rendirent pas. Je voulais surtout les mettre au courant de certaines démarches qu'avaient faites auprès de moi Mr le général Ulysse A. T. Simon et qui m'avait dit avoir déjà vu les autres membres de l'autorité civile. Le général en question m'avait demandé de me mettre avec ces autres membres de l'autorité civile pour obtenir, de concert avec eux, du commandant du district que les avions ne revinssent plus ici, car c'étaient eux, avait-il prétendu, qui avaient surexcité la populace. Je lui avais répondu que, pour lui être agréable, j'allais convoquer les autres membres de l'autorité, mais je savais, au fond, que cela ne prendrait pas, ces membres ayant décidé d'agir sans moi. Cependant, ils ne savaient pas ce que je savais. J'avais des rapports que le général en question s'était entendu avec Mr Fédor Latour pour faire descendre les gens de Torbeck. Lui-même avait déjà embauché les distillateurs de "Gauvin", commune de Torbeck. Il leur avait promis qu'en se joignant aux grévistes des Cayes, ils arriveraient à faire lever les scellés qui sont apposés sur leurs guildives et s'affranchiraient des taxes exorbitantes que l'Américain exige d'eux. Enfin, lui et Mr Latour avaient promis à leurs manifestants une répartition en espèces que Mr Gesner Guillou leur préparait et qu'ils encaisseraient aux Cayes. D'autres promesses leur avaient été faites. Donc Mr Latour, après une razzia faite le vendredi matin au marché de Chantal où il empêcha les percepteurs communaux de recueillir le produit des taxes, devait venir ici continuer son œuvre néfaste. Tous les frères du général Ulysse qui ont l'habitude d'être à la campagne vers la fin de la semaine étaient rentrés ici. La démarche du dit général, avec les autres membres de l'autorité civile, auprès du District Commander, était faite dans le but, seulement connu du général, d'empêcher avions et marines de venir ici. Alors les campagnards auraient eu pleine liberté*

252. Archives BORNO.

253. Le rapport officiel au ministre de l'Intérieur.

d'action. Mais le District Commander promit que les avions seulement ne reviendraient plus. Quant aux marines, ils étaient en route et ne pouvaient plus être décommandés. Ils étaient donc ici quand les campagnards se présentèrent. Le général alla au devant d'eux et leur demanda de s'en retourner chez eux. Ils refusèrent. Votre Excellence connaît la suite.....

..... D'innocentes victimes ont payé de leur vie la folle témérité de quelques écervelés et ces derniers, après avoir exposé les autres, se sont tranquillement retirés chez eux. Une enquête serait nécessaire pour que les coupables payent à leur tour. Je prie Votre Excellence de bien vouloir agréer etc.....

S. A. Fougère
Préfet"

L'autre document est une petite note manuscrite de Louis Borno ainsi rédigée[254]:

"*Confidentiel.* *de D. Vabre 22 juillet 1934.*

Le principal instigateur de l'affaire de Marchaterre fut un nommé Guillot. Le fait accompli, il prit peur et vint se cacher à Port-au-Prince chez le Bishop Carson; Mais quand il vit que la propagande nationaliste avait réussi à travestir l'affaire et à la présenter comme glorieuse pour les manifestants, il se montra. C'est à son action qu'il doit d'être Magistrat communal des Cayes aujourd'hui."

Il est évident que ce Guillot est le Guillou cité dans le rapport du Préfet des Cayes. Tout était donc réuni pour une issue fatale: les origines, c'est-à-dire la misère due à la crise économique aggravée par des taxes inopportunes; les maladresses de l'autorité qui prétendait "pacifier" les populations en les faisant survoler par des avions – appareils rares et fantastiques à cette époque; les menées subversives de l'opposition qui n'y voyait que l'occasion d'aboutir à ses fins.

Borno saisit tout de suite la gravité du drame de Marchaterre alors que, du côté américain, on tenta d'abord de ne lui accorder qu'une faible importance et exclusivement d'intérêt local. Une lettre de Raoul Lizaire, ministre d'Haïti à Washington, au Président, du 9 décembre

254. Archives BORNO.

1929 en fait foi[255]. Selon cette lettre, les événements actuels en Haïti "..... *se ramènent à une simple querelle intérieure dont les prochaines élections présidentielles font l'objet* " et, de ce fait, "*le régime américain en Haïti n'est pas en cause..... le plus caractéristique [est] le fait par le Département d'Etat d'avoir déclaré au sujet de l'incident de Chantal*[256] *dans la plaine des Cayes et des cris de 'à bas Borno', 'à bas Freeman' poussés par la foule que 'Borno' désignait le Président de la République, mais qu'on n'avait pas pu identifier le 'Freeman' également mis en cause. Il y a là une manœuvre évidente initiée dans l'intention de donner le change au public des Etats-Unis et qui vise tant à décharger le régime américain en Haïti de toute responsabilité dans les événements actuels qu'à circonscrire à l'avance le champ sur lequel devront porter les investigations de la Commission dont le Président Hoover propose au Congrès l'envoi immédiat en Haïti.....* "

En effet, à la même date, le Président Hoover avait proposé au Congrès l'envoi d'une Commission d'enquête en Haïti, donnant ainsi suite, peut-être plus tôt qu'il l'avait d'abord envisagé, à une idée qu'il avait déjà suggérée en septembre dans une note du secrétaire d'Etat Stimson.

Le même jour également, Borno publia une proclamation au peuple haïtien pour dénoncer les manœuvres des politiciens et rappeler que le gouvernement et les Américains sont liés, pour le meilleur et pour le pire, par un Traité qui doit être respecté. Bien qu'elle ait été souvent publiée, il nous a paru cependant utile de la recopier ici, car elle donne bien le ton, l'ambiance de cette fin de régime.

"*Une fois de plus, les ambitieux impénitents ont accompli leur œuvre criminelle.*

Ils savaient parfaitement que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'est obligé, par un traité formel, à maintenir la paix publique en Haïti. Ils savaient parfaitement que l'occupation militaire américaine n'a, devant le Droit international, que la seule et unique justification d'assurer la loyale exécution de cette obligation contractuelle. Ils le savaient. Mais follement, ils se sont figuré que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique trahirait son serment et favoriserait leurs projets de désordre, leurs rêves d'anarchie. Follement, ils se sont imaginé que les forces de l'occupation militaire américaine se rendraient complices de leurs machinations.

255. Archives BORNO.

256. Chantal ou Marchaterre, il s'agit du même événement

Et alors, dans le dessein arrêté d'embarrasser et d'anihiler le gouvernement constitutionnel de la République pour l'acculer à une démission, ils ont fomenté dans tout le pays une agitation politique, camouflée sous de prétendues revendications scolaires. Exploitant par des manœuvres équivoques les sentiments ardents et généreux de la jeunesse, ils ont réussi à lancer dans les rues les étudiants, les garçonnets et les fillettes des écoles, désorganisant ainsi l'enseignement, compromettant ainsi l'avenir de toute cette masse de jeunes gens et d'enfants.

Au milieu de ces turbulences d'écoliers, le gouvernement a gardé le calme le plus grand et témoigné le plus vif sentiment de bienveillance. Constamment dominé par le souci du bien public, de l'intérêt de la jeunesse, il a, par deux fois, accordé aux étudiants les plus larges concessions; mais, chaque fois, les meneurs de la politique souterraine ont fait soulever de misérables difficultés et mis obstacle aux bonnes dispositions des étudiants.

Et, en attendant, les agents secrets de ces politiciens, employés dans les services publics, à la douane de Port-au-Prince, au bureau central des douanes, provoquaient activement des réclamations d'apparence purement administrative afin d'aboutir à une désertion des bureaux et à la paralysie complète des services fiscaux de l'Etat.

C'est devant l'extension de ces actes insidieux, c'est devant la réalisation partielle de leur plan, c'est, enfin, devant l'attitude alarmante des éléments de désordre qui commençaient avec audace de s'emparer des rues, à Port-au-Prince, au Cap Haïtien, aux Cayes, à Jacmel, aux Gonaïves, que le Chef des forces américaines, aussi responsable de la paix publique que le gouvernement haïtien lui-même, intervint et mit en œuvre la loi martiale.

Il demeure donc évident que c'est l'opposition politicienne qui s'est chargée de provoquer et de justifier cette mesure de défense de l'ordre public dangereusement menacé. Et toutes les répressions énergiques qui pourront en résulter, ce sont donc les leaders de l'opposition qui en porteront devant la Nation et devant l'Histoire la grave responsabilité.

Dans tous les cas et quelles que soient les circonstances, le gouvernement remplira jusqu'au bout son impérieux devoir de sauvegarder la paix publique. Il a le droit de compter et il compte fermement sur l'aide sincère de tous les bons citoyens.

Palais National *9 décembre 1929*

Borno"

Cependant, la grève des étudiants s'essoufflait. Le 14 janvier 1930, par un communiqué publié par le journal *L'Action*, Justin Sam, Président de l'Association des Etudiants de l'Ecole Centrale d'Agriculture, invitait les autres étudiants à reprendre les cours, répondant ainsi à leur attente.

"*Nous de la génération nouvelle, devant le monde entier, nous avons clamé hautement notre misère et notre indignation de peuple assassiné. Nos cris ont été entendus puisque déjà l'hallali sonne. Nous sommes satisfaits. Retournez à vos cours, nous vous délions de votre serment que vous avez rempli avec tant de fierté et d'abnégation; Retournez à vos cours car le pays a besoin d'hommes de tête et de cœur qui puissent l'aider bientôt à se débarrasser de tous ceux qui l'ont si lâchement prostitué.....*"

Il était temps que vint la Commission Forbes qui pourtant traînait à se constituer. C'est ce que relevait Raoul Lizaire dans sa lettre du 29 janvier 1930 au secrétaire d'Etat des Relations Extérieures, Antoine Sansaricq[257]:

"*Monsieur le secrétaire d'Etat,*

J'ai l'honneur de vous informer qu'au cours d'une visite que j'ai faite au Département d'Etat dans les derniers jours de la semaine dernière, il m'a été rappporté confidentiellement que, suivant des communications reçues d'Haïti, l'horizon politique dans ce pays recommencerait à s'assombrir et que la détente qui s'était produite dans la seconde quinzaine de décembre aurait tendance à faire place à une agitation renaissante.

Le sentiment est que cette situation a sa cause dans le fait que l'annonce de l'envoi de la Commission d'Enquête avait fait naître des espérances que le retard apporté à sa formation a dû contribuer à flétrir.

Le jeu de l'opposition nationaliste est en effet très clair: poursuivre la réalisation d'un programme qui n'est autre que celui de la Ligue Nationale d'Action Constitutionnelle et exploiter à cette fin toute circonstance favorable en vue de créer une agitation susceptible d'attirer l'attention des Etats-Unis et de provoquer une investigation dont elle espère que sortira le changement qu'elle désire.

Or l'écho retentissant qu'ont trouvé dans la presse des Etats-Unis les événements de décembre dernier et la mise en question de la

257. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

modalité de l'action américaine en Haïti qui en a résulté, sous la forme du message du Président Hoover au Congrès, ont été par trop conformes à l'attente des nationalistes pour ne pas leur avoir laissé le sentiment qu'ils tenaient le bon moyen.

D'où la tendance à encourager l'intransigeance des étudiants de l'Ecole Centrale d'Agriculture de façon à laisser la question ouverte et à maintenir un point névralgique susceptible, non seulement d'exploitation facile, mais destiné à garder en éveil l'attention déjà suscitée.

D'autre part, la mauvaise situation du pays au point de vue du café entretient dans les campagnes une nervosité elle aussi fort susceptible d'exploitation intéressée ainsi que l'ont prouvé les événements de décembre et non seulement le danger que comporte toute l'agitation paysanne, mais aussi l'ampleur qu'elle donne immédiatement à tout mouvement protestataire, sont trop visibles pour que la valeur comme moyen d'action en échappe aux nationnalistes.....

De plus, si l'on observe que le but poursuivi par cette opposition nationaliste est avant tout l'accession au pouvoir et que des élections présidentielles par le Conseil d'Etat ont toutes les chances de laisser ce pouvoir aux mains du Parti Progressiste avec la conséquence de fermer à ces Messieurs, au moins pour quelques temps, les avenues du pouvoir, il est aisé de se rendre compte que l'agitation renaissante grandira en fonction de l'approche de la date des élections présidentielles sans qu'on puisse dire jusqu'où iront les choses.

Or la politique du Département d'Etat en ce qui concerne la question haïtienne est de procéder par étapes successives. Elle n'est pas opposée au principe d'un rétablissement des Chambres Législatives, mais elle ne veut y songer qu'une fois que ses dispositions seront prises pour assurer le maintien d'une coopération étroite entre l'Exécutif haïtien et l'occupation américaine. Or il est évident que ce résultat ne peut être obtenu que si les élections présidentielles sont faites par le Conseil d'Etat. La question dès lors se ramène à faire traîner les choses en longueur de façon à atteindre la date du 14 avril sans avoir rien changé à la situation actuellement existante en Haïti. Ce résultat une fois acquis, on se sentira largement à l'aise pour envisager l'opportunité d'un changement dans les modalités de l'action américaine dans le pays.....

Et alors il est facile de comprendre à quel point une renaissance de l'agitation nationaliste en Haïti, en risquant de tout remettre en question, cause d'ennuis au Département d'Etat...

Je me permets d'observer ..... que l'interêt du Département d'Etat se confond ici avec celui du Parti Progressiste qui ne peut espérer réaliser que par le maintien du pouvoir entre ses mains, la continuation de la politique de résultats initiée par le Président Borno dans une coopération étroite avec l'organisation établie chez nous en vertu du Traité de 1915 et assurer à celle-ci son plein effet.

En recommandant ces lignes à votre meilleure attention, je me plais à vous renouveler.....

Signé R. Lizaire"

L'intrigue était nouée. Elle se dénouera d'une façon originale, sous la forme d'un compromis entre les éxigences de l'opposition et les intérêts financiers primordiaux des Etats-Unis. Les Chambres législatives furent reconstituées mais le contrôle financier demeura en place.

LA COMMISSION FORBES ET L'ÉLECTION D'EUGÈNE ROY

La Commission d'Enquête, demandée au Sénat par le Président Hoover le 9 décembre 1929, arriva à Port-au-Prince le 28 février 1930. Malgré les grèves, y compris à la douane, et le massacre de Marchaterre abondamment commenté dans la presse américaine, l'administration américaine avait pris tout son temps.

La Commission, présidée par Mr Cameron Forbes, ancien Gouverneur Général des Philippines, comprenait Mr Henry P. Fletcher, ancien fonctionnaire au Département d'Etat, Mr William A. White, journaliste, Mr James Kerney, journaliste et Mr Elie Vezina. Tous entendaient le français. Ils étaient suivis par de nombreux représentants de la presse américaine. Bref, une Commission à l'évidence faite pour éclairer le gouvernement américain, contrairement aux commissions précédentes qui n'avaient pour objet que d'étouffer les affaires et calmer l'opinion publique.

Au moment de sa création, le 7 février, la Commission n'avait pas d'autres pouvoirs que celui d'éclairer le gouvernement afin de "*recommander les mesures politiques qui conduiraient à la liquidation des responsabilités des Etats-Unis et assureraient en même temps l'établissement en Haïti d'un gouvernement stable*"[258].

L'opposition lui fit un accueil enthousiaste, pressant et digne tout à la fois. Il semble que cet accueil eut pour effet de conduire la Commission à demander, et à obtenir, l'élargissement de ses attributions, c'est-à-dire régler la crise née de l'absence des Chambres législatives chargées, selon la Constitution, d'élire le prochain Président de la République. Il ne faut pas oublier, cependant, que les Etats-Unis étaient alors en pleine crise économique, que la politique expansionniste des

258. Max DUVIVIER – *La Commission Forbes à Port-au-Prince* in Revue de la Société haïtienne d'Histoire et de Géographie, Mai-Juin 1988.

gouvernements précédents n'avait plus bonne presse et qu'il était donc opportun de saisir cette occasion pour se désengager. On peut même avancer que "Marchaterre" fut le prétexte du désengagement tout comme l'assassinat de Vilbrun Guillaume avait été celui du débarquement.

La Commission visita la partie nord d'Haïti (Mirebalais, Las Cahobas, Hinche, Maïssade, Le Cap, Gonaïves etc...), lieux où s'étaient déroulés les combats contre les cacos de Péralte et reçut à Port-au-Prince les dépositions des principaux leaders de l'opposition et des représentants du parti gouvernemental.

Il n'y eut cependant qu'une seule déposition notable du parti gouvernemental : celle que présenta Gesner Beauvoir, le 7 mars, au nom du Parti National Progressiste.

Après avoir exposé les problèmes auxquels il importait de remédier (désorganisation de l'administration, exactions de l'armée, dilapidation des deniers publics, misère de l'agriculture et de l'instruction publique, absence de service d'hygiène publique, concussion généralisée... etc...), le mémoire du Parti National Progressiste présenta les résultats obtenus (la paix publique, les importants travaux publics tels que routes, hôpitaux, écoles, casernes etc..., l'enseignement agricole et professionnel, un service d'hygiène publique efficace, la régularité, l'honnêteté et la probité dans la gestion des fonds publics, l'apurement des dettes issues des régimes précédents, la restauration des libertés publiques...) et souhaita le maintien du statu quo, et notamment le maintien du Conseil d'Etat, afin de parachever l'œuvre entreprise par le président Borno en collaboration avec les Américains. Enfin, le mémoire du Parti National Progressiste se termina par un rappel des intérêts communs des pays américains ; "..... *Il y a donc une Communauté internationale américaine qui implique le sentiment de la solidarité d'intérêt des Etats du nouveau continent.*"[259]

Dans tout cela rien de "politicien", hormis le souhait du maintien du régime en place.

Au contraire, les dépositions des membres de l'opposition furent toutes axées exclusivement sur l'aspect politique de la situation et, à part la déposition de Beauvoir, elles monopolisèrent l'emploi du temps de la Commission.

259. Mémoire du Parti National Progressiste du 7 mars 1930. (Archives BORNO)

"..... *After a certain amount of rather scattered and not very well supported criticism of the occupation, the opposition concentrated its fire on the political situation..... The opposition practically monopolized the public hearings of the commission not only at Port-au-Prince, but wherever we went. They demanded of the Commission immediate legislative elections, the dissolution of the Council of State and the end of the Borno dictatorship. Everywhere we saw the same banners and heard the same refrain which greeted us on landing; sometimes the same organizers appeared in the crowds.....*"[260]

Presque tous les hommes clefs de l'opposition comparurent; presque tous des avocats. On relève, à Port-au-Prince, dans l'ordre chronologique: Seymour Pradel, Antoine Rigal, et Ernest Chauvet, le 3 mars; Georges Léger et Justin Sam, le 4 mars; Frederick Burr-Reynaud, Emile Cauvin, Edmond Lespinasse et Pauleus Sannon, le 5 mars; Emmanuel Cauvin et Antoine Pierre-Paul, le 6 mars; Dantes Bellegarde, Victor Cauvin et Etzer Vilaire ainsi que l'évêque de Port-au-Prince, le 7 mars; Georges Sejourné, le 8 mars et Louis Lherisson, le 9 mars. Citons aussi, le docteur Price-Mars, M. Morpeau, ainsi que Amiclé Boncy et Charles Fombrun, ces deux derniers, par exception, plaidant en faveur du gouvernement Borno, de même que Joseph Geffrard qui remit à la Commission un mémoire en faveur du gouvernement de Borno considéré comme l'égal de celui de Fabre Nicolas Geffrard.

Le discours de l'opposition est toujours sur le même thème et ne varie que sur la forme: Il faut reconstituer les Chambres législatives qui seront chargées d'élire le nouveau Président et supprimer le Conseil d'Etat. En fait, le discours peut se résumer ainsi: "Donnez-nous des élections législatives et, pour l'instant, tout ira bien et nous verrons ensuite comment organiser la désoccupation". Nous verrons plus tard que le comportement fut différent sous l'impulsion des ultras qui gouvernèrent les Chambres législatives. En somme, l'opposition n'avait pas de programme social, économique, financier et culturel et, n'aspirait à rien d'autre qu'à prendre la place laissée vacante par Borno. Seuls Georges Léger et Dantes Bellegarde, dans divers écrits, ont proposé des mesures concrètes, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de l'enseignement, mesures qui étaient la continuation de l'œuvre de Borno.

260. Harry P. FLETCHER (membre de la Commission Forbes) in *Quo Vadis Haiti*, Foreign Affairs, July 1930.

Parmi les intervenants, quatre furent particulièrement remarquables. Maître Georges Léger fut désigné par l'opposition, en sa qualité de délégué du Comité fédératif des groupements patriotiques, et accepté par la Commission, pour assister les intervenants. Par des questions soigneusement amenées ou des commentaires très habilement orientés, il donna à l'ensemble des dépositions une unité de vue et une qualité de présentation qui eut un effet déterminant sur les membres de la Commission. Lui-même fit un exposé qui, exceptionnellement, ne se cantonna pas aux seules revendications politiques et fut, de tous, le mieux construit et le plus convaincant. Il peut se résumer ainsi:

"Si presque tous les intervenants ont critiqué, sans nuance, l'occupation, c'est parce qu'ils ressentent la nécessité d'un changement politique et non pas parce qu'ils pensent que les Américains n'auront rien fait de bon en Haïti, car aucun Haïtien sensé ne peut nier les progrès matériels apportés par l'occupation. Mais, au lieu d'aider les Haïtiens à s'administrer, les Américains ont fait de l'administration directe; plutôt que d'assister les Haïtiens, ils se sont livrés à la course aux 'jobs'. '..... *If you will excuse the language, I will state that the nation is fed up with experts.* '[261]

Par ailleurs, les Américains manquent de diplomatie et ont parfois un comportement raciste. La seule aide américaine dont le pays a encore besoin est celle qui concerne le maintien de l'ordre pour éviter le retour aux révolutions et coups d'état. Enfin, il faut, hélas, constater l'échec du Service Technique de l'Agriculture malgré les moyens importants mis en place, ainsi que l'insuffisance des moyens alloués à l'école publique et aux Ecoles des prêtres français."

A l'opposé, la déposition de Georges Séjourné fut très mal accueillie. Il crut bon d'affirmer que le pays était en situation de banqueroute à cause de l'action des Américains, ce qui, à l'évidence, était tout juste le contraire de la vérité: "..... *In reference to the economical question, the actual situation in Haiti is that of bankruptcy, which has been determined by the American management of the finances of the affairs of Haiti.....*"[262]

261. Déposition de Georges Léger devant la Commission Forbes, le 4 mars 1930. (Archives BORNO)

262. Déposition de Georges Séjourné devant la Commission Forbes le 8 mars 1930. (Archives BORNO)

Il parla ensuite de l'endettement du pays qui se serait accru depuis l'occupation, oubliant, dans ses comptes, la dette interne "révolutionnaire", les "réclamations", les engagements souscrits en faveur de la Compagnie de Chemins de Fer etc... Il dit également que l'emprunt de 1922 fut placé au taux de 8,5% etc... Forbes fut très vite agacé. Alors qu'il avait longuement laissé parler les autres intervenants, il renvoya brusquement Séjourné en déclarant que son temps de parole était terminé. Forbes et les autres membres de la Commission étaient ouverts à toutes les propositions d'ordre politique et écoutaient avec attention toutes les observations relatives à l'action de l'occupation, qu'elles soient critiques ou élogieuses, mais ils ne pouvaient tolérer les fariboles quand il s'agissait de la gestion des fonds publics.

La déposition de Seymour Pradel donna, elle aussi, raison d'être surpris. Il promit un bain de sang si l'élection de 1930 était de nouveau confiée aux bons soins du Conseil d'Etat. "..... *They (le peuple haïtien) know that they cannot resist the American machine-guns, but, rather than live under the regime which the Council of State would create, I sincerely believe that they would not hesitate to offer their breasts to the machine-guns.....*" [263]

Mr Seymour Pradel fait partie de cette catégorie du peuple qui, elle, avait hésité à présenter ses poitrines aux mitrailleuses américaines lors du débarquement de 1915 et lors de la guerilla de Charlemagne Péralte.

Enfin, la déposition d'Edmond Lespinasse apporta à la Commission l'essentiel du schéma de transition qui devait constituer, quatre jours plus tard, ce qui fut appelé le "Plan Forbes".

Outre ces dépositions, la Ligue Nationale d'Action Constitutionnelle remit une note qui concluait que "..... *No national prosperity is to be obtained without peace, and a real peace never will be reached unless popular elections are ordered and carried out honestly for the benefit of the reconstruction of a National government.....*"

Il semble aujourd'hui très instructif de rappeler ces déclarations péremptoires, lorsqu'on les met en regard de la suite, de l'après-Borno, de la seconde moitié du vingtième siècle.

263. Déposition de Seymour Pradel devant la Commission Forbes le 3 mars 1930. (Archives BORNO)

De toute façon, ce n'étaient là que paroles de politiciens qui ne voyaient pas si loin, ainsi que l'écrit Timothée Paret[264]: "..... *Ce qu'il importait d'abattre à tout prix, c'était le gouvernement de M. Borno et non le régime de coopération imposé par la Convention du 16 septembre 1915. Les renvendications perdirent leur caractère nationaliste pour devenir simplement politiques. Les "fédérés" désiraient le pouvoir. Quant à la libération du pays, on y pensera plus tard, lorsque le nationalisme aura été installé au palais de la présidence.....*

..... *La Commission américaine, heureuse d'en finir à si bon compte (cette solution ne préjudiciant en rien aux intérêts de l'Oncle Sam) leur donna ce qu'on a appelé depuis le "Plan Forbes".....*"

La Commission rendit son rapport au Président des Etats-Unis le 26 mars, rapport qui fut approuvé par le Président le 28 mars. Ce long rapport comporte des recommandations qui portent sur la transition politique à mettre en application pour passer du gouvernement Borno à celui d'un Président élu par les Chambres législatives reconstituées ainsi que sur les mesures à appliquer pour une haïtianisation aussi rapide que possible des différents services du gouvernement. Il comporte aussi une appréciation péssimiste sur l'avenir d'Haïti après la fin de l'occupation.

"..... *La Commission n'est nullement convaincue qu'il y a actuellement des bases assez larges pour asseoir un gouvernement démocratique et représentatif. L'opinion publique éclairée et la minorité lettrée sont si restreintes que tout gouvernement formé sous les conditions actuelles est sujet à devenir une oligarchie .....*

..... *Jusqu'à ce que l'instruction élargisse les bases de l'édifice politique – affaire d'années – le gouvernement sera inévitablement plus ou moins instable et exposé à des perpétuels troubles politiques.....*"

En somme, après avoir organisé le départ de Borno et la fin de son régime autocratique, la Commission rétablit le régime parlementaire qu'elle estimait pour le moment être inapplicable.

La Commission usa de toute sa puissance et de toute sa persuasion pour trouver une issue politique à "l'après-Borno". En effet, il fallait concilier deux positions antagonistes: celle de l'opposition qui ne voulait plus entendre parler du Conseil d'Etat dans le processus d'élection du Président, redoutant qu'il ne la prive du pouvoir au profit d'un séïde de

264. Timothée PARET – *Dans la mêlée*, Edition Jouvet & Cie, Paris, 1932.

Borno, celle de Borno qui voulait que soient respectées les formes de la Constitution.

La Commission, visiblement préparée à la reconstitution des Chambres Législatives, demanda à presque tous les intervenants de dire comment ils envisageaient le passage du régime actuel au régime nouveau. Presque tous proposèrent un gouvernement provisoire issu des délégués des villes et des provinces. Borno obtint que fût appliquée la procédure qui respecterait la forme prévue par la Constitution, que le passage au nouveau régime ne prît pas une forme révolutionnaire. Ce faisant, il prenait la responsabilité de contraindre le Conseil d'Etat à appliquer le schéma convenu. Et, d'une certaine manière, il défendait l'Indépendance du pays plus intelligemment que ne le faisait l'opposition. En effet, non contente d'avoir obtenu la décision du départ de Borno et la perspective de prochaines élections législatives, l'opposition voulait, en outre, obtenir l'humiliation du Président en l'obligeant à quitter le pouvoir précipitemment, avant son terme, comme le firent les Présidents d'opérette avant 1915. L'envie et la perspective d'emplois publics leur avaient à ce point gonflé le cœur et troublé l'esprit qu'ils ne voyaient pas qu'en demandant à l'occupant américain cette intervention dans les affaires intérieures du pays et d'une forme inconstitutionnelle, ils rabaissaient encore plus la fonction présidentielle et ramenaient au niveau d'un simple décor de théâtre l'Indépendance dont ils se réclamaient.

Le schéma, arrêté le 9 mars par la Commission, après avoir reçu, séparément, les accords de l'opposition et celui de Borno, fit l'objet d'un communiqué du Département de l'Intérieur et ce, 18 jours avant l'approbation formelle du rapport de la Commission par le Président des Etats-Unis.

"*Son Excellence le Président de la République a reçu le dimanche 9 mars à midi de Mr le Haut Commissaire américain une note en anglais ainsi conçue: .....*

La traduction française de ce texte est la suivante:

"*La Commission du Président (Hoover) a suggéré que les divers éléments composant l'opposition au présent gouvernement haïtien organiseraient un groupe de délégués satisfaisants pour eux et désigneraient un candidat neutre choisi hors de la politique, satisfaisant pour le Président Borno; Ce candidat recevrait ensuite les votes (des délégués) et serait aussi élu régulièrement (Président d'Haïti). Le Président ainsi*

élu convoquera les élections populaires à la date la plus prochaine possible et présentera sa démission à la nouvelle législature de manière qu'elle élise le Président pour le terme régulier.

Ce plan a l'approbation du Président Hoover et a été accepté en principe par les deux parties haïtiennes.

Les détails seront fixés. La Commission n'a pas de candidat à présenter.

Son Excellence le Président d'Haïti tient de son côté à renouveler sa déclaration qu'il n'est point candidat et n'a aucun candidat à présenter. Son mandat prenant fin le 15 mai prochain, il ne peut envisager le plan politique ci-dessus consigné que dans la seule partie dont il a le devoir constitutionnel d'assurer l'exécution, c'est-à-dire l'élection de son successeur par le Conseil d'Etat le 14 avril prochain. Il n'a donné son approbation au plan ci-dessus que sous la condition formelle que ce plan s'exécutera conformément à la Constitution d'Haïti et au traité de 1915 qui lie le gouvernement d'Haïti et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique." [265]

Ceci appelle trois observations: Le schéma, tout intelligent et diplomatique qu'il fût, prenait bien des libertés avec la Constitution; il avait seulement pour mérite de ne froisser aucune susceptibilité tout en permettant un transfert des pouvoirs sans violences et sans représailles. Il confirmait la responsabilité de Borno quant à l'élection de son successeur désigné par le Conseil d'Etat. Enfin, il posait la question, en termes ambigüs "à la date la plus prochaine possible" de l'élection des Chambres législatives chargées d'élire le Président qui devait succéder au Président provisoire.

Le schéma, en effet, innove par rapport à la Constitution, notamment en sélectionnant par avance le candidat et en faisant "élire" ce candidat successivement par une "Assemblée" de délégués de l'opposition et par le Conseil d'Etat. Toutefois, on a, en définitive, respecté la forme puisque le dernier acte est l'élection par le Conseil d'Etat.

L'opposition présenta alors la liste de ses candidats, des hommes reconnus pour leur compétence, leur patriotisme et leur modération:

265. Ce communiqué du ministère de l'Intérieur est de la main de Borno (Archives BORNO publiées par fabrice BLANCPAIN) sous forme d'une lettre du 10 mars au général Russell.

Mr Eugène Roy, le docteur Félix Armand[266], Mr Ernest Douyon, le docteur Price-Mars et Mr Fouchard Martineau. Borno retint la candidature d'Eugène Roy qui fut alors élu le 20 mars par les délégués de l'opposition. Il fut élu à l'unanimité sauf une voix. Il lui manqua en effet celle de Joseph Jolibois fils qui fit preuve de son patriotisme en s'abstenant.

Cette journée du 20 mars fut célébrée par l'opposition avec une emphase vengeresse qui marquait bien son dépit d'avoir dû attendre 8 ans pour accéder au pouvoir. Le journal *L'Action* du 22 mars, le journal de Georges J. Petit, la décrit ainsi:

"..... *cris des peuples qui se vengent, chanson des martyrs montant vers l'apothéose! Ah! cette journée du 20 mars 1930..... A cet homme (Borno) nous venons ce 20 mars 1930 de faire avant sa mort des funérailles anticipées, celles des souverains traîtres à la Patrie. En attendant que l'histoire envoie ses fils à l'échafaud.....* "

La vengeance resta purement verbale. Les politiciens de cette époque n'avaient pas la férocité de Duvalier qui, non content de faire massacrer ses opposants, faisait aussi disparaître leurs familles.

Mais, à cette occasion, les membres de l'opposition tentèrent de contourner l'accord conclu sous l'égide de la Commission Forbes. En effet, au lieu de désigner Eugène Roy comme leur candidat unique à l'élection du 14 avril, ils l'élirent "Président provisoire" et publièrent un décret par lequel ils lui imposaient de faire procéder aux élections législatives, de démissionner après ces élections et de ne pas se porter candidat à la présidence pour le terme régulier. C'était, à l'évidence, violer l'accord de la Commission Forbes et, en outre, une marque de muflerie à l'encontre d'Eugène Roy. Borno protesta contre cette entorse au plan par une lettre du secrétaire d'Etat des Relations Extérieures, Antoine Sansaricq, adressée le 20 mars au Haut-Commissaire Russell et au chargé d'Affaires Grummon:[267]

"*Monsieur le Haut Commissaire,*

Dans le plan rédigé le 15 mars 1930 par la Commission du Président Hoover et accepté par nos deux gouvernements, il est clairement stipulé:

266. Dont le fils ainé deviendra le gendre de Borno.

267. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

"That the Convention of electors representing the different patriotic groups and organisations be assembled and vote on march 20 for a candidate for the presidency whose name will then be submitted to the Council of State which will vote on it April 14",

C'est-à-dire exactement en français:

"L'Assemblée d'électeurs représentant les différents groupes et organisations patriotiques se réunit et vote, au 20 mars, pour un candidat à la Présidence dont le nom sera ensuite soumis au Conseil d'Etat qui votera sur ce nom le 14 avril".

Or, contrairement à ce texte précis, voici aujourd'hui, que l'Assemblée qui y est prévue se propose, comme le prouve le document public ci-inclus, de 'procéder à l'élection du Président provisoire de la République', au lieu d'élire simplement un candidat à la Présidence.

Je proteste formellement, au nom du gouvernement haïtien, contre cette violation du plan de la Commission américaine, violation flagrante dont le double but est de créer une dangereuse confusion dans l'opinion publique et d'atteindre le Conseil d'Etat, qui seul est appelé à élire le Président de la République.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler.....

Signé A. Sansaricq"

Le Haut-Commissaire réagit en faisant savoir au Président Borno qu'il ferait le nécessaire pour que le Plan Forbes soit appliqué strictement et en informa l'opposition.

Le 24 mars, il écrivait à Mr Etzer Vilaire, délégué de l'opposition[268]:

"Monsieur,

J'ai à accuser réception, par référence, d'une communication adressée par vous au chargé d'Affaires des Etats-Unis, Mr S. E. Grummon, à la date du 20 mars 1930, contenant un arrêté attirant son attention sur l'élection de Mr Eugène Roy comme candidat de certains groupes patriotiques à la Présidence temporaire de la République.

Je prends plaisir à vous informer qu'aussitôt que les autres mesures envisagées dans le plan élaboré par la Commission du Président, lequel a été accepté par les deux parties, auront été completées

268. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

par l'élection de Mr Roy comme Président, par le Conseil d'Etat et par sa pacifique entrée en fonction à l'expiration du terme constitutionnel du Président Borno, au 15 mai 1930, il sera reconnu comme tel par le gouvernement des Etats-Unis.

J'estime qu'il convient d'attirer votre attention sur ceci que, jusqu'à ce moment-là, aucun acte ou décret d'aucun groupe de personnes autres que le présent gouvernement, prétendant agir officiellement pour le peuple haïtien, ne seront reconnus par le gouvernement des Etats-Unis.

Très sincèrement vôtre."

... et le 11 avril, il confirmait la même position au Président Borno tout en l'encouragent à pousuivre avec determination la mise en œuvre du Plan Forbes[269]:

"*Excellency,*

I have been directed by my government to express to Your Excellency its appreciation of your loyal determination to carry out the plan agreed upon by you and the President's Commission.

My government further directs me to inform Your Excellency that the government of the United States would not recognize a temporary President elected in violation of this agreement and to point out to Your Excellency the disastrous results which would follow an attempt to establish at this time a Haitian government which could not be recognized and supported by the government of the United States.

My government feels confident that Your Excellency will find the necessary means to carry out the plan and thus, by your firm and patriotic attitude, to bring to a fitting close an administration which has done so much for Haïti.

Accept, Excellency, etc...

J. H. Russell"

C'est, qu'à ce moment, Borno avait à se battre sur deux fronts. Non seulement l'opposition tenta toutes les chausse-trappes, mais par surcroît, Borno dut alors faire face à la désobéissance du Conseil d'Etat. Ce fut son dernier combat, peu difficile du fait des pouvoirs qu'il détenait de par la Constitution, mais qui dut être le plus pénible de sa carrière, le plus attristant, car il s'agit alors de contraindre ses amis les Conseillers d'Etat, ceux qui l'avaient aidé et qu'il avait choyés pendant ses huit années de

269. Archives BORNO.

présidence. La façon expéditive dont il usa pour faire aboutir le Plan Forbes, comme il l'avait promis dans la lettre à Russell du 10 mars, montre assez qu'il est injuste de prétendre, comme le fait Suzy Castor [270], qu'il essaya de le faire échouer, accusation difficile à appuyer sur des preuves convaincantes.

En outre, on admettra que Borno était suffisamment réaliste et avait assez d'expérience pour comprendre qu'un tel acte de duplicité n'avait aucune chance de réussir et se retournerait contre son auteur. Il n'avait pas de ces impulsions irréalistes et jusqu'au-boutistes qui étaient la caractéristique seulement de quelques nationalistes outranciers.

Et peut-être espérait-il, en contribuant à assurer une transition pacifique de la forme du gouvernement, rallier à ses thèses et à sa politique le plus grand nombre d'électeurs lors des élections qui devaient être prochainement décidées.

Dès la fin de 1929, Borno fut informé d'un mouvement de fronde qui agitait certains Conseillers d'Etat. En particulier, Damasse Pierre-Louis lui fit un rapport très détaillé de la séance du 29 novembre 1929 au cours de laquelle le Conseil d'Etat discuta longuement de la forme de la réponse au message du Président du 27 novembre annonçant sa renonciation à présenter une nouvelle fois sa candidature. La lettre de Pierre-Louis du 30 novembre [271] est une véritable mise en garde:

"..... *Le compte-rendu que je vous remets ci-inclus et qui n'est forcément qu'un résumé de tout ce qui a été dit au cours de la séance ne contient que vérité. Il peut se trouver – je n'ai pas d'illusion là-dessus – en contradiction avec les renseignements de ceux-là qui ne tiennent pas à ce que la vérité arrive jusqu'à vous..... Je ne dois pas hésiter à vous dire que les influences diverses et occultes qui tendent à mettre en péril votre politique et le pouvoir que vous détenez se sont manifestées hier, les unes ouvertement, les autres timidement, mais assez pour que la conviction que j'avais déjà acquise s'en trouve confirmée.....* "

Dans son compte-rendu, Pierre-Louis rapporte les déclarations qui "*tendent à mettre en péril* " la politique et le pouvoir de Borno et, en particulier, celles d'Auguste Magloire et d'Emmanuel Cauvin.

Trois mois et demi plus tard, le 12 mars 1930, Auguste Magloire

270. Suzy CASTOR. (op. cit.)
271. Archives BORNO.

soumit aux Conseillers d'Etat un projet de résolution qui, s'il avait été approuvé, aurait signifié l'échec du Plan Forbes. Après divers considérants relatifs au Plan Forbes et au choix de Mr Eugène Roy, le projet se poursuit en ces termes[272]:

"..... *Considérant qu'il n'appartient qu'à l'Assemblée Nationale d'élire le Président de la République dans les conditions prescrites par la Constitution et que les parties qui ont établi un tel accord se sont substituées à l'Assemblée Nationale.....*

..... *Considérant que le Traité de 1915..... ne donne pas au Président des Etats-Unis le pouvoir exorbitant d'imposer un chef à la Nation haïtienne selon une procédure en dehors de la Constitution. Considérant que..... la ratification par le Conseil d'Etat, telle qu'elle est prévue dans l'accord, aurait inauguré le fait, sans précédent dans l'histoire nationale, d'une élection présidentielle dictée à l'Assemblée Nationale par un gouvernement étranger..... Considérant que la note américaine prévoit, outre une procédure spéciale pour l'élection présidentielle du 14 avril, d'autres mesures anticontitutionnelles; qu'il n'est pas indispensable, pour obtenir des changements légitimes dans l'administration de la chose publique haïtienne de recourir, à l'occasion de l'élection présidentielle, à des moyens qui portent atteinte à la fois à la souveraineté nationale et à la Constitution; que ces changements incombent au gouvernement régulier qui sortira de l'élection présidentielle.....* " et le projet se termine par une résolution rejetant le Plan Forbes.

Dans le même temps, le Conseil d'Etat qui était réuni en session extraordinaire pour voter les contrats définitifs avec la Société des Chemins de Fer, suite aux accords intervenus avec le gouvernement (*cf. supra*), faisait traîner les choses en longueur, multipliait les discussions sur des détails insignifiants, espérant ainsi arriver au 14 avril et imposer à la Nation une solution politique autre que celle du mandat provisoire à Eugène Roy. C'était sans compter avec la fermeté de Borno qui savait, à l'occasion, prendre des libertés avec les lois et règlements et qui bénéficiait du total soutien de Russell.

Il y eut d'abord une première vague de remplacement de Conseillers d'Etat le 27 février 1930. Quatre Conseillers, parmi lesquels Emmanuel Cauvin, furent démis et remplacés par de nouveaux venus.

272. Archives BORNO.

La presse se fit l'écho des discussions au sein du Conseil d'Etat. *Haïti Journal* publia le 11 avril une information selon laquelle "*Les Conseillers d'Etat ne se cachent plus pour dire à tout venant qu'ils n'éliront pas le candidat unique, Mr Eugène Roy, conformément au plan arrêté entre les parties...* "

Il semble que le Conseil d'Etat se fractionnait en 3 groupes: celui des fidèles de Borno, au nombre de 9 Conseillers seulement comme on le verra quelques jours plus tard, celui des ultra conservateurs qui souhaitaient le maintien du régime actuel et dont le chef de file semblait être Auguste Magloire et, enfin celui des opportunistes qui cherchaient à se rapprocher de l'opposition.

La date du 14 avril approchait; le Conseil d'Etat et l'opposition étaient de plus en plus nerveux ; chacun jetait de l'huile sur le feu (en attendant les incendies de fin avril) et accusait la partie adverse des pires vilénies. Borno s'entendit alors avec Russell pour remettre les choses en ordre. C'est le 12 avril qu'ils prirent les décisions utiles, confirmées par deux lettres personnelles de Russell à Borno, toutes deux du 12 avril [273].

La première lettre semble précéder une entrevue Borno-Russell :

"*Excellency,*

Well-founded rumors have reached me to the effect that the Council of State has decided not to elect Mr Eugene Roy to the Presidency of the Republic, on April 14th next. After careful investigation, I am convinced that the above is the present attitude of a majority of the members of the Council of State. In view of Your Excellency's agreement to the plan, and to take the necessary measures to insure its execution, I have the honor to bring the above to Your Excellency's attention for appropriate action in order to assure the consummation of the plan. "

La seconde est la confirmation des mesures arrêtées en commun le même jour:

"*Dear Mr President,*

Referring to our conversation of this morning, the thought has occurred to me that if it is your intention to dismiss any of the members of the Council of State, it should be done today and that a sufficient number should be dismissed in order that there might not be a majority, this

273. Archives BORNO.

in order to prevent the possibility of any meeting on Monday next, clandestine or otherwise, by a majority of the members of the Council of State, for the purpose of electing a President other than that provided for by the plan. Of course, if it were possible to replace the dismissed members before Monday, I believe it would be far better, but my understanding is that you feel this is impossible and that it is perfectly legal for the Council of State not to meet on Monday next for the election of a President."

Le lendemain, dimanche 13 avril, Borno publia un arrêté pour ajourner la session du Conseil d'Etat. Il publia le 14 avril une proclamation pour justifier l'ajournement par la nécessité de respecter le Plan Forbes. Le 16 avril, un arrêté convoquait le Conseil d'Etat pour le 19 avril, mais ce n'était plus le même Conseil d'Etat. En effet, Borno avait demandé aux Conseillers d'Etat, le 15 avril, de signer la déclaration suivante:

"*Les Conseillers d'Etat, soussignés, après avoir pris connaissance de la proclamation du Pouvoir Exécutif en date du 14 avril 1930 et mûrement examiné les considérations concluantes qui y sont exposées pour soutenir l'élection, à la présidence de la République, du candidat de coalition accepté dès le premier moment par tous les groupes politiques, déclarent parfaitement justifiées les dites considérations et adoptent pleinement les vues du Pouvoir Exécutif, convaincus que, dans les graves circonstances que traverse le pays, il ont le devoir impérieux, aussi bien comme citoyens que comme Conseillers d'Etat, de s'associer à la sage et loyale politique du gouvernement.*

Port-au-Prince, le 15 avril 1930"

Neuf conseillers seulement signèrent: Alfred Nemours, Dieudonné Charles, Emmanuel James Thomas, Louis Dorsainville, Emile Marcelin, Agenor Debrosse, Alfred Legendre, Charles Bouchereau, Hermann Pierre-Antoine.

Sur la même feuille, douze signatures suivent la phrase suivante: "*Les soussignés, appelés par l'Arrêté de ce jour, 15 avril 1930, à siéger au Conseil d'Etat, déclarent approuver pleinement la déclaration ci-dessus*". Ce sont les signatures de Felix Montas, Walter Sansaricq, Manassé Saint-Fort Colin, Cognacq Auguste, Camille Léon,

Justin Latortue, Rodolphe Mercier, Ermane Robin, Amiclé Boncy, Abdel Kader Accacia, Carmilus Bissainthe, Charles Moreau[274].

Ils remplaçaient douze Conseillers jugés récalcitrants, certains pourtant collaborateurs de longue date du Président, tels Gesner Beauvoir, Auguste Magloire, Charles Rouzier, Damasse Pierre-Louis et d'autres encore, y compris Léonce Borno, le neveu du Président, qui n'avait probablement pas compris qu'il tenait son emploi de Conseiller d'Etat beaucoup plus de la faveur présidentielle que de son mérite propre.

C'était là, la réponse du Président au projet de résolution qu'Auguste Magloire avait fait circuler un mois plus tôt.

Cette version des faits est confirmée par Henry P. Fletcher, membre de la Commission Forbes, selon un rapport cité par Dantes Bellegarde: "..... *Le Conseil devait se réunir le 14 avril, mais un examen de la situation parmi ses membres permit de se rendre compte qu'un certain nombre d'entre eux n'étaient pas disposés à voter pour Mr Roy, comme d'autres candidats plus riches en promesses étaient, dans l'intervalle, apparus sur la scène. Les leaders de l'opposition devenaient très nerveux à l'approche de la réunion du Conseil d'Etat et l'on accusait le Président Borno de chercher à renverser tout le plan adopté en ne faisant pas le nécessaire pour assurer l'élection de Mr Roy. Mais, le Président Borno tînt sa parole. La veille de la séance du Conseil d'Etat, il prit un arrêté ajournant la séance jusqu'au 21 avril et, dans l'intervalle, il révoqua 10 des Conseillers récalcitrants, les remplaçant par des personnes dont le vote pour Mr Roy était certain. Le Conseil prit séance le 21 avril. Mr Roy fut élu.....* "[274bis]

Le 21 avril, ce nouveau Conseil d'Etat élut Eugène Roy à l'unanimité des 21 Conseillers. L'un d'entre eux, Manassé Saint-Fort Colin, démissionna quelques jours plus tard et, dans sa lettre de démission adressée à Borno, présentait ses remerciements pour la marque d'honneur et de confiance dont il avait été l'objet, et estimait pouvoir rentrer dans le rang à présent qu'il avait rempli la mission dont il avait été chargé[275].

274. Archives BORNO.

274 bis. Dantes BELLEGARDE – *La Résistance Haïtienne*. (op. cit.)
Notons que H. FLETCHER commet une petite erreur de détail; ce n'ext pas 10, mais 12 Conseillers qui furent remplacés.

275. Archives BORNO.

Le 19 avril, les Conseillers révoqués le 15 avril publièrent une lettre ouverte au Président par laquelle ils rappelaient que Borno avait exigé que les Conseillers s'engageassent par écrit à élire Eugène Roy sous peine de révocation; ils estimaient que Borno leur avait fait violence et considéraient que l'arrêté d'ajournement du Conseil d'Etat du 13 avril était inconstitutionnel: "..... *Si l'article 50, 4° alinea, de la Constitution, donne au Président de la République le droit d'ajourner les Chambres, l'article 43 prescrit à l'Assemblée Nationale d'être en séance le second lundi d'avril des années d'élection présidentielle régulière et de rester en permanence jusqu'à ce que le Président ait été élu. L'article 43 limite donc la portée de l'article 50 et cette limite ne peut être franchie sans constituer ainsi une violation de la Constitution, et c'est ce qu'a fait l'arrêté d'ajournement.....* "[276]

Borno savait parfaitement tout cela. C'est du reste par application de ce même article 43 qu'il put considérer et faire accepter comme ayant été faite en conformité avec la Constitution son élection de 1922 (*cf. supra*). Mais, dans le cas présent, il considéra que la sauvegarde de la paix publique et le respect de l'accord qu'il avait donné au Plan Forbes lui donnait le droit d'enfreindre la Constitution.

On aurait pu penser que la crise politique était réglée par l'élection d'Eugène Roy. Pas du tout. Il se trouve toujours, dans tous les pays, des aventuriers qui ne rèvent que d'incendies, d'émeutes et de meurtres, espérant sans doute trouver leur pitance dans les décombres. Dès le 19 avril et jusqu'au 30 avril, une vague d'incendies criminels déferla sur Port–au–Prince, l'un des derniers brûlant le Théâtre Parisiana où avait été élu Eugène Roy par les délégués de l'opposition. Les fauteurs de trouble, à défaut de pouvoir "coupé têt" avaient "brûlé caille"[277]. Tout le monde en accusa "les autres" et la police fut particulièrement inefficace à traquer les incendiaires. Bien entendu, l'opposition accusa Borno. Elle tenait en effet à ce qu'il connût l'humiliation d'être contraint à la démission quelques jours avant le terme de son mandat constitutionnel, même si le prix à payer en contrepartie se chiffrait par quelques milliers de dollars de maisons et le Théâtre Parisiana. Borno publia alors une proclamation indignée et qui signifiait qu'il resterait à son poste jusqu'à son terme constitutionnel. Alors les incendies cessèrent: ils ne servaient à rien. Nous

276. Archives BORNO.

277. Mot d'ordre des insurgés haïtiens lors de la guerre d'indépendance: "coupez les têtes et brûlez les maisons".

publions ici, comme d'autres auteurs l'ont déjà fait, cette proclamation, sans doute la plus célèbre. Ce sera aussi la dernière:

Proclamation
BORNO
Président de la République

Concitoyens,

Les agitateurs impénitents, les faux prêcheurs d'union sacrée m'obligent à sortir de la stricte réserve que je m'imposais en ces derniers jours de mon mandat présidentiel.

Dépités d'avoir été muselés par la fermeté de mon gouvernement, dépités d'avoir été impuissants à aiguiller les événements vers le terrain révolutionnaire où ils se promettaient ripaille, ils se sont rabattus aujourd'hui sur leur traditionnel système de mensonges et d'infamies pour essayer d'exciter les masses crédules contre moi et contre les membres du Cabinet qui m'assistent de leur dévouement et de leur patriotisme.

Après avoir, dans leurs journaux innommables, agoni d'injures les Conseillers d'Etat pour irriter leur amour-propre et les pousser ainsi à ne pas élire le citoyen Eugène Roy à la présidence de la République, les voilà furieux de cette élection constitutionnelle qui renverse leurs calculs fondés sur ce gouvernement provisoire, à caractère révolutionnaire, qu'ils avaient eu la folle naïveté de décréter, le 20 mars dernier, pour l'introduire, sans le Conseil d'Etat, au Palais National.

Et dans leur exaspération, les voilà aujourd'hui qui ne reculent pas devant ce nouveau crime de propager, dans le pays et à l'étranger, que c'est mon gouvernement qui fait allumer l'incendie à Port-au-Prince.

Mais qui donc peut ne pas songer, à cette heure, aux menaces catégoriques prononcées devant la Commission Forbes? Qui donc peut oublier que certains leaders de l'opposition ont déclaré à cette Commission que si le Conseil d'Etat n'était pas balayé, si le Conseil d'Etat élisait le nouveau Président, la terre d'Haïti serait à feu et à sang?

Et maintenant que le Conseil d'Etat a élu l'honorable citoyen Eugène Roy, voilà que les menaces commencent à se réaliser. Et c'est mon gouvernement que l'on ose accuser de réaliser ces menaces qui furent dirigées contre sa politique! Quelle dérision!

Concitoyens,

Les incendiaires de la capitale, on les trouvera bientôt, j'en garde l'assurance, dans les rangs des politiciens de sac et de corde, bénéficaires de tous les désordres de notre passé, dilapidateurs des douanes, dilapidateurs des emprunts de tous genres , assassins du Président Leconte et de ses pauvres soldats-paysans, fils d'incendiaires ou incendiaires eux-mêmes, dont Port-au-Prince, les Cayes, Gonaïves et Petit Goave ont gardé le souvenir horrible. Si, jusqu'à cette heure, la main de la justice ne les a pas pris au collet, c'est qu'ils pratiquent avec supériorité l'art de se cacher dans l'ombre. Mais leur châtiment doit venir. Je les dénonce à la Nation.

Borno

Palais National, le 3 mai 1930, an 127ème de l'Indépendance"

Il est vrai qu'on ne trouva pas les coupables, malgré la remise en vigueur de la loi martiale décrétée par Russell à la demande de Borno.

Lettre de Borno à Russell du 30 Avril 1930[278]*:*

"*Les incendies se multiplient. La population de Port-au-Prince est dans la terreur. On a la conviction qu'il existe une véritable organisation bolchévique, décidée à une œuvre de destruction systématique des propriétés en attendant la destruction systématique des vies. La force publique toute entière étant aux mains de l'occupation américaine, mon gouvernement, dénué de tout moyen d'action, se voit obligé de vous déclarer formellement qu'il décline toute responsabilité en ce qui est des graves dangers de la situation actuelle. Dans son opinion, seule la loi martiale, vigoureusement appliquée, pourra avoir raison des éléments anarchiques déchaînés par les passions.*

Avec l'expression de ma haute considération.

Borno"

Ce renforcement des contrôles et des menaces de répression eut de toute évidence l'effet de faire cesser les incendies, au même titre que la proclamation de Borno. C'était la démonstration que le duumvirat Borno-Russell durerait, quoiqu'il arrive, jusqu'au 15 mai, comme le souhaitait Borno et comme il avait été convenu dans le Plan Forbes.

Borno demanda également que la Constitution fût strictement respectée quant à la date des élections législatives. La convocation des

278. Archives BORNO.

électeurs devant avoir lieu à la fin des années impaires pour des élections se tenant en janvier des années paires, les élections, selon le vœu de Borno, ne pouvaient avoir lieu, au plus tôt, qu'en janvier 1932. Il le confirma par lettre adressée au Haut-Commissaire, lettre non datée, probablement de la deuxième dizaine de mars 1930, quelques jours après l'acceptation du Plan Forbes[279]:

"*Monsieur le Haut Commissaire,*

Dès le premier moment où me fut proposé par vous, le samedi matin 8 mars, l'idée de conciliation politique (qui devait, le lendemain, prendre la forme d'un plan de la Commission du Président Hoover), j'ai insisté de la manière la plus pressante pour que fut déterminée avec précision la date du 10 janvier 1932 comme étant la date la plus rapprochée pour effectuer les élections législatives prévues par l'article C de la Constitution. Mes observations furent acceptées; et dans ces conditions, je considérai comme heureuse cette solution qui pour moi avait le double avantage de donner satisfaction à l'opinion des partisans de l'opposition haïtienne aux Etats-Unis, et aussi de donner satisfaction aux groupes de l'opposition et aux partisans du gouvernement.

Le même samedi 8 mars, dans l'après-midi, je fus informé que les opposants avaient répandu dans tout le pays le bruit qu'un gouvernement provisoire allait être formé le lundi suivant; j'appris en même temps que les amis et les fonctionnaires du gouvernement étaient extrêmement alarmés par cette grave nouvelle qui signifiait que mon gouvernement était renversé. Pour remédier à cette situation dangereuse, créée par les opposants, il fallait agir vite. Sur mon instruction, le secrétaire d'Etat de l'Intérieur télégraphia immédiatement à tous les préfets le télégramme suivant[280].

Ce télégramme ne contenait rien qui ne fût strictement conforme à la Constitution et à notre entretien du matin.

Le lendemain, dimanche 9 mars, vers midi, Mr Grummon, chargé d'Affaires des Etats-Unis, me remit en personne, de votre part, la note dont texte ci-inclus coté A[280]. *Cette note était conforme à notre entretien de la veille, sauf qu'elle ne contenait pas, après les mots : 'at the earliest possible date', les termes suivants, que je comptais trouver: 'c'est-à-dire le 10 janvier 1932'. J'attirai vivement là-dessus l'attention de Mr Grummon; celui-ci s'en référa à vous, par téléphone, en ma*

279. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)
280. Textes non retrouvés.

présence; et il me fit savoir que votre réponse était que les mots : 'at the earliest possible date ', ne pouvaient être compris que conformément à la Constitution d'Haïti. J'accédai à cette déclaration.

Mais quelle ne fut pas ma surprise, quand, le jour suivant, lundi 10 mars, la Commission du Président Hoover, qui se trouvait à Hinche en cours de voyage dans le pays, me fit savoir, par votre intermédiaire, qu'elle venait de prendre connaissance du télégramme-circulaire du secrétaire d'Etat de l'Intérieur et qu'elle me demandait de le faire annuler par un autre télégramme-circulaire. Je vous répondis en substance :

'C'est absolument impossible, d'abord parce que le télégramme incriminé ne contient que l'exacte vérité, et ensuite, parce que je ne peux point accepter la politique de ténèbres où la Commission s'engage.'

Et j'ajoutai :

'Je vous prie de bien faire entendre, de ma part, à la Commission que cette politique obscure est une politique de désastres ; et que, dans la situation actuelle surtout, rien ne vaudra mieux que la plus parfaite clarté.'

Une heure plus tard, vour retourniez au Palais et, sans revenir sur le télégramme aux préfets, vous me demandiez, au nom de la Commission, de tranmettre à ces derniers, simplement, sans commentaires, la note de la veille contenant l'entente dénommée plan Hoover.

J'y accédai sous la condition qu'il serait, au préalable, échangé entre nous une correspondance pour fixer la situation au point de vue constitutionnel, ce qui fut, en effet, réalisé et fournit le texte du communiqué du Délégué de l'Intérieur (voir pièce cotée).

Quelques jours après, la Commission du Président Hoover revenait à Port-au-Prince. Le samedi 15 mars, vous soumettiez à mon agrément une liste de cinq candidats qualifiés neutres, et je choisissais parmi eux, pour être candidat à la Présidence, monsieur Eugène Roy.

Le même jour, 15 mars, m'était remise une nouvelle note de la Commission, indiquant la procédure suivante :

1. *La ratification par les groupes opposants, du candidat à la Présidence, Mr Roy, choisi par moi parmi les cinq citoyens dont les noms avaient été soumis à mon agrément.*
2. *Soumission au Conseil d'Etat de la candidature de Mr Roy à la Présidence de la République, après que Mr Roy se sera engagé à convoquer les collèges électoraux à la date la plus rapprochée possible pour l'élection des Chambres Législatives.*

3. *Entrée en fonction de Mr Roy le 15 Mai 1930.*
4. *Arrêté de convocation pour l'élection des Chambres législatives à la date du 10 janvier 1932 qui est la date la plus rapprochée possible.*
5. *Constitution du Corps Législatif, époque à laquelle le Conseil d'Etat cessera d'exister (art. D de la Constitution).*
6. *Démission du Président Eugène Roy.*
7. *Election par les Chambres, réunies en Assemblée Nationale, du successeur de Mr Roy.*"

Cette demande pressante de repousser les élections à janvier 1932 fut appuyée par des démarches de la Légation d'Haïti au Département d'Etat. Sans succès. Les Américains avaient décidé de donner sur ce point entière satisfaction à l'opposition. Ils estimaient cette concession nécessaire au maintien de la tranquillité publique et y adhéraient d'autant plus volontiers qu'elle coïncidait avec leurs principes et méthodes de gouvernement démocratique.

A. Sansaricq adressa une instruction à la Légation d'Haïti à Washington, le 27 mars 1930, pour obtenir du Département d'Etat une prise de position en faveur de la thèse de Borno[281]:

"*L'article C de la Constitution exige que les premières élections législatives aient lieu le 10 janvier d'une année paire. Les Conseillers sont, d'après informations précises, décidés à refuser élire monsieur Roy s'ils n'ont pas assurance formelle que les élections législatives prochaines auront lieu le 10 janvier 1932 et pas avant. Le nouveau Président, dès son installation, pourrait décréter ces élections pour cette date du 10 janvier 1932. Exposez sans retard le tout au Département d'Etat et insistez pour déclaration précise avant le 7 avril date ouverture session Conseil d'Etat.*"

Raoul Lizaire, chargé d'Affaires d'Haïti à Washington, répondit par câble qu'il n'y avait rien à espérer des Américains sur ce point[282]: "*Département d'Etat estime prescription article C Constitution directory non mandatory. En conséquence principe convocation immédiate Chambres ne viole pas Constitution, d'où engagement Président exécuter plan valide et lie Conseil d'Etat. J'ai pris note, sous toutes réserves, en*

281. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)
282. Archives BORNO.

raison de l'article 26 Constitution. J'ai le sentiment Département perçoit difficulté, mais a résolu de passer outre crainte conflit sanglant, clef problème."

Et dans le même temps, le Département d'Etat confirmait sa position et chargeait le Haut-Commissaire Russell d'en informer Borno par un câble du 31 mars 1930, dont ci-après le texte, selon la traduction en français qu'en fit Borno[283]:

"Veuillez informer le Président Borno que le gouvernement des Etats-Unis a donné son approbation au plan convenu entre lui, les leaders de l'opposition et la Commission du Président, parce qu'il a pensé que ce plan offrait le moyen le meilleur pour éviter des désordres et une probable effusion de sang en Haïti, et, de plus, pour garantir que le Président qui entrera en fonctions le 15 mai sera satisfaisant pour tous les partis et représentera leurs desiderata.

Le gouvernement des Etats-Unis a donné son assentiment au plan parce qu'il a eu confiance que le Président Borno, avec le même patriotisme et la même bonne foi qui ont caractérisé ses autres actes officiels, exécuterait fidèlement sa mission dans le plan. Par sa lettre du 10 mars acceptant le plan, il [le Président Borno] a reconnu spécialement que la question de date des élections législatives était laissée à la considération du nouveau Président et que son obligation personnelle, d'après le plan, se limitait à favoriser l'élection par le Conseil d'Etat du candidat mutuellement accepté. Le gouvernement des Etats-Unis, en conséquence, ne peut comprendre comment une question relative à la date des élections législatives peut être légitimement soulevée en ce moment.

Afin qu'il ne puisse, cependant, n'y avoir aucun malentendu, il doit être clairement fixé que la Constitution haïtienne, dans l'opinion du gouvernement des Etats-Unis, peut être légitimement interprétée de manière à permettre la convocation aux élections législatives à une date plus rapprochée que janvier 1932. Cette position n'implique aucune critique du fait que le Président Borno n'a pas lui-même convoqué aux élections, car cette convocation est clairement laissée à la discrétion du Président.

La seule mesure à prendre pour le présent est l'élection par le Conseil d'Etat du candidat déjà convenu. Le gouvernement ne peut

283. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

soutenir aucune altération du caractère essentiel du plan par lequel les deux gouvernements et tous les partis en Haïti sont liés; et il pense que tout groupe politique qui entraverait l'exécution régulière du plan assumerait l'entière responsabilité des conséquences qui s'ensuivraient.

C'est pourquoi, le gouvernement des Etats-Unis espère avec confiance que le Président Borno sollicitera le Conseil d'Etat d'exécuter les prévisions du plan, d'accord avec les engagements précis assumés par lui comme Chef du gouvernement haïtien et comme le leader de son parti politique."

Le 15 mai 1930, Eugène Roy entra en fonction, acclamé par la foule. Borno se retira dans sa résidence de Pétionville. Il était entré en fonction le 15 mai 1922, lui aussi sous les acclamations de la foule et quitta le pouvoir le 15 mai 1930 sous les huées. C'est le sort de la plupart des Présidents d'Haïti, du moins de ceux qui ne sont pas morts en cours de mandat, des suites d'une maladie, d'un attentat ou d'une émeute.

LA "DEUXIÈME INDÉPENDANCE"

Aussitôt en fonction, Eugène Roy s'acquitta scrupuleusement de la tâche qui lui avait été confiée: ne rester au pouvoir que le temps nécessaire pour rétablir les chambres législatives chargées d'élire le Président, bien que, du point de vue constitutionnel, il eût été élu par le Conseil d'Etat pour un mandat de 6 ans. Il fit paraître, le 4 juillet 1930, une nouvelle loi électorale et fit procéder aux élections législatives le 14 octobre. Il y eut 288.555 votants pour une population d'environ 2 millions d'habitants, ce qui constitue une participation relativement importante pour ce pays qui était loin d'avoir maîtrisé tous les problèmes électoraux et où les femmes n'avaient pas le droit de vote. Les élections se déroulèrent dans le calme et les candidats nationalistes l'emportèrent. Le 12 novembre, le général Russell, à son tour, acheva son mandat de Haut-Commissaire. Son successeur, Dana Munro, arriva le 16 novembre avec le simple titre d'ambassadeur des Etats-Unis. Le Duumvirat avait vécu. Les élections présidentielles eurent lieu le 18 novembre et Stenio Vincent s'installa au Palais présidentiel.

Entre-temps, Louis Borno était parti se reposer en France. Après huit jours passés dans sa résidence de Pétionville, il s'embarqua le 24 mai. Il en avait informé Eugène Roy par une lettre du 23 mai[284]:

"*Mon cher Président,*

Vivement désireux de contribuer à l'apaisement des esprits et d'éviter toute difficulté à votre gouvernement en qui j'ai confiance, j'ai pris la décision de partir aujourd'hui....."

Il ne reviendra qu'en 1933, après en avoir, là aussi, informé le Président Vincent par lettre du 24 juin 1933[285]:

284. Archives BORNO.
285. Archives BORNO.

"Mon cher Président,

L'un des motifs principaux qui, en mai 1930, me déterminèrent à laisser Haïti fut de faciliter la tâche du gouvernement en favorisant, par mon éloignement volontaire, le retour des esprits au calme, en coupant court ainsi, d'une manière radicale, à l'agitation organisée que l'on voulait entretenir autour de moi. Aujourd'hui, grâce à votre politique de sagesse et de fermeté, il me semble que ma présence à mon foyer ne peut plus être un prétexte pour troubler les esprits et une cause d'embarras pour le gouvernement. Je ne tarderai donc pas à rentrer en Haïti. J'entends y vivre en dehors de la politique, non indifférent toutefois à la marche des affaires publiques, décidé par conséquent, à n'épargner, le cas échéant, aucun effort personnel qui puisse contribuer au succès le plus complet de Votre administration.

Croyez , Mon cher Président....."

L'élection de Stenio Vincent fut un modèle d'habileté politique. Parmi les "patriotes", membres de l'opposition à Borno, il figurait dans le groupe des modérés, dans le "Pro-treaty Party"; ceux qui préconisaient une désoccupation progressive et négociée. Ils s'opposaient aux nationalistes intrégraux, aux Jacques Roumain, aux Joseph Jolibois, qui exigeaient un départ complet et immédiat des Américains. Les élections de 1930 avaient donné la majorité aux nationalistes intégraux et, néanmoins, ce fut Vincent qui fut élu. La classe mulâtre, prédominante au sein du "Pro-treaty Party", venait de comprendre que ses attaques incessantes et excessives contre Borno risquaient de lui faire perdre le pouvoir au profit des nationalistes intégraux qui se recrutaient plus volontiers au sein de l'élite noire. Elle réussit cependant à rallier le nombre nécessaire de suffrages en faveur de Stenio Vincent.

Vincent fit une campagne électorale remarquable, consistant principalement à créer un journal en janvier 1930, *Haïti-Journal*, où il réussit à obtenir des articles de tous les principaux leaders de l'opposition à Borno, qu'ils fussent "Pro-treaty Party" ou "Nationaliste intégraux". Il prouva ainsi, avant les urnes, qu'il était bien l'alternative attendue au gouvernement Borno.

A partir du 20 janvier 1930, date du 1er numéro, *Haïti-Journal* publia des éditoriaux ou des articles de Jacques Roumain, Emile Cauvin, Seymour Pradel (candidat malheureux à l'élection présidentielle), Dantes Bellegarde, Pierre Hudicourt, Jean Price-Mars, Percival Thoby

etc... Un éditorial d'Alphonse Henriquez dans le numéro du 24 janvier 1930 est particulièrement révélateur des illusions de ces politiciens, bien qu'il faille leur reconnaître l'excuse d'avoir été écartés et donc d'être ignorants des réalités du pouvoir depuis quinze ans. Il écrit notamment:

"*Donnez au peuple haïtien des Chambres législatives et vous verrez que, du même coup, vous aurez changé la face de l'échiquier. Loin d'avoir une assemblée moutonnière pour enregistrer des ukases, vous aurez alors un corps politique libre, indépendant, souverain, expression de la volonté nationale, pour discuter les intérêts de la Nation et voter en toute conscience des lois qui seront des instruments de bonheur et de félicité pour Haïti.....*"

Il ne fallut pas attendre longtemps pour que les Chambres et le nouveau président entrassent en conflit et que "le bonheur et la félicité" promis devinssent l'obéissance au pouvoir personnel. Quant à Seymour Pradel, il appelait déjà de ses vœux des flots de sang dans son éditorial du 30 janvier. C'était chez lui, une sorte d'obsession, s'agissant du sang des autres, bien entendu.

"..... *Nous devons opposer, au besoin, nos poitrines nues et désarmées aux baïonnettes meutrières des forces d'oppression. Une fois de plus, le sang haïtien coulera, comme hier il coula dans les plaines du Nord et dans les plaines du Sud. Et puis après. Le sang innocent injustement versé est souvent la rançon du Rachat et de la Rédemption.....*"

Tous ces articles eurent l'effet espéré par le propriétaire du *Haïti-Journal*. Il fut élu Président d'Haïti, le 18 novembre 1930, au 4ème tour de scrutin, par 30 voix contre 19 à Seymour Pradel.

Son premier soin fut de négocier l'haïtianisation des services publics et le départ progressif des Américains. Le 5 août 1931, Abel Léger, Ministre des Relations Extérieures, et Dana Munro signèrent un accord transférant aux Haïtiens les Travaux Publics, le Service d'Hygiène et le Service Technique de l'Agriculture, et annulant les accords du 24 août 1918 et du 3 décembre 1918 qui imposaient un contrôle préalable américain sur les projets de lois et les mandats de paiement. C'était le premier pas important vers le retour à la complète indépendance.

Suivirent, un accord pour l'haïtianisation de la Garde d'Haïti et un accord concernant les douanes et les contributions et, enfin, en août 1934, les derniers "marines" quittaient Haïti.

Tout cela ne se fit pas sans mal, car, non seulement, il fallut négocier avec les Américains, mais il fallut en outre compter avec les exigences outrancières des Chambres qui voulaient que le gouvernement obtînt le départ immédiat et sans condition de l'occupant. Notamment, Albert Blanchet, successeur d'Abel Léger, usa d'un subterfuge pour faire appliquer un accord qu'il avait conclu concernant les services financiers. Cet accord, refusé par les Chambres, laissait à un représentant fiscal américain le contrôle des douanes jusqu'au complet remboursement de l'emprunt de 1922. Blanchet tranforma alors son texte en un "accord exécutif" qui, selon les subtilités du droit public haïtien, ne nécessitait pas la sanction des Chambres législatives. L'opposition des Chambres à la politique de Vincent dégénéra vite en une franche hostilité entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Le 17 août 1932, Vincent décrèta l'état de siège en raison "*de l'agitation croissante de l'esprit public par suite des activités subversives signalées à la charge de certains meneurs professionnels et les excès persistants et criminels d'une certaine presse.....* "[286]

Des journaux furent interdits; des journalistes furent jetés en prison, au premier rang desquels l'inévitable Joseph Jolibois fils. Le pouvoir législatif fut muselé et Vincent gouverna avec l'appui d'un Sénat de 21 membres dont il nommait personnellement 10 d'entre eux. On en était revenu au régime de Borno, sans le Haut-Commissaire, il est vrai.

Mais tout cela n'empêcha pas une grandiose manifestation patriotique le 21 août 1934, au départ des derniers marines, pour fêter la "deuxième Indépendance".

Malheureusement, un demi-siècle après, ce même peuple gémit dans les angoisses des boat-people, dans le sang des victimes des tontons-macoutes et dans la honte d'une deuxième occupation.

286. Cité par Georges CORVINGTON. (op. cit.)

CONCLUSION

Certains auteurs disent que la période de l'occupation américaine fut une parenthèse dans l'histoire d'Haïti[287]; c'est une bonne formule, à bien des points de vue. Cette période fut, en effet, la seule tentative de modernisation du pays selon le système capitaliste occidental, conduite avec honnêteté et persévérance. Quels en furent les résultats et qu'en reste-t-il aujourd'hui?

Le résultat le plus voyant, le moins contestable, fut un développement matériel du pays dans nombre de domaines, accompagné et, au demeurant, rendu possible, par la paix publique et par la probité dans la gestion des affaires et des fonds publics. L'Etat, qui auparavant, était principalement parasite quand il n'était pas, en outre, oppresseur, devint organisé, probe et efficace. Ses résultats sont impressionnants, lorsque comparés à la situation antérieure, et surtout si on considère qu'ils furent acquis par les seuls moyens financiers du pays et qu'ils s'accompagnèrent d'une diminution importante de l'endettement public. C'est d'ailleurs là le résultat le plus important et le plus original, unique dans l'histoire du pays et qui n'a pas toujours été mis suffisamment en évidence. La politique financière du gouvernement Borno a consolidé l'indépendance du pays grâce à la restauration des finances publiques, au règlement de tous les litiges et contentieux, à la probité dans l'utilisation des fonds publics et enfin, grâce au désendettement de l'Etat. L'indépendance d'Haïti était, en effet, virtuellement perdue depuis l'époque d'Antoine Simon, depuis que le pays avait cédé aux étrangers la Banque Nationale avec ses droits régaliens, des baux emphytéotiques sur de larges portions du territoire et avait accordé des prébendes inconsidérées à nombre d'aventuriers. Si ce succès n'a pas été suffisamment célébré, ce n'est pas faute de n'avoir pas été proclamé. Dans son message au Conseil d'Etat pour l'ouverture de l'exercice 1930, message au cours duquel Borno fait le bilan de son administration – une sorte de testament politique – il ne manque pas de citer en tout premier rang de ses réalisations la pose des assises du régime économique et financier de la République. Car, auparavant, où passait l'argent public? En prébendes aux politiciens véreux, en financement des prises d'armes et en règlement des réclamations étrangères appuyées par les canonnières.

287. Jacques BARROS. (op. cit.)

En second plan, personne ne peut ignorer les résultats matériels obtenus par cette sage gestion financière:

- 1.700 kilomètres de routes, là où il ne restait que quelques sentiers, vestiges des routes coloniales;
- la création d'un Service d'Hygiène Publique avec ses hôpitaux et ses dispensaires de campagne, là où, auparavant, la population était obligée d'avoir recours aux "docteurs-feuilles"[288];
- la construction de nombreux bâtiments publics pour remplacer les cahutes ou des bâtiments devenus désuets faute d'entretien.

etc...

Certaines des réalisations furent dignes des pays les plus modernes, telle par exemple l'Ecole d'Agriculture de Damien, selon la description qu'en donne Rulhière Savaille[289]:

"*Toute la construction occupe une superficie de 106,2m de long sur 18,6m de large. Elle contenait en 1929 de nombreuses salles de classe, un auditorium, une bibliothèque comprenant une salle de lecture pour les étudiants, des laboratoires pour l'étude des sols, de la chimie, de l'agronomie et de l'horticulture, ainsi qu'un musée d'histoire naturelle, de géologie, d'échantillons de sol et de spécimens d'industrie. Les bureaux de l'administration et les divers départements y étaient également logés. Il y avait aussi des laboratoires pour les recherches intéressant la botanique, la bactériologie, la chimie, l'élevage et l'horticulture. On y voyait aussi une salle assez grande, à l'épreuve du feu, abritant une précieuse collection de plantes d'Haïti, dans laquelle se trouvaient beaucoup d'échantillons des nouvelles espèces récemment décrites. A part le bâtiment principal, on pouvait voir d'autres constructions, telles que le local du laboratoire de sciences vétérinaires, celui destiné à l'étude des maladies des plantes et des insectes nuisibles, l'atelier de l'école, avec un outillage moderne pour la pratique de la charpenterie; une ferme-école où les étudiants trouvaient l'occasion de s'entraîner à la pratique de l'enseignement; plusieurs bâtiments de fermes; le pavillon du département d'horticulture, avec une serre attenante; une laiterie moderne, alimentée par un troupeau de vaches Jersey, Helstein et indigène, et une crèmerie avec une usine de réfrigération et de pasteurisation qui offrait aux*

288. "docteur-feuille": thérapeute local qui soigne par les plantes, les herbes, les produits naturels.

289. Rulhière SAVAILLE. (op. cit.)

étudiants des cours d'élevage une bonne occasion d'étudier la production moderne et hygiénique du lait ainsi que la manière de diriger une laiterie.

La ferme d'une étendue de 80 hectares environ était quadrillée d'allées plantées des 2 côtés d'arbres de toutes sortes....."

Ces réalisations matérielles ne seraient rien, voire n'auraient pu être possibles sans le bouleversement apporté dans l'organisation et le fonctionnement des services publics.

La Garde d'Haïti, équipée et disciplinée, remplaça les bandes de paysans mercenaires, enrôlés et grugés par les innombrables "généraux" à la conquête du pouvoir. L'administration était devenue honnête et efficace et animée par des fonctionnaires professionnels, remplaçant les "amis du pouvoir du moment", titulaires des postes administratifs donnés à titre de récompense.

Tous les auteurs et tous les témoins du temps le reconnaissent. On ne peut tous les citer. Nous mentionnerons, cependant, un auteur parmi les moins souvent cités et une lettre personnelle adressée à Borno par un ancien Sénateur.

Tout d'abord l'avis de Mr Léonce M. Bernard dans sa biographie d'Antoine Sansaric[290]:

"..... *Le Président Borno, incontestablement un des meilleurs chefs que le pays ait connus, malgré les tiraillements auxquels il était en butte et la situation particulière où il évoluait avec un Haut-Commissaire à ses côtés, choisissait sans cesse – par l'heureuse formule de 'l'équilibre démocratique' – tous ceux qu'il estimait propres à l'aider dans la rude tâche de gouverner le pays. C'est ainsi que son gouvernement probe et propre, soucieux du devenir national, après la liquidation de toutes les créances contre l'Etat, laissa dans la caisse une réserve de près de vingt millions de gourdes pour parer aux éventualités qui pourraient se présenter dans la suite et qui frapperaient les finances du pays. Un emprunt réalisé à un taux favorable, jamais atteint depuis que l'on pratique des emprunts pour ce pays, de nombreux dispensaires placés dans les bourgades – assistance sociale sans trompette – Edifices publics utiles bâtis sans en tirer vanité, tout cela a marqué les idées progressistes du régime.....*"

290. Léonce M. BERNARD – *Antoine C. SANSARICQ*, Imprimerie AP Barthelemy, Port-au-Prince (sans date, probablement 1941 ou 1942).

Et, également, une lettre du 14 octobre 1929 que l'ancien Sénateur Cicéron Saint-Aude adressa à Louis Borno, au moment où nombre de ses amis l'abandonnaient, retournant leur veste en vue du changement de régime [291] :

"..... *La longue expérience que me donne mon grand âge me permet, aujourd'hui, de reconnaître que c'est l'exécution de votre programme de gouvernement franc et courageux qui a pu, seule, après les tâtonnements du passé, lancer définitivement la Nation dans la voie des réalisations pratiques et productives.....*"

En somme, Borno démontra aux Américains qu'un gouvernement d'ordre, de discipline et de probité était possible en Haïti et, qu'en conséquence, contrairement au préjugé qui sous-tendait l'occupation de 1915, les Haïtiens étaient capables de se gouverner eux-mêmes selon le standard occidental.

La période de l'occupation eut également d'autre effets, moins visibles au premier abord mais de plus de conséquence pour l'avenir. C'est d'abord la confirmation de l'effacement de l'Europe et celle de la prépondérance de l'influence américaine, du rattachement au continent américain qui ne peut que tempérer l'indépendance d'Haïti qui ne se distingue alors que par sa seule appartenance au monde francophone. C'est surtout l'émergence d'une classe moyenne entre "l'élite" et le monde paysan. Cette classe se développera mais n'arrivera pas à s'imposer, coincée entre l'élite et la paysannerie, elles-mêmes toutes deux affaiblies sous les coups des dictatures et recherchant leur salut dans la fuite, la première en avion et l'autre sur les rafiots des boat-people ou dans les taudis des banlieues de Port-au-Prince.

L'émergence de cette classe moyenne fut un souci constant de l'occupation qui y voyait le remède fondamental contre la misère matérielle et l'anarchie politique. Le général Russell en fait un rappel dans ses rapports. Ainsi son rapport au secrétaire d'Etat du 3 janvier 1929 [292] :

"..... *This wise policy [l'instruction agricole et technique] on the part of the Haitian government will rapidly develop a middle class that will become the backbone of the country and go far to assure stability of government, bridging over the tremendous gulf that now separates the elite and the peasant classes.....*"

291. Archives BORNO.

292. *Annual Report of the American High Commissioner.* (op. cit.)

Et la Commission Forbes en prend acte, tout en expliquant pourquoi, à son avis, bien des espoirs furent déçus:

"..... *Le but de l'occupation américaine a été de tâcher d'élargir les bases du prolétariat conscient de manière à établir un système démocratique plus sain et à assurer finalement un gouvernement plus représentatif en Haïti. D'où ses divers efforts dans l'instruction et dans l'hygiène, dans l'établissement des moyens de communication tels que les routes, le téléphone, le télégraphe et un service postal régulier. L'élite naurellement considère tout ceci comme étant d'une importance secondaire et elle redoute, dans la formation d'une classe intermédiaire, une menace pour le maintien de son rôle de dirigeant. C'est dans l'insuccès de l'occupation à comprendre les problèmes sociaux d'Haïti, c'est dans les efforts brusques pour y imposer coûte que coûte la démocratie, c'est dans sa résolution d'y établir une classe intermédiaire, quelque nécessaire et sage que cela semble aux Américains, que réside, en partie, l'explication de l'échec des grands espoirs que nous fondions sur notre excellente œuvre en Haïti.....*"

Car cette "parenthèse" fut en grande partie un échec, en ce sens qu'il n'en est presque rien resté. Certes, tout n'a pas disparu d'un coup. Les routes, les ponts, les hôpitaux et dispensaires, les bâtiments publics ont subsisté quelque temps avant de disparaître, les uns après les autres, faute d'entretien ou, parfois, en proie aux incendies. Et s'il y a encore aujourd'hui une infrastructure publique, elle est en grande partie de réalisation plus récente. La sécurité, le respect du droit, les libertés publiques ont été maintenus pendant près d'un quart de siècle après l'occupation, ce qui est une performance meilleure que celles du Nicaragua ou de la République Dominicaine qui, très peu d'années après le départ des troupes américaines, furent sous le joug des dictatures, respectivement, de Somoza et de Trujillo. En Haïti, il fallut attendre plus de vingt ans avant de voir le pays sombrer dans une dictature qui eut la rare particularité d'allier l'horreur avec la mégalomanie et dont le dernier avatar fut une seconde occupation du pays par les troupes américaines, cette fois-ci camouflées sous le drapeau de l'ONU.

Comment en est-on arrivé là? Il y a des causes apparentes, derrières lesquelles il faudrait trouver les causes profondes, fondamentales, viscérales. Les causes apparentes le plus souvent dénoncées sont principalement issues du malentendu qui fut à la base du Traité de 1915 et de sa mise en application.

Les Américains, sans égard pour les clauses du Traité, voulurent imposer une administration directe, de style colonial, comme pouvaient le faire à l'époque les Européens dans leurs colonies d'Afrique. Mais, pour cela, ils dépêchèrent en Haïti des fonctionnaires médiocres, sans directive, supervision et autorité commune et, en outre, ils laissèrent subsister, à côté de leurs fonctionnaires, un gouvernement et une administration indigènes dont bon nombre de membres leur étaient en tout point supérieurs, de sorte que l'attitude raciste restait parfois leur dernier recours pour imposer leur pouvoir. Certes, après le rapport de la Commission MacCormick, les Américains comprirent qu'ils faisaient fausse route. Ils révisèrent leur politique et leurs méthodes. Ils dépêchèrent des fonctionnaires compétents, le mépris raciste fut banni de leur comportement, au moins en apparence et toute l'administration américaine locale, civile et militaire, fut placée sous le contrôle strict d'un Haut-Commissaire qui évita les incohérences et la plupart des erreurs. Mais il était bien tard; sept ans s'étaient écoulés avant que les Américains comprissent qu'ils n'avaient pas affaire à une tribu de l'âge de pierre et, qu'en tout état de cause, quelle que soit la peuplade qu'on veut gouverner, une administration coloniale ne s'improvise pas. Une partie importante de l'élite se détourna des Américains, par intérêt, par déception, par ressentiment. L'occupation américaine les privait des délices et des espérances du pouvoir sans leur apporter, en contrepartie, les emplois et les avantages auxquels leurs talents leur donnaient droit. Non seulement, il fallait respecter la loi et les règlements, marcher droit, être discipliné, mais, par surcroît, il aurait fallu accepter sans broncher de se voir préféré un "expert" américain alors qu'on pouvait avoir un diplôme français et une expérience locale qui le surpassaient.

Quant à ceux de "l'élite" qui n'avaient pas de talents particuliers, ils se joignirent aux défenseurs de la démocratie parlementaire en une troupe bruyante et quelque peu embarrassante. Le Président Vincent s'en aperçut peu de temps après son élection. "Ah, comme ils regrettaient le temps où l'on avait une chance, tous les six mois, de devenir Président, alors que ces stupides Américains et que ce sinistre Borno, sa Constitution et son Conseil d'Etat, ne voulaient ouvrir cette loterie qu'une fois tous les six ans!"

Tout cela, cependant, est bien superficiel et ne porte que sur les agissements des différentes factions d'une petite minorité. Le peuple, en faveur de qui chacun prétendait parler, décider et agir, était absent. Les

ardeurs démocratiques de l'opposition ne l'intéressaient pas et il n'appréciait que quelques unes des tentatives de modernisation du pays comme un retour partiel des impôts qu'il avait supportés. Il appréciait la qualité et la sûreté des routes, la disparition des commandants militaires locaux qui autrefois le rançonnaient et les dispensaires qui distribuaient les soins sans frais. Mais, pour le reste, la modernisation n'intéressait que les bourgeois. L'électricité dans les villes, le téléphone, les automobiles, le Palais des Finances, le Palais de Justice, l'aéroport etc..... ne lui étaient d'aucune utilité visible. Le seul gros effort qui fut entrepris à son avantage, le Service Technique de l'Agriculture et de l'Enseignement professionnel du docteur Freeman, fut un échec.

Gérard Barthelemy[293] en donne une explication qui a le mérite de procéder d'une étude attentive du milieu rural haïtien et nous change des critiques superficielles trop souvent formulées contre Freeman. La tentative de modernisation de l'agriculture entreprise par le tandem Borno-Russell, assisté des experts du Service Technique de l'Agriculture, s'est trouvée en bute avec le refus d'un certain développement et le système d'agriculture extensive des paysans haïtiens. Cette agriculture extensive est, certes, un désastre social, économique et écologique mais qui s'explique par le poids de l'Histoire. Peut-être aussi s'explique-t-elle par la géographie du pays. Le relief est tellement tourmenté et la succession des "mornes" à l'infini tellement impressionnante qu'on peut avoir l'illusion que ce petit pays est sans limite, qu'on trouvera toujours une terre vierge un peu plus loin. "Derrière mornes, cé mornes"[294].

Le docteur Freeman et le paysan haïtien étaient issus de deux mondes tellemement étrangers l'un à l'autre qu'on ne pouvait pas espérer mieux que de les voir cohabiter sans heurt, mais sans influence importante de l'un sur l'autre. Le paysan ne semblait pas souhaiter autre chose que de rester à l'écart des gens de la ville dont il ne voulait pas partager les soucis, les aspirations et les querelles. Il ne s'insurgea que lorsqu'on vînt troubler sa quiétude, quand on voulut lui imposer la corvée ou des taxes sur l'alcool et le tabac. Mais, en dehors des troubles causés par ces bévues gouvernementales, le monde paysan fut calme, docile et, aujourd'hui encore, il garde un bon souvenir du temps de Borno. Après la fuite

293. Gérard BARTHELEMY – *Dans la splendeur d'un après-midi d'Histoire*, Deschamps, Port-au-Prince, 1996.

294. C'est ainsi que le paysan haïtien décrit sont pays : "derrière les montagnes, il y a des montagnes".

de Jean-Claude Duvalier, il y eut une tentative d'organiser des élections municipales régulières. Un descendant du Président tenta sa chance, un descendant par les femmes et qui, par conséquent, ne portait pas le nom de Borno. Lorsqu'il fit connaître ses origines, il eut tout de suite et spontanément une grande audience dans les campagnes et quantité de paysans devinrent les supporters enthousiastes de "Ti-Borno".

En fait, c'est le temps qui a manqué pour que l'expérience Borno-Russell fût une réussite, car il s'agissait d'obtenir un bouleversement complet des structures et des mentalités du monde paysan et pas seulement de lui apporter quelques techniques modernes d'agriculture qu'il considérait le plus souvent comme lui étant totalement étrangères. Et probablement de nombreux paysans devaient regarder avec un sourire moqueur ces blancs qui jouaient à planter des pois-congo.

La Révolution et l'Indépendance opérèrent, dès 1804, un transfert de l'économie du pays du sucre au café, des plaines aux montagnes et de la grande plantation coloniale à la petite exploitation familiale. Ce fut satisfaisant tant que la pression démographique fut compatible avec l'agriculture extensive. Mais au cours du XXème siècle, la population fit plus que quintupler. Il fallait d'autres mesures et de longue haleine pour y faire face, d'autres mesures qu'un simple Service Technique. Il fallait d'abord l'instruction publique. Le désaccord persistant entre l'occupant et le gouvernement haïtien sur ce point ne permit pas d'y apporter tous les moyens nécessaires, ou du moins tout ce que permettaient les finances du pays. La Commission Forbes le reconnut, trop tardivement. Il fallait aussi un service du cadastre, garantissant la sûreté des propriétés foncières et permettant l'institution du crédit aux agriculteurs. Borno en avait bien conscience, mais l'ampleur de la tâche, la méfiance des paysans et la sourde hostilité des avocats et arpenteurs qui vivaient des procès fonciers l'empêchèrent de progresser. Il fit faire un relevé aérien de la topographie du pays en 1925–1926 pour préparer les bases techniques du cadastre. Ces photos aériennes disparurent dans un incendie. Ainsi, il ne put faire mieux que de confier à ses successeurs le soin de mener à bien cette tâche. C'est le sens de son message au Conseil d'Etat du 23 avril 1929, un an avant la fin de son mandat:

"..... *Votre session ordinaire, Messieurs, est appelée à résoudre enfin, entre autres questions importantes, le problème posé depuis longtemps devant le pays d'une organisation solide de la propriété*

immmobilière. Je n'ai pas à dire quelle est la haute importance économique, sociale et politique d'une telle organisation. Nul ne l'ignore. Jusqu'aux temps actuels, la plupart de ceux qui ont un titre, même authentique, de propriété, n'ont pas de certitude absolue qu'un procès ne surgira pas d'un moment à l'autre, qui mette en péril leurs droits régulièrement constatés. C'est surtout dans la propriété rurale que cette situation est la plus grave et la plus compliquée. Que de propriétaires ruraux qui, n'ayant pas de titres, ou ayant des titres imparfaits, tremblent de voir brusquement se dresser devant eux une menace d'éviction. Il faut qu'ils soient munis désormais de titres de plein repos. Ainsi le crédit foncier trouvera une base solide et le crédit agricole, soutenu en même temps par une meilleure législation sur le gage, pourra fournir à l'agriculture l'aide depuis longtemps réclamée....."

Il fallait, enfin, l'adhésion de l'élite. Il aurait fallu qu'elle acceptât, pour un temps, d'abandonner ses rêveries de démocratie car, dès lors qu'on n'est pas dans un régime vraiment démocratique, un régime où le droit appartient au nombre, il n'est pas acceptable pour le chef de laisser contester son pouvoir par un autre minoritaire qui aspire à le remplacer par la force ou par la calomnie. Mais qui doit choisir ce "chef"? L'élite ne voulut pas, par principe, que ce fût un Conseil d'Etat soutenu par les baïonnettes américaines. Soit. Mais lorsqu'un nouveau chef fût élu, Mr Stenio Vincent, au terme d'élections probablement les moins irrégulières que le pays eût connues, les politiciens de profession s'empressèrent de le contrarier. Borno de son côté resta foncièrement hostile au régime parlementaire tel qu'il était pratiqué en Haïti. Il considérait que l'occupation de 1915 consacrait sa faillite et que la rédemption du pays ne pouvait s'opérer que par un système politique en vase clos, la réunion de quelques bonnes volontés au sein d'un Conseil d'Etat nommé par l'Exécutif et, à son tour, chargé de choisir périodiquement le chef de l'Exécutif. Il confirmait encore ces dispositions dans un mémorandum qu'il adressa le 12 juin 1930, un mois après la fin de son mandat, à son ami H. P. Davis[295]:

"*I – Je suis convaincu que le fonctionnement des Chambres législatives, issues du suffrage populaire, est incompatible avec une exécution vraiment féconde du Traité de 1915. Si mon gouvernement, dans l'espace de huit ans, a pu réaliser tant de progrès, à tous les points de vue, – édifices publics, routes, rues, ponts, écoles, hygiène publique et*

295. Archives BORNO publiées par Fabrice BLANCPAIN. (op. cit.)

privée, hôpitaux, dispensaires gratuits, enseignement médical, enseignement agricole et professionnel, etc – si l'on a pu dire que mon gouvernement, en ce court espace de temps, a plus réalisé que tous les gouvernements antérieurs pris ensemble, pendant plus de cent ans, c'est que le Conseil d'Etat, agissant comme Pouvoir Législatif, a pu travailler comme un coopérateur avec le Pouvoir Exécutif, s'abstenant de discours inutiles débités pour la galerie, étudiant sans parti-pris politique et sans calcul intéressé, les projets que lui présentait l'Exécutif, d'accord avec le représentant officiel du gouvernenment américain. Cette coopération pratique, conduite de bonne foi, il sera impossible de l'obtenir des Chambres législatives. L'expérience en a été faite deux fois ; et deux fois, il a été reconnu nécessaire de dissoudre les Chambres.

Il eût été prudent d'ajourner les élections législatives jusqu'à janvier 1934, et même jusqu'à 1936 – cinq mois avant la fin du Traité – ; les six dernières années de ce Traité eussent été employées à poursuivre l'organisation économique, à rectifier et compléter notre système d'impôts, à substituer progressivement les Haïtiens aux Américains dans les fonctions diverses de l'administration publique. Au lieu de cette politique claire et méthodique, nous voilà maintenant lancés dans l'aventure! Je souhaite que mes prévisions pessimistes ne se réalisent pas ; mais je vois difficilement le succès d'une coopération du gouvernement haïtien avec le gouvernement des Etats-Unis, quand cette coopération devra, pour produire ses résultats, obtenir le consentement des députés et des sénateurs.

II – A la vérité, la nouvelle politique du gouvernement américain en Haïti n'a été adoptée par lui que pour donner satisfaction à cette opinion, activement propagée par les politiciens haïtiens et devenue prédominante aux Etats-Unis, que le Conseil d'Etat est une institution contraire aux principes démocratiques (!), et que ces principes démocratiques exigent des élections populaires, une Chambre et un Sénat. Le gouvernement américain a donc compromis, pour une pure théorie, l'intérêt supérieur des réalisations d'ordre, de travail, de progrès, qui se trouvait garanti si efficacement par la coopération intelligente du Conseil d'Etat..... "

En définitive, sur le long terme, l'échec de l'expérience Borno-Russell incombe à ceux qui ont assumé le pouvoir après 1930 et qui, débarrassés du Conseil d'Etat et de l'occupant américain qui, selon eux, étaient les seuls obstacles à la régénération du pays, se sont montrés

incapables de maintenir les acquis et poursuivre l'œuvre entreprise. "L'élite" qui continua à exercer le pouvoir après le départ des Américains était fondamentalement opposée à la politique de Borno, politique qui avait pour objectif le développement du pays au bénéfice de la majorité, les paysans, avec l'assistance des Etats-Unis. Cette politique portait en germe la fin de l'hégémonie de la classe mulâtre minoritaire. Sous couvert de nationalisme, de défense de l'Indépendance, du respect des institutions démocratiques, l'élite défendait, en réalité, son pouvoir menacé par ce qu'aurait pu produire, à long terme, le gouvernement du tandem Borno-Russell. Plus tard, l'élite fut victime d'une autre idéologie, elle aussi nationaliste mais hostile au parlementarisme. Duvalier en fut le bénéficiaire, mais, contrairement à Borno, la promotion du monde paysan ne fut pas son principal souci. Pourtant, comme avant 1915, des voix s'étaient élevées pour inciter les politiques haïtiens au sérieux et au vrai patriotisme, y compris dans les rangs de l'opposition. Adalbert Lecorps le disait ainsi dans son programme électoral lors des présidentielles de 1926[296]:

"..... *Si le peuple haïtien refuse de se rendre à la raison et aux réalités, sa situation restera ce qu'elle est, c'est-à-dire qu'aucune amélioration ne sera tentée en sa faveur.*

Au surplus, le gouvernement américain contrariera toutes les combinaisons nationales pouvant amener un changement favorable; il obligera les gouvernants haïtiens à imposer ses nationaux dans des conditions telles que la misère déjà si grande se développera davantage; l'émigration à Cuba et en Dominicanie s'accentuera; des lois votées par le Conseil d'Etat ou de prétendues Chambres législatives chasseront le peu d'étrangers qui travaillent sur notre sol, tuant par ainsi tout commerce étranger et l'élite, qui est la réserve et l'avocate en tout pays, disparaîtra..... "

Ce texte a peu vieilli, une fois qu'on a fait la part revenant au discours de candidature.

Cent douze ans d'indépendance n'avaient abouti qu'au désordre politique et administratif, au militarisme omnipotent, au pillage des deniers publics et à la misère du peuple tenu dans l'ignorance et contraint de supporter le coût d'un Etat oppresseur. Triste constat qui se conclua par

296. Archives BORNO.

les funestes journées des 27 et 28 juillet 1915. Louis Borno en tira la leçon pratique, faisant fi des regrets inutiles et des résistances inefficaces. Puisque l'Indépendance était, quoiqu'on fisse, amoindrie pour une période de 20 ans, il était dans l'intérêt bien compris du pays de tirer partie de la présence américaine pour régénérer la Nation par l'étude, le travail et la probité. La haute opinion qu'il avait de ses capacités à conduire la politique du pays, jointe à un profond mépris des bavardages à prétentions démocratiques, le conduisirent à user du pouvoir absolu en concentrant entre ses mains – et celles du Haut-Commissaire Russell – le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif ainsi que la tutelle du pouvoir judiciaire. Ce n'était pas pour favoriser, par l'expérience, l'établissement des bases sociales d'un gouvernement stable, fondé sur les principes démocratiques de la séparation des pouvoirs. Quant à ses coopérants américains qui avaient en charge le maintien de l'ordre, ils se préoccupaient peu, contrairement aux intentions officielles, de se lancer dans l'aventure de l'apprentissage de la démocratie. On voit, aujourd'hui que cet apprentissage reste à faire.

Borno termina paisiblement sa vie terrestre dans sa résidence de Pétionville, en paix avec sa conscience. Dès sa mort, on commença à reconnaître ses mérites, comme l'indique cet article du *Réveil* du samedi 1er août 1942 :[297]

"..... *Mercredi matin, en sa résidence de Pétionville, s'est éteint doucement monsieur Louis Eustache Borno, ancien Président de la République d'Haïti. Pendant 8 années consécutives, de 1922 à 1930, Mr Borno a apporté dans le gouvernement de la chose publique une compétence que ses ennemis eux-mêmes n'ont jamais osé lui contester. Chevalier, il a toujours combattu arme au clair et fut d'une grande loyauté envers ses adversaires. S'il ne fut pas toujours d'accord avec le pays, c'est, en grande partie, parce que ses idées étaient en avance sur la marche de l'esprit public haïtien. Pour n'avoir pas été un sentimental, il fut vivement combattu. Mais l'histoire impartiale, s'éclairant des réalités apparues de nos jours, fera de lui un jugement qui sera certainement différent de celui qui avait cours durant son règne.....* "

Il est juste que Borno ait le dernier mot dans cette biographie. Et ce sera précisément l'un de ses derniers écrits, sa maxime de vie qu'il a griffonnée peu de temps avant sa mort, sur un petit morceau de papier kraft[297] :

297. Archives BORNO.

"Ma maxime de vie? La voici telle que l'exprime "l'Imitation de Jésus Christ": 'Tout n'est que vanité, hors aimer Dieu et Le servir Lui seul'.

Tous les devoirs humains, tout le bonheur humain se trouvent dans ces simples mots.

Pour bien aimer et bien servir Dieu, il faut aimer et servir le prochain, aimer et servir son pays, aimer et servir l'humanité."

Remerciements

Cet ouvrage n'aurait jamais pu voir le jour sans l'aide que m'ont apportée ceux qui me firent don des archives du Président Borno et ceux qui, par leurs études approfondies du milieu haïtien, ont projeté la connaissance de ce pays hors des clichés stupides et des préjugés. Qu'ils en soient remerciés ici :

Monsieur Gérard Barthelemy qui m'a guidé au travers de sa vaste bibliothèque, ainsi que frère Ernest Even de l'Institution Saint-Louis de Gonzague qui m'a aidé dans mes recherches. Monsieur et madame Gérard Rouzier, monsieur et madame Daniel-Gérard Rouzier, monsieur et madame Lionel Volel, monsieur et madame Fernand Crepsac et feu Jean-Marie Borno qui mirent à ma disposition leurs bibliothèques et leur hospitalité.

Je dois également une mention spéciale de reconnaissance à la Direction des Archives du Quai d'Orsay pour son aide précieuse, et à monsieur Fabien Moravia pour avoir autorisé la reproduction d'une très belle photographie qui en dit plus que bien des textes. Et sans oublier tous ceux, trop nombreux pour être tous mentionnés ici, qui m'ont prodigué conseils et encouragements.

Illustrations

1. Eugène Robert Borno, père de Louis Borno
2. Elizabeth Lélia Baude, mère de Louis Borno
3. Simone, Madeleine et Henri Borno, étudiants à Paris (1927 ou 1928)
4. Louis Borno, tête de profil
5. Louis et Hélène Borno dans leur retraite à Pétionville
6. Louis Borno et J. M Grandoit, le 15 mai 1922
7. Louis Borno et MacDougal, le 5 mars 1923
8. Départ pour les Etats-Unis, le 6 juin 1926
9. Réception du Président Horacio Vasquez à la Légation d'Haïti à Santo-Domingo, le 1er janvier 1928
10. Honneurs militaires en face de la Cathédrale de Petit Goave
11. Remise de décorations "Honneur et Mérite" à des sous-officiers de la Gendarmerie d'Haïti

Chronologie

01.01.1804	Proclamation de l'Indépendance d'Haïti;
20.09.1865	Naissance de Louis Borno;
07.02.1905	Contrôle des douanes de la République Dominicaine par les Américains;
31.10.1906	Mariage avec Hélène Saint-Macary;
1899 – 1908	Louis Borno, Ministre d'Haïti à Santo-Domingo;
21.12.1902 – 02.12.1908	présidence de Nord-Alexis;
17.12.1908 – 02.08.1911	présidence d'Antoine Simon;
14.08.1911 – 08.08.1912	présidence de Cincinnatus Leconte;
080.8.1912 – 04.05.1913	présidence de Tancrède Auguste;
04.05.1913 – 27.01.1914	présidence de Michel Oreste;
08.02.1914 – 07.11.1914	présidence de Oreste Zamor;
07.11.1914 – 21.02.1915	présidence de Davilmar Théodore;
04.03.1915 – 27.07.1915	présidence de Vilbrun Guillaume;
16.03.1908 – 01.12.1908	Louis Borno, Ministre des Relations Extérieures et des Cultes du gouvernement Nord-Alexis;
08.11.1914 – 15.02.1915	Louis Borno, Ministre des Relations Extérieures et de la Justice du gouvernement Davilmar Théodore;
17.12.1914	Embarquement des fonds de la Banque d'Haïti sur le navivre américain *Machias;*
27.07.1915	Attaque du Palais Présidentiel et massacre de 160 prisonniers;
28.07.1915	Vilbrun Guillaume tiré de la Légation de France par la foule et lynché; débarquement des troupes américaines;

10.08.1915	Fondation de l'Union Patriotique;
12.08.1915	Election de Sudre Dartiguenave;
02.09.1915	Saisie de la douane de Port-au-Prince par les Américains;
03.09.1915	Loi martiale;
09.09.1915 – 17.04.1917	Louis Borno, Ministre des Relations Extérieures et de l'Instruction Publique du Gouvernement Dartiguenave;
16.9.1915	Signature de la Convention avec les Etats-Unis;
06.10.1915	Ratification de la Convention avec les Etats-Unis par la Chambre des députés;
11.11.1915	Ratification de la Convention par le Sénat;
29.11.1915	*Modus Vivendi* sur l'application provisoire de la Convention;
05.04.1916	Dissolution du Sénat et création du Conseil d'Etat;
03.05.1916	Echange des ratifications de la Convention;
15.05.1916	Occupation de Santo-Domingo par les Américains;
08.08.1916	Arrivée du Conseiller financier Addisson T. Ruan;
24.08.1916	Signature de l'accord sur la gendarmerie;
15.01.1917	Elections législatives;
28.03.1917	Acte additionnel prolongeant de 10 ans la durée de la Convention;
19.06.1917	Nouvelle dissolution des Chambres Législatives;
12.06.1918	Adoption de la Constitution par référendum;
20.06.1918 – 25.11.1918	Louis Borno, Ministre des Finances, du Commerce et des Relations Extérieures de Dartiguenave;

24.08.1918	Accord Borno-Bailly Blanchard pour soumettre à la Légation des Etats-Unis les projets de lois;
03.12.1918	Accord Constantin Benoît-Bailly Blanchard pour soumettre les mandats de paiement au visa préalable du Conseiller financier;
03.10.1919	Protocoles concernant les conditions d'un emprunt aux Etats-Unis de 40 millions de dollars et la création de la Commission des réclamations;
31.10.1919	Mort de Charlemagne Péralte;
18.05.1920	Mort de Benoît Batraville, fin de la guerre des "cacos";
28.11.1921	Arrivée de la Commission Mac Cormick;
11.03.1922	Arrivée du Haut-Commissaire américain John H. Russell;
10.04.1922	Election de Louis Borno;
15.05.1922	Entrée en fonction de Louis Borno;
26.06.1922	Loi sur l'emprunt américain;
11.10.1922	Démission du Conseiller financier MacIlhenny;
15.12.1922	Première loi sur la presse;
22.12.1922	Création du Service Technique de l'Agriculture et de l'Enseignement professionnel;
02.08.1925	Décès de Georges Sylvain;
12.04.1926	Réélection de Louis Borno;
06.06.1926 – 05.07.1926	Voyage aux Etats-Unis;
Août 1927	Visite du Président de la République Dominicaine, Horacio Vasquez, en Haïti;
10.01.1928	Adoption de la révision constitutionnelle par référendum;

14.08.1928	Loi créant les taxes sur l'alcool et le tabac;
21.01.1929	Traité des frontières avec la République Dominicaine;
12.06.1929	Loi sur la standardisation des denrées destinées à l'exportation;
03.10.1929	Décision de ne pas convoquer les électeurs pour les élections législatives;
08.10.1929	Création de la ligue d'action constitutionnelle;
31.10.1929	Début de la grève de l'Ecole Centrale d'Agriculture de Damien;
06.12.1929	Fusillade de Marchaterre;
28.02.1930	Arrivée de la Commission Forbes;
10.03.1930	Acceptation du plan de la Commission Forbes;
15.04.1930	Révocation et remplacement de 12 Conseillers d'Etat;
21.04.1930	Election d'Eugène Roy par le Conseil d'Etat;
15.05.1930	Entrée en fonction d'Eugène Roy;
14.10.1930	Elections législatives;
12.11.1930	Départ de Russell;
18.11.1930	Election de Stenio Vincent;
21.08.1934	Festivités pour célébrer la fin de l'occupation, la "seconde Indépendance";
29.07.1942	Décès de Louis Borno à Pétionville;

Index

Les noms de Louis Borno, Sudre Dartiguenave et John Russell, revenant tout au long de ce livre, ne sont pas mentionnés ici, non plus que ceux des auteurs cités qu'on trouvera dans la liste des sources documentaires.

ACCACIA, Abdel el Kader – 268;
AGEL – 142;
ALEXANDRE, Rodolphe – 45;
ALEXIS, Jacques Stephen – 56;
ALEXIS, Stéphen – 56;
ALEXIS, Léo – 133,135;
ANDRE, Annulysse – 135;
ANGIBOUT – 54. 56;
ARCHER, Stephen – 133, 135, 136, 141, 221;
ARMAND, Félix – 261;
ARTAUD – 56;
AUGUSTE, Athanase – 185;
AUGUSTE, Cognacq – 267;
AUGUSTE, Grandville – 135;
AUGUSTE ,Tancrède – 39;
BAILLY–BLANCHARD, Arthur – 39, 78, 79, 80, 102, 104, 108, 114, 133;
BANCE, Jules – 135;
BARRAU, Justin – 121, 122 152;
BATRAVILLE, Benoît – 93;
BAUDE, Mimi –140;
BAUDE, Cadet – 140;
BAUDE, Elizabeth Lélia – 7, 141;
BAUDE, Jean-Baptiste – 140;

BAUDE, Louis-Marie – 140;
BEACH – 64, 65, 80, 83, 84, 88, 96;
BEAUVOIR, Gesner – 152, 234, 254, 258;
BELLEGARDE Dantes – 1, 10, 19, 22, 33, 58, 104, 135, 152, 184, 186, 245, 255, 268, 278;
BENOÎT, Constantin – 114, 152;
BISSAINTHE, Carmilus – 268;
BLANCHET, Albert – 280;
BOBO, Rosalvo – 49, 64, 65, 151, 152;
BONAMY, Auguste – 50, 51, 53, 57;
BONCOURT, Sainte-Marie Octave – 147;
BONCY, Amiclé – 255, 268;
BORGELLA, Charlotte – 141;
BORGELLA, Maximilien – 141;
BORNO, Cagnan – 140;
BORNO, Deleart – 140;
BORNO, Henri – 13, 183;
BORNO, Jacques – 140;
BORNO, Jeanne – 13;
BORNO, Juste – 140, 141;
BORNO, Lélio – 146;
BORNO, Léonce – 268;
BORNO, Louis-Charles I – 141, 143, 146, 147;
BORNO, Louis-Charles II – 146, 147;
BORNO, Madeleine – 13, 183;
BORNO, Marc – 140, 141;
BORNO, Martial – 140;
BORNO, Robert Eugène – 7, 133, 140, 142, 143, 144, 148;
BORNO, Simone – 13, 183;
BORNO-LAMARRE, Marc –140;
BOUCHEREAU, Charles – 134, 242, 243, 267;
BOYER, Jean-Pierre – 141, 210;
BREDY, Joseph Michel – 152;

BRYAN – 41, 44;
BURR-REYNAUD, Frédéric – 255;
BUTLER, Smedley – 89, 94, 98, 171;
CABECHE, Raymond – 76;
CALIXTE, Darius – 151;
CAPERTON – 58, 64, 65, 66, 68, 78, 80, 82, 88, 96, 163;
CARSON – 247;
CARTERON – 38;
CASENAVE – 164;
CATLIN – 94;
CAUVIN, Emile – 255, 278;
CAUVIN, Emmanuel – 151, 255, 264, 265;
CAUVIN, Victor – 255;
CAVE, Omer – 32, 33;
CHAM, Osmin – 133;
CHARLES X – 21;
CHARLES, Dieudonné – 149, 267;
CHARLES-PIERRE, Ducasse – 134;
CHAUVET, Ernest – 220, 221, 222, 224, 255;
CHAUVET, Henri – 111, 136;
CHERUBINI – 189;
CHRISTOPHE, Henry – 74;
CLOUCHET – 36;
COLES — 36;
COLE, Elie – 9, 94, 101, 104;
CONAN – 190;
CONARD, Charles – 80, 83;
CONSTANT, Henri – 13;
COOLIDGE – 198, 221;
CREPIN – 56;
CUMBERLAND, William – 15, 16, 164, 169;
DARTIGUENAVE, Barnave – 104;
DAVID, Placide – 220;

DAVIS, Robert Beale – 56, 57, 66, 166, 291;
DEBROSSE, Agenor – 267;
DEJEAN, Léon – 82, 139, 179, 212;
DEJEAN de la BATIE – 8, 90;
DELCASSE – 48;
DELVA, Charles – 51, 244;
DEPESTRE – 95;
DESERT, Enoch – 135;
DESRUE – 42;
DESSALINES, Jean-Jacques – 22, 35, 59, 141, 174;
DESTIN, Emmanuel – 150;
DEVOT, Justin – 10;
DORNEVAL, Etienne – 66;
DORSAINVILLE ,Louis – 267;
DOUYON, Ernest – 261;
DUBOIS, Charles – 146;
DUBOIS, Elie – 172;
DUNN – 150;
DUPUY, Edmond – 152;
DUVAL, Amilcar – 151;
DUVALIER, François – 56, 260, 293;
DUVALIER, Jean–Claude – 290;
DUVIGNEAUD, Frédéric – 222, 224;
DUVIVIER, (colon) – 140;
DUVIVIER, Ulrick – 48, 52;
ELIE, Emile – 64;
ESTIME, Jeune – 134;
ETHEART, Louis – 139;
ETIENNE, Charles Oscar – 45, 49, 51, 57, 58, 214;
EVANS, Frank – 8, 172;
FARNHAM, Roger – 37, 41, 43, 44, 159, 162, 164;
FÉQUIÈRE, Fleury – 7, 119, 122;
FIRMIN, Antenor – 34, 38;

FLETCHER, Henry – 253, 268;
FOMBRUN, Charles – 134, 255;
FORBES, Cameron – 168, 169, 184, 190, 194, 238, 210, 250, 253, 256, 257, 258, 261, 262, 263, 264, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 287, 290, 304;
FOUGERE – 247;
FRANÇOIS, Arthur – 102;
FREEMAN – 177, 186, 189, 190, 240, 241, 242, 244, 248, 289;
FULLER, Paul – 48;
GARDÈRE, Paul – 55;
GARRISON – 80;
GARVEY, Marcus – 221;
GEFFRARD, Fabre Nicolas – 177, 255;
GEFFRARD, Joseph – 255;
GERVAIS, Villius – 155;
GHERARDI – 28;
GIRARD, Pierre – 49, 56, 57, 58;
GOYER-GREFFIN, François – 141;
GOYER-GREFFIN, Justine – 141, 146, 147;
GRANDOIT – 134;
GRUENING – 173;
GRUMMON, Stuart – 265, 262, 272;
GUERIN, Elie – 173, 217, 218, 219, 221, 222;
GUILLAUME, Louis-Auguste – 134, 135, 139;
GUILLAUME, Vilbrun – 3, 34, 39, 45, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 134, 254, 301;
GUILLOU, Gesner – 246, 247;
HARDING – 120, 122, 124, 128
HART, Moses – 147;
HENRIQUEZ, Alphonse – 279;
HENRIQUEZ, Noël – 29;
HERAUX, Edmond – 89, 98, 100, 102, 106;
HILAIRE, Hannibal – 45, 46, 214;

HIPPOLYTE, Florvil – 14, 19, 28, 29, 145, 211;
HOOVER, Herbert – 169, 184, 241, 248, 251, 253, 259, 260, 261, 272, 273;
HORACE, Horaceline – 141;
HORD, John – 165;
HUDICOURT, Pierre – 81, 85, 86, 94, 164, 238, 278;
JEREMIE – 152;
JOLIBOIS, Joseph – 128, 172, 206, 220, 222, 225, 261, 278, 280;
JUSTIN, Joseph – 132, 141, 142, 152;
KERNEY, James – 253;
KERSUZAN – 93;
KING, William – 148, 200, 207, 208, 231, 236;
KOHAN – 56;
LARA, Adolphe – 146;
LAFORESTRIE Léon – 14;
LAFORESTRIE Louis – 94;
LAMOUR–DERANCE – 72;
LANOUE, Joseph – 151;
LANSING, Robert – 86, 87;
LAPORTE, Camille – 14;
LAPORTE, Christian – 155;
LAPORTE, Ernest – 104;
LAROCHE, Edgard – 82;
LAROCHE, John – 19;
LATORTUE, Justin – 268;
LATOUR, Fedor – 250;
LAVENTURE, Louis Leonidas – 226;
LECONTE, Charles – 65;
LECONTE, Cincinnatus – 39, 271, 300;
LECORPS, Adalbert – 152, 293;
LEGENDRE, Alfred – 267;
LEGER, Abel – 278, 280;

LEGER, Georges – 254, 256;
LEGER, Jacques Nicolas – 10, 22, 64;
LEGITIME, François – 65;
LEON, Camille – 207, 267;
LESCOUFLAIR, Arthur – 151;
LESPINASSE, Edmond – 254, 256;
LHERISSON, Louis – 45, 254;
LIAUTAUD, Leon – 146;
LISSADE, Fernand – 136;
LIZAIRE, Louis – 151;
LIZAIRE, Raoul – 234, 236, 247, 250, 252, 274;
LOUIS, Eugène, dit LA PLACE – 192;
LOUIS–PHILIPPE – 21;
LUDERS, Emile – 28, 144;
MACCORMICK Medill – 128, 288;
MacDONALD – 35, 36, 37, 164, 179;
MacILHENNY, John – 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 156, 158, 165, 184, 302;
MAGLOIRE, Auguste – 82, 87, 164, 264, 266, 268;
MARCELIN, Emile – 267;
MARCELIN, Frédéric – 10, 33;
MARTINEAU, Fouchard – 261;
MATHON, Etienne – 151, 152;
MAUMUS – 111, 123, 124, 165, 167;
MAYARD, Constantin – 65, 105, 106, 135, 148, 152, 153;
MAYO – 93, 157;
MENOS, Solon – 10, 43, 65, 67, 78, 81, 85, 87, 88, 90, 91, 98, 100, 101, 107, 108, 111, 112, 114, 116, 164;
MERCIER, Rodolphe – 272;
MILLSPAUGH, Arthur – 165, 195, 197;
MIRAMBEAU et Consorts – 146, 147, 148;
MOISE, Alexandre – 135;
MONTAS, Edmond – 151, 234;

MONTAS, Félix – 267;
MORAVIA, Charles – 10, 218, 219, 220, 222;
MOREAU, Charles – 268;
MUNRO, Dana – 197, 276, 278;
NEMOURS, Alfred – 133, 134, 135, 151, 161, 234, 267;
NORD-ALEXIS – 23, 31, 35, 38, 194, 301;
OBERLIN – 80, 82;
ORIOL – 13;
PADDOCK, Stephen – 122;
PARADIS, Fernand – 226;
PASQUIER, Hermann – 151;
PAUL-MAURICE – 226;
PAYNE – 56;
PERALTE, Charlemagne – 93, 94, 104, 129, 180, 254, 257, 303;
PETIT, Georges – 147, 173, 218, 222, 261;
PETION, Alexandre – 3, 141;
PICHON – 189;
PIERRE-ANTOINE, Hermann – 135, 225, 267;
PIERRE-LOUIS, Damasse – 150, 225, 264, 268;
PIERRE-LOUIS, Delabarre – 134, 135;
PIERRE-PAUL, Antoine – 221, 254;
PINCHINAT, Leopold – 151;
PLAISANCE, Anne – 140;
PLAISANCE, Victoire – 140;
POINCARE, Raymond – 161;
POUGET, Louis Edouard – 147, 222;
POUJOL, Alexandre, alias J.F. MOREAU – 218;
PRADEL, Seymour – 10, 241, 255, 257, 278, 279;
PRIEUR, Petit-Noël – 72;
PRESSOIR, Malherbe – 152;
PRESTON, Stephen – 10;
PREZEAU, Marcel – 151;

PRICE, Hannibal – 134, 207, 211, 235, 236, 237;
PRICE-MARS, Jean – 20, 233, 234, 244, 254, 261, 278;
PROPHETE, Louis – 151;
RABAT, Charlotte–Angèle – 147;
RAMEAU, Arthur – 133, 134, 139;
RIBOUL, Charles – 244;
RICHE, Jean–Baptiste – 145;
RIGAL, Antoine – 254;
RIGAUD, Ernest – 151;
ROBIN, Ermane – 268;
ROOSEVELT, Franklin – 96, 116;
RUAN, Addisson – 101, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 121, 136, 137, 156, 165, 302;
ROUMAIN, Edmond – 78;
ROUMAIN, Jacques – 146, 148, 173, 211, 218, 222, 278;
ROUZIER, Charles – 134, 151, 248, 272;
ROUZIER, Emile – 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56;
ROUZIER, Semexant – 68, 76, 140;
ROY, Eugène – 3, 214, 220, 253, 261, 262, 263, 265, 266, 268, 269, 270, 273, 274, 276, 277, 304;
ROY, Louis – 104, 152;
SAGET, Nissage – 3;
SAINT-AUDE, Cicéron – 286;
SAINT-CLAIR, Emile – 226;
SAINT-FORT COLIN, Manassé – 267, 268;
SAINT-GERAUD – 56;
SAINT-MACARY, Hélène – 12, 13, 14, 218, 301;
SAINT-MACARY, Jean-Jacob – 14;
SAINT-MACARY, Jules – 14;
SAINT-VICTOR, Charles-Auguste – 147;
SALGADO, Francis – 234, 244;
SALGADO, Justin – 151;
SALNAVE, Sylvain – 145;

SALOMON, Lysius Félicité – 14, 36;
SALOMON, Paul – 152;
SAM, Justin – 250, 254;
SAM, Tiresias Simon – 29, 211;
SAMBOUR, Charles – 152;
SANCHEZ, Rafael Augusto – 30, 213;
SANNON, Pauleus – 9, 65, 66, 67, 68, 85, 152, 153, 254;
SANSARICQ, Antoine – 66, 67, 134, 139, 154, 244, 250, 261, 262, 274;
SANSARICQ, Walter – 267;
SCHOLLE – 89;
SEJOURNE, Georges – 256, 257;
SIMMONDS, Joseph – 56;
SIMON, Antoine – 29, 35, 36, 38, 39, 158, 174, 282, 300;
SIMON, Ulysse – 246;
SNOWDEN – 119;
SOMOZA – 287;
SOULOUQUE, Faustin – 3, 143;
STIMSON – 242, 248;
SULLY, Pierre – 58;
SYLVAIN, Georges – 10, 92, 150, 172, 222, 238, 302;
SYLVAIN, Herard – 54;
THEODORE, Davilmar – 9, 34, 38, 39, 40, 41, 43, 45, 47, 48, 67, 195, 301;
THEZAN, Emmanuel – 152, 216;
THOBY, Percival – 207, 222, 278;
THOMAS, James Emmanuel – 135, 151, 267;
TOUSSAINT-LOUVERTURE – 3;
TRIBIÉ, Emmanuel – 151;
TRUJILLO, Rafael Leonidas – 212, 286;
VASQUEZ, Horacio – 210, 211, 212, 298, 303;
VEZINA, Elie – 253;
VIARD, Felix – 219;

VIEUX, Constant – 154, 222;
VIEUX, Samson – 53;
VILAIRE, Etzer – 10, 254, 262;
VILLARD, Suirad – 152, 222, 224;
VINCENT, Stenio – 7, 16, 32, 34, 98, 102, 103, 152, 159, 193, 212, 277, 278, 280, 288, 291, 304;
WALLER, Littleton – 80, 88, 89, 90, 91, 94, 99, 100, 101;
WHITE, William – 257;
WILLIAMS, Alexander – 207;
WILSON, Woodrow – 8, 62, 123;
ZAMOR, Charles – 39, 49, 51, 52, 53;
ZAMOR, Oreste – 40, 41, 52, 58, 301;

Sources et Bibliographie

I – Archives

Archives du Président Borno;
Archives du Quai d'Orsay;
– Série Amérique 1918-1940, Haïti;
– Nouvelle Série, Haïti;

II– Journaux, revues, publications officielles, rapports officiels

✦ Journaux haïtiens:

L'Action; *L'Effort*; *L'Essor*; *L'Etendard*; *Haïti-Journal*; *Le Matin*; *Le Nouvelliste*; *Le Petit-Impartial*; *La Plume*; *La Presse*; *le Réveil*; *la Poste*; *Le Temps*; *Le Courrier haïtien.*

✦ Revues:

Revue de la Société haïtienne d'Histoire et de géographie: Numéros de juillet 1954, mars 1978, septembre 1986, juin 1987, septembre 1987, mai 1988, septembre 1991.

Revue d'Histoire moderne et contemporaine, numéro d'octobre 1967.

✦ Publications:

Le Moniteur.

Bulletin des lois et actes.

R. T. AUGUSTE: *Administration du Président Borno – Travaux Publics*, Imprimerie Nationale, 1926.

Louis BORNO: *Code civil annoté*, Giard et Brière, Paris.

Louis BORNO: *Code de Commerce annoté*, Imprimerie de l'Abeille, Port-au-Prince, 1910.

Louis BORNO: *Négociations diverses, Réclamations et litiges diplomatiques – 1916*, Imprimerie Nationale, 1918.

Rapports annuels de l'Ingénieur en chef de la Direction Générale des Travaux Publics.

Annual Reports of Financial Adviser – General Receiver.

Rapports annuels de la garde d'Haïti.

Annual Reports of the American High Commissioner to the Honorable the Secretary of State.

Pour l'Histoire – Action du Sénat de la République pour la liberation du Territoire National, Imprimerie Haïtienne, 7 février 1934.

Hermann PIERRE-ANTOINE: *Discours au club Union.*

Rapport de la Commission du Sénat sur la Convention du 16.09.1915.

Luc KERNIZAN: *Mon voyage à Cuba ou une enquête sur l'émigration*, Mémoire pour son excellence le Président de la République.

Rapport sur la nature des diffultés survenues à l'Ecole Centrale d'Agriculture de Damien, ainsi que sur les véritables causes auxquelles elles peuvent être attribuées, 18.11.1929.

Rapport de la Commission du Président Hoover, 20.03.1930.

Louis ROY: *Rapport de la section haïtienne de la Commission de délimitation des frontières*, 1930.

III– Brochures et ouvrages généraux

Eugène AUBIN: *En Haïti*, Armand Colin, ¡910.

Yves L. AUGUSTE: *Haïti et les Etats-Unis*, H. Deschamps, 1987.

Jacques BARROS: *Haïti*, L'Harmattan, 1984.

Gérard BARTHELEMY: *Le Pays en dehors*, H. Deschamps, 1989; *Dans la splendeur d'un après-midi d'Histoire*, Deschamps, 1996.

Gérard BARTHELEMY et Christian GIRAULT (sous la direction de): *La République Haïtienne*, Kathala, 1993.

Frédéric BAUSMAN: *The seizure of Haïti by the United States*, Foreign Policy Association, 1922.

Vilfort BEAUVOIR: *Le contrôle financier du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur la République d'Haïti*, Recueil Sirey, Paris, 1930.

Dantes BELLEGARDE: *Pour une Haïti heureuse*, Cheraquit, 1927/29; *L'occupation américaine d'Haïti, ses conséquences morales et écono-miques*, Cheraquit, 1929; *La résistance haïtienne*, Beauchemin, Montréal 1937; *Histoire du peuple haïtien*, Port-au-Prince, 1953.

Leonce M. BERNARD: *Antoine C. Sansaricq*, Imprimerie A.P. Barthélémy, Port-au-Prince.

Jules BLANCHET: *Politique étrangère et relations extérieures*, Valcin, Port-au-Prince, 1940.

Fabrice BLANCPAIN: *Le Pouvoir exécutif en Haïti sous l'occupation américaine*, Edition Regain, 1998.

Louis BORNO : *La crise morale*, Imprimerie Amblard, Port-au-Prince, 1895; *Mémoire au Conseil d'Etat*, Imprimerie de l'Abeille, Port-au-Prince, (sans date).

Edner BRUTUS: *Instruction Publique en Haïti*, Imprimerie l'Etat, 1948.

Raymond Leslie BUELL: *The American occupation of Haiti*, Foreign Policy Association, novembre – décembre 1929.

Suzy CASTOR: *L'ocupation américaine d'Haïti*, Deschamps, 1988.

Jacques CAUNA: *Aux temps des Isles à sucre*, Karthala, 1987.

Max CHALMERS : *Le cri de ma génération*, Valcin, Port-au-Prince.

Joseph CHATELAIN: *La Banque Nationale*, Port-au-Prince, 1954.

Donald B. COOPER: *The withdrawal of the United States from Haïti; Journal of inter american studies*, janvier 1963

Georges CORVINGTON : *Port-au-Prince au cours des ans – Tome 5 : La Capitale d'Haïti sous l'occupation*, Deschamps, 1987.

Franąois DALENCOUR:– *La croisée des chemins*, Port-au-Prince 1926;*La Fondation de la République d'Haïti par Alexandre Petion*, chez l'auteur à Port-au-Prince, 1944.

Berthoumieux DANACHE: *Le Président Dartiguenave et les Américains*, Editions Fardin, Port-au-Prince 1984.

Maurice DARTIGUE: *Quelques vues politiques et morales*, Port-au-Prince 1930.

Harold P. DAVIS : *Black Democracy*, The Dial Press, New York 1928.

Kern DELINCE : *Armée et politique en Haïti*, L'Harmattan, 1979.

Jean DESQUIRON: *Haïti à la Une*, Port au Prince 1997.

Paul H. DOUGLAS : *The American occupation of Haiti*, Political science quarterly, New York, June and September 1927.

Justin C. DORSAINVIL : *Histoire d'Haïti*, Deschamps, 1958 ; *Le problème de l'enseignement primaire en Haïti*, Imprimerie Centrale, Port-au-Prince 1922.

Harry P. FLETCHER: *Quo Vadis Haiti*, Foreign Affairs, juillet 1930.

Roger GAILLARD: *La République exterminatrice*, Tome 1, Le Natal, 1984; Tome 2, Le Natal, 1988 Série: *Les Blancs débarquent*, Edition Le Natal; *Les cent jours de Rosalvo Bobo*, 1987; *Premier écrasement du Cacoïsme*, 1981; *La République autoritaire*, 1981; *Hinche mise en croix*, 1982; *Charlemagne Peralte, le caco*, 1982; *La Guerilla de Batraville*, 1983.

Emily GREENE–BALCH: *Occupied Haiti*, The Writers Publishing C°, New York, 1927.

Robert and Nancy HEINL: *Written in blood*, Houghton Mifflin C°, Boston, 1978.

Gérard JOLIBOIS: *L'exécution des frères Coicou*, Le Natal, 1986.

Joseph JOLIBOIS fils: *L'accord du 7 Août 1933*, Imprimerie Le Courrier haïtien, 1933.

Joseph JUSTIN: *Mémoire au Conseil d'Etat*, Imprimerie V. Pierre-Noël, Port-au-Prince (sans date).

Carl KELSEY: *The American intervention in Haiti and the Dominican Republic*, Annals of the American Academy of Political and Social Science, Philadelphie, 1922.

Louis Leonidas LAVENTURE: *Le Parti National Progressiste, vues et principes*, Imprimerie Heraux, 1925.

James H. Mac CROCKLIN: *Garde d'Haïti 1915-1934*, The U.S. Naval Institute, Annapolis, 1956.

Auguste MAGLOIRE: *Louis Borno, son œuvre et le parti progressiste*, Imprimerie Le Matin, Port-au-Prince, 1929.

Marc MALVAL: *La politique financière extérieure de la République d'Haïti*, Imprimerie Baron,Paris, 1932.

Frédéric MARCELIN: *L'haleine du centenaire*, Taillefer, Paris, 1901.

A. de MATTEIS: *Le conflit des frontières haïtiano–dominicaines*, Imprimerie Hayez, Bruxelles, 1969.

Alix MATHON: *La Relève de Charlemagne (les cacos de la plume)*, Edition Fardin, 1984.

Paul MAURICE: *Politique d'organisation et de progrès, aperçu du programme du Président Borno*, Cheraquit, 1925.

Solon MENOS: *L'affaire Luders*, Imprimerie Centrale, Port-au-Prince, 1976.

Kethly MILLET: *Les paysans haïtiens et l'occupation américaine*, Collectif Paroles, La Salle, Québec, 1978.

Arthur MILLSPAUGH:– *Haiti under American control*, World Peace Foundation, Boston, 1931; *Our Haitian problem*, Foreign affairs, juillet 1929.

Claude MOISE: *Constitutions et luttes de pouvoir en Haïti – Tome II*, Edition Cidihca, 1990.

Ludwill Lee MONTAGUE: *Haiti and the United States*, Duke Unniversity Press, Durham, N.C,. 1940.

J. F. MOREAU : *Lettre ouverte à monsieur Louis Borno*, New York 25.03.1923.

Dana G. MUNRO : *The United States and the Caribbean Republics*, Princeton University Press, 1974.

Berhmann NARCISSE : *Haïti, les préludes au débarquement de 1915*, Cidihca, 1991.

Alfred NEMOURS : *Les Borno dans l'Histoire d'Haïti*, Imprimerie Nationale, 1926.

David NICHOLS : *From Dessalines to Duvalier*, Warwick University Caribbean Studies, 1988.

Hogar NICOLAS : *L'occupation américaine d'Haïti, la revanche de l'Histoire*, Industrias graficas España, Madrid, 1956.

Léon D. PAMPHILE : *L'éducation en Haïti sous l'occupation américaine*, Imprimerie des Antilles, Port-au-Prince, 1988.

Lyonel PAQUIN : *Les Haïtiens, politique de classe et de couleur*, Le Natal, 1988.

Timothée PARET : *Dans la mêlée*, Edition Jouve et Cie, Paris, 1932.

Hermann PIERRE–ANTOINE : *Le Passé, le Présent, l'Avenir!*, Port-au-Prince, 1930.

Damase PIERRE–LOUIS : *Politique et gouvernement*, Imprimerie du Séminaire Adventiste, 1934 ; *Les mensonges de notre démocratie*, P.U.F., Paris, 1933; *Le président Borno et la libération du Territoire*, Cheraquit, 1924.

Thomas PRICE : *La question des frontières entre Haïti et Santo-Domingo*, Port-au-Prince, 1927.

Docteur Jean PRICE–MARS : *La République d'Haïti et la République Dominicaine*, Collection du tricinquantenaire de l'Indépendance, 1953 ; *La vocation de l'élite*, Imprimerie Chenet, 1919.

Paul ROMAIN : *L'organisation administrative en Haïti et l'administration américaine*, Port-au-Prince, 1929.

Robert I. ROTBERG : *Haïti, the politics of squalor*, Houghton Mifflin C°, Boston, 1971.

Pauleus SANNON : *Six mois de Ministère face aux Etats-Unis*, Imprimerie Heraux, 1936 ; *Le projet de révision de la Constitution*, Imprimerie de l'Haïtien, 1927.

Rulhière SAVAILLE : *La grève de 29*, Fardin, 1979.

Emile SAINT–CLAIR : *Adhérons au Parti National Progressiste*, Imprimerie Voix du peuple, 1929.

Hans R. SCHMIDT : *The United States occupation of Haiti*, Rutgers University, 1971.

William SEABROOK : *L'Ile Magique* (traduction de Gabriel des Hons), Firmin Didot, 1932.

Clarence K. STREIT : *Haiti Intervention in operation*, Foreign Affairs, juillet, 1928.

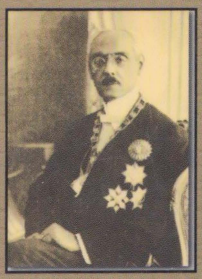
Georges SYLVAIN : *Dix années de lutte pour la liberté*, Deschamps, 1955.

Alain TURNIER : *Les Etats-Unis et le marché haïtien*, Washington 1955 ; *La société des baïonnettes*, Le Natal, 1985 ; *Avec Merisier Jeannis*, Le Natal, 1982.

Suirad VILLARD : *Devant la Nation*, Imprimerie Heraux, 1926.

Stenio VINCENT : *En posant les jalons*, Imprimerie de l'Etat, 1939.

IMPRIMERIE
LE NATAL S.A.



François BLANCPAIN, né en 1933, a fait toute sa carrière professionnelle dans les services financiers d'une grande société européenne de constructions aéronautiques, après des études de droit et d'administration publique. C'est par ses relations familiales qu'il a été amené à s'intéresser à l'histoire d'Haïti et, plus particulièrement, à celle de la période de l'occupation.

Il manquait une biographie politique du Président Louis BORNO. Personne n'avait pu ou n'avait voulu l'écrire. L'auteur de cet ouvrage, ayant hérité des archives de l'ancien Président BORNO, a voulu combler cette lacune en s'efforçant de rester le plus possible dans l'objectivité historique. On lira ainsi l'itinéraire d'un homme politique qui, au timon des affaires de 1922 à 1930, s'est vu chargé de toutes les hontes, déceptions et vexations de l'occupation américaine par ses adversaires politiques.

Le rappel précis des causes de cette occupation, l'histoire minutieuse de son déroulement, la relation des rapports animés et parfois difficiles, même durant la période de la "coopération franche et loyale", entre le Président et le tuteur américain, le bilan de cette présidence enfin, permettent de se rendre compte que les erreurs et les fautes ne sont pas toutes d'un seul côté et qu'il ne suffit pas de charger un seul homme de toutes les turpitudes et les renoncements des élites de la nation, comme c'était le sort du bouc émissaire dans l'Israël antique, pour décharger celles-ci de toute responsabilité devant l'histoire. L'auteur fait ici un sort à nombre de légendes dont on a affublé, à tort, le Président BORNO et son gouvernement.

Un livre à lire surtout qu'il relate certains aspects méconnus et qui restent d'actualité.

EDITIONS REGAIN

ISBN : 2-89454-026-4

Graphisme et Impression: Imp Le Natal S.A.